

ŒUVRES

**août 1936
à
décembre 1936**

Léon Trotsky
ŒUVRES

août 1936

décembre 1936

Publiées sous la direction de Pierre BROUÉ

Introduction et notes de Pierre BROUÉ

Publication de l'institut Léon Trotsky

Paris EDI 1981

ÉTUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT, l'institut Léon Trotsky	13
UNE COLLABORATION INTERNATIONALE, l'équipe de présentation	15
LISTE DES SIGLES	17
REPERES CHRONOLOGIQUES	19
INTRODUCTION, Pierre BROUE	23

Certains textes, lettres ou autres, n'ont pas de titre d'origine. Pour faciliter la lecture, nous avons pensé qu'il était utile de leur en donner. Dans ce cas, dans le sommaire et dans l'ouvrage, ces titres sont entre crochets [...].

En Norvège « Socialiste » (Récit)	31
[Pour l'édition américaine du livre sur l'U.R.S.S.] (4 août 1936)	50
[Il faut remercier Nikolaievsky] (4 août 1936)	53
[L'affaire Ferrât] (5 août 1936)	55
[De l'I.L.P. au Labour Party] (Discussion avec Collins) (août 1936)	56
[Prenons connaissance des faits] (15 août 1936)	65
[Il faut surmonter les divergences passées] (16 août 1936)	68
[L'Orage a éclaté...] (18 août 1936)	71
[A propos de la conférence internationale] (18 août 1936)	73
[Pire que les affaires de Dreyfus et du Reichstag] (19 août 1936)	74
[Lettre au chef de la police d'Oslo] (19 août 1936)	75
Terreur individuelle et terreur de masse (20 août 1936)	79
Qui est Valentin Olberg ? (20 août 1936)	84
Révolutionnaire, pas terroriste (20 août 1936)	87
[L'Humanité au travail] (21 août 1936)	93
[La lutte contre le procès] (22 août 1936)	94
[Les provocateurs de Moscou] (22 août 1936)	96
[De précieuses lettres] (22 août 1936)	98

LEON TROTSKY, ŒUVRES, AOÛT-DECEMBRE 1936

[Un	épisode	révéléateur]
(22 août 1936)		99
Le suicide de Tomsy		
(23 août 1936)		101
Staline n'est pas tout		
(23 août 1936)		103
[Déclaration sur le procès]		
(23 août 1936)		108
[Quelques précisions]		
(23 août 1936)		112
[Préparation de la riposte]		
(24 août 1936)		117
[Une réponse à M. Scharffenberg]		
(24 août 1936)		120
[Les condamnations à mort]		
(24 août 1936)		123
[Interview au <i>News Chronicle</i>]		
(24 août 1936)		125
[Je revendique un procès régulier]		
(25 août 1936)		129
[Lettre au ministère de la justice>de Norvège]		
(26 août 1936)		130
Des procès sans fin		
(27 août 1936)		134
[Il faut en finir]		
(27 août 1936)		137
[G.P.U. et Gestapo]		
(27 août 1936)		139
[L'édition de <i>La révolution trahie</i>]		
(27 août 1936)		142
[L'édition en anglais]		
(27 août 1936)		144
[En prison à domicile]		
(29 août 1936)		146
[Menace de grève de la faim]		
(30 août 1936)		148
[Retraite forcée temporaire]		
(début septembre 1936)		149
[Il faut se battre]		
(5 septembre 1936)		151
[On peut écrire]		
(début septembre 1936)		154
[Sur l'édition française]		
(6 septembre 1936)		156
[Quelques recommandations]		
(3 septembre 1936)		158
[L'attitude d'Eastman et les difficultés avec les éditeurs]		
(10 septembre 1936)		160
[Excuses]		
(12 septembre 1936)		164
[Remarques pour un avocat néophyte]		
(15 septembre 1936)		165
[Nouvelles recommandations]		
(17 septembre 1936)		171

LEON TROTSKY. ŒUVRES. AOUT-DECEMBRE 1936

[Reprise de contact]	
(19 septembre J 936)	175
[Pour une commission d'enquête internationale]	
(22 septembre 1936)	176
[Echo d'une chasse à la sorcière en Belgique]	
(23 septembre 1936)	178
[Lettre de prison]	
(27 septembre 1936)	181
[Des urgences]	
(28 septembre 1936)	183
[Pour un procès en diffamation]	
(28 septembre 1936)	184
[Petites nouvelles]	
(29 septembre 1936)	185
[Des questions à éclaircir]	
(1 ^{er} octobre 1936)	186
[La mort de Maurin]	
(3 octobre 1936)	188
[Autour du procès]	
(3 octobre 1936)	189
[Petites nouvelles]	
(4 octobre 1936)	192
[Un décret spécial]	
(5 octobre 1936)	194
[Précisions nécessaires]	
(? octobre 1936)	196
[Une affaire urgente]	
(8 octobre 1936)	197
[Pression sur la F.S.I.]	
(8 octobre 1936)	199
[La censure sévit]	
(9 octobre 1936)	200
[L'attitude des gens de lettres]	
(9 octobre 1936) ;	201
[La sécurité des archives]	
(10 octobre 1936)	203
[A la Société des Nations]	
(12 octobre 1936)	205
[A propos du séjour à Copenhague] '	
(12 octobre 1936)	206
[Problèmes de courrier]	
(15 octobre 1936)	215
[Ibsen et l'expérience norvégienne]	
(17 octobre 1936)	216
[Pour un travail systématique]	
(21 octobre 1936)	218
[Encore Ibsen]	
(22 octobre 1936)	219
[Du bon travail]	
(22 octobre 1936)	220
[Mener l'enquête très vite]	
(23 octobre 1936)	222
[Le point de la situation]	
(23 octobre 1936)	224

[Des	urgences]
(24 octobre 1936)	226
[Contacts pour un contre-procès]	
(25 octobre 1936)	228
[Quelques problèmes posés par le G.P.U.]	
(26 octobre 1936)	230
[Quelques remarques sur l'expertise de Mr. Pritt et de ses semblables]	
(29 octobre 1936)	235
[Nous aurons le dernier mot]	
(30 octobre 1936)	240
[Agir sans retard]	
(30 octobre 1936)	242
[Pour un procès en Suisse]	
(31 octobre 1936)	243
[Le sens du procès]	
(octobre 1936)	245
[Accusé de réception]	
(8 novembre 1936)	247
[Informations et questions]	
(8 novembre 1936)	249
[Amical salut]	
(8 novembre 1936)	251
[Sans défense]	
(10 novembre 1936)	252
[Le vol des archives par Je G.P.U.]	
(10 novembre 1936)	254
[Remarques sur l'interview dans <i>Arbeiderbladet</i>]	
(10 novembre 1936)	255
[Recommandations pressantes]	
(10 novembre 1936)	257
[La question des archives]	
(10 novembre 1936)	260
[Comment réagit l'opinion ?]	
(12 novembre 1936)	262
[Le G.P.U. a fait une bêtise]	
(12 novembre 1936)	264
[Des erreurs]	
(13 novembre 1936)	266
[Sur le vol des archives]	
(18 novembre 1936)	268
[Les pires conditions]	
(18 novembre 1936)	270
[Instructions]	
(19 novembre 1936)	271
[Asile ou guet-apens]	
(22 novembre 1936)	272
[Sur le procès de Novosibirsk]	
(26 novembre 1936)	274
[Des livres reçus]	
(29 novembre 1936)	278
[La préhistoire du vol des archives]	
(2 décembre 1936)	280

[Témoin indispensable]	
(3 décembre 1936) '.....	282
[Une étrange division du travail]	
(3 décembre 1936)	283
[L'enquête sur le cambriolage]	
(7 décembre 1936)	284
[Le point]	
(10 décembre 1936)	286
A huis clos	288
[Des questions à régler]	
(12 décembre 1936)	320
[Quitter le Norvège au plus vite]	
(16 décembre 1936)	322
[Une entrevue est urgente]	
(17 décembre 1936)	324
[Exigences de sécurité]	
(17 décembre 1936)	325
[La sécurité du voyage]	
(17 décembre 1936)	327
[Les livres empruntés]	
(17 décembre 1936)	329
Honte !	
(18 décembre 1936)	331
[Le point de la situation]	
(18 décembre 1936)	346
[Préparatifs d'un voyage incertain]	
(18 décembre 1936)	348
[Dernières dispositions]	
(18 décembre 1936)	350
ANNEXES	353
Ouvrages cités ou consultés	355
Index des journaux et périodiques	359
Index des noms de personnes	361
Index des organisations, institutions, instances.....	369
Index des thèmes et sujets	379

LISTE DES DOCUMENTS
DES PAPIERS D'EXIL DE CETTE PÉRIODE
NON REPRODUITS
DANS LE PRÉSENT VOLUME

- 19 août: lettre de remerciements à Mademoiselle Elisabeth Kiar. (8635).
- 22 août: lettre à M. Sveen au sujet du procès-verbal de son interrogatoire. (10555).
- 22 août : lettre à F. Pfemfert au sujet de V. Olberg. (9736).
- 25 août : télégramme à Sara Weber demandant de refuser de poursuivre la discussion sur les droits d'auteur avec Simon & Schuster. (10799).
- 25 août : télégramme refusant les propositions de Simon & Schuster. (10360).
- 10 septembre: télégramme à Simon & Schuster. (10361).
- 13 septembre: lettre à Léon Sedov demandant des numéros du B.O. manquant à la collection de H0nefoss. (10172).
- 29 septembre : lettre à Willi Schlamm sur la lutte contre le procès. (10037).
- 9 octobre : lettre à l'avocat pragois Fr. Bill apportant des précisions déjà données dans d'autres lettres. (7410).
- 10 décembre : lettre à L. Sedov indiquant les corrections à opérer dans l'édition française de *La Révolution trahie*.

AVERTISSEMENT

A partir du volume 8. les Œuvres reposent essentiellement sur la documentation de la Bibliothèque du Collège de Harvard, les « papiers d'exil » de Trotsky, accessibles aux chercheurs depuis le 2 janvier 1980.

Pour soutenir l'intérêt du lecteur, ne pas trop émietter la vue que nous lui proposons, nous serons amenés de temps en temps à ne pas retenir certaines lettres ou télégrammes, voire à supprimer ici ou là des redites : nous indiquerons les références et la raison de ces choix

Nous remercions ici ceux qui nous ont permis d'entreprendre et de poursuivre notre travail : Esteban Volkov, George Breitman. Jean van Heijenoort et Louis Sinclair.

Les textes de ce volume qui ont été rédigés en allemand ont été traduits ou revus par Alain Calvié. Les textes dictés en russe ont été traduits ou revus par Nicole Durand. Michel Kehmon, Isabelle Lombard, les textes anglais par Pierre Broué.

Pierre Broué a assuré la dactylographie, partagée cette fois avec Soledad Moulin, grâce à l'aide du Groupe de recherche sur l'œuvre de Trotsky, R.C.P. du C.N.R.S.

L'introduction et les notes sont de Pierre Broué. La documentation pour elles a été réunie par lui avec l'aide d'Alain Calvié, Michel Dreyfus, Jean-Paul Joubert, Isabelle Lombard et Gérard Roche.

Les index ont été préparés sous la direction de Dominique Gérardin sauf celui des noms, confié à P. Broué.

L'Institut Léon Trotsky.

1. Voir page 12 la liste des documents des « papiers d'exil » que nous ne reproduisons pas dans le présent volume.

UNE COLLABORATION INTERNATIONALE

Les personnes dont les noms suivent, qui ont toutes été actives de son vivant dans le mouvement suscité par Trotsky, ont été interrogées oralement ou par écrit par les chercheurs de l'institut et ne nous ont pas ménagé leur aide. Ce sont :

M. Fulvio Abramo (Sao Paulo), Erwin H. Ackerknecht (Zurich), Manuel Alvarado (Mexico), John Archer (Londres), Fritz Belleville (Bâle), Yvan Craipeau (Nice), Margaret Dewar (Lindfield), Octavio Fernandez (Mexico), Pierre Frank (Paris), Albert Glotzer (New York), Plinio Gomès de Mello (Sao Paulo), Oskar Hippe (Berlin), Siegfried Kissin (Londres), George Kopp (Lima), Stefan Lamed (Montréal), Katia Landau de Balboa (Cuernavaca), Alfonso Leonetti (Rome), Ernest Mandel (Bruxelles), Karliafis Loukas (Athènes), Raymond Molinier (Paris), Félix Morrow (New York), Pierre Naville (Paris), Walter Nelz (Zurich), Mario Pedrosa (Rio de Janeiro), Jean Rous (Perpignan-Paris), Georges Scheuer (Paris), Michel Raptis (Athènes-Paris), Herminio Saccheta (Sao Paulo), Jean van Heijenoort (Mexico-Cambridge), Oscar Waiss (Francfort/Main), Adolfo et Francisco Zamora (Mexico).'

On nous -permettra de donner une -place à part à Hugo Dewar, Lola Estrine, Joseph Hansen, John Poulos et Georges Vereeken, disparus depuis le début de -notre entreprise.

Pour la documentation générale, nous avons une dette vis-à-vis des institutions et personnes suivantes :

— la Bibliothèque du Collège de Harvard, et particulièrement M. Rodney Dennis, « curator » du département des manuscrits à la Houghton Library,

— la Bibliothèque d'histoire sociale de New York (archives James P. Cannon),

— l'institut -international d'Histoire sociale d'Amsterdam, et particulièrement Mlle Campfens et MM. Marcello Segall et Vilem Kahan,

— la Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine (B.D.I.C.) de Nanterre (Archives de la Ligue communiste. Fonds Lefeuve),

— l'institut Feltrinelli de Milan,

— la Bibliothèque communale de Follonica,

LEON TROTSKY, ŒUVRES, AOUT-DECEMBRE 1936

- le Centre d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale de Bruxelles, et particulièrement M. Luk Kongs, Mlle Nadya De Beule, M. Rudi van Doorslaer,
- le Centre de Documentation internationale (C.E.S.-E.D.I.) de Paris,
- le Centre d'Etudes et de Recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux — C.E.R.M.T.R.I. (Fonds O.C.I.) et MM. Jean-Claude Orveillon et Louis Eemans,
- le Centre de Documentation Benjamin-Franklin à Paris,
- la Bibliothèque Medem à Paris, et M. K. Veisbrot,
- les Archives du Labour Party et Mrs Patricia Francis,
- le Musée social de Paris et Mlle Colette Chambelland,
- l'Arbeiderbevegelsen Arkiv d'Oslo et particulièrement Mlle Solveig Halvorsen,
- l'Arbetarrörelsens Arkiv de Stockholm et particulièrement Mlle Eva Karlson,
- l'équipe des Editions ouvrières, Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier, avec MM. Jean Maitron, J.-M. Brabant, Sammy Ketz et Claude Pennetier,
- les archives privées Georges Vereeken à Bruxelles et Albert Glotzer à New York.

Nous avons également des dettes vis-à-vis du regretté D^r Boris Goldenberg, du professeur Hermann Weber, de Mannheim, du professeur Pelai Pagès, de Barcelone, du professeur Luis Vitale, actuellement à Caracas, d'Alan Wald, professeur à l'Université de Michigan et de chercheurs et aides bénévoles de tous pays : Wolfgang Ailes, Willy Buschak, Attiio Chitarin, Olivia Gall, Fritz Keller, Karel Kostal, Victor Leonardi, Roland Lewin, Rodolphe Prager, Pierre Saccoman, Hans Schafranek, Rudolf Segall, Maurice Stobnicer, Nicos Syringas, Antoine Thivel, David Vogelsanger, sans oublier M. Javier Wimer qui nous a ouvert tant de portes au Mexique. Enfin, bien des problèmes relatifs au séjour de Trotsky en Norvège n'auraient pu être éclairés sans le dévouement et la disponibilité attentive de M. H&kon Meyer.

LISTE DES SIGLES

A.S.R.		: Action socialiste révolutionnaire
A.W.P.		: American Workers' Party
B.L. ou b.l.		: Bolchevik-léniniste
B.O.		: <i>Biulleten Oppositsii</i>
B.	P.	: Bureau politique
C.	A.	: Commission administrative
C.C.		: Comité administratif
C.E.		: Comité central
C.G.T.		: Confédération générale du travail
C.I.O.		: Committee for Industrial Organization
C.	N.T	: Confederación Nacional del Trabajo
.		: Det Norske Arbeiderparti
D.N.A.		: Federacion anarquista ibérica
F.A.I.		: Fédération syndicale internationale
F.S.I.		: Groupe bolchevik-léniniste
G.B.L.		: Guépéou (Gosoudarstvennoïé Polititcheskoïé Ou-pravlénie)
G.P.U.		: Internationale communiste
LC.		: Institut international d'histoire sociale
I.I.H.S.		: Internationale Kommunisten Deutschlands
I.K.D.		: Independent Labour Party
I.L.P.		: Internationale syndicale rouge
I.S.R.		: Industrial Workers of the World
I.W.W.		: Jeunesses communistes
J.	C.	: Jeunes Gardes socialistes
J.G.S.		: Jeunesses socialistes révolutionnaires
J.S.R.		: Juventudes Socialistas Unificadas
J.		: Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands
S.U.		: Kommunistische Partei Deutschlands
K.A.P.D.		: Kommunistische Partei Österreichs
K.P.D.		: Ligue communiste internationaliste (ou internationale)
K.P.O.		: Marxistische Aktion der Schweiz
L.C.I.		: Narodny Kommissariat Vnoutrennikh Del
M Δ Σ		: Nuova Opposizione italiana

LEON TROTSKY, ŒUVRES, AOÛT-DECEMBRE 1936

O.N.U.	:	Organisation des Nations Unies
O.	:	Onafhankelijke Socialistische Partij
S.P.	:	Parti communiste
P.C.	:	Parti communiste brésilien
P.C.B.	:	Partido comunista de Espaha
P.C.É.	:	Parti communiste internationaliste
P.C.I.	:	Partito comunista italiano
P.C.I.	:	Parti communiste tchécoslovaque
P.C.T.	:	Parti communiste d'Union soviétique
P.C.U.S.	:	Parti ouvrier belge
P.O.B.	:	Parti ouvrier internationaliste
P.O.I.	:	Partido obrero de Unificaciôn marxista
P.O.U.M.	:	Parti socialiste
P.S.	:	Partido Socialista Obrero Espariol
P.S.O.E.	:	Parti socialiste révolutionnaire
P.S.R.	:	Partido socialista unificado de Cataluna
P.S.U.C.	:	Revoitutionair socialistische Arbeiders Partij
R.S.A.P.	:	Revoitutionair socialistische Partij
R.S.P.	:	Sozialistische Arbeiterpartei
S.A.P.	:	Société des nations
S.D.N.	:	Section française de l'internationale ouvrière (Parti
S.F.I.O.	:	socialiste)
5.1.	:	Secrétariat international
5.1. P.	:	<i>Service d'information et de presse</i>
S.S.	:	Schutzstaffel
U.G.T.	:	Union general de los Trabajadores
U.S.P.D.	:	Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutsch-
	:	lands
V.L.O.	:	Vereinigte Links-Opposition
W.P.U.S.	:	Workers Party of the United States

CHRONOLOGIE

1936

AOUT

- 1^{er} — Visite de S. Kissin à Trotsky.
— Conférence ouvrière des Ukrainiens du Canada à Toronto.
— -Rencontre entre André Ferrât et van Heijenoort.
— Le gouvernement Blum propose un accord pour la « non-intervention » en Espagne.
- 3 — Rencontre entre A. Ferrât, d'une part, Shachtman, Boitel, Rous, de l'autre.
— la *Pravda* annonce de nouvelles arrestations de « trotskystes ».
- 4 — En Grèce, coup d'Etat du général Metaxas : le mouvement ouvrier grec hors-la-loi, des milliers d'arrestations.
— De Barcelone, l'Italien Fosco écrit à Trotsky pour lui proposer, de la part de Nin, de collaborer à *La Batalla*.
- 5 — Le manuscrit de *La Révolution trahie*, terminé, est envoyé aux traducteurs.
— Trotsky et ses hôtes partent en vacances.
— Délégation du S.I. et du P.O.I. reçue par le P.O.U.M. à Barcelone : déclaration de Rous au meeting du Gran Price.
- 5-6 — Dans la nuit, cambriolage de la maison de Trotsky par un commando de nazis norvégiens.
— Thorez lance l'appel au « Front des Français ».
- 6 — Début d'une offensive nationaliste en Espagne appuyée sur l'aviation italienne.
- 8 — Le gouvernement britannique en faveur de la « non-intervention ».
- 10 — Le gouvernement de l'U.R.S.S. accepte la « non-intervention ».
- 13 — Trotsky interrogé par M. Sveen sur le cambriolage de sa maison.
— I.N. Smimov, aux mains du G.P.U., « reconnaît » que son activité d'oppositionnel impliquait le terrorisme.

- 14 — Prise de Badajoz par les troupes nationalistes : massacre de prisonniers dans les arènes et les rues.
— A Barcelone, formation de la « colonne Lénine » de milices du P.O.U.M. avec des volontaires B.L.
— Ter-Vaganian, aux mains du G.P.U., « avoue » l'activité terroriste de son groupe.
— L'agence Tass annonce l'ouverture prochaine d'un procès contre les « terroristes trotskystes » dirigés par Trotsky « allié de la Gestapo ».
— *Fritt Folk*, journal nazi norvégien, écrit que Trotsky, de Norvège, conspire contre Staline.
- 17 — Le gouvernement allemand accepte la « non-intervention ».
- 19-23 — Premier procès de Moscou : seize accusés, dont Zinoviev, Kamenev et I.N. Smirnov, « avouent » terrorisme et trahison, dénoncent Trotsky.
- 19 — A propos du cambriolage de sa maison, *L'Humanité* parle d'une « rencontre » entre Trotsky et des « agents fascistes ».
- 21 — Le gouvernement italien accepte la « non-intervention ».
- 22 — L'article de Trotsky « Leçons d'Espagne » paraît à Barcelone dans *La Batalla*.
- 23 — Suicide de Tomsy mis en cause au premier procès.
- 24 — Les seize condamnés de Moscou sont exécutés.
- 25 — Retour en Norvège de van Heijenoort.
- 26 — Trotsky refuse de signer l'engagement proposé par les autorités norvégiennes qui le couperait de toute initiative politique.
- 27 — Arrivée à Madrid de l'ambassadeur d'U.R.S.S. Marcel Rosenberg.
— Premier bombardement aérien de Madrid.
— Mis en cause au procès de Moscou, Toukalevsky, dans le *Prager Tagblatt*, dément les « aveux » de l'accusé Olberg.
- 28 — Trotsky arrêté à son domicile. Van Heijenoort et Wolf arrêtés par la police norvégienne.
- 29 — Wolf et van Heijenoort expulsés de Norvège.
— P. J. Schmidt, dirigeant du R.S.A.P., publie une déclaration où il affirme renier le communisme à la suite des procès de Moscou.
— L'U.R.S.S. réclame à la Norvège l'expulsion de Trotsky.
- 31 — « Décret Trotsky » n° 1 permettant l'internement d'un étranger en Norvège.

?? — A.J. Muste, leader du W.P.U.S. et ancien pasteur, retrouve la foi chrétienne à Notre-Dame de Paris.

SEPTEMBRE

1^{er} — A Prague, déclaration du Comité pour le Droit et la Vérité.

2 — Trotsky et sa femme internés à Sundby.
— Madrid menacée après la chute de Talavera.

3 — *La Batalla* publie la résolution de la C.E. du P.O.U.M. réclamant l'asile politique pour Trotsky en Catalogne.
— A Paris, 2 000 personnes au meeting contre le procès de Moscou (André Breton parle).
— 1 200 personnes à Bruxelles au débat contradictoire sur le procès entre Jacquemotte et Dauge.

4 — En Espagne, formation d'un gouvernement de Front populaire, dirigé par le socialiste Largo Caballero, avec participation communiste.

5 — L'armée nationaliste s'empare d'Irun.

6 — Grand discours de Blum à Luna-Park, cherchant à justifier la « non-intervention ».

? — A Vorkouta, manifestation de déportés contre le procès de Moscou, organisée par les B.L.

7 — Incident entre représentants du P.O.U.M. et du P.O.I. à l'enterrement à Barcelone du militant du P.O.I. Robert de Fauconnet.

8 — Godefroid, dirigeant des J.G.S. belges, approuve l'exécution des seize de Moscou.

9 — Retour de Jean Rous à Paris.
— Première réunion du Comité de non-intervention.

10 — Boukharine et Rykov, objets d'une enquête depuis le 21 août officiellement, font l'objet d'un non-lieu.

13 — L'armée nationaliste prend Saint-Sébastien.

19 — Perquisitions chez les trotskystes belges.

25 — Télégramme de Staline reprochant au G.P.U. d'avoir « quatre ans de retard ».

26 — Ejov remplace Iagoda à la tête du G.P.U. (N.K.V.D.).
— Dissolution du comité central des milices antifascistes de Catalogne. Partis et syndicats ouvriers entrent dans le

LEON TROTSKY, ŒUVRES, AOUT-DECEMBRE 1936

nouveau « Conseil de la Généralité », gouvernement catalan présidé par Tarradellas : N in conseiller (ministre) à la justice.

- 27 — Le Portugal adhère à la non-intervention.
 - Prise de Tolède par les nationalistes.
 - A Prague, J. Guttmann et Z. Kalandra, anciens dirigeants du P.C.T., publient une déclaration contre le procès de Moscou et pour la révolution espagnole.

OCTOBRE

- 3-4 — Congrès de fondation du parti socialiste révolutionnaire en Belgique.
- 6 — Trotsky décide d'attaquer en justice les journaux nazi (*Fritt Folk*) et stalinien (*Arbeidereri*).
- 10 — Militarisation des milices en Espagne et création de l'Armée populaire.
- 10-11 — Sneevliet en visite à Barcelone auprès du P.O.U.M.
 - Premier congrès du P.O.I. : exclusion de Molinier et autres.
- 12 — Chute de la première ligne de défense de Madrid.
- 19 — Progrès du D.N.A. aux élections norvégiennes.
- 22 — Le gouvernement espagnol approuve la création des Brigades internationales.
 - Fondation à New York de l'American Committee for the Defence of Leon Trotsky.
- 28 — Publication du *Livre Rouge*, préparé par Léon Sedov, sur le procès de Moscou.
 - Largo Caballero salue l'arrivée sur le front de Madrid de l'« aide russe ».
- 29 — « Décret Trotsky » n° 2, interdisant les actions en justice à un « étranger interné » en Norvège.
- 30 — Dans un discours à la Mutualité, Maurice Thorez critique le gouvernement Léon Blum.

NOVEMBRE

- 1^2 — A Bruxelles, conférence organisée par le bureau de Londres (Sneevliet et Menist y représentent le R.S.A.P.).
- 4 — Des représentants de la C.N.T. entrent dans le gouvernement Largo Caballero.

- 6 — Le gouvernement Largo Caballero quitte Madrid pour Valence.
— Le dirigeant du K.P.D. Edgar André est exécuté à Hambourg.
- 6-8 — Deuxième congrès du R.S.A.P.
— Vol des archives de Trotsky déposées à l'annexe parisienne de la rue Michelet de l'institut international d'histoire sociale.
— Entrée des troupes nationalistes dans la Cité universitaire de Madrid.
— Formation de la Junta de Defensa de Madrid, présidée par le général Miaja, contrôlée par P.C.E., J.S.U. et leurs alliés d'U.G.T. et P.S.O.E.
- 10 — L'agent du G.P.U. Tchistoganoff, arrêté pour avoir « filé » Sedov, est remis en liberté à Paris.
- ?? — Liborio Justo rompt avec le stalinisme par un article dans *Claridad* de Buenos-Aires.
- 12 — Arrestation de militants trotskystes à Budapest.
- 13 — Grève et occupation de l'usine Fischer-Body à Flint : début de la vague des *sit-down strikes* (grèves sur le tas) aux E.U. avec constitution du C.I.O. comme syndicat de masse.
- 17 — Suicide du ministre de l'intérieur français Salengro, à la suite d'une campagne de calomnies de l'extrême-droite.
- 19-22 — Procès de « saboteurs trotskystes » à Novosibirsk.
- 25 — Pacte « anticommuniste » entre l'Allemagne et le Japon signé à Berlin.
- 28 — Attaque publique du consul général soviétique Antonov-Ovseenko contre le quotidien du P.O.U.M., *La Batalla*.

DECEMBRE

- 1^{er} — Le congrès des soviets vote à l'unanimité l'adoption de la nouvelle Constitution soviétique.
- 7 — Le président mexicain Cardenas annonce qu'il accorde le visa de séjour à Trotsky.
- 10 — A Paris, conférence privée de Léon Sedov sur le procès de Moscou.
- 11 — Déposition de Trotsky à Drammen devant le tribunal qui juge ses cambrioleurs nazis.

- 13 — Le P.S.U.C. provoque la crise ministérielle en Catalogne.
- 17 — Gouvernement de la Généralité de Catalogne d'où le P.O.U.M. a été éliminé : la *Pravda* annonce qu'on exterminera les trotskystes en Catalogne.
- 18 — Meeting contre le procès de Moscou à New York.
- 19 — Trotsky et Natalia Sedova embarqués sur le pétrolier *Ruth*.

INTRODUCTION

En ce mois d'août 1936, la révolution ouvrière et paysanne se dresse à nouveau de toute sa taille en Espagne : Barcelone et Madrid ont des airs de Pétrograd en 1917, sous les drapeaux rouge et noir, les voitures marquées aux initiales des organisations ouvrières, avec les miliciens du peuple armé dans leurs « monos », les usines saisies, le pouvoir des comités. Trotsky vient d'achever en Norvège la rédaction de La Révolution trahie. Il a salué de toute sa conviction cette nouvelle montée révolutionnaire attendue, rêvé peut-être que la Catalogne révolutionnaire lui ouvrirait ses portes et qu'il pourrait y retrouver, au premier rang, un poste de combat et d'action. Mais, en attendant que s'éclaire une situation que Rous a été chargé d'explorer à Barcelone, il faut prendre le repos nécessaire après une longue tension. Trotsky et ses hôtes prennent la route le 5 août vers une résidence de vacances où ils se livreront aux joies de la pêche.

Dans ce départ attendu vers la détente à laquelle il a tant aspiré, les premiers éléments de la tragédie finale apparaissent en toile de fond. La tragédie de demain n'a encore que l'aspect d'une farce : derrière le petit convoi familial, une grosse voiture garde le contact, filature inquiétante. A son bord, des nazis norvégiens, non des moindres, autour du secrétaire de Quisling, le grand bourgeois Franklin Knudsen. Les vacanciers de Hpnefoss s'en rendent vite compte : après s'être assurés qu'ils sont bel et bien suivis et qui sont les suiveurs, ils les sèment tout simplement en embarquant sur un bac prêt au départ.

Derrière eux pourtant, à Weksal, va se jouer dans la nuit le deuxième acte de la farce et le prologue de la tragédie. L'autre moitié de la bande nazie qui espionne depuis des semaines la maison des Knudsen où habite Trotsky, croit le moment venu de réaliser un des exploits dont rêvent ses chefs : pénétrer dans la maison, s'emparer de papiers de Trotsky, démontrer à

LEON TROTSKY, ŒUVRES, AOUT-DECEMBRE 1936
l'opinion publique norvégienne que l'ancien chef de l'Armée rouge, dans son asile, continue à animer dans le monde entier la vague de la subversion, et le faire chasser du pays. L'expédition tourne court, car les vaillants guerriers nazis se heurtent aux enfants Knudsen, restés à la maison, et la jeune Hjørdis, par son tranquille courage, met en fuite les cambrioleurs qui sont peu après identifiés et arrêtés. Ils ont réussi cependant à voler quelques lettres et articles. L'organe de Quisling, le Fritt Folk, après lui le Volkischer Beobachter de Hitler, puis toute la grande presse réactionnaire, publient une lettre « démontrant » que Trotsky, de Norvège, continue à guider l'action subversive de ses partisans. Fidèle à elle-même, L'Humanité, elle, va attendre dix jours pour parler de la « visite » des nazis chez Trotsky et de Ve entrevue » qu'il a eue avec eux.

Trotsky ne néglige pas ces remous. Il sait à quel point il est encerclé d'ennemis, la prudence dont il lui faut faire preuve. Mais il sait aussi que personne n'est tenu à l'impossible. Après la courtoise visite du chef de la police judiciaire venu l'interroger à titre de témoin, il reprend ses vacances un instant interrompues.

Pas pour longtemps. C'est un journaliste, ami de Knudsen, qui apporte bientôt la nouvelle incroyable entendue par radio : Tass annonce qu'un procès va s'ouvrir à Moscou. Sur le banc des accusés, non seulement Zinoviev et Kamenev, mais d'anciens militants de l'Opposition de gauche, Mratchkovsky, Ter-Vaganián, et Ivan N. Smirnov, qui, au cours des années précédentes, avait rencontré Sedov à Berlin, animé un bloc d'opposition en 1932. La radio de Moscou clame que tous ces hommes ont « avoué » leur crime, dénoncé ses prétendus instigateurs, Trotsky lui-même et Léon Sedov. C'est l'amalgame meurtrier annoncé par Trotsky depuis des années et dont il a, mois après mois, pressenti la préparation à travers les informations sur la répression pour le meurtre de Kirov. Cette attaque attendue s'est enfin produite : ■ elle n'en signifie pas moins un cauchemar abominable. Il faut rentrer. Il faut se battre.

Plus question désormais d'envisager ce départ pour la Catalogne où se scelle pour des décennies le sort de l'humanité. Plus question non plus de même tenter de satisfaire l'éditeur américain qui réclame à cor et à cri le manuscrit promis sur Lénine. Toutes ses forces, désormais, Trotsky doit les consacrer à dévoiler le mensonge et l'imposture du prétendu « procès » et à briser le mur du silence que laissent complaisamment édifier les gouvernements de Fronts populaires et les autres. Il doit défendre son honneur, sa vie, ceux de ses camarades et de ses anciens camarades, ceux de ses anciens adversaires et

l'image même de cette révolution dont il fut avec Lénine et eux l'un des porte-drapeau. Mais, très vite, la couardise du gouvernement socialiste de Norvège, dominé par ses appréhensions électorales, terrorisé par le chantage de Moscou, prisonnier de ses policiers et hauts fonctionnaires nazis, va lui contester jusqu'au droit de se défendre par la plume ou la parole.

Dans les mois d'août et septembre, la monstrueuse coalition nouée entre les staliniens et les nazis pour le bâillonner, trouve finalement un exécutant docile dans la personne d'un ministre « socialiste » de la justice », M. Trygve Lie, qui souscrit aux interprétations et décisions d'un chef de bureau des passeports devenu geôlier, le nazi Ragnvald Konstad. D'abord coupé des correspondants de la presse mondiale, à qui il ne doit plus donner d'interview, séparé de ses secrétaires brutalement arrêtés et sommairement expulsés, finalement interné à Sundby sous la surveillance d'une escorte de policiers que dirige un nazi, contraint au silence et à l'impuissance face à ses ennemis par une législation ad hoc — les « lois Trotsky » — adoptée par ce gouvernement même qui a prétendu lui offrir un « asile », Trotsky n'a plus que la mince possibilité, par l'intermédiaire de ses avocats et à travers son fils Léon Sedov, d'inspirer la volonté farouche de détruire l'amalgame et dévoiler l'imposture.

Le Livre rouge que Sedov ne s'est décidé à écrire que parce que son père était réduit à l'impuissance ne laisse pas pierre sur pierre de l'accusation de Moscou. On suivra dans ce volume, à travers les lettres à Sedov, à Puntervold, à Rosenthal, les efforts — souvent couronnés de succès — de Trotsky pour relever les contradictions dans les prétendus « aveux ■ », chercher et trouver les témoins et les textes qui détruiront l'échafaudage des mensonges et des falsifications édifié à Moscou. La souffrance — car c'est pour lui une immense tragédie que de comprendre qu'à travers le procès c'est d'un bain de sang qu'il s'agit, et de la vie de milliers de bolcheviks —, l'angoisse aussi — car il craint à juste titre d'être livré à Staline ou réduit au silence total pendant des mois ou encore assassiné dans une péripétie d'expulsion — ne privent pas Trotsky de sa lucidité. Très vite, par exemple, il comprend que le G.P.U., son coup manqué, tout simplement parce qu'il vit et parce qu'il a des archives, va préparer un coup pour s'en emparer — et il ne se trompe pas. Que ce soit devant le tribunal norvégien où il comparait en témoin dans le procès des voyous nazis qui ont cambriolé son bureau, que ce soit dans ses entretiens en privé avec le ministre « socialiste » qui le livre pieds et poings

liés à ses pires ennemis, il conserve lucidité, hauteur de vue, dignité d'homme.

Ses amis et ses camarades s'activent dans le monde entier pour le sortir de cet asile devenu piège mortel. L'entreprise n'est pas facile et lui-même ne croit guère en son succès. Il se refuse même à croire que la solution soit vraiment trouvée quand lui parvient la nouvelle que le Mexique est prêt à le recevoir. Le dévouement de ses camarades mexicains, le prestige du grand peintre Diego Rivera, la loyauté du vieux révolutionnaire qu'est le général Mùgica, le sens de l'honneur et de la démocratie du président mexicain Cardenas ont fait que, sur cette planète qui était pour lui « sans visa », il se trouve un gouvernement pour accueillir sans conditions le proscrit.

Le gouvernement norvégien conclut l'épisode avec la même mesquinerie : embarqué sans amis, avec sa seule compagne, sans armes, sous la protection de l'arrogant policier nazi Jonas Lie, Trotsky doit prendre le risque de traverser l'Atlantique sur un pétrolier afin de quitter au plus vite cette terre inhospitalière où il laisse pourtant tant d'amis dévoués.

Trotsky sait-il ce qui s'est passé dans le monde depuis son internement en dehors de ce qui l'a directement concerné ? On peut en douter. Pourtant, la roue de l'Histoire a tourné. Et d'abord dans les rangs de cette organisation mondiale dont il est le dirigeant, le « mouvement pour la IV* Internationale » — un nom qu'il juge ridicule. Le S.I. s'est installé en Belgique et, comme il l'avait espéré, le jeune Erwin Wolf, qui a sa confiance, y joue un rôle important. Malheureusement Shachtman est retourné aux Etats-Unis et il n'y a pas d'Américain au S.I.

En Espagne, le P.O.U.M. a de nouveau cédé à la pression du Front populaire. Devenu ministre, Andrés N in a collaboré au démantèlement du pouvoir révolutionnaire des comités avant d'être chassé sur une injonction de Staline transmise à Barcelone par le nouveau consul d'Union soviétique, l'ancien « trotskyste » Antonov-Ovseenko. La réconciliation, un instant entrevue, avec Nin et Andrade est retombée dans le domaine de l'impossible. La majorité de la section chilienne a décidé de se dissoudre dans le parti socialiste récemment formé, suite logique de sa politique au sein du « bloc des gauches », Front populaire avant la lettre. Le R.S.A.P. de Sneevliet s'éloigne de plus en plus, boycotte le S.I., soutient ouvertement le P.O.U.M. que Sneevliet est allé congratuler à Barcelone quand Nin était ministre'. Une fraction importante de la section belge, avec Vereeken. s'est enaaée sur cette voie à son tour. Le torchon

brûle dans l'émigration allemande, après l'éloignement de Ruth Fischer et Maslow, et Johre-Fischer font front contre le < nouveau venu > Jan Bur. Des trotskystes autrichiens ont été arrêtés, jugés et lourdement condamnés. Les Chinois, jeunes et vieux, sont toujours en prison et l'on ne sait rien d'eux. En Tchécoslovaquie, c'est tout un groupe issu du P.C.T. avec l'ancien membre du bureau politique Josef Guttman et l'ancien rédacteur en chef de Rude Pravo, Zavis Kalandra, qui a condamné le procès et se rallie à l'idée de IV Internationale. En Argentine, un jeune intellectuel venu du P.C. — et fils du général-président de la République — Liborio Justo, a fait le même chemin avec beaucoup d'éclat. Un courant des J.C. au Brésil, la direction du P.C.B. à São Paulo, se préparent à en faire autant. Dans le camp de Vorkouta, les trotskystes ont organisé des manifestations contre le procès. Puis ils ont élu leur comité de grève, que dirige Grigori Ia. Iakovine, et ils se lancent dans une grève de la faim pour leurs revendications de prisonniers politiques : mais cela, Trotsky ne le saura jamais, pas plus que l'amitié que son fils Sergei éprouve pour les trotskystes.*

C'est du premier procès de Moscou qu'il s'occupe sur le bateau qui l'emporte vers le Mexique. Au Mexique, c'est au second procès qu'il va devoir consacrer toutes ses forces dans cette « maison bleue » de Coyoacan que lui prête le peintre Diego Rivera.

EN NORVÈGE « SOCIALISTE »

(Récit) ¹

J'ai passé dix-huit mois environ, de juin 1935 à septembre 1936, avec ma femme, à Weksal, village situé à soixante kilomètres d'Oslo. Nous habitons chez Konrad Knudsen ^{1 2}, rédacteur d'une feuille ouvrière. Cette résidence nous avait été désignée par le gouvernement norvégien. Notre existence était tout à fait paisible et régulière, on pourrait même dire petite-bourgeoise. On s'était vite habitué à nous. Des rapports presque silencieux, mais bien amicaux, s'étaient établis entre nous et notre entourage. Une fois par semaine, nous allions au cinéma, avec les Knudsen, voir les productions de Hollywood vieilles d'un couple d'années. Nous recevions de temps à autre des visites, principalement l'été ; nos visiteurs appartenaient le plus souvent à la gauche du mouvement ouvrier. La T.S.F. nous tenait au courant de ce qui se passait dans le monde ; nous avons commencé à nous servir de cette invention magique et insupportable trois ans auparavant. Nous nous étonnions surtout d'entendre les propos administratifs des bureaucrates soviétiques. Ces personnages se sentent dans l'éther comme chez eux: Us

1. Ce texte, traduit du russe par Victor Serge, constitue la première partie du livre *Les Crimes de Staline* (pp. 15-36). Il fut rédigé pour l'essentiel au début du voyage entre la Norvège et le Mexique. Nous avons pour une fois fait une infraction à la règle de la présentation dans l'ordre chronologique de la rédaction. Il s'agit d'un récit du séjour des Trotsky en Norvège, particulièrement détaillé à partir d'août 1936, et, par conséquent, d'une excellente introduction au volume qui couvre précisément cette période.

2. Konrad Gustav KNUDSEN (1890-1959) avait émigré aux Etats-Unis en 1909, y avait été ouvrier agricole, puis ouvrier d'usine. Il avait adhéré au P.S. en 1910 et était en 1917 rédacteur au *Socialdemokraten* de Chicago. Revenu en Norvège en 1920, il avait pendant trois ans dirigé une entreprise artisanale de peinture à Drammen, puis était revenu en 1923 au journalisme, pour le compte du *Fremtiden*, le journal socialiste de Honefoss.

commandent, menacent, se querellent en négligeant les règles de la plus élémentaire prudence pour ce qui concerne les secrets de l'Etat. Les états-majors de l'ennemi tirent sans nul doute l'information la plus précieuse des intempérances de langage des < chefs » soviétiques grands et moyens. Tout ceci se passe dans un pays où être soupçonné d'opposition entraîne le risque d'être aussitôt accusé d'espionnage !... L'arrivée de la poste était, à Weksal, le moment crucial de la journée. Nous attendions avec impatience, vers une heure de l'après-midi, le facteur invalide qui, l'hiver en traîneau, l'été à bicyclette, nous apportait un lourd paquet de journaux et de lettres portant les timbres de toutes les parties du monde. Notre courrier exceptionnel causait bien des insomnies au commissaire de police de Hjanefoss — petite ville voisine de quatre mille habitants — et même au gouvernement socialiste d'Oslo, ce que nous ne devons apprendre que plus tard.

Comment étions-nous arrivés en Norvège ? Il me semble nécessaire d'en dire quelques mots. Le parti ouvrier norvégien (D.N.A.) appartient pendant un certain temps à l'internationale communiste, puis rompit avec elle — et ce ne fut pas par la seule faute de l'I.C. — sans s'affilier toutefois à la IF Internationale, trop opportuniste à son gré. Quand ce parti forma le gouvernement, en 1935, il se ressentait encore de son passé. Je m'empressai de demander le visa d'Oslo, espérant poursuivre en paix, dans ce pays calme, mes travaux d'écrivain. Après quelques hésitations et quelques frottements parmi les dirigeants du parti, le visa d'entrée me fut accordé. L'engagement de ne point intervenir dans la vie intérieure du pays, etc., je le signai volontiers, n'ayant nullement l'intention de me mêler de la politique norvégienne. Dès mes premiers contacts avec les dirigeants du parti ouvrier, je perçus fortement l'odeur de ce conservatisme renfermé dénoncé avec vigueur dans les drames d'Ibsen³. L'organe central du parti, *YArbeiderbladet*, invoque il est vrai Marx et Lénine et non la Bible et Luther⁴, mais il demeure tout pénétré de la plate médiocrité bien pensante qui inspirait à Marx et à Lénine un insurmontable dégoût...

3. Henrik IBSEN (1828-1906), dramaturge norvégien, peintre du conflit entre l'individu et la société qui l'étouffe, avait exercé une grande influence sur les intellectuels européens de la génération de Trotsky : c'est ainsi que le Français Alfred Griot emprunta à l'un de ses personnages son pseudonyme de Rosmer.

4. Martin LUTHER (1483-1546) fut l'apôtre de la Réforme protestante dans les pays germaniques. L'influence de l'Eglise luthérienne était encore considérable en Norvège.

Le gouvernement « socialiste » s'appliqua surtout à ressembler le plus possible à ses devanciers réactionnaires. La vieille bureaucratie resta tout entière en place. Était-ce un bien ou un mal ? J'eus bientôt l'occasion de me convaincre, par expérience, que de vieux fonctionnaires bourgeois ont parfois plus de largeur de vues et un sentiment plus profond de leur dignité que MM. les ministres < socialistes ». Mention faite d'une visite semi-officielle que me firent Martin Tranmael *, le leader du D.N.A. (qui — péché de jeunesse — appartenait autrefois pendant son séjour aux États-Unis, aux I.W.W.⁶), et le ministre de la justice, Trygve Lie^{5 6 7}, je n'eus pas de rapports personnels avec les milieux gouvernementaux. Je n'eus presque pas de contacts avec les militants, afin de ne point paraître me mêler de politique locale. Nous vivions, ma femme et moi, dans un isolement extrême, sans songer à nous en plaindre. Des rapports tout à fait amicaux s'étaient établis avec les Knudsen, la politique étant, par un accord tacite, exclue de nos entretiens. Je travaillais, dans les moments de trêve que me laissaient les attaques de la maladie, à *La Révolution trahie*, m'efforçant d'y faire ressortir les causes de la victoire de la bureaucratie soviétique sur le parti, les soviets et le peuple, et d'y esquisser les perspectives du développement ultérieur de l'U.R.S.S. J'envoyai le 5 août les premiers exemplaires du manuscrit achevé aux traducteurs américain et français. Le jour même, nous partîmes, avec Konrad Knudsen et sa femme, pour le midi de la Norvège, où nous devons passer deux semaines au bord de la mer. Mais dès le lendemain matin, nous apprenions en cours de route que des fascistes avaient pénétré de force dans ma demeure

5. Martin TRANMAEL (1879-1967), d'abord ouvrier agricole, avait milité plusieurs années aux États-Unis dans l'organisation révolutionnaire des I.W.W. et avait dirigé l'un de ses journaux. Revenu dans son pays, il avait adhéré au D.N.A. et était avant la guerre le rédacteur en chef de son organe central *Arbeiderbladet*, et député au Storting. Internationaliste pendant la guerre, il était devenu secrétaire du parti en 1918 et avait poussé à l'adhésion à l'I.C. en 1919. Mais en 1923, il avait été l'un des artisans de la rupture entre le D.N.A. et l'I.C. En 1933 et 1934, Trotsky avait stigmatisé l'évolution qui, selon lui, ramenait Tranmael vers la social-démocratie, et la question de l'attitude vis-à-vis du D.N.A. avait été au cœur de la rupture avec le S.A.P., parti allemand signataire de la déclaration des quatre.

6. Les I.W.W. ou Industrial Workers of the World, fondés en 1905 par divers courants socialistes, révolutionnaires ou anarchisants, dirigèrent d'importants combats ouvriers dans l'Ouest et surtout dans la fraction de la classe ouvrière immigrée de fraîche date. Us fournirent au mouvement ouvrier mondial nombre de militants communistes.

7. Trygve HAVLDAN LIE (1896-1968), avocat, était depuis des années le conseiller juridique du D.N.A. quand il fut choisi en 1935 comme ministre de la justice dans le gouvernement socialiste.

pour y voler mes archives. Ce n'était pas difficile : la maison n'était pas gardée, les armoires même étaient ouvertes... Les Norvégiens sont si accoutumés au rythme paisible de leur existence que nous n'avions pas réussi à obtenir de nos amis mêmes qu'ils prissent les plus élémentaires précautions. Les fascistes arrivèrent à minuit, montrèrent de faux insignes de police et prétendirent commencer aussitôt la « perquisition ». La fille de nos hôtes trouva ça suspect, ne perdit pas sa présence d'esprit et se mit, les bras étendus, devant la porte de ma chambre en déclarant qu'elle ne laisserait entrer personne. Cinq fascistes, encore inexpérimentés dans ce métier d'imposteurs, se trouvèrent tout décontenancés par le courage d'une jeune fille. Son frère cadet donnait cependant l'alarme. Des voisins dévêtus se montrèrent. Les agresseurs, effrayés, prirent la fuite en emportant quelques documents ramassés au hasard sur la table la plus proche. Dès le lendemain, la police établit sans peine leur identité. Il sembla que la vie normale allait retrouver son calme. Mais, continuant notre voyage vers le sud, nous remarquâmes qu'une automobile dans laquelle se trouvaient quatre fascistes, commandés par l'ingénieur Neumann*, leur directeur à la propagande, nous suivait. Nous ne réussîmes à nous débarrasser de ces poursuivants qu'à la fin du voyage, en ne laissant pas passer leur voiture sur le transbordeur qui devait nous porter de l'autre côté du fjord. Nous passâmes dix journées assez tranquilles dans l'unique maison de pêcheurs construite au milieu de rochers de la petite île.

Les élections au Storting^{8 9} approchaient. Les adversaires en présence cherchaient à corser leurs programmes peu originaux d'arguments sensationnels. Les feuilles gouvernementales (la Norvège n'a que trois millions d'habitants ; le parti ouvrier y publie cependant 35 journaux quotidiens et une dizaine d'hebdomadaires) commencèrent une campagne antifasciste d'ailleurs très modérée. La presse de droite répondit par une campagne extrêmement violente contre moi et contre le gouvernement qui m'avait accordé le visa d'entrée. La presse réactionnaire recueillait mes articles politiques publiés dans divers pays, les faisait traduire en toute hâte et les reproduisait sous des titres sensationnels. Je me trouvai brusquement au centre de la poli-

8. Thomas NEUMANN (1873-194?), ingénieur, était chef de la propagande dans le parti nazi norvégien que dirigeait Vidkun Quisling (cf. n. 18, p. 304). L'expédition était dirigée par le propre secrétaire de Quisling, H. Franklin KNUDSEN (né en 1905), rejeton d'une grande famille d'armateurs.

9. Le Storting est l'assemblée nationale en Norvège.

tique norvégienne. L'agression fasciste avait suscité dans les masses ouvrières la plus vive indignation. « Nous sommes obligés de verser de l'huile sur les flots », disaient, d'un air profond, les leaders social-démocrates — et pourquoi donc ? — « Mais pour que les fascistes ne soient pas mis en pièces... » L'expérience de plusieurs pays d'Europe n'a rien appris à ces gens-là ; ils préfèrent attendre que les fascistes les mettent eux-mêmes en pièces. J'évitai de polémiquer, même dans les conversations privées, car chaque parole imprudente risquait d'être publiée. Il n'y avait vraiment qu'à hausser les épaules et attendre. Nous continuâmes pendant quelques jours à escalader les rochers et à pêcher.

Des nuées beaucoup plus menaçantes s'accumulaient cependant à l'Orient. On s'y préparait à faire connaître au monde que je travaille à la subversion des soviets de concert avec les nazis ! L'attentat de Weksal et la véhémence campagne de la presse fasciste tombaient fort mal à propos pour Moscou. Pouvait-on s'arrêter néanmoins à de pareilles misères ? Il se peut, au contraire, que les événements de Norvège aient hâté la mise en scène du procès de Moscou. Inutile de dire que la légation de l'U.R.S.S. à Oslo ne perdait pas son temps. Le 13 août, nous arriva en avion le chef de la police criminelle d'Oslo, M. Sveen ^{10 11} : il venait m'interroger en qualité de témoin sur le raid des fascistes. Cet interrogatoire si pressé, d'ordre du ministre de la justice, n'annonçait rien de bon. Sveen me montra une lettre (d'un contenu tout à fait anodin) adressée par moi à l'un de mes amis de Paris et déjà publiée par la presse norvégienne¹¹ ; il me pria de m'expliquer sur mon activité en Norvège. Le fonctionnaire de la Sûreté motiva ses questions en m'informant que mes agresseurs arguaient du caractère criminel de cette activité. Un avocat fasciste exigeait même mon inculpation en raison de « menées pouvant entraîner la guerre entre la Norvège et d'autres Etats ». L'attitude de M. Sveen fut particulièrement correcte. Il se rendait manifestement compte du caractère déplacé des questions qu'on lui dictait pour moi. A la suite de mes longues dépositions, M. Sveen déclara à la presse qu'il ne trouvait dans mes actes rien de contraire aux lois et aux intérêts de la Norvège. Nous pûmes

10. Reidar SVEEN (1885-1962) avait été chef de la police de Kristiansand de 1918 à 1926, puis avait pris à Oslo en 1926 la direction de la police criminelle. Il avait la réputation d'un homme attaché aux principes démocratiques et était l'une des cibles favorites des nazis.

11. *Œuvres*, 10, pp. 298-299.

de nouveau penser que < l'incident était clos ». Il ne faisait que commencer. Le ministre de la justice, récemment encore membre de l'internationale communiste, n'avait pas la moindre sympathie pour le libéralisme du chef de la police criminelle. Le premier ministre Nygârdsvold¹² ¹³ ¹⁴ ¹⁵ se montra moins enclin encore à l'indulgence. Il brûlait du désir de faire preuve de fermeté, et nullement à l'égard des fascistes qui avaient commis le raid de Weksal. Mes agresseurs demeuraient en liberté, sous la protection de la constitution démocratique.

L'agence soviétique Tass publia le 14 août la découverte d'un complot terroriste des trotskystes et des zinoviévistes^J. Notre hôte, Konrad Knudsen, l'entendit le premier à la radio. Mais il n'y avait pas d'électricité dans l'île, les antennes étaient fort primitives, et, par surcroît de malchance, l'appareil fonctionnait mal ce soir-là. « Groupes trotskystes-zinoviévistes », « activité contre-révolutionnaire », Knudsen n'en put saisir davantage. « Qu'est-ce que cela signifie ? » me demanda-t-il. « Quelque grosse saloperie du côté de Moscou, répondis-je, mais laquelle ? »

A l'aube arriva un journaliste ami de Kristiansand, petite ville voisine, qui avait pris note du communiqué de l'agence Tass^M. Prêt à tout, je n'en pouvais croire mes yeux tant la conjonction de la vilenie, de l'impudence et de la bêtise dans ce document me parut invraisemblable. « Le terrorisme, bon — répétais-je stupéfait —, ça peut encore se comprendre,... mais la Gestapo... Vous êtes bien sûr qu'il a dit : la Gestapo ? »
— Oui. — Donc, après la récente agression fasciste, les staliniens m'accusent d'être l'allié de fascistes? — Sans doute...
— Tout de même, il y a des limites à tout! Un communiqué comme celui-là ne peut être que l'œuvre d'un provocateur ivre et du reste illettré ! »

Je dictai sur-le-champ au journaliste ma première déclaration sur le procès annoncé^B. Il fallait se préparer à la lutte, quelque coup terrible s'apprêtait. Le Kremlin ne pouvait pas, sans de fortes raisons, se compromettre au moyen d'une imposture aussi odieuse.

12. Johann NYGXRDSVOLD (1879-1952), membre du D.N.A., député depuis 1916, était président du Storting depuis 1926 quand il devint premier ministre en mars 1935, Tranmael ayant refusé ce poste en raison de sa santé.

13. Il s'agit de la première information radiodiffusée annonçant le procès des seize, dont Zinoviev, Kamenev, Smirnov, etc., qui allait s'ouvrir à Moscou.

14. Le journaliste Per Monsen était venu avec Olav Schefflo.

15. Cf. p. 65.

Le procès prit au dépourvu l'opinion mondiale et même l'internationale communiste. Le parti communiste norvégien, si hostile qu'il me fût, avait convoqué le 14 août un meeting de protestation contre l'agression fasciste de Weksal — quelques heures donc avant que l'agence Tass me joignit moi-même aux fascistes. L'organe français de Staline, *l'Humanité*, publia ensuite un télégramme d'Oslo disant que, les fascistes m'ayant fait une « visite » amicale, le gouvernement norvégien avait considéré mon entrevue nocturne avec eux comme une immixtion dans la vie politique du pays. Ces messieurs de *l'Humanité* ont depuis longtemps perdu toute vergogne et sont, en toutes circonstances, prêts à tout pour justifier leurs appointements *⁶.

Dès ma première déclaration à la presse, j'exigeai une enquête au grand jour sur les accusations de Moscou. J'adressai, pour compléter mes dépositions à M. Sveen, une lettre ouverte. Le gouvernement norvégien savait très bien, y disais-je, quand il m'avait accordé l'asile, que j'étais un révolutionnaire et l'un des protagonistes de la création d'une nouvelle Internationale. Tout en m'abstenant rigoureusement de toute immixtion dans la vie intérieure de la Norvège, je n'avais pas pensé et je continuais à ne pas penser que le gouvernement norvégien fût appelé à contrôler mon activité littéraire dans d'autres pays, et ce, d'autant moins que mes livres et articles n'avaient fait nulle part l'objet de poursuites. Ma correspondance était pénétrée des mêmes idées que mes livres. Ces idées peuvent n'être pas du goût des fascistes et des stalinien, je n'y peux rien. Au cours des derniers jours, un fait nouveau s'est produit qui laisse loin derrière lui tout ce que la presse réactionnaire a écrit sur mon compte. Moscou m'accuse par T.S.F. de crimes inouïs. Si une faible partie de ces accusations correspondait à la vérité, je ne mériterais en vérité ni l'hospitalité du peuple norvégien, ni ^{16 17}

16. Trotsky avait déjà noté le zèle déployé contre lui par la rédaction de *L'Humanité*, explicable à la rigueur pendant qu'il séjournait en France et qu'il fallait à tout prix l'en chasser. Mais ce motif n'existait plus et *L'Humanité* persistait. C'est le 19 août qu'elle publia, sous le titre « Une entrevue entre des agents fascistes norvégiens et Trotsky » l'entrefilet suivant :

« Oslo, 11 août. On apprend que le gouvernement norvégien a décidé de faire une enquête sur la question de savoir si Trotsky ne s'est pas rendu coupable d'avoir trahi la promesse qu'il avait donnée aux autorités norvégiennes de s'abstenir de toute action politique pendant son séjour en Norvège.

On croit savoir que l'enquête portera tout particulièrement sur une visite qui aurait été faite à la résidence de Trotsky par des membres d'une organisation fasciste, et, si cette enquête a lieu, il sera nécessaire pour lui de comparaître devant un comité spécial désigné par les autorités gouvernementales. »

17. Cf. pp. 75-78.

celle d'aucun autre peuple. Mais je suis prêt à répondre immédiatement à ce sujet devant n'importe quelle commission d'enquête impartiale, devant n'importe quel tribunal public. Et je me charge de prouver que mes accusateurs sont les véritables criminels.

La plupart des journaux norvégiens publièrent cette lettre. Notons que la presse norvégienne adopta dès le début à l'égard du procès de Moscou l'attitude la plus méfiante. Martin Tranmael et ses collègues avaient trop récemment encore appartenu à l'internationale communiste, ils savaient ce que c'est que le G.P.U. et quelles sont les méthodes de cette institution ! En outre, l'état d'esprit des masses ouvrières, indignées par l'agression fasciste, m'était tout à fait favorable. La presse de droite avait complètement perdu la tête. Elle affirmait la veille que j'agissais en accord secret avec Staline pour préparer une révolution en Espagne, France, Belgique et aussi naturellement en Norvège. Sans renoncer à cette thèse, elle prit désormais la défense de la bureaucratie moscovite contre mes attentats terroristes.

Nous étions rentrés à Weksal pour la fin du procès de Moscou. Le dictionnaire à la main, je déchiffrais dans les journaux d'Oslo les comptes rendus de l'agence Tass. Je me sentais comme dans une maison de fous. Les journalistes nous assiégeaient. L'agence télégraphique norvégienne publiait encore consciencieusement mes démentis qui se répandaient dans le monde entier. A ce moment arrivèrent deux de mes jeunes amis qui avaient déjà été auparavant mes secrétaires : de Tchécoslovaquie, Erwin Wolf, et, de France, Jean van Heijenoort ". Ils nous furent d'un concours précieux en ces jours trépidants

18. Ces deux hommes étaient d'anciens secrétaires de Trotsky revenus pour être près de lui dans une situation lourde de dangers. Erwin WOLF (1902-1937) était le fils d'un riche commerçant juif de Libérée (Reichenberg) et était étudiant à Berlin quand il avait rejoint l'Opposition de gauche en 1932. Emigré à Paris en 1933, il avait été coopté à la tête de l'organisation allemande en émigration puis au S.I. Son indépendance financière et ses connaissances en langues lui avaient valu d'être désigné pour remplacer Jan Frankel auprès de Trotsky en novembre 1935. Au cours de son séjour, il avait rédigé sur la crise de la section française une brochure qu'il avait signée Nicolle BRAUN. Il avait quitté la Norvège en juillet 1936 et avait été confirmé au S.I. à la conférence de la salle Pleyel. Il était lié à la fille des Knudsen, Hjørdis, qu'il devait épouser. Il était arrivé à Henefoss le 23 août. Jean VAN HEIJENOORT (né en 1912) avait adhéré en 1932 à la Ligue communiste, à Paris où il était étudiant en mathématiques. Il avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo d'octobre 1932 à juillet 1933, puis à Saint-Palais et à Barbizon, et avait accompagné Trotsky dans une partie de ses pérégrinations en France. Il était venu avec Trotsky en Norvège mais en était reparti peu après. Cette fois, il était arrivé le 25 août 1936.

et inquiets de l'attente de deux dénouements, à Moscou et à Oslo.

Sans l'assassinat des accusés, personne n'eût pris l'accusation au sérieux. J'étais convaincu que tout finirait par des exécutions. J'eus pourtant peine à admettre les faits quand j'entendis le speaker de Paris, dont la voix trembla à ce moment, annoncer que Staline avait fait fusiller tous les accusés, parmi lesquels il y avait quatre membres de l'ancien comité central bolchevique^w. Ce n'est pas la férocité de ce massacre qui me bouleversa : si cruelle qu'elle soit, l'époque des guerres et des révolutions est notre patrie dans le temps. Je fus bouleversé par la froide préméditation de l'imposture, par le gangstérisme moral de la clique dirigeante, par cette tentative de tromper l'opinion sur la terre entière, en notre génération et en la postérité. « Caïn-Djougachvili^{19 20} est au sommet de son destin », dis-je à ma femme, la première minute de stupéfaction passée. La presse internationale accueille le procès de Moscou avec une défiance manifeste. Les amis professionnels de l'U.R.S.S. se taisaient, désorientés. Moscou stimulait, non sans peine, le réseau compliqué des organisations « amies », subordonnées ou à moitié subordonnées. La machine internationale à fabriquer la calomnie se mettait peu à peu en marche ; le graissage ne lui faisait pas défaut. L'appareil de l'internationale communiste fournissait naturellement le principal mécanisme de transmission. La gazette communiste norvégienne qui, la veille encore, s'était vue obligée de me défendre contre les fascistes, changea tout à coup de ton. Elle exigeait maintenant mon expulsion et, avant tout, qu'on me fermât la bouche. Les fonctions de la presse actuelle de l'internationale communiste sont connues. Les loisirs que lui laisse l'exécution des tâches subalternes de la diplomatie soviétique, elle les emploie à s'acquitter des plus malpropres besognes pour le G.P.U. Le télégraphe fonctionnait sans arrêt entre Moscou et Oslo ? Il s'agissait tout d'abord de m'empêcher de dévoiler l'imposture. Ces efforts ne furent pas vains. Un revirement se produisit dans les sphères dirigeantes norvégiennes, revirement que le parti ouvrier ne remarqua pas au premier instant, ne comprit pas ensuite. Nous saurons bientôt quelles en étaient les raisons cachées.

19. Le fils de Trotsky, Léon Sedov, apprit l'exécution des seize en ouvrant un journal dans la rue. Il éclata bruyamment en sanglots.

20. Djougachvili est le véritable nom de Staline. Caïn, suivant la Bible, était l'un des fils d'Adam et Eve, meurtrier de son frère Abel. Trotsky utilise fréquemment ce mot pour stigmatiser Staline, assassin de ses frères d'armes.

Le 26 août, tandis que huit agents en bourgeois occupaient la cour de la maison, le chef de la police Askvig^{21 22 *} et un fonctionnaire du bureau central des passeports, chargé de la surveillance des étrangers, se présentèrent chez nous. Ces visiteurs importants m'invitèrent à signer l'acceptation des nouvelles conditions de résidence en Norvège. Je prendrais l'engagement de ne plus traiter dans mes écrits des sujets de politique actuelle et de ne pas donner d'interviews. Je consentirais à ce que toute ma correspondance, à l'arrivée et au départ, fût visée par la police. Sans faire la moindre allusion aux procès de Moscou, le document officiel ne mentionnait, pour m'imputer une activité répréhensible, qu'un article sur la politique française, publié par l'hebdomadaire américain *The Nation*³² et ma lettre ouverte au chef de la police criminelle, M. Sveen²³. Le gouvernement norvégien usait manifestement des premiers prétextes venus pour dissimuler la cause véritable de son changement d'attitude. Je ne compris que plus tard pourquoi il me demandait ma signature: la Constitution du pays ne prévoit aucune restriction à la liberté des personnes en dehors d'une condamnation régulière: il ne restait à l'ingénieux ministre de la justice qu'à combler cette lacune de la loi fondamentale en m'invitant à solliciter de mon propre gré des menottes et des chaînes. Je refusai catégoriquement. Le ministre me fit dire aussitôt que désormais les journalistes et, de façon générale, les tiers ne seraient pas autorisés à me voir et que le gouvernement m'assignerait bientôt, ainsi qu'à ma femme, une nouvelle résidence. Je m'efforçai de faire comprendre par lettre au ministre quelques vérités premières²⁴: que le fonctionnaire du bureau des passeports n'avait aucune compétence pour contrôler mon activité littéraire, que restreindre ma liberté de communication avec la presse au moment où j'étais l'objet d'accusations malveillantes, c'était prendre le parti des accusateurs. C'était fort juste; mais la légation soviétique avait à sa disposition des arguments plus convaincants.

Le lendemain matin, des agents me conduisirent à Oslo pour y être interrogé, toujours en qualité de « témoin » dans l'affaire du raid des fascistes. Le juge d'instruction ne s'inté-

21. Cari Bernard ASKVIG (1885—194?), procureur d'Etat en 1927, était devenu chef de la police nationale en 1931, et était connu pour ses sympathies nazies.

22. Il s'agit de l'article intitulé « La révolution française a commencé », publié en anglais dans la *Nation*, hebdomadaire américain, du 4 juillet 1936.

23. Cf. P. 75.

24. Cf. PP. 130-133.

ressait guère aux faits ; par contre, il m'interrogea pendant deux heures sur mon activité politique, mes relations, mes visiteurs. De longs débats s'engagèrent sur la question de savoir si je critiquais dans mes articles les autres gouvernements. Il va de soi que je ne le contestai pas. Le magistrat estimait que cette façon de faire était en contradiction avec l'engagement que j'avais pris d'éviter toute action hostile- à d'autres Etats. Je répondis que les gouvernements et les Etats ne peuvent être identifiés que dans les Etats totalitaires. Le régime démocratique ne considère pas la critique d'un gouvernement comme une attaque contre l'Etat. Que resterait-il autrement du parlementarisme ? La seule interprétation sensée de l'engagement que j'avais pris, c'était que j'avais promis de ne point avoir en Norvège d'activité illégale, clandestine. Mais il ne pouvait me venir à l'esprit que, me trouvant en Norvège, je ne pourrais publier dans d'autres pays des articles nullement en contradiction avec les lois de ce pays. Le juge avait sur ces sujets d'autres idées, ou, tout au moins, d'autres directives, pas tout à fait intelligibles sans doute, mais, comme nous allions le voir, suffisantes pour motiver mon internement.

Du palais de justice, je fus conduit chez le ministre de la justice qui me reçut entouré de ses hauts fonctionnaires. Je fus de nouveau invité à signer la demande de surveillance policière, très légèrement modifiée, que j'avais refusé de signer la veille. « Si vous voulez m'arrêter, demandai-je, pourquoi voulez-vous que je vous y autorise ? — Mais, me répondit le ministre d'un air entendu, il y a, entre l'arrestation et la liberté complète, une situation intermédiaire. — Ce ne peut être qu'une équivoque ou un piège : je préfère l'arrestation. »

Le ministre me fit cette concession et donna sur-le-champ les ordres nécessaires. Les agents repoussèrent brutalement Erwin Wolf, qui m'avait accompagné jusque-là et se préparait à rentrer avec moi. Quatre policiers, en uniforme cette fois, me ramenèrent à Weksal. Dans la cour, j'en vis d'autres qui, tenant van Heijenoort par les épaules, le poussaient dehors²⁵. Ma femme sortit, alarmée. On me gardait dans la voiture fermée, afin de préparer au logis notre isolement de la famille Knudsen. Les agents occupèrent la salle à manger et coupèrent le téléphone. Nous étions donc prisonniers. La maîtresse de maison

25. Wolf et van Heijenoort allaient être expulsés de Norvège en Suède, puis au Danemark, d'où ils furent à nouveau expulsés vers la Belgique, et regagnèrent la France. *L'Humanité* réclamait des mesures de sécurité, clamant que « les secrétaires du bandit » avaient « du sang sur les mains ».

nous apportait les repas sous la surveillance de deux policiers. Les portes de nos chambres demeuraient toujours entr'ouvertes. Le 2 septembre, nous fûmes transférés à Sundby, village de Storsand, à 36 kilomètres d'Oslo, au bord d'un fjord. Nous devions passer là trois mois et vingt jours sous la surveillance de treize policiers. Notre courrier passait par le bureau central des passeports, qui ne voyait aucune raison de se hâter. Personne n'était admis à nous voir. Pour justifier ce régime, contraire à la constitution norvégienne, le gouvernement dut promulguer une loi spéciale²⁶. Quant à ma femme, on l'arrêta sans même tenter d'expliquer son arrestation.

Les fascistes norvégiens pouvaient, semble-t-il, chanter victoire. En réalité, ils n'étaient pas les vainqueurs. Le secret de mon internement était simple. Le gouvernement de Moscou avait menacé de boycotter le commerce norvégien, et fait sentir tout de suite par des actes le sérieux de cette menace. Les armateurs s'étaient précipités dans les ministères : « Faites ce qu'il vous plaira, mais rendez-nous les commandes soviétiques ». La flotte marchande du pays, quatrième au monde par son importance, tient dans la vie publique une place décisive, et les armateurs font la politique, quels que soient les ministères. Staline usait du monopole du commerce extérieur pour m'empêcher de démasquer son imposture. La finance norvégienne lui vint en aide. Les ministres socialistes dirent, pour se justifier : « Nous ne pouvons tout de même pas sacrifier à Trotsky les intérêts vitaux du pays ! » Telle fut la cause de mon arrestation.

Le 17 août, c'est-à-dire après les révélations sensationnelles des fascistes, après les accusations de Moscou, Martin Tranmael écrivait dans *VARbeiderbladet* que « Trotsky s'en est strictement tenu, pendant son séjour dans notre pays, aux conditions qui lui avaient été posées à son arrivée ». Or Tranmael, en sa qualité de rédacteur en chef de ce journal, connaissait mieux que quiconque mon activité littéraire et notamment les articles qui allaient, dans quelques jours, fournir la matière du rapport du bureau des passeports. Mais, sitôt ce rapport approuvé par le gouvernement, lequel l'avait commandé à la suite d'une commande de Moscou..., Tranmael comprit que Trotsky était dans tout ceci le grand coupable. Pourquoi en effet n'avait-il pas renoncé à ses idées ou tout au moins à les exprimer? Il

26. Cette loi, adoptée le 31 août 1936, fut appelée « loi Trotsky n° 1 ».

eût pu alors jouir paisiblement des bienfaits de la démocratie norvégienne.

Peut-être ne sera-t-il pas superflu de placer ici une brève digression historique. Le 16 décembre 1928, à Alma-Ata (Asie centrale), un chargé de mission spéciale du G.P.U., arrivé de Moscou, exigea que je prisse l'engagement de m'abstenir de toute activité politique et me menaça de mesures de coercition dans le cas contraire. J'écrivis au comité central : « Exiger que je renonce à toute activité politique, c'est exiger que j'abandonne la lutte pour les intérêts du prolétariat international, lutte que je soutiens sans cesse depuis trente-deux ans, c'est-à-dire depuis le début de ma vie consciente. La puissance historique de l'Opposition vient de ce qu'en dépit de sa faiblesse extérieure en ce moment elle tâte le pouls du processus historique mondial, voit clairement le dynamisme des forces sociales, prévoit le lendemain et le prépare consciemment. Renoncer à l'activité politique, ce serait renoncer à préparer le lendemain. Dans notre message au VI^e congrès de l'internationale communiste, nous écrivions, nous, opposants, prévoyant l'ultimatum qui m'est adressé aujourd'hui : "Une bureaucratie complètement démoralisée pourrait seule exiger l'abandon par les révolutionnaires de leur activité politique. Et seuls de méprisables renégats pourraient y consentir." Je n'ai rien à changer à ces mots. » En réponse à cette déclaration, le bureau politique décida de me bannir et de m'envoyer en Turquie. Je payai donc de l'exil mon refus de renoncer à l'activité politique. Le gouvernement norvégien exigeait maintenant que je paie mon exil de l'abandon de toute activité politique. Non, messieurs les démocrates, je n'y puis consentir.

Dans ma lettre citée au comité central, j'exprimais la conviction que le G.P.U. se préparait à m'emprisonner. Je me trompais. Le bureau politique se borna à me bannir. Mais ce que Staline n'avait pas osé faire en 1928, les « socialistes » norvégiens le firent en 1936. Ils m'emprisonnèrent pour avoir refusé de cesser une activité politique qui fait le sens même de ma vie. L'organe officiel du gouvernement se justifia en disant que les temps où les grands émigrés, Marx, Engels, Lénine, pouvaient écrire ce qu'ils voulaient contre les gouvernements des pays qui leur donnaient asile sont bien révolus. « Nous avons aujourd'hui de tout autres rapports dont la Norvège doit tenir compte. » Il est incontestable que le capitalisme des monopoles a bousculé sans merci la démocratie et ses garanties. La phrase mélancolique de Martin Tranmael ne nous laisse pas entrevoir

si malmenée pour transformer la société. Il faut ajouter d'ailleurs que dans aucun autre pays démocratique il n'eût été possible de se moquer des normes légales avec autant de cynisme qu'en Norvège « socialiste » ! Nous fûmes internés le 28 août ; le 31 fut promulgué un décret royal qui donnait au gouvernement le droit d'« interner » les étrangers « indésirables » * En admettant même la légalité de ce décret — contestée par les juristes —, nous avons été pendant trois jours sous le régime d'un coup de force. Mais ce n'était que le commencement et les choses devaient se dérouler selon la maxime : de plus en plus fort...



Les premiers jours d'internement nous parurent des jours de bienfaisant repos après l'extraordinaire tension nerveuse de la semaine « moscovite ». Il était bon de demeurer seuls, sans nouvelles, sans télégrammes, sans lettres, sans appels téléphoniques. Mais dès que nous reçûmes les premiers journaux, l'internement nous devint une torture. La place que le mensonge tient dans notre vie sociale est vraiment déconcertante ! Les faits les plus simples sont souvent déformés. Je ne fais pas allusion aux déformations banales résultant 'des contradictions sociales, des menus antagonismes et de l'imperfection psychologique. Infiniment plus redoutable, le mensonge servi par de puissants mécanismes gouvernementaux qui s'imposent à tout et à tous. Nous l'avions déjà vu pendant la guerre. Il n'existait pas encore de régimes totalitaires. Le mensonge lui-même conservait un élément de dilettantisme et de timidité. Nous sommes loin de là, aujourd'hui, à notre époque du mensonge absolu, complet, totalitaire, servi par les monopoles de la presse et de la radio afin d'emprisonner la conscience sociale. Nous fûmes, il est vrai, privés de radio pendant les premières semaines de notre détention. Nous étions placés sous la surveillance du directeur du bureau central des passeports, M. Konstad, que la presse libérale qualifiait poliment de demi-fasciste²⁷. Il joignait à un arbitraire capricieux des manières grossièrement provocantes. Préoccupé par l'unité du style policier, M. Konstad estima que la radio était incompatible avec ²⁷

27. Leif Ragnvald KONSTAD (1889-194?), secrétaire du ministre de la justice en 1917, était devenu en 1928 chef du bureau central des passeports (Pass-Kontor). Il était également bien connu pour ses sentiments nazis et les occupants allaient en faire en 1940 un juge à la Haute-Cour.

le régime des internés. La tendance libérale l'emporta néanmoins au sein du gouvernement et nous reçûmes un appareil. Beethoven²⁸ ²⁹ nous réconciliait avec bien des choses. Mais il était rare. Nous avions le plus souvent à entendre Goebbels ³⁰, Hitler ou quelque orateur de Moscou. Notre petit logement bas de plafond se remplissait aussitôt des ondes opaques du mensonge. Les orateurs de Moscou, parlant diverses langues, mentaient à des heures diverses de la nuit et du jour, toujours sur le même sujet: ils expliquaient comment et pourquoi j'avais organisé l'assassinat de Kirov³⁰ à l'existence duquel, de son vivant, je n'avais pas pensé davantage qu'à celle d'un quelconque général chinois. L'orateur, invariablement dénué de savoir et de talent, enfilait des phrases auxquelles le mensonge seul donnait une gluante cohérence. « Allié à la Gestapo, Trotsky entend provoquer la défaite de la démocratie en France, la victoire du général Franco³¹ en Espagne, la chute du socialisme en U.R.S.S. et avant tout la perte de notre grand, de notre génial, de notre bien aimé... » La voix de l'orateur était morne et pourtant effrontée. De toute évidence, ce calomniateur standardisé se moquait de la France, de l'Espagne et du socialisme. Il pensait à son *beefsteack*. Au bout de quelques minutes, ce supplice devenait intolérable. On se demandait ensuite, plusieurs fois par jour, avec humiliation : est-il possible que l'humanité soit si bête? Et tout aussi souvent, nous nous répétions, ma femme et moi, cette phrase : « On ne pouvait tout de même pas les croire si vils. »

Staline ne recherche nullement la vraisemblance. A cet

28. Ludwig VAN BEETHOVEN (1770-1827) le musicien allemand, était l'un des compositeurs préférés de Trotsky et surtout de Natalia.

29. Joseph GOEBBELS (1897-1945), un des principaux lieutenants de Hitler, chargé de la propagande du parti, était devenu en 1933 ministre de l'information et de la propagande et intervenait fréquemment à la radio.

30. C'était le 1^{er} décembre 1934, à Léninegrad, qu'un, jeune communiste avait abattu à coups de revolver le n^o 2 du régime soviétique, Sergei M. Kostrikov, dit KIROV (1886-1934). L'acte d'accusation avait tenté d'attribuer l'inspiration du meurtre à Trotsky. Zinoviev, Kamenev et d'autres vieux bolcheviks avaient été condamnés pour « responsabilité morale » dans cet assassinat. En réalité, il semble bien que c'était Staline qui, avec le G.P.U., avait préparé le meurtre d'un lieutenant en train de devenir un rival.

31. Francisco FRANCO y Bahamonde (1890-1976) s'était distingué dans la répression de la révolte des Rifains, puis dans celle de la Commune des Asturies en octobre 1934, contre laquelle il avait utilisé les troupes marocaines. Ministre de la guerre, il avait été la cheville ouvrière de la conspiration des généraux qui devait aboutir au soulèvement de juillet 1936. Il apparaissait comme le véritable chef de l'Espagne nationaliste dès la mort du général Sanjurjo et devenait généralissime et chef du gouvernement en octobre.

égard, il a pleinement assimilé la technique psychologique du fascisme, qui consiste à étouffer la critique sous la cohésion et la masse du mensonge. Objecter ? Démentir ? Les arguments ne faisaient pas défaut. Dans nos papiers, dans nos mémoires, nous avions, ma femme et moi, des données inappréciables pour démasquer le faux. Nuit et jour, à tout instant, nous nous souvenions de faits dont chacun anéantissait quelque accusation ou quelque « aveu spontané ». A Weksal, avant l'interne-ment, j'avais pendant trois jours dicté en russe une brochure sur le procès de Moscou. Je n'avais plus de secours technique, il fallait maintenant que j'écrive à la main. Là n'était pas la difficulté principale. Pendant que je notais mes objections, vérifiant avec soin les textes cités, les faits, les dates et murmurant des centaines de fois en mon for intérieur : « Mais n'est-il pas indigne de répondre à de pareilles infamies ? » — les rotatives du monde entier débitaient à toute allure, par millions de feuilles, de nouveaux mensonges apocalyptiques et le speaker moscovite empoisonnait l'éther.

Quel serait le sort de ma brochure ? La laisserait-on passer ? L'imprécision de notre situation était particulièrement pénible. Le président du conseil et le ministre de la justice penchaient visiblement pour un emprisonnement complet. Les autres ministres craignaient la résistance de l'opinion. Les questions que je posai, pour connaître quels droits m'étaient laissés, restèrent toutes sans réponse. Si au moins j'avais su que tout travail littéraire m'était interdit, y compris tout travail de légitime défense, j'aurais momentanément déposé les armes et lu Hegel³² : il était là, sur l'étagère. Mais non, le gouvernement ne m'interdisait rien en termes nets. Il se bornait à confisquer les manuscrits que j'envoyais à mon avocat, à mon fils, à mes amis. Après avoir âprement travaillé à la rédaction d'un document, il m'arrivait d'attendre impatiemment une réponse du destinataire. Une semaine s'écoulait, parfois deux. Puis se montrait à midi un gradé de la police qui m'apportait un papier signé Konstad, et signifiant que telles lettres et tels documents ne pourraient pas être expédiés. Pas d'explications, rien qu'une signature. Mais quelle signature ! Elle vaut d'être reproduite ici dans toute sa grandeur originale :

32. Georg Wilhelm Friedrich HEGEL (1770-1831), philosophe allemand, dont la pensée et la dialectique jouèrent un grand rôle dans la formation intellectuelle de Marx, symbolise ici l'abstraction, loin de la réalité.

Oslo, 1. september 1936.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'L. Trotsky', with a long horizontal stroke extending to the right.

Point n'était besoin d'être graphologue pour savoir à qui le gouvernement s'en remettait de notre destin !

M. Konstad n'exerçait d'ailleurs que le contrôle de notre vie spirituelle (radio, correspondance, journaux). Nos personnes étaient confiées à deux hauts fonctionnaires de la police, MM. Askvig et Jonas Lie³¹. L'écrivain norvégien Helge Krog^M, à qui l'on peut se fier, les appelle tous deux des fascistes. Ils furent plus corrects que Konstad. Mais l'aspect politique de tout ceci n'en est point modifié. Les fascistes tentent un raid sur ma demeure. Staline m'accuse d'être l'allié des fascistes. Pour m'empêcher de réfuter ses impostures, il obtient de ses alliés démocrates mon internement. Et il en résulte que l'on nous enferme, ma femme et moi, sous la surveillance de trois fonctionnaires fascistes. Aucune fantaisie de joueur d'échecs n'imaginera meilleure disposition des pièces.

Je ne pouvais pourtant pas subir passivement des accusations abominables. Que me restait-il à faire ? Tenter de poursuivre devant les tribunaux les staliniens et les fascistes du pays, qui m'avaient calomnié dans la presse, afin de démontrer à la barre la fausseté des accusations moscovites. Mais, répondant à mon initiative, le gouvernement promulgua le 29 octobre une nouvelle loi d'exception autorisant le ministre de la justice à interdire à un « étranger interné » toute action en justice^{33 34 35}. Le ministre s'empressa bien entendu d'user de son nouveau droit.

33. Jonas LIE (1899-1945), était commissaire de police depuis 1930, chef adjoint de la police nationale depuis 1932. Il était membre de l'organisation nazie de Quisling depuis 1934. Trotsky est loin de le calomnier : Jonas Lie sera ministre de la justice en Norvège occupée et chef de la S.S. germanique de Norvège.

34. Helge KROG (1889-1962), écrivain et journaliste, avait collaboré à la revue *Mot Dag*, sans être membre du groupe organisé autour d'elle. Il était proche de Trotsky dont il avait traduit l'autobiographie.

35. Cette loi fut baptisée « loi Trotsky n° 2 ».

La première illégalité servit ainsi à justifier la deuxième. Pourquoi le gouvernement s'engageait-il dans une voie aussi scandaleuse? Toujours pour la même raison. La petite feuille « communiste » d'Oslo, qui, la veille encore, prodiguait au gouvernement socialiste les preuves de sa servilité, lui adressait maintenant des menaces d'une arrogance invraisemblable. Trotsky ayant « attenté au prestige des tribunaux soviétiques », cela entraînerait pour la Norvège les conséquences économiques les plus fâcheuses ! Le prestige des tribunaux soviétiques ? Mais il ne pouvait pâtir que si je réussissais à démontrer devant la justice norvégienne la fausseté des accusations de Moscou. C'est ce dont, au Kremlin, on avait mortellement peur. Je tentai de poursuivre mes calomniateurs dans d'autres pays, en Tchécoslovaquie, en Suisse^M. La suite ne se fit pas attendre : le ministre de la justice m'informa le 11 novembre par une lettre grossière (car les ministres socialistes norvégiens semblent considérer la grossièreté comme un attribut du pouvoir fort) qu'il m'était interdit d'intenter des actions en justice où que ce fût^{36 37}. Pour défendre mes droits dans un autre pays, je devais d'abord « quitter la Norvège ». Ces mots impliquaient une menace à peine voilée d'expulsion, c'est-à-dire de livraison au G.P.U. Et telle est l'interprétation que je donnai à ce document dans une lettre à mon avocat en France, Gérard Rosenthal³⁸. La censure norvégienne laissa passer ma lettre, confirmant ainsi sa teneur. Mes amis, alarmés, se mirent à frapper à toutes les portes en quête, pour moi, d'un visa. Le résultat de ces efforts fut que les portes du lointain Mexique s'ouvrirent devant moi³⁹. Mais nous en reparlerons.

L'automne était pluvieux et brumeux. Il serait difficile de rendre l'atmosphère de Sundby, maison en bois dont la moitié de l'étage était occupée par de lourds et lents policiers qui fumaient la pipe, jouaient aux cartes et nous apportaient à midi les journaux débordant de calomnies ou les messages de Konstad, avec sa signatv-c fatale. Et ensuite? Quelle issue?

36. Cf. n. 5 p. 202 sur le projet de contre-procès en Tchécoslovaquie et p. 243 pour le projet suisse.

37. Cette mesure était évidemment inspirée par le souci d'apaiser le gouvernement de Moscou.

38. Cf. pp. 266-267. Gérard ROSENTHAL (né en 1903), avait été avec Naville un des dirigeants de *La Lutte de Classes*, puis de la Ligue communiste et enfin du P.O.I. Il avait séjourné à deux reprises à Prinkipo et jouissait de la confiance de Trotsky, dont il était l'avocat.

39. La section mexicaine, et en particulier le peintre Diego Rivera, alertés par Anita Brenner, avait entrepris les démarches qui allaient aboutir à l'octroi à Trotsky du visa mexicain.

Dès le 15 septembre, j'avais tenté d'avertir l'opinion publique, par la presse, qu'après la débâcle politique du premier procès, Staline serait bien obligé d'en monter un deuxième⁴⁰. Je prédisais que, cette fois, le G.P.U. tenterait de transporter la base d'opérations du complot à Oslo. Je tentais ainsi de lui barrer la route, d'empêcher la deuxième mise en scène, peut-être de sauver les inculpés. En vain ! Mon message fut confisqué. J'écrivis sous forme de lettre à mon fils une réponse à la brochure de l'avocat anglais Pritt⁴¹, œuvre d'un sycophanteⁿ. Mais comme ce « conseiller de Sa Majesté » défendait avec zèle le G.P.U., le gouvernement norvégien se crut obligé de défendre M. Pritt ; mon travail fut retenu. J'écrivis à la Fédération syndicale internationale en lui rappelant, entre autres choses, la tragique destinée de l'ancien leader des syndicats soviétiques, Tomsy⁴², et en exigeant une intervention énergique. Le ministre de la justice confisqua cette lettre. Le nœud coulant se resserrait chaque jour. On nous priva bientôt des promenades que nous faisions au-dehors. Aucun visiteur n'était admis. La censure retenait les lettres et même les télégrammes pendant une semaine et plus. Des ministres se permettaient d'outrager, dans des interviews à la presse, ceux qu'ils emprisonnaient ainsi. L'écrivain Helge Krog note que le gouvernement se montrait de plus en plus haineux contre moi, et il ajoute : < Il n'est pas rare de voir les gens prendre en haine ceux à l'égard de qui ils se sentent coupables. » Quand je me retourne aujourd'hui sur cette période d'internement, il faut bien que je dise que jamais, nulle part, au cours de toute ma vie — et j'ai vu bien des choses — je n'ai été persécuté avec autant de misérable cynisme que par le gouvernement « socialiste » norvégien. Pendant quatre mois, ses ministres, prodiguant les grimaces de l'hypocrisie démocratique, me tinrent à la gorge pour m'empêcher de protester contre le plus grand crime que l'Histoire connaisse !

⁴⁰. Cf. pp. 165-170.

⁴¹. Cf. pp. 235-241. Denis Nowell PRITT (1887-1973), issu d'une grande famille britannique, conseiller de la couronne en 1927, était un avocat très connu, député du Labour Party depuis 1934, qui avait notamment présidé à Londres le « contre-procès » organisé après l'incendie du Reichstag et le procès de Leipzig. Il s'était rendu en U.R.S.S. peu avant le procès des seize auquel il avait assisté -

⁴². Sycophante, mot d'origine grecque, signifie dénonciateur.

⁴³. fikhai! P. EFREMOV, dit TOMSKY (1888-1936), ouvrier imprimeur, bolchevik depuis 1904, avait passé neuf ans en prison avant la révolution. Responsable du syndicat des métaux de Moscou en 1917, il avait été président du conseil pan-russe des syndicats soviétiques jusqu'en 1929. Il était avec Boukharine et Rykov un des dirigeants de la droite. Mis en cause au procès des seize, il préféra le suicide.

[POUR L'ÉDITION AMÉRICAINE
DU LIVRE SUR L'U.R.S.S.] *

(4 août 1936)

Cher Ami^{1 2 3 4},

Je vous envoie par la présente quarante-cinq pages de manuscrit: c'est la fin de mon livre sur l'U.R.S.S. J'expédie à votre adresse cette partie de mon manuscrit, parce que je n'ai pas encore de contrat avec l'éditeur et qu'il n'a pas encore répondu à mes propositions. La question est pour moi de la plus haute importance, comme vous le comprenez vous-même et je vous demande de ne pas transmettre mon manuscrit à l'éditeur tant que vous n'aurez pas reçu de moi le télégramme « deliver ® ». Mais je vous demande en plus de me rendre le service suivant. Pouvez-vous téléphoner à Simon & Schuster (je vais essayer de trouver tout de suite leur adresse et leur numéro de téléphone : malheureusement, je suis en ce moment sans Erwin *, et dites-leur la chose suivante : « Trotsky m'a envoyé la fin de son livre (55 pages) et des corrections importantes pour le texte antérieur. Il est inquiet de n'avoir pas de réponse de vous. Il vous a déjà écrit qu'un éditeur anglais avait engagé des pourparlers avec lui et qu'il lui propose des conditions très avantageuses : une grosse avance et un pourcentage allant

1. Lettre à Sara Weber (10809), avec la permission de la Houghton Library. Traduite du russe.

2. Il s'agit bien de « cher ami », bien que la lettre soit adressée à une femme. Sara JACOBS, dite Sara WEBER (1900-1976), née en Pologne, émigrée aux Etats-Unis en 1920, avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo de mai à juillet 1933, puis en France, à Saint-Palais, puis Barbizon, de juillet 1933 à janvier 1934.

3. En anglais, mais en caractères cyrilliques dans le texte : « remettez ».

4. Il s'agit d'Erwin Wolf, cf. n. 18, p. 38.

jusqu'à 20 %. L'éditeur anglais insiste pour avoir une réponse rapide. Trotsky considère qu'il est engagé vis-à-vis de vous et il attend votre réponse définitive. Dans tous les cas, il ne peut attendre au-delà du 20 août. Vous aurez le manuscrit aussitôt l'accord obtenu. » Je vous demande pardon de vous causer de l'embarras avec cette commission, mais j'ai la possibilité aujourd'hui de dicter en russe et puis je compte sur votre vieille amitié.

Mais ce n'est pas tout. J'ai encore une requête. Lieber⁵ ⁶, mon agent littéraire, s'inquiète de la sortie d'un nouveau livre sur l'U.R.S.S. alors que je n'ai pas encore achevé le livre sur Lénine. Formellement, c'est faux, je pense. Dites-le lui. Mais pour ce qui est du fond de l'affaire, sortir le livre sur l'U.R.S.S. est pour moi la seule possibilité d'achever le livre sur Lénine. Le travail de compilation des matériaux a duré plus longtemps que prévu. Puis vint la maladie qui, en gros, ne me prit pas moins d'un an. Ma collaboration épisodique à des revues américaines n'a pas été réglée, comme Lieber le sait très bien. Et il ne m'est rien resté d'autre à faire que de travailler au livre sur l'U.R.S.S. que j'ai écrit par parties au cours des trois ou quatre dernières années. Il ne s'agit pas d'un travail nouveau, mais d'un nouveau remaniement d'ébauches anciennes. En vérité, je pensais que ce remaniement me prendrait beaucoup moins de temps. Mais, comme toujours, ce n'est pas l'auteur qui domine la matière, mais la matière qui domine l'auteur. J'ai passé sur ce travail six mois supplémentaires. Aujourd'hui seulement j'ai achevé le livre qui, j'en suis fermement convaincu, me permettra de travailler tranquillement et sans interruption au livre sur Lénine*. Je n'avais pas d'autre solution. Expliquez cela, je vous en prie, à Lieber, ou bien, mieux encore, traduisez-lui ceci par écrit. Je pars demain matin me reposer deux semaines, après quoi je me mettrai au livre sur Lénine avec toute mon énergie et une tête fraîche. En fin de compte, l'éditeur ne pourra qu'y gagner.

J'ai oublié encore une chose. Dans l'édition française, mon livre sur l'U.R.S.S. paraîtra sous le titre *La Révolution*

5. Maxim LIEBER né en 1897, qui dirigeait à New York une agence littéraire, était également — Trotsky l'ignorait évidemment — au service au G.P.U.

6. La version que Trotsky propose ici de la genèse de son livre sur l'U.R.S.S. est à l'usage d'un agent littéraire qui réclame la tenue d'un engagement antérieur, le livre sur Lénine. Mais, comme nous l'avons vu dans d'autres lettres, elle ne correspond guère à la vérité historique.

trahie. L'ancien titre, *Qu'est-ce que l'U.R.S.S. et où va-t-elle ?* servira de sous-titre. Le nouveau titre a été proposé par l'éditeur Grasset ⁷, comme sonnant mieux. Pouvez-vous communiquer cela à Simon & Schuster ? Excusez-moi encore pour ces commissions. Mes salutations les plus cordiales à vous et à Louis ⁸. Je vous parlerai des autres affaires la prochaine fois. Ma santé est satisfaisante, malgré un travail très intense. J'espère qu'après m'être reposé, je ne serai pas obligé de m'interrompre.

7. Bernard GRASSET (1881-1955), éditeur parisien, était connu tant par son talent de découvreur que par son sens de la publicité.

8. Louis JACOBS, dit Jack WEBER (né en 1896), membre des Jeunesses et du parti communiste, mari de Sara, avait rejoint l'Opposition de gauche en 1928. Ancien dirigeant du W.P.U.S., il était entré au Socialist Party avec ce dernier.

[IL FAUT REMERCIER NIKOLAIEVSKY] ¹

(4 août 1936)

Cher Ami*,

Par la présente, je t'envoie :

- a) La fin du livre *La Révolution trahie* (pp. 178-233).
- b) La liste des modifications qu'il faut introduire dans les chapitres précédents. Il est très important d'attirer l'attention du traducteur sur cela (manuscrit et liste des corrections sont envoyés en deux exemplaires).
- c) Une copie de la lettre que j'ai envoyée à New York, à Sara^{1 2 3}, où l'on voit clairement où en sont les choses en ce qui concerne les éditions américaine et anglaise. Je pense m'entendre avec Simon & Schuster. Mais il est possible qu'il faille prendre l'éditeur anglais comme point de départ. C'est pourquoi il faut continuer les discussions avec lui.
- d) L'extrait de Gide⁴ que tu m'as envoyé. Le traducteur pourra avoir besoin d'une partie de cette citation.

1. Lettre à L. Sedov (10159), avec la permission de la Houghton Library. Traduite du russe.

2. Léon SEDOV (1906-1938), fils aîné de Trotsky et de Natalia Sedova, militant de l'Opposition de gauche en U.R.S.S., avait choisi d'accompagner son père en déportation puis en exil et avait été son lieutenant et homme à tout faire. Il s'était fixé à Berlin en 1931 et, avait, travaillé en direction de l'U.R.S.S. Depuis la victoire de Hitler, il avait trouvé asile à Paris. Il était membre du S.I., responsable de la « section russe » et du *Biulleten Oppositsii* et homme de confiance de son père notamment pour les questions d'édition.

3. Cf. pp. 50-52.

4. André GIDE (1869-1951), écrivain et romancier, était aussi le plus connu des « compagnons de route » français du stalinisme.

Je profite de l'occasion pour remercier par ton intermédiaire B.N. Nikolaievsky⁵ ⁶ pour ses remarques sérieuses et détaillées. Il est vrai que je ne puis être d'accord avec certaines (l'autogénèse du marxisme, la position programmatique d'Aleksandr Oulianov, les discussions de Samara sur la famine *). En ce qui concerne les autres corrections, je dois reprendre le texte et les documents avec plus de soin afin de tirer une conclusion définitive. En tout cas, les remarques de B.N. Nikolaievsky, sans aucun doute, m'aideront à préciser le texte pour toutes les autres éditions. Je le remercie une fois encore.

5. Boris N. NIKOLAIEVSKY (1888-1966), historien et menchevik, avait des contacts fréquents à Paris avec L. Sedov à qui il facilitait la recherche documentaire pour le travail de son père. Ce texte nous apprend qu'il avait écrit pour Trotsky des remarques sur le manuscrit de *La Révolution trahie*.

6. Faute de connaître le texte des remarques de Nikolaievsky, nous ne sommes pas à même d'expliquer ces trois points dont le second concerne évidemment Aleksandr I. OULIANOV (1866-1887), frère aîné de Lénine, exécuté pour terrorisme.

[L'AFFAIRE FERRAT] ¹

(5 août 1936)

Mon Cher Van,

Merci pour la brochure de Ferrât* ². Tout à fait d'accord avec vous sur la grande importance symptomatique de cette exclusion. Il faut cultiver les relations avec Ferrât³. Quand j'aurai lu sa brochure, je pourrai me prononcer avec plus d'assurance.

J'ai fini (enfin 1) mon livre sur l'U.R.S.S. et j'en suis terriblement fatigué.

1. Lettre à van Heijenoort (10679), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. André Morel, dit André FERRAT (né en 1902), membre du P.C. en 1922, avait été secrétaire national des jeunesses à la même époque, membre du comité central du parti en 1925, du bureau politique en 1927. Il avait été délégué du parti à Moscou de 1930 à 1932 et rédacteur en chef de *L'Humanité* de novembre 1932 à février 1934. Depuis 1933, il animait dans le P.C. le petit groupe d'opposition clandestin qui publiait depuis 1934 la revue *Que faire ?* Ferrât avait été éliminé du B.P. au congrès de Villeurbanne, et venait d'être exclu du parti. Il avait publié en brochure, à 2 000 exemplaires, sous le titre *Lettre ouverte aux membres du parti*, les principales pièces du dossier de son exclusion. Van Heijenoort l'avait rencontré le 1^{er} août et avait envoyé la brochure à Trotsky.

3. Le 3 août, Ferrât avait rencontré une délégation formée de l'Américain Shachtman, de Jean Rous et de Boitel du P.O.I. Il avait également rencontré Raymond Molinier.

[DE L'I.L.P. AU LABOUR PARTY]

Discussion avec Collins ¹

(août 1936)

COLLINS ¹²

Le Marxist Group devrait-il être pour ou contre l'affiliation du parti communiste au Labour Party ?

TROTSKY

La question est pédanterie pure, complètement dénuée de sens si l'on considère la petite dimension, la faiblesse et le manque de perspective claire de ce groupe lui-même. Cependant, indépendamment de sa situation, il est important de soutenir de façon critique l'affiliation du P.C., et ce, pour deux raisons: 1) si nous refusons de la soutenir, nous allons contre l'aspiration des masses à l'unité ; 2) parce que les erreurs du P.C. à l'intérieur du Labour Party et son alliance inévitable avec la bureaucratie nous donneront la possibilité de gagner ses meilleurs éléments. *Mais seulement si nous sommes nous-mêmes à l'intérieur du Labour Party.* Toute la question tourne autour de cette phrase que j'ai soulignée. Si on l'ignore, alors toute spéculation devient métaphysique et n'a rien de commun avec le marxisme.

1. Conversation avec Sam Collins, Houghton Library (T 3965), publiée en 1936 dans *Internat Bulletin*, Marxist Group, sans la date de la rencontre qui a été jusqu'à présent située au mois de juillet alors que la référence à la publication des thèses dans *La Lutte ouvrière* (le 5 août) conduit à la situer en août, vers le début du mois.

2. Sam COLLINS, chauffeur de taxi à Londres, était membre du Marxist Group, lequel était profondément divisé entre ceux qui voulaient que le groupe reste dans l'I.L.P. et ceux qui préconisaient l'entrée dans le Labour Party. Collins, perplexe, décida d'utiliser ses vacances pour aller à Hpnefoss parler de cette question avec Trotsky.

COLLINS

Qui pensez-vous qui a raison, de Cooper ou de Matlow ³ sur la question de la perspective du groupe ?

TROTSKY

C'est à mon avis Matlow qui a raison à 100%. Etant donné la situation internationale, l'Angleterre se développera en même temps que le reste de l'Europe. Cela peut aboutir à une vague de grèves dans un proche avenir, qui plantera le dernier clou dans le cercueil de l'LL.P. L'I.L.P. n'est pas une organisation de masse, mais une organisation de propagande, et comme cette propagande est centriste, et pas révolutionnaire, son cadavre sera totalement balayé pendant la remontée ouvrière. Je considère que la position rigide et formaliste de l'article de Cooper n'a absolument aucun rapport avec le marxisme. Elle démontre une incompréhension totale de la lutte de classes. L'idée de demeurer à l'intérieur de l'LL.P. pour une nouvelle période, afin d'y gagner quelques éléments hésitants supplémentaires au moment où le P.C. est en train de pénétrer rapidement dans les organisations de masse, est ridicule. Nous ne pouvons gagner ces éléments hésitants dans l'LL.P. que par notre entrée dans le Labour Party et par le travail effectif que nous y ferons. Les hésitants qui sont restés dans l'LL.P. s'en iront inévitablement, dégoûtés par la désintégration ultérieure de l'LL.P., et, dans leur tentative de découvrir une nouvelle orientation, ils devront inévitablement se tourner vers nous dans le Labour Party, si nous y prenons d'emblée une position correcte. L'argument selon lequel il est encore possible de gagner dans l'LL.P. quelques hésitants supplémentaires est du formalisme pur, car, pour chaque militant que nous pourrions gagner dans l'I.L.P., il y en a des centaines dans le Labour Party. L'argument selon lequel nous pourrions être capables de nous

3.Arthur COOPER, expert comptable et militant influent de la National Union of Clerks, exclu du P.C. en 1932, était passé à l'I.L.P. puis au Marxist Group. Il était un fidèle de C.L.R. James (cf. n. 10) qui estimait possible de prendre la direction de l'I.L.P. qu'il refusait donc de quitter. Bert MATLOW (1898-19??), vieux militant

I. L.P. de Poplar, avait collaboré avec le Balham Group autrefois et rejoint le Marxist Group dans l'I.L.P. Il préconisait le départ de l'I.L.P. et l'entrée dans le Labour Party mais se refusait à faire ce pas de façon individuelle comme l'avaient fait successivement depuis plusieurs mois Denzil D. Harber, Earle Birney (Robertson) et Kenneth Johnstone (Alexander).

emparer de l'appareil de l'I.L.P. est au mieux une hypothèse, qui, même si elle se réalisait, signifierait une lutte qui durerait des années du fait de la force de la bureaucratie. Nous n'avons pas l'éternité devant nous. Nous disposons trop généreusement de notre temps très précieux, et nous ne sommes pas assez riches pour le distribuer sur un tel rythme. L'expérience des sections belge et française démontre de façon concluante les immenses possibilités qui s'ouvrent à l'intérieur des organisations réformistes de masse. A moins que nous n'acceptons la perspective que nous ne pouvons jouer un rôle révolutionnaire important dans l'histoire de la Grande-Bretagne.

COLLINS

Puisque nous avons déjà laissé passer l'occasion de la question du plébiscite, quelle question pouvons-nous soulever pour quitter l'I.L.P. ?*

TROTSKY

Il est essentiel de choisir une question politique compréhensible par la grande masse des ouvriers. Soulever la question de l'existence des groupements légaux à l'intérieur de l'I.L.P.^{4 5 6} serait parfaitement inutile. Je ne puis à distance qu'offrir quelques suggestions. Une lutte soulevée pour contraindre l'I.L.P. à se prononcer sur les thèses de notre dernière conférence*, surtout celle sur la montée révolutionnaire, qui a déjà été imprimée dans le journal français⁷, constitue l'une des possibilités. Mais un meilleur exemple serait sans doute la question de l'affiliation de l'I.L.P. au Labour Party. Cette question, il nous faut la poser tout de suite et avec la plus grande vigueur possible.

4. Il s'agit en réalité du referendum auquel avait été renvoyé, à la conférence de Keighton et sur chantage de Maxton, le vote de la conférence dont la direction ne voulait pas. Le referendum avait donné satisfaction à Maxton, et les militants du Marxist Group avaient laissé passer cette occasion.

5.-A la conférence de Keighton, un bloc entre les tendances Maxton et Fennel Brockway avait interdit les groupes dans le parti : le Marxist Group était visé, ainsi que son *Marxist Bulletin*. Mais sa majorité décida de s'incliner, de dissoudre le groupe, saborder le bulletin et... rester dans l'I.L.P.

6. Trotsky fait allusion à la conférence « de Genève » qui s'était tenue à Paris du 29 au 31 juillet.

7. *La Lutte ouvrière* publia ce texte le 5 août 1936, ce qui permet de situer cette entrevue aux environs du 10.

COLLINS

Le groupe devrait-il mettre des conditions' à l'entrée de l'I.L.P. dans le Labour Party ?

TROTSKY

Cette espèce de courtoisie chevaleresque n'a pas sa place en politique. Puisque la bureaucratie de l'LL.P. a mis notre groupe hors-la-loi⁸ et supprimé notre journal, il serait de notre part ridicule de réclamer des privilèges pour l'I.L.P. Notre devoir est d'entrer dans le Labour Party, avec ou sans l'I.L.P., le plus vite possible. A distance, il ne m'est pas possible de choisir la question précise, ou le moment à saisir dans la lutte pour la scission. Si nous n'oublions pas que notre temps est précieux et l'affaire très urgente, nous ne ferons pas de grosse erreur. En tout cas je ne comprends absolument pas la suggestion de fixer une date-limite, comme la prochaine conférence annuelle de l'I.L.P. en avril prochain. La situation européenne se développe si vite que l'histoire n'attendra pas la conférence de l'I.L.P.

COLLINS

Comment entrerons-nous dans le Labour Party et comment allons-nous y travailler ? ?

TROTSKY

Compte tenu de la faiblesse du Marxist Group, il pourra être nécessaire d'entrer d'abord individuellement et de consacrer un, deux ou trois mois à explorer les voies de notre travail. L'important, c'est d'entrer. Une fois dedans, les occasions nous apparaîtront très vite. Il est entendu que, quelle que soit la façon dont nous entrerons, nous aurons dès le début une fraction secrète. Nos actions ultérieures dépendront de nos progrès dans le Labour Party. Il est très important au début de ne pas laisser la porte ouverte à des attaques de la bureaucratie du Labour Party, qui aboutiraient à notre exclusion avant que nous ayons

8. Cf. n. 5.

réussi à conquérir une force appréciable. Il nous faudra diriger nos premières attaques contre les centristes et leur inconsistance, et pas contre la bureaucratie. Mais, encore une fois, cela sera déterminé par ce que nous trouverons une fois entrés. De toute évidence, nous ne pourrons pas soulever immédiatement la question de la IV^e Internationale. L'histoire nous donnera une occasion de le faire. La question de la IV^e Internationale n'est pas aujourd'hui une question brûlante pour les masses en Grande-Bretagne. Si nous prenons une position révolutionnaire sur des questions populaires qui touchent les masses, aujourd'hui, nous pourrons progresser vers la question de la IV^e Internationale. Nous devons à tout prix être très prudents, éviter sectarisme et opportunisme — garder toujours la main sur le pouls des masses. Il est bon de se rappeler que, plus la situation politique avancera, plus le travail révolutionnaire deviendra dangereux, et nous serons bien mieux protégés au sein des larges masses du Labour Party que dans le cadavre isolé et pourrissant de l'I.L.P., si même il en reste alors un cadavre. Il serait sans aucun doute juste de laisser quelques camarades à l'intérieur de l'I.L.P. pour y faire un travail de fraction. Pour le Marxist Group, dès que nous serons entrés, il peut très vite apparaître une situation qui exige qu'un ou deux de nos meilleurs orateurs développent jusqu'au bout notre position révolutionnaire, provoquant ainsi délibérément leur propre exclusion, de même qu'il faut des martyrs à chaque mouvement. Des camarades ainsi exclus trouveront des voies pour travailler, par exemple le Club Lénine'.

COLLINS

Pensez-vous que l'idée du club Lénine telle qu'elle a été développée par notre groupe dans l'I.L.P. sera utile dans notre futur travail dans le Labour Party ?

TROTSKY

Cela dépendra aussi des conditions concrètes que nous

9. L'idée avait été émise, dans le Marxist Group, de tourner l'interdiction des « groupes » en constituant un « club » à l'extérieur de l'I.L.P., qui aurait pu servir de centre de regroupement. Mais le « club Lénine » n'était qu'une hypothèse de travail, et pas un fait concret.

trouverons dans le Labour Party, mais, à distance, il me semblerait qu'il puisse remplir une fonction utile. Mais, s'il doit être de quelque utilité, il faut qu'il soit démocratiquement contrôlé par des délégués de tous les bolcheviks-léninistes, et pas seulement par le groupe dans l'I.L.P. Toute autre attitude serait du pur sectarisme.

COLLINS

Le journal proposé par Jâmes¹⁰ ¹¹ devrait-il être un organe indépendant des trotskystes connus à l'intérieur des organisations politiques comme le Labour Party ou un organe du club Lénine sans affiliation de parti ?

TROTSKY

C'est difficile à dire, car cela dépendra de toute évidence des conditions objectives. En tout cas, nous devrions d'abord consacrer tous nos efforts à une fusion avec le groupe Groves-Dewar ¹¹ afin d'utiliser le *Red Flag*. J'ai appris par le camarade Collins que nos avances antérieures à Dewar-Groves ont été repoussées ¹². Même si cela reste vrai quand nous serons entrés dans le Labour Party, les partisans de Dewar-Groves doivent

10. Cyril Lionel Robert JAMES (né en 1901), noir de la Trinidad, avec une solide formation universitaire, était venu en Grande-Bretagne en 1933 et y avait rendu compte des compétitions de cricket dans le *Manchester Guardian*. Adhérent de l'I.L.P. puis du Marxist Group, il avait placé depuis 1935 beaucoup d'espoir en Fenner Brockway et son éloquence avait arraché à la conférence de Kington le vote que Maxton avait eu beaucoup de peine à faire annuler. James combattait farouchement la proposition de sortir de l'I.L.P. et proposait un journal comme centre de regroupement.

11. Hugo DEWAR (1908-1980), ancien de l'I.L.P. du premier groupe se réclamant de l'Opposition, puis du Balham Group, ancien de la « majorité » de la Communist League hostile à l'entrée dans l'I.L.P. en 1933, était l'un des dirigeants de la Marxist League à l'intérieur du Labour Party. Reg GROVES (né en 1908), ancien espoir du P.C. devenu l'animateur du «groupe de Balham», exclu du P.C. en 1932, avait rejoint l'ancienne majorité de la section britannique. Il était membre du Labour Party, de la direction londonienne de la Socialist League et envisageait avec Dewar la republication du journal *Red Flag*.

12. Le fait majeur à l'époque était la croissance du Bolshevik-Leninist Group in the Labour Party (sur le modèle du G.B.L. de la S.F.I.O.). Né des efforts de l'ex-dirigeant du M.G. Denzil D. Harber, entré au L.P. en 1935, du jeune Sud-Africain Charles van Gelderen, puis renforcé au printemps par l'adhésion des deux Canadiens Robertson et Alexander, il venait de recruter un groupe d'opposants du P.C. britannique, le Hyde Park Group, avec l'ancien dirigeant des J.C. Eric Starkey Jackson. Trotsky espérait conquérir le groupe Groves par l'intérieur du Labour.

comprendre que nous sommes à 100 % avec eux, et d'autres refus de la part de leurs deux dirigeants pourraient les amener vers nous. Dans l'hypothèse où nous échouerions dans l'entreprise qui consiste à faire du *Red Flag* l'organe de notre tendance, il nous faudra alors décider ce qui vaudra mieux pour notre travail — un organe indépendant du club Lénine, ou un journal du groupe dans le Labour Party. Ce n'est pas à mes yeux une question de première importance, parce que les staliniens dénonceront de toute façon nos liens avec un journal du club Lénine. Nous pouvons nous attendre, de la part des staliniens, à semblables attitudes sur toutes les questions. De même que la bureaucratie du Labour Party sert de police du capital dans les rangs de la classe ouvrière, de même les dirigeants staliniens agiront en tant que police de la bureaucratie du Labour Party. Cette identification du Labour Party et du parti communiste nous fournira une excellente occasion de gagner la base du P.C. Toute la question d'un journal et d'un club Lénine restera formelle et irréaliste tant que nous serons à l'extérieur du Labour Party et coupés des masses.

COLLINS

Quelle sera notre attitude à l'égard des conseils de la paix¹³ ?

TROTSKY

La question du conseil de la paix ressemble un peu à celle du Front populaire. En France, par exemple, nous avons dit aux ouvriers que nous savions que le Front populaire était une politique fausse. Quand les ouvriers le soutenaient, nous leur disions que nous voulions bien collaborer loyalement avec les organisations ouvrières, le P.C. et le P.S., mais que nous refusions dans tous les cas d'avoir quoi que ce soit à faire avec les participants bourgeois du Front populaire. Aujourd'hui, nous ne crions pas « A bas le Front populaire ! » parce que nous n'avons encore rien à mettre à sa place. De même, nous ne pouvons pas tourner le dos aux conseils de la paix et crier : « A bas les conseils de la paix », parce qu'il n'existe pas encore

13. Les « conseils de la paix », organismes créés dans le cadre du mouvement Amsterdam-Pleyel, avaient une existence réelle en Grande-Bretagne.

de parti révolutionnaire pour donner sur la question de la guerre et de la paix une orientation claire. Il existe pourtant une différence. L'une des questions est celle du pouvoir d'Etat dans une situation révolutionnaire. L'autre est l'utilisation des comités qui existent, tant qu'ils sont soutenus par des organisations ouvrières de masse. C'est pourquoi, partout où c'est possible, il faut avoir des représentants aux conseils de la paix et y diriger au début nos attaques contre certains des représentants bourgeois (la question de savoir lesquels dépend de la réaction des ouvriers à notre propagande).

Il est évidemment bien entendu que la tâche première des révolutionnaires au sein de toute organisation de masse est d'exiger qu'elle soit démocratiquement contrôlée par les ouvriers. Cette agitation nous fournira la première occasion d'attaquer les invitations privées distribuées par les bureaucraties du P.C. aux personnalités bourgeoises prétendument « progressistes ». En attaquant les principaux pacifistes bourgeois, et, par voie de conséquence, la participation de tous les éléments bourgeois, nous irons inévitablement contre la politique de collaboration de classe des bureaucrates du Labour Party et du P.C. Nous pourrions alors dire aux ouvriers : « Nous avons nos divergences avec les camarades Morrison, Pollitt et Lansbury mais nous sommes prêts à travailler loyalement avec eux. Mais eux, ils veulent nous exclure parce que nous refusons de travailler avec des ennemis de classe avérés ». Cela aura pour conséquence de faire porter aux bureaucrates du Labour Party et du P.C., devant les travailleurs, la responsabilité d'une collaboration de classe ouverte. Cette situation, correctement utilisée, discréditera non seulement les bureaucrates, mais aussi toute l'idée des conseils de la paix. *Mais il faut d'abord y aller.*

COLLINS

Comment traiter le mieux la très importante question coloniale, une question fondamentale que nous avons totalement ignorée jusqu'à présent?

14. Herbert MORRISON (1888-1965), député de Londres où il était le patron de l'appareil du Labour Party, incarnait la droite de celui-ci. Harry POLLITT (1890-1960) était le secrétaire général du P.C. George LANSBURY (1859-1940), député et fondateur du *Daily Herald*, ancien « leader » du groupe parlementaire aux Communes, était l'âme de l'aile pacifiste du Labour.

TROTSKY

Il est essentiel d'étudier les quatre premiers congrès de l'I.C. En outre, les thèses générales de la IV^e Internationale sur la question coloniale serviront à indiquer la ligne générale, mais l'application concrète en sera déterminée par la situation particulière.

COLLINS

Peut-on même envisager à ce stade la possibilité d'exister de façon indépendante en dehors des organisations de masse ?

TROTSKY

Le fait que Lénine n'ait pas craint en 1905 de faire la scission avec Plekhanov, et de rester en tant que petit groupe isolé ne peut pas servir d'argument, puisque le même Lénine est resté jusqu'en 1912 dans la social-démocratie¹⁵, et qu'il a lui-même insisté en 1920 pour l'affiliation du P.C. britannique au Labour Party. Alors qu'il est nécessaire pour le parti révolutionnaire de maintenir en tout temps son indépendance, un groupe révolutionnaire d'une centaine de camarades n'est pas un parti révolutionnaire et il peut aujourd'hui travailler plus efficacement en s'opposant aux social-patriotes à l'intérieur des partis de masse. Du fait de l'aggravation croissante de la situation internationale, il est absolument essentiel d'être à l'intérieur des organisations de masse tant qu'il existe la possibilité d'y faire un travail révolutionnaire. Une interprétation aussi sectaire, stérile et formaliste du marxisme dans la situation actuelle ferait honte à un enfant intelligent de dix ans.

15. C'était en 1912, à la conférence de Prague, que Lénine avait décidé de rompre avec les mencheviks qu'il appelait « liquidateurs » parce qu'ils voulaient supprimer l'appareil et l'activité illégale du parti. Cela ne l'avait pas empêché de rester dans la II^e Internationale. Georgi V. PLEKHANOV (1856-1918) avait introduit le marxisme dans le mouvement ouvrier russe à partir des années 1880. Il avait été contre les bolcheviks en 1903, mais avait appuyé Lénine en 1912 à la tête de sa propre fraction des « mencheviks du parti ».

[PRENONS CONNAISSANCE DES FAITS] ¹

(15 août 1936)

Au moment où je prépare cette déclaration, je n'ai pas encore pu me procurer le texte original de l'information à sensation de Tass. Je ne la connais que par une source de seconde main ^{1 2}. Mais ses traits essentiels, qui m'ont été transmis, me suffisent pour stigmatiser toute de suite cette information comme *Y une des plus grandes impostures de l'histoire politique*.

L'agence Tass parle d'une conspiration du prétendu groupe Trotsky-Zinoviev³. La bureaucratie régnante appelle conspiration toute critique dirigée contre elle. Je présume que la critique se répand toujours plus en Union soviétique, et je ne peux que saluer ce fait avec joie. Il est bien possible que des éléments nombreux et très divers, qui représentent ce sentiment critique, aient fait référence à mon nom, c'est-à-dire à mes

1. Houghton Library (T 3594), déclaration publiée dans *Folkets Dagblad*, 17 août 1936. Traduction de l'anglais.

2. L'hôte de Trotsky, Konrad Knudsen, avait été le premier à entendre l'information à la radio. Quelques heures plus tard, Olav Schefflo (cf. n. 2, p. 79) et son collègue Per Monsen, qui travaillaient dans un journal de Kristiansand, étaient venus apporter les premières dépêches concernant le procès de Moscou, qui venaient juste de tomber.

3. Grigori E. Radomylsky, dit ZINOVIEV (1883-1936) avait été pendant la guerre, en émigration, le principal collaborateur de Lénine. Adversaire de l'insurrection d'Octobre qu'il avait combattue publiquement, il avait été, au lendemain de sa victoire, appelé à de hautes fonctions, la présidence du soviet de Pétrograd et celle de l'internationale communiste, la participation au bureau politique. Avec Staline et Kamenev, il avait constitué la *troïka* qui avait écarté Trotsky en 1924. Il avait constitué en 1925 la « Nouvelle Opposition » et, avec Trotsky, en 1926, l'« Opposition unifiée », qu'il avait reniée après sa défaite en 1928. En 1932, il avait esquissé un retour à une activité clandestine d'opposition et pris part à la formation du « bloc des oppositions », mais, exclu, puis exilé, il avait de nouveau capitulé. En janvier 1935, il avait été condamné à cinq ans pour sa « complicité morale » dans l'assassinat de Kirov. Les dépêches de Tass le présentaient non seulement comme le principal accusé dans le procès qui s'ouvrait, mais comme le partenaire de Trotsky dans ce prétendu « complot ».

idées et mes écrits. Mais l'information de Tass déclare également que les accusations portent sur un complot terroriste contre les dirigeants du régime, et que cette conspiration est dirigée par moi, de Norvège.

J'affirme ici que cette assertion ne contient pas un iota de vérité. Pour qui connaît l'histoire politique récente, il ne fait aucun doute que l'information diffusée par Tass est en contradiction la plus complète avec mes idées et l'ensemble de mon activité, laquelle est actuellement consacrée exclusivement à écrire.

Depuis mon entrée dans le mouvement révolutionnaire en 1897, j'ai toujours été, comme tous les marxistes russes, un adversaire résolu de la terreur individuelle en tant que méthode de lutte, méthode qui, en dernière analyse, ne peut que servir les intérêts de l'absolutisme et du bonapartisme.

Je souligne vigoureusement que, depuis que je suis en Norvège, je n'ai eu aucun contact avec l'Union soviétique — que je n'en ai reçu aucune lettre. Je n'ai non plus écrit, ni directement, ni par des intermédiaires, aucune lettre à qui que ce soit.

Mon unique activité en relation avec l'Union soviétique s'est limitée à rédiger des articles qui ont été publiés dans la presse mondiale et un livre qui sera prochainement publié dans plusieurs pays *. Ma femme et moi n'avons pu, même une seule fois, échanger une seule ligne avec notre fils^{4 5}, qui a été employé en Union soviétique en raison de ses capacités scientifiques, et qui n'a jamais eu le moindre attachement politique.

Parce que je suis un homme qui n'a pas de pays et parce que je bénéficie aujourd'hui en Norvège du droit d'asile, je crois qu'on pourrait le mieux prouver l'exactitude de l'accusation selon laquelle j'aurais, de Norvège, dirigé un complot terroriste, en désignant une commission gouvernementale compétente pour enquêter sur les accusations portées dans ces documents. Pour ma part, je suis prêt à fournir à semblable commission un compte rendu complet de mes activités en Norvège — jour par jour, heure par heure. Je pense également que cette initiative pourrait être complétée par la désignation d'une commission

4. *La Révolution trahie.*

5. Sergei L. SEDOV (1908-1938) était le second fils de Trotsky et Natalia Sedova. Mathématicien, apolitique, il n'avait pas suivi ses parents en exil, ce qui n'avait pas empêché Staline de l'arrêter en 1935 dans le cours de la répression de masse qui avait suivi l'assassinat de Kirov.

LEON TROTSKY. ŒUVRES, AOÛT-DECEMBRE 1936

impartiale des organisations ouvrières du monde entier, ou, mieux, de leurs dirigeants internationaux, pour enquêter sur les accusations lancées en Union soviétique. Cette commission rendrait compte publiquement de son enquête. Je maintiens que son rapport dévoilerait l'inexactitude des accusations.

Je suis également prêt à accepter toute autre méthode d'enquête qui apporterait à l'opinion publique une meilleure explication des principaux motifs qui ont provoqué de telles accusations contre d'autres et contre moi. Je n'ai, dans cette affaire, rien à craindre ni rien à cacher. En ce qui me concerne, je n'ai d'intérêt qu'à ce que la vérité soit établie.

[IL FAUT SURMONTER LES DIVERGENCES PASSÉES] ¹

(16 août 1936)

Mon cher Rous^{1,2},

Ci-joint une lettre que vous pouvez — si vous le jugez utile — montrer à Nin³ ⁴ et aux autres. Ce que je dis dans cette lettre n'est nullement diplomatique : il faut de nouveau joindre la souplesse à la fermeté. Je me sens bras et jambes liées. Les meilleurs saluts de N[atalia] et de moi.

Bien à vous.

Chers Camarades*,

J'ai reçu votre télégramme inattendu. Malheureusement, il peut être interprété maintenant ici comme une preuve de ma

1. Cette lettre, volée par la police secrète italienne à Barcelone, a été découverte dans les archives italiennes par l'historien Paolo Spriano. Elle est reproduite ici d'après le volume 3 de *Storia del Partito comunista italiano, 1 fronti popolari, Stalin, la guerra*, pp. 76-77. Elle n'est jamais parvenue à son destinataire.

2. Jean Rous (né en 1908), un Catalan de France, avocat, membre de la direction du P.O.I. et du secrétariat international, avait été envoyé en Espagne par ce dernier et se trouvait à Barcelone depuis le 5 août.

3. Andrés NIN Pérez (1892-1937), ancien secrétaire de la C.N.T., puis de l'internationale syndicale rouge à Moscou où il avait milité dans l'Opposition russe et sa commission internationale, avait été l'un des principaux dirigeants de la section espagnole de l'Opposition, la Izquierda comunista, et avait entretenu avec Trotsky une correspondance qui avait brutalement cessé en 1933. En 1935, avec son organisation, il avait participé à l'« unification » qui avait donné naissance au P.O.U.M. dont — après l'arrestation de son secrétaire général, Maurin, par les insurgés — il était, en tant que secrétaire politique, l'un des principaux dirigeants.

4. La lettre est adressée, d'après l'enveloppe, à « Fosco ». Nicola DI BARTOLOMEO (1901-1946), dit Fosco, membre du P.C.I. en 1921, avait été dans une prison fasciste de 1922 à 1926. Emigré en France, il avait rejoint les bordiguistes et été exclu du P.C.I. en 1928 ; à nouveau exclu, il avait adhéré à la N.O.I. en 1930. Il avait été expulsé de France au début de l'année 1936, avait été arrêté à Barcelone en

« participation directe dans les affaires espagnoles », tandis qu'il s'agit — en tant que je puis le comprendre — de la possibilité d'avoir un visa pour rentrer à Barcelone. Pas nécessaire de vous dire que j'en serais tout à fait heureux. Est-ce possible ?

Vous savez la situation qui m'est faite ici : l'attaque des fascistes, d'une part, la déclaration infâme de Tass, de l'autre part. Je ne sais pas quelle sera l'attitude du gouvernement, qui n'a pas la moindre idée de l'infamie criminelle de la clique de Staline-Iagoda⁵. Nous serons, avec N[atalia], tout à fait prêts d'aller immédiatement à Barcelone. L'affaire — pour réussir — devrait être traitée (*sic*) si discrètement que possible.

Vous comprenez bien que je ne puis pas donner des conseils d'ici : il s'agit maintenant de la lutte armée, la situation change de jour en jour, mes renseignements sont à niveau de zéro. On parle de la disparition de Maun'n* ^{5 6}. Que signifie cela ? Il n'est pas tué, j'espère ? Quant à Nin, Andrade⁷, et autres, il serait criminel de se laisser guider, maintenant, dans la grande bataille, par des réminiscences de la période précédente. S'il y a des divergences de programme ou de méthodes, même après l'expérience faite, ces divergences ne devront nullement empêcher un *rapprochement sincère et durable*. L'expérience ultérieure fera le reste. Quant à moi, personnellement, je serais absolument prêt à collaborer à *La Batalla*, quoique simplement comme un simple observateur de loin.

La question qui me préoccupe surtout concerne les relations

mai, et libéré à la suite d'une campagne du P.O.U.M. Il était le responsable étranger de ce dernier et, en cette qualité, jouait un rôle de conseiller auprès de Nin à qui il conseilla de ne pas accepter la venue de Sedov comme volontaire dans les milices du P.O.U.M. Nous avons une lettre de lui à Trotsky en date du 4 août 1936 (Houghton Library, 1038) où il fait des propositions de collaboration à *La Batalla*. Il est vraisemblable que Rous et lui-même avaient télégraphié à Trotsky.

5. Henrikh G. IACODA (1891-1938), ancien préparateur en pharmacie, était le principal dirigeant du G.P.U., sous Staline, directement responsable à ce titre de la mise en scène de Trotsky. Notons que Trotsky n'exclut pas l'hypothèse de la bonne foi du gouvernement norvégien face aux calomnies de Staline.

6. Joaquim MAURIN (1896-1973), ancien dirigeant de la C.N.T., était devenu un dirigeant du P.C.E. et de sa Fédération catalano-baléare exclue en 1930. Il avait fondé alors le Bloque Obrero y Campesino qui était devenu en 1935 le principal noyau du P.O.U.M. dont il était le secrétaire général. Il avait été arrêté au début du soulèvement des militaires et le bruit de sa mort avait circulé puis avait été confirmé. En réalité, il vivait, mais Trotsky l'ignorait.

7. Juan ANDRADE Rodríguez (1898-1981), ancien dirigeant des J.S. d'Espagne, et pionnier du P.C.E., avait appartenu depuis 1930 à l'Opposition de gauche. C'est lui qui avait signé en janvier 1936 le programme électoral des gauches, ce que Trotsky avait stigmatisé comme une « trahison ».

entre le P.O.U.M. et les syndicalistes⁸. Il serait — me semble-t-il — extrêmement dangereux de se laisser diriger *exclusivement* ou même *surtout* par des considérations de doctrine. Il faut, coûte que coûte, s'approcher des syndicalistes malgré tous leurs préjugés. Il faut vaincre l'ennemi commun. Il faut gagner la confiance des meilleurs syndicalistes pendant la lutte. Ces considérations peuvent vous paraître bien banales et je m'en excuse par avance : je ne connais pas suffisamment la question pour donner des avis concrets. Je veux seulement souligner qu'avant *Octobre* nous fîmes *tout* pour agir ensemble même avec les anarchistes de pur sang. Le gouvernement Kerensky⁹ essayait souvent de se servir des bolcheviks contre les anarchistes : Lénine s'y opposait avec acharnement : un anarchiste militant vaut mieux dans cette situation, disait-il, qu'une centaine de mencheviks hésitants. Pendant la guerre civile c'est le manque de décision, l'esprit de tergiversation, en un mot : le *menchevisme*. Encore une fois : tout cela est trop vague. Je suis prêt à faire tout pour donner à mes suggestions toute la précision possible, mais, pour cela, il faut vaincre la distance... De ma part, je puis promettre la volonté la plus sincère de compréhension mutuelle avec les camarades qui sont en lutte malgré toutes les divergences possibles. Ce serait une mesquinerie honteuse que de se tourner vers le passé si le présent et l'avenir ouvrent la voie pour la lutte commune.

Avec le dictionnaire, j'essayerai bien de me débrouiller dans *La Batalla*. Mais je ne reviens à la maison que dans 4-5 jours.

Mes saluts les plus chaleureux pour tous les amis aussi — et surtout — pour ceux qui croient avoir des raisons d'être mécontents de moi¹⁰.

Bien à vous.

8. Tous les observateurs étaient d'accord pour relever l'hégémonie incontestée en Catalogne du bloc C.N.T.-F.A.I. La C.N.T. était la centrale syndicale anarcho-syndicaliste et la F.A.I. l'organisation anarchiste qui la contrôlait en grande partie.

9. Aleksandr F. KERENSKY (1882-1970), socialiste révolutionnaire, président du gouvernement provisoire avant Octobre, avait combattu les bolcheviks qui l'avaient finalement renversé.

10. C'est indiscutable : cette lettre est la main tendue à Nin, Andrade et la direction du P.O.U.M.

[L'ORAGE A ÉCLATÉ...] ¹

(18 août 1936)

Cher V[ictor] L[vovitch] ^{1 2},

Nous venons de rentrer, N[atalia] I[vanovna] et moi, d'un court voyage à la mer, car nous voulions nous « reposer » de la politique, mais la politique — et quelle politique ! — nous a rejoints en chemin. Nous avons appris pendant notre voyage l'attaque contre notre maison. Une voiture avec deux, puis quatre fascistes (parmi lesquels leur chef de la propagande) nous a suivi pas à pas pendant trois ou quatre cents kilomètres. Nous avons vécu au bord de la mer dans une situation [.....] ³. Le chef de la police norvégienne nous a rendu visite pour un interrogatoire courtois. Puis a éclaté l'odieuse déclaration de l'agence Tass qui a plongé tout le monde ici dans la stupeur. Je m'apprête à écrire quelque chose sur cet amalgame.

Ce que vous m'écrivez à propos des anarchistes espagnols, ou plus exactement catalans, est tout à fait juste et me réjouit beaucoup dans la mesure où cela traduit notre unité de vue sur cette question *essentielle* pour l'instant. Malheureusement, vous et moi ne sommes que des spectateurs... Le plus important en ce moment serait de trouver des formes organiques de collaboration du P.O.U.M. et des syndicats en Catalogne (juntas,

1. Archives Victor Serge, Musée social, Paris., Reproduit dans Trotsky et Victor Serge, *La Lutte contre le Stalinisme* (Paris, Maspero, 1977), pp. 142-143.

2. Victor Lvovitch KIBALTCHICH, dit Victor SERGE (1890-1947), né en Belgique de parents russes, avait d'abord été anarchiste avant de rejoindre en Russie en 1918 les rangs bolcheviques. Membre de l'Opposition de gauche, exclu en 1928, déporté en 1933, il avait été libéré à la suite d'une campagne mondiale et était arrivé à Bruxelles le 18 avril 1936. Il correspondait depuis avec Trotsky qui l'avait accueilli chaleureusement.

3. Indéchiffrable,

soviets, comité d'action ?), même au prix de grandes concessions dans le domaine de l'organisation. Mais on ne peut résoudre ces problèmes-là que sur place.

Vos remarques à propos de la traduction de mon livre* prouvent que vous faites ce travail avec une extrême conscience. Vous êtes un si bon styliste que vous n'avez nullement besoin de me faire vérifier vos « libertés » de traduction ; je m'associe pleinement à l'avance à vos formulations. Si quelque chose n'est pas clair quant au sens de ce que j'ai écrit, c'est différent.

J'ai reçu en son temps la lettre dans laquelle vous m'apprenez que l'on vous avait retiré la citoyenneté soviétique, mais à vrai dire je n'avais pas pensé que cela pouvait vous empêcher de vous rendre dans le royaume de Blum, où Blum règne d'ailleurs moins que tout autre⁴5.

Le « sectarisme », au sens général que vous donnez à ce mot, est tout simplement une réaction physiologique due à l'âge et à une croissance extrêmement difficile (fascisme, Comintern, bureaucratie soviétique, Front populaire, etc.). Il faut traverser toutes ces difficultés et toutes ces stupidités avec patience (ce qui ne veut évidemment pas dire avec passivité⁶).

Je me dépêche. C'est ma première lettre après une interruption de deux semaines.

P.-S. Je me réjouis beaucoup de vos remarques sur la théorie de l'Etat⁷, j'avais moi-même l'impression que j'avais réussi à préciser certains points.

4. Victor Serge traduisait en français *La Révolution trahie*.

5. Léon BLUM (1872-1950), haut fonctionnaire et écrivain, était devenu à partir de 1921 le maître à penser de la S.F.I.O. Il était devenu président du conseil depuis la victoire électorale du Front populaire.

6. De toute évidence, Victor Serge s'était plaint à Trotsky du « sectarisme » des trotskystes : on peut noter que Trotsky ne nie pas, et cherche seulement à expliquer.

7. Il s'agit vraisemblablement des éléments apportés par Trotsky à l'analyse de l'Etat ouvrier, « Etat bourgeois sans bourgeoisie » selon la formule de Lénine, et par conséquent de la bureaucratie « organe bourgeois de l'Etat ouvrier ».

[A PROPOS DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE]

(18 août 1936)

Chers Amis,

A mon retour des brèves vacances passées à Kristiansand, j'apprends avec satisfaction que vous avez réussi, malgré toutes les difficultés, à mettre sur pied une conférence des organisations qui se réclament de la IV^e Internationale¹ ². Je suis actuellement à ce point occupé par l'affaire des fascistes, ici en Norvège, et par le procès de Moscou, qu'il ne m'a malheureusement pas été possible d'étudier vos résolutions. Je n'en possède d'ailleurs qu'une partie.

Si une lettre privée m'informe correctement des choses, vous m'avez élu au bureau (quelle est son appellation exacte?) malgré toutes les réserves que j'avais faites antérieurement. Je n'ai pas besoin de redire que je suis disposé, pour l'avenir comme par le passé, à servir la cause de la IV^e Internationale par mes articles, mes livres et, dans la mesure du possible, par mes conseils. Mais, comme je suis loin de vous, je ne peux participer au travail d'organisation avec toute la responsabilité qui s'impose. Par ailleurs, je désire éviter tout ce qui pourrait apparaître aux autorités de ce pays comme une violation des engagements que j'ai pris en rapport avec mon séjour. C'est pourquoi je vous prie instamment de me dégager de toute obligation organisationnelle.

Avec mes meilleures salutations.

1. Lettre au secrétariat international (8049), avec la permission de la Houghton Library. Mention « très confidentiel ». Traduite de l'allemand.

2. Il s'agit de la conférence qui s'était tenue à Paris salle Pleyel du 29 au 31 juillet et qui avait constitué le « Mouvement pour la IV^e Internationale ». Bien entendu, Trotsky avait été au courant non seulement des préparatifs, mais du déroulement de la conférence et c'est, par une précaution « conspirative » qu'il s'exprime comme s'il venait seulement d'être informé. Il avait en effet de bonnes raisons de soupçonner que sa correspondance était lue.

[PIRE QUE LES AFFAIRES DE DREYFUS ET DU REICHSTAG] ¹

(19 août 1936)

[...] Du point de vue de la vengeance politique, le procès laisse loin derrière le scandale Dreyfus^{1 2 3} et le procès de l'incendie du Reichstag².

Le procès tout entier n'est que fraude. Les aveux ont été extorqués par le G.P.U. qui a donné aux accusés le choix entre avouer conformément à ses exigences et recevoir des sentences plus légères, ou la mort.

Si j'étais en Russie, je pourrais aisément démontrer la fausseté des accusations. Mais je possède des copies de toutes les lettres que j'ai envoyées au cours des sept dernières années, et, avec du temps, je prouverai que des provocateurs ont été à l'action à Moscou dans un but de vengeance politique.

Je mettrai en accusation les accusateurs. [...]

1. Extrait d'une déclaration à la presse, *New York Times*, 20 août 1936. Traduit de l'américain.

2. Alfred DREYFUS (1859-1935), officier d'état-major français, juif, avait été injustement accusé de trahison, et les chefs de l'armée française n'avaient pas hésité à utiliser des faux pour imposer la conviction de sa culpabilité.

3. L'incendie du Reichstag, le 27 février 1933, avait servi de prétexte à la mise hors-la-loi du P.C. allemand et de ses militants : or il semble bien qu'il avait été réalisé par les hommes de main des nazis qui se procuraient ainsi un bon prétexte pour déclencher cette répression.

[LETTRE AU CHEF DE LA POLICE D'OSLO] ¹

(19 août 1936)

Monsieur ^{1 2},

Sans attendre plus longtemps la copie de mon témoignage qui m'a été promise, j'ai l'honneur : premièrement, de vous envoyer le numéro en question de *The Nation* contenant celui de mes articles qui a fait l'objet de critiques de la part de certaines personnes³ et, deuxièmement, de faire, en complément à mon témoignage, la déclaration suivante :

Dans certains milieux on continue d'affirmer sans cesse que j'aurais enfreint les engagements que j'ai librement souscrits. Je dois rejeter de la façon la plus énergique ces accusations malveillantes.

Les conditions qui m'ont été proposées et que j'ai acceptées ne peuvent signifier que ceci : d'un côté, que je renonce à l'activité politique en Norvège, et, de l'autre, que je ne me livre à aucun travail illégal, secret, conspiratif, contre des Etats amis de la Norvège. Mais ces conditions ne signifiaient pas et ne signifient nullement que je renonce à une activité littéraire publique dans le domaine économique, social, et politique. L'activité littéraire est ma profession et, dans mes articles et mes livres, je ne puis exprimer que les opinions qui sont les miennes. Je n'ai jamais caché mes opinions, ni à personne. Ma collaboration à la grande presse mondiale ainsi qu'à des revues

1. Lettre à R. Sveen (10554), avec la permission de la Houghton Library. Nouvelle traduction de l'allemand.

2. Le chef de la police judiciaire à Oslo, Reidar Sveen, s'était rendu, le 13 août à Stangnesnolm, où Trotsky était en vacances, afin de l'interroger en qualité de témoin sur l'affaire du cambriolage de la maison Knudsen par les nazis.

3. Il s'agit de l'article « La Révolution française a commencé » (*Œuvres*, 10, pp. 78-84), dont une traduction anglaise avait paru dans *The Nation*, l'hebdomadaire américain, le 4 juillet précédent.

— dont la plupart se réclament maintenant de la IV^e Internationale — ne date pas de mon arrivée en Norvège, mais du début de 1929, c'est-à-dire du premier jour de mon expulsion en Turquie. Cette activité littéraire, je l'ai exercée sans rencontrer d'objections, dans l'île de Prinkipo, en France, ainsi que ces derniers temps en Norvège, pendant près de huit ans. Je ne pouvais et ne peux naturellement pas supposer, ne fût-ce qu'un instant, que les conditions que j'avais signées comportaient une loi d'exception dirigée contre moi. Il en est de même pour les « visites suspectes » *. Je ne peux rien changer au fait que mon passé inspire à de nombreuses personnes le désir de me rendre visite. Les uns par une curiosité superficielle, les autres pour entendre mon opinion sur des questions qui leur semblent importantes, sans parler du haut pourcentage de journalistes, d'éditeurs, etc. L'idée même que ces conditions excluent que je reçoive des visites est à peine concevable. Dans ce cas, mon séjour en Norvège ne signifierait pas la jouissance du droit d'asile, mais un pur et simple emprisonnement. De telles intentions⁴ mes « accusateurs fascistes » peuvent peut-être les attribuer au gouvernement norvégien, mais elles n'ont rien de commun avec ma conception du droit d'asile.

Dans *YArbeiderbladet* du 15 août, je relève la déclaration suivante de M. le ministre des affaires étrangères : « Mais nous avons, bien entendu, parfaitement compris qu'il (il s'agit de Trotsky) avait l'intention de poursuivre son activité d'auteur et d'écrire des articles sur les événements mondiaux. Ce type d'activité, le gouvernement ne la considérerait pas comme une activité politique » ⁵. En rapport avec cette déclaration officielle et absolument limpide, je me permets de souligner le fait suivant : quelques mois après mon arrivée, mon autobiographie a été publiée par la maison d'édition Tiden Norsk. Hier, à mon retour à Weksal, j'ai reçu de la même maison d'édition une proposition concernant ma biographie de Lénine. Ces livres contiennent les mêmes idées que mes récents articles dans la presse internationale. Messieurs mes « accusateurs » pourraient, à partir de mes livres — de mon autobiographie, par exemple —

4. La presse stalinienne et nazie avait notamment tenté de présenter comme suspecte la récente visite d'un Allemand réfugié jusque-là à Danzig, Siegfried KrssiN (né en 1908), qui avait été pressenti pour remplacer Wolf comme secrétaire et avait passé à Weksal la journée du 1^{er} août, ainsi que celle, un peu plus ancienne, de R. Molinier et Desnots.

5. Dans l'original allemand, cet extrait de la lettre du chef de la police est cité en norvégien.

citer des centaines de pages prouvant que je suis un marxiste et un révolutionnaire. Mais ces révélations et ces découvertes ne changent rien au fait que je n'ai pas le moins du monde participé à la vie politique de la Norvège et que mon activité littéraire se déroule au vu et au su de tout le monde.

Il en va tout autrement de l'accusation lancée contre moi ces derniers jours par l'agence Tass de Moscou. Ne contiendrait-elle même qu'une minuscule parcelle de vérité, cela signifierait naturellement que j'aurais, de mon côté, criminellement violé les conditions de mon droit d'asile. Mais cette accusation est une affaire en soi. Dans les prochains jours, je communiquerai à l'opinion publique tous les éclaircissements dont je dispose sur ce sujet et j'espère prouver que, s'il y a crime dans cette affaire, il n'est pas de mon fait contre le gouvernement soviétique, mais contre moi du fait du G.P.U. et de ceux qui l'inspirent. Je me contenterai sur ce sujet de dire brièvement ceci : le procès qui commence aujourd'hui à Moscou n'est pas un procès nouveau, mais une nouvelle édition, revue et corrigée, du procès de janvier 1935⁶. A cette époque également, mon nom a été cité, bien qu'indirectement. Le rôle provocateur du consul letton, agent direct du G.P.U., qui avait financé l'acte terroriste et avait demandé à l'assassin une lettre pour moi⁷ fut si clairement démasqué qu'on laissa tomber complètement cette partie de l'amalgame juridique et qu'on condamna Medved⁸, le chef du G.P.U. de Leningrad, à trois ans de prison pour avoir si mal organisé le travail qu'on lui avait confié. Il a fallu au G.P.U. presque deux ans après cela pour corriger les fautes commises, trouver de nouveaux « témoins », fabriquer de nouvelles lettres, extorquer de nouveaux « aveux » de personnes déjà condamnées. Il semble que ce travail soit aujourd'hui suffisamment avancé pour qu'on ose le présenter au public. Il

6. Le 15 janvier 1935, Zinoviev, Kamenev et un groupe de vieux bolcheviks de Leningrad liés à eux, accusés de « complicité » et de « responsabilité morale » dans l'assassinat de Kirov, avaient été condamnés à de lourdes peines de prison.

7. L'acte d'accusation et, bien entendu, la presse soviétique avaient pendant un certain temps mentionné un « consul étranger » qui aurait servi d'intermédiaire entre Trotsky et les « conspirateurs ». Des recoupements avaient permis d'établir que le diplomate ainsi mis en cause ne pouvait être que Georg BISSENIKS (1885-194?), consul de Lettonie à Leningrad depuis 1933, qui avait été rappelé au début janvier par son gouvernement. Trotsky le soupçonnait d'avoir été en l'occurrence au service du G.P.U.

8. Filip D. MEDVED (1890-1943), chef du G.P.U. de Leningrad, avait été jugé et condamné également en janvier 1935 ainsi que son adjoint Ivan V. Zaporjets. Les deux hommes avaient été ultérieurement libérés et affectés à d'autres responsabilités dans les régions asiatiques de l'U.R.S.S.

est possible que la nouvelle présentation soit, en apparence, mieux tournée et plus imposante que la première. Les grands efforts de la bureaucratie s'expliquent par son mécontentement du fait que mon activité littéraire, comme on peut s'en rendre compte à la lecture de la presse soviétique, rencontre un écho au sein de la population russe. Mais, que j'organise des actes terroristes contre des dirigeants soviétiques ou que je collabore avec la Gestapo, aucune personne politiquement éduquée ne peut le prendre au sérieux.

Je voudrais, pour résumer, dire en conclusion ceci : les allégations d'une partie de la presse norvégienne selon lesquelles j'aurais collaboré au programme agraire du parti ouvrier (norvégien), participé à des réunions du parti ouvrier, etc., n'ont pas besoin d'être réfutées. M. le ministre de la justice a affirmé publiquement que les idées de Trotsky ne sont pas celles du parti ouvrier norvégien. Je ne puis que me joindre à cette déclaration et considérer l'accusation, dans tout son ridicule, comme réglée sur ce point. Pour ce qui est des autres pièces à conviction, je suis accusé d'un côté de diriger le mouvement révolutionnaire en France, Espagne, Belgique, Grèce, avec Staline, et, de l'autre, d'organiser avec la Gestapo des actes de terrorisme contre les dirigeants soviétiques. Certains journaux réussissent même à lancer les deux accusations simultanément et sur la même page. Mais elles s'annulent l'une l'autre. Toutes deux sont fausses et si je puis me permettre cette forte parole : ce sont des mensonges.

Avec ma considération distinguée.

TERREUR INDIVIDUELLE ET TERREUR DE MASSE ¹

(20 août 1936)

Cher Camarade Scheflo^{1 2},

Je vous adresse ci-joint une copie de ma déclaration au chef de la police que vous pourrez peut-être au moins en partie utiliser pour la brochure et je réponds tout de suite à la première question à propos de la différence entre la terreur individuelle et l'autre. On nous a beaucoup reproché à nous, les bolcheviks russes, notre terreur. Entrer une fois de plus dans le détail de cette question ne me semble pas précisément opportun. Il suffit de mentionner que la phase de la terreur, dans la révolution russe, ne commence qu'après l'intervention des puissances de l'Entente qui, en fournissant armes et argent, ont organisé des insurrections contre le pouvoir soviétique, exactement de la même façon que Hitler et Mussolini ont préparé et soutiennent aujourd'hui la rébellion de Franco³. En ce sens, la « terreur » révolutionnaire n'est rien d'autre que l'emploi des forces armées des masses contre les forces armées des

1. Lettre à O. Scheflo (10029), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand. C'est sous le titre ci-dessus que cette lettre, amputée de sa première phrase, fut publiée dans *La Lutte ouvrière* du 5 septembre 1936.

2. Olav SCHEFLO (1883-1959), avait été avant la première guerre mondiale l'un des dirigeants de la gauche du parti ouvrier norvégien, le D.N.A. Après l'adhésion de ce dernier à l'internationale communiste, il l'avait représenté aux 2°, 3° et 4° congrès mondiaux et avait connu Trotsky personnellement. Après la rupture du D.N.A. avec l'I.C., il avait été pendant quelques années le principal dirigeant du P.C. norvégien. Il était revenu au D.N.A. à la fin des années vingt et était journaliste à Kristiansand. Il s'était occupé activement de l'obtention du visa pour Trotsky en 1935 et venait d'organiser ses vacances près de chez lui.

3. Au lendemain de la révolution d'Octobre 1917, la guerre civile avait été menée de bout en bout par des forces militaires qui bénéficiaient de l'aide de puissances étrangères contre le gouvernement bolchevique. Le général loudénitch, qui avait menacé Petrograd, était

opresseurs et des exploiters. Par l'expérience de la grande Révolution française, Napoléon ⁴ a très bien compris qu'aucun grand bouleversement social ne pouvait se faire sans guerre civile et, par conséquent, sans terreur de masse. Mais on ne peut pas provoquer une révolution à volonté. Une révolution éclate — comme l'a dit un jour Engels⁵ — comme un cataclysme naturel dans l'histoire de l'humanité. Et une fois qu'elle est là, il n'est pas plus possible de raisonner sur ses avantages et ses inconvénients que sur les avantages et les inconvénients des douleurs de l'enfantement. Un parti révolutionnaire cherche à abrégé les douleurs d'enfantement de la révolution et à réduire ainsi au minimum son coût en vies humaines. S'il y avait en Espagne un parti révolutionnaire, la victoire populaire serait aujourd'hui assurée, et elle aurait en outre été payée par des sacrifices bien plus réduits. Dans ce sens historique, on ne peut pas plus rejeter la terreur que l'histoire elle-même.

Le mot de terreur est cependant souvent utilisé pour désigner des assassinats politiques individuels, ce qui est vraiment tout autre chose. Dans l'histoire de Russie, la terreur individuelle a joué un rôle important comme moyen politique de la mince couche qu'est l'intelligentsia dans sa lutte contre le tsarisme. La tendance marxiste s'est développée dans un conflit direct et permanent avec la méthode du terrorisme individuel. Ce n'est pas un hasard. Les marxistes cherchaient à s'appuyer sur l'évolution sociale, c'est-à-dire sur le mouvement ouvrier naissant tandis que les intellectuels isolés des masses cherchaient à provoquer artificiellement et arbitrairement, par des bombes, « leur » révolution. Du point de vue politique, j'ai grandi depuis

financé, armé et conseillé par les Britanniques. L'amiral Koltchak avait été reconnu par les Alliés. Le général Wrangel dépendait matériellement de l'état-major français, comme la Légion tchécoslovaque qui avait donné le signal du soulèvement contre le pouvoir des soviets. Adolf HITLER (1889-1945), était depuis 1933 chancelier du Reich et « Führer », chef du parti nazi. Benito MUSSOLINI (1883-1945), chef du parti fasciste depuis 1919, était chef du gouvernement italien et « Duce » depuis 1922. Il avait signé un accord promettant une aide militaire aux généraux espagnols qui préparaient leur « pronunciamiento » et appointait José Antonio Primo de Rivera, chef de la formation fasciste de la Phalange. Le chef du soulèvement militaire, le général Sanjurjo (mort dans un accident d'avion en allant prendre son commandement) avait fait un voyage en Allemagne et cherché l'appui du gouvernement. Les généraux insurgés avaient bénéficié de l'aide d'avions de transport italiens pour amener leurs troupes du Maroc dans la péninsule. On sait que Rome et Berlin étaient en train d'intervenir massivement pour appuyer Franco, successeur de Sanjurjo.

4. NAPOLEON I^{er} — l'ancien général Bonaparte, devenu Empereur des Français — (1769-1821) révolutionna l'Europe en la conquérant.

5. Friedrich ENGELS (1820-1895) avait été l'ami et le principal collaborateur de Marx.

mon plus jeune âge dans l'atmosphère de la lutte contre ces illusions aventuristes et terroristes. De 1897 à 1908, j'ai publié une foule d'articles et fait une foule de discours contre le terrorisme individuel et pour la lutte de la classe révolutionnaire. En 1911, quand des tendances terroristes ont surgi au sein du prolétariat viennois, Friedrich Adler, l'actuel secrétaire de la II^e Internationale ⁴ me demanda d'écrire un article sur le terrorisme. Cet article fut ensuite publié en novembre 1911 dans *Der Kampf*, la revue dont Adler était à l'époque le rédacteur ^{6 7}. Cet article, que je considère aujourd'hui encore comme tout à fait juste, oppose la lutte de classes organisée à l'aventurisme terroriste. Son argument principal y est exposé de la façon suivante : « Le terrorisme individuel est particulièrement inadmissible à nos yeux parce qu'il rabaisse la masse dans la conscience qu'elle a d'elle-même, parce qu'il la réconcilie avec sa propre impuissance et oriente ses regards et ses espoirs vers un grand Vengeur et Libérateur ».

L'ironie de l'histoire a voulu que Friedrich Adler, qui s'était déclaré tout à fait d'accord avec mon article en 1911, commît, cinq ans plus tard, pendant la guerre, un acte terroriste contre le premier ministre autrichien Stürgkh^{8 9}. Bien que toutes mes sympathies allassent à l'époque à Friedrich Adler, j'ai opposé à cet acte individualiste, qui était plutôt un geste de désespoir, la méthode de Karl Liebknecht, lequel, en pleine guerre, était apparu sur une place publique de Berlin et avait distribué un appel contre la guerre. Notre méthode est celle de Karl Liebknecht, non celle de Friedrich Adler.

Aujourd'hui encore, je ne vois pas la moindre raison de

6. Friedrich ADLER (1879-1960), fils du dirigeant social-démocrate autrichien Victor Adler, était, dans les années 1910, lié aux social-démocrates russes dont il avait connu à Zürich les principaux dirigeants. Ancien secrétaire de l'Internationale dite « 2 1/2 », il était secrétaire de la 11^e Internationale depuis 1923.

7. Cet article, intitulé « Terrorismus » (Terrorisme) avait paru sous la signature « N. Trotskii » dans *Der Kampf* du 1^{er} novembre 1911.

8. Karl von STÜRGKH (1859-1916), noble autrichien, député agrarien, premier ministre depuis 1911, gouvernait l'empire austro-hongrois appuyé sur la police et l'armée. Friedrich Adler l'abattit à coups de revolver le 21 octobre 1916, à la fois pour protester contre le maintien de l'état de siège et dans l'espoir de réveiller le parti social-démocrate de sa « léthargie ».

9. Karl LIEBKNECHT (1871-1919), fils d'un des fondateurs du parti social-démocrate allemand, avocat, dirigeant des jeunes, avait été le champion de la lutte antimilitariste des jeunes socialistes. Député au Reichstag, il avait voté en décembre 1914 contre les crédits de guerre : lié à Rosa Luxemburg, il participait au « groupe Spartakus » qui avait commencé la lutte contre la guerre. Le 1^{er} mai 1916, en uniforme, il avait, place de Potsdam à Berlin, distribué des tracts contre la guerre aux soldats.

modifier cette position sur le terrorisme. Si, dans le cours de la lutte contre le tsarisme, nous avons critiqué l'assassinat de tel ou tel ministre ou général, voire celui du tsar lui-même — et vraiment pas par sympathie pour eux — et préconisé l'insurrection de masse contre le tsarisme, aucun homme sérieux ne voudra croire que nous recommandons ou utilisons aujourd'hui cette méthode contre la bureaucratie soviétique. La bureaucratie soviétique, qu'on peut aussi appeler l'aristocratie soviétique, est certainement devenue le danger social principal pour le développement du pays. Mais elle ne peut être remplacée que par l'avant-garde consciente de la classe ouvrière dans une lutte politique de masses. Tuer tel ou tel bureaucrate revient à ne rien changer dans la structure générale, sociale et politique, du pays. Kirov, qui a été la victime du jeune bureaucrate Nikolaïev^{10 11}, a été tout de suite remplacé par un autre bureaucrate, Jdanovⁿ. Il y a des centaines et des milliers de candidats toujours prêts à prendre les places vides. La presse de Moscou parle en tout cas de la prétendue préparation d'un attentat contre Staline. Mais Staline lui-même n'est qu'un *primus inter pares* (le premier entre ses égaux) ^{*2}. Ces messieurs les chefs pensent souvent qu'ils sont les créateurs de l'Histoire et les irremplaçables bienfaiteurs de l'humanité. En réalité, Staline n'est que le représentant de la caste dominante. C'est la force de cette dernière qui fait sa force à lui, son intelligence qui le rend intelligent — ou plutôt sa ruse qui le rend rusé. L'élimination de Staline ne changerait pas grand-chose. Molotov¹³ ou un autre remplirait la même fonction si les masses demeuraient passives et atomisées, avec à peu près le même succès.

Le bureaucrate isolé a peur du terrorisme. La bureaucratie en tant que caste exploite à son propre avantage tout acte terroriste. On le voit de la façon la plus nette et la plus effrayante en Union soviétique même. La clique dirigeante a

10. Leonid NIKOLAIEV (1904-1934) était l'homme qui, le 1^{er} décembre 1934, avait abattu à coups de revolver, devant son bureau dans l'immeuble du parti à Leningrad, le" secrétaire du C.C., Serge Kirov. Il avait été condamné à mort au cours d'un procès à huis clos et exécuté.

11. Andréï A. JDANOV (1896-1948), membre du parti depuis 1915, apparatchik, responsable du parti à Nýni-Novgorod, avait été promu en 1934 et avait remplacé Kirov à Leningrad.

12. Traduit par Trotsky en allemand dans l'original.

13. Viatcheslav M. Sknabine, dit MOLOTOV (né en 1890), bolchevik depuis 1906, secrétaire du C.C. en 1921, était considéré comme le principal lieutenant de Staline et était d'ailleurs chef du gouvernement.

fusillé, à l'occasion de l'assassinat de Kirov, des centaines de personnes et en a envoyé de nombreuses dizaines de milliers en prison, en exil ou en camp de concentration. La lutte contre le terrorisme sert de prétexte à la bureaucratie pour étrangler le moindre mouvement d'opposition, la plus légère pensée critique dans le pays et surtout dans le parti dirigeant lui-même. Dans ces conditions, utiliser le terrorisme serait pour tout parti la forme la plus atroce du suicide politique et physique. Si les hommes qui sont au pouvoir à Moscou veulent m'attribuer de telle méthodes, cela ne fait que montrer à quel bas niveau est tombée la vie politique en Union soviétique. La grossièreté inouïe de cette falsification est en premier lieu un reflet de la couche dirigeante elle-même. C'est aussi une chose extrêmement révélatrice que cette ténacité avec laquelle la bureaucratie s'accroche toujours davantage à l'assassinat de Kirov. Ce fait constitue la preuve, d'une part que les attentats, du moins les attentats contre les grands personnages, ne sont qu'une rare exception, et d'autre part que la bureaucratie a besoin de ces attentats pour justifier et renforcer sa propre autorité. C'est ce besoin qui explique le fait étrange qu'après un an et demi d'interruption le même procès ait été une fois de plus relancé dans une « présentation améliorée », ce que n'a pas osé faire, par exemple, Hitler, pour le procès de l'incendie du Reichstag ¹⁴.

Salut.

¹⁴, On est réduit à des hypothèses en ce qui concerne les chiffres de cette épuration gigantesque, véritable répression de masse. De nombreux témoins ont raconté le départ ou le passage en Sibérie de trains remplis d'« assassins de Kirov ». Les prisons, surpeuplées, ne suffisaient plus et les camps de concentration se multipliaient.

¹⁵, Zinoviev et ses co-accusés n'avaient finalement été condamnés en janvier 1935 que pour une « responsabilité morale » dans le meurtre. Le procès contre Dimitrov et d'autres communistes accusés d'avoir incendié le Reichstag en 1933 avait tourné à la confusion de l'accusation. Les nazis avaient libéré Dimitrov et n'étaient pas revenus à la charge.

QUI EST VALENTIN OLBERG ? '

(20 août 1936)

Selon l'acte d'accusation, V. Olberg^{1 2 3} a déclaré qu'il était entré en Union soviétique sur les instructions de Trotsky avec l'objectif de s'y livrer à une activité contre-révolutionnaire, et, en particulier, d'assassiner Staline. Une personne qui entreprend une mission aussi extraordinaire doit non seulement être bien connue de Trotsky, mais également jouir de sa totale confiance — si l'on accepte, pour le moment, l'hypothèse selon laquelle Trotsky cherche des gens pour accomplir des actions terroristes. Cependant le témoignage d'Olberg lui-même révèle qu'Olberg n'a jamais rencontré Trotsky ! Et pas qu'il ne l'ait pas voulu !

Par un heureux hasard, j'ai trouvé hier dans un dossier de mes vieux papiers, deux lettres concernant Olberg, et elles ont fait revivre un épisode qui n'avait pas à l'époque la moindre importance mais qui revêt aujourd'hui la plus grande signification politique.

Au début de 1930, je cherchais un secrétaire connaissant le russe. Mes amis allemands, Franz Pfemfert *, écrivain révolutionnaire bien connu, et sa femme (traductrice de mon auto-

1. Houghton Library (T 3955). Interview parue dans *Dagbladet*, 21 août 1930. Traduite de l'anglais.

2. Valentin P. OLBERG (1907-1936), Juif originaire de Lettonie, avait vécu à Berlin et milité dans l'Opposition de gauche unifiée allemande à partir de sa fondation en 1930. Il l'avait quittée en 1931 pour suivre Kurt Landau dans sa scission. Depuis lors, il avait vécu en Tchécoslovaquie, puis en Union soviétique où il avait été arrêté. Accusé au procès des seize à Moscou, il avouait avec complaisance.

3. Franz PFEMFERT (1874-1954), l'ancien directeur de l'hebdomadaire *Die Aktion*, avait été l'un des fondateurs du K.A.P.D. gauchiste en Allemagne. A la fin des années vingt, il s'était un peu rapproché des positions de Trotsky à qui le liait une vieille amitié. Il avait émigré en Tchécoslovaquie après la victoire des nazis.

biographie⁴) ont reçu une proposition d'un citoyen letton, V. Olberg, de venir à Prinkipo en tant que secrétaire⁵. Les Pfemfert ont invité Olberg chez eux afin de savoir quel genre d'homme il était. Le 1^{er} avril 1930, Franz Pfemfert m'écrivit : « Olberg produit l'impression la plus défavorable et la moins digne de confiance ». Il explique dans sa lettre qu'Olberg, un ancien stalinien, a prétendu, du jour au lendemain, avoir changé d'idées en faveur de l'Opposition, et qu'il s'est tout de suite mis à poser des questions très indiscretes sur l'Opposition de gauche russe, Trotsky, ses conditions de vie, etc. « Nous ne devons pas sous-estimer la clique de Staline », poursuivait Pfemfert. « Ces gens-là ne reculeront devant rien pour infiltrer des espions dans nos rangs » [...] Il se peut qu'Olberg ne soit qu'un journaliste et pas encore un agent direct de Staline. Mais c'est [...] un type hystérique, arrogant et grossier [...] Votre maison n'est pas un endroit pour Olberg, car il deviendra en 24 heures un fardeau intolérable pour vous. Peut-être — non, certainement même, — à l'avenir, mettra-t-il à profit sa visite chez vous pour ses propres « écrits », sinon pour des comptes rendus au G.P.U. »

Une lettre de Madame Pfemfert du 2 avril 1930 nous disait : « Quand nous avons appris qu'il existait une possibilité qu'Olberg vous rende visite, nous avons été frappés d'horreur. » Cette lettre caractérise Olberg comme un individu dégénéré et corrompu.

Après semblables « recommandations », il n'était plus question pour moi d'engager Olberg comme secrétaire. Il a tout à fait disparu de mon horizon. Et maintenant, cet homme prétend — ou, plus exactement, ceux qui lui donnent des instructions l'ont fait prétendre — que je l'avais envoyé en Union soviétique pour assassiner Staline.

Je le répète : je n'ai jamais rencontré Olberg, et lui-même n'ose pas affirmer le contraire. Tout ce que je sais à son sujet, c'est par les deux lettres citées ci-dessus d'amis qui jouissent

4. Alexandra I. RAMM (1883-1963), d'origine russe, compagne de Franz Pfemfert, avait traduit en allemand plusieurs livres de Trotsky. Elle avait émigré avec son mari.

5. A cette époque, Trotsky pressait ses amis de lui trouver un secrétaire germanophone : au cours des mois précédents, il avait utilisé les services d'un autre Letton, venu de Vienne, Jakob Frank (cf. n. 2, p. 94), qui venait de repartir. Il est probable que ce dernier était au service du G.P.U. qui aurait ainsi tenté de conserver ce poste en poussant Olberg à s'y porter candidat.

de mon entière confiance. Le fait que le G.P.U. n'ait pu trouver contre moi de témoin meilleur éclairé d'une lumière crue l'ensemble de ce procès. Je ne doute pas que les autres témoins soient de la même espèce. J'espère avoir bientôt l'occasion de le prouver.

P.-S. : M. Franz Pfemfert est maintenant exilé à Carlsbad⁴, en Tchécoslovaquie, où il travaille comme photographe ; il confirmera certainement ce que je viens de dire.

⁶. Carlsbad est le nom allemand de la ville de Karlovy-Vary où les Pfemfert habitaient, Franz y exerçant la profession de photographe.

RÉVOLUTIONNAIRE, PAS TERRORISTE*

(20 août 1936)

Il s'agit désormais de la vie de nombreuses personnes vivant en U.R.S.S., ainsi que de mon honneur en tant qu'homme qui participe aux affaires politiques. J'ai mes propres opinions, et je les ai toujours défendues. J'ai toujours les mêmes opinions qu'auparavant. Je suis un révolutionnaire, pas un terroriste. Quand Friedrich Adler a assassiné en 1916 le premier ministre autrichien Stürgkh, j'ai déclaré que ma politique n'était pas celle d'Adler, mais celle de Karl Liebknecht : Karl Liebknecht est allé dans les rues de Berlin distribuer des tracts contre la guerre^{1 2 3}.

Si j'avais voulu cacher mes opinions, je ne serais jamais parti en exil pour la troisième fois. Mais je suis un révolutionnaire. Si je pouvais aller en Espagne aujourd'hui, je le ferais. Je combattrais pour la révolution contre les rebelles fascistes — je le dis ouvertement et franchement —, mais je ne peux pas aller en Espagne, et il est absurde maintenant de dire que je participe à quelque chose qui s'y passe.

Dans ce qui va suivre, la chronologie joue un rôle important. C'est pourquoi je vous demande d'accorder une attention particulière au déroulement des événements. Le G.P.U. a bien des talents, mais il ignore l'art de la chronologie scientifique. Je suis arrivé en Turquie en février 1929, après avoir été expulsé d'Union soviétique. Le 4 mars, j'écrivais ce qui suit dans la revue russe *Biulleten Oppositsii*, qui paraissait en juillet

1. Interview à *Dagbladet*, 21 août 1936, publiée dans *Vanguard* de Toronto, octobre 1936. Traduite de l'anglais.

2. Cf. n. 9, p. 81.

3. Trotsky avait reçu récemment de Rous et de Fosco un télégramme lui laissant entrevoir la possibilité du visa pour aller résider en Catalogne.

1929 à Paris : « 11 ne reste plus à Staline qu'à essayer de tracer une ligne de sang entre le parti officiel et l'Opposition. *Il lui faut absolument lier l'Opposition à des attentats terroristes, la préparation d'une insurrection armée*, etc. Mais cette voie a précisément été bloquée par la direction de l'Opposition [...] D'où le plan de Staline [...] d'exiler l'Opposition » — à cette époque, on préparait l'expulsion d'un certain nombre de gens — et « avoir ainsi les mains libres pour son entreprise criminelle contre les jeunes oppositionnels de base, dont les noms sont encore inconnus des masses, surtout à l'étranger [...] C'est pourquoi, après l'exil des dirigeants de l'Opposition, on peut s'attendre à coup sûr à ce que la clique de Staline, d'une façon ou d'une autre, tente de provoquer tel ou tel groupe de l'Opposition dans une aventure, et, en cas d'échec, de fabriquer, pour l'imputer à l'Opposition, un acte "terroriste" ou un "complot militaire" » > «.

Tout individu, quel que soit son parti, reconnaîtra l'énorme importance de cette citation. Si vous lisez le russe, vous verrez dans le *Biulleten* — dans lequel tous mes articles ont été publiés pendant sept ans et demi — que j'ai toujours été un adversaire de la terreur individuelle, et que, même à cette époque, je mettais en garde contre ce qui allait arriver.

La première attaque fut l'assassinat de Kirov en décembre 1934. Kirov était un administrateur de capacité moyenne, à mon avis sans importance politique. Après l'assassinat, le gouvernement a donné deux explications. Il a dit d'abord que l'assassinat était l'œuvre de terroristes blancs venus de Pologne, de Roumanie et autres pays voisins. Et soudain, le 17 décembre, on a annoncé que l'assassin, Nikolaïev, était membre de l'Opposition de Léninegrad. Nikolaïev a été peut-être réellement membre de l'Opposition de Léninegrad, mais alors c'était en 1926 et pas en 1934. Le chapitre de l'Opposition de Léninegrad s'est clos en 1926⁵.

Deux semaines plus tard, Zinoviev était impliqué dans l'affaire et accusé, avec ses partisans, d'être un assassin. En 1926, Zinoviev a collaboré avec moi dans le cadre du parti, et était considéré comme un oppositionnel. Quand la bureau-

4. *Biulleten Opositsii*, n° 1/2, juillet 1929, p. 2.

5. Au début de 1926, l'opposition de Leningrad, appelée « nouvelle Opposition », écrasée au 14^e congrès du parti de décembre 1925, avait été écartée de tous les rouages de l'appareil. Le gros de ses troupes, derrière Zinoviev et Kamenev, s'était engagé dans l'unification avec l'opposition dite « trotskyste » de 1923.

cratie s'est renforcée, en 1928, il a capitulé. De 1929 à 1934, Zinoviev et Kamenev ont été considérés comme des traîtres à l'Opposition — le *Biulleten Oppositsii* l'a souligné avec assez de netteté.

Quand j'ai appris que ces deux hommes avaient été impliqués dans l'attentat, je me suis dit qu'il venait de se produire quelque chose d'extraordinaire. Je n'avais pas connaissance qu'ils eussent, une fois de plus, rejoint l'Opposition. Je ne doutai pas un instant qu'ils n'avaient rien à voir avec l'assassinat. Tous les deux avaient été traduits devant le tribunal en janvier 1935, et, jusqu'à ce moment, mon nom n'avait pas été prononcé en liaison avec cette affaire. Ce fut chose faite dans l'acte d'accusation.

Regardez. Voici mes livres. Quelques-uns sont un peu abîmés. C'est à cause de l'incendie que nous avons eu à Constantinople. Ces livres sont le résultat de quarante années d'activité littéraire, et vous noterez dans tous que j'ai toujours été un adversaire de la terreur individuelle — aussi bien en Union soviétique que dans le reste du monde.

En 1935, je n'étais pas accusé, mentionné seulement. On a dit que Nikolaïev avait déclaré qu'il avait été en relations, avant l'attentat, avec le consul d'un pays étranger. Il en aurait reçu 5 000 roubles pour commettre cet attentat. En échange, Nikolaïev devait rendre au consul le service de lui procurer une lettre de Trotsky.

Messieurs, c'est tout ce qui était dit sur moi dans l'acte d'accusation. Mais le juge n'a pas jugé bon d'interroger Nikolaïev sur cette lettre⁶.

Quand ce consul a été mêlé à l'affaire, tous les autres consuls ont protesté, et exigé qu'on publie le nom de celui de leurs collègues qui s'était couvert de honte. A la suite de cela, et après pas mal de temps, on a appris qu'il s'appelait Skujeneck et était de Lithuanie⁷. On a exigé du gouvernement soviétique qu'il adresse à la Lithuanie une note diplomatique, mais il a répondu : « Non, le consul s'est enfui, sain et sauf, en Finlande. » Cet homme n'avait certainement pas agi ainsi en la circonstance en sa qualité de consul, mais en tant que personne privée.

6. Le compte rendu du procès Nikolaïev ne faisait mention d'aucune question posée à l'accusé sur cette lettre, pourtant mentionnée par l'acte d'accusation.

7. Trotsky s'obstine à se tromper sur le nom et la nationalité du « consul étranger ».

J'ai exigé à plusieurs reprises des réponses : « Pourquoi ne l'a-t-on pas produit ? Pourquoi n'a-t-il pas été traduit en justice ? Ne serait-ce pas parce que c'est un agent du G.P.U. ? »

L'attentat contre Kirov, selon moi, était prévu de façon à écraser l'Opposition — mais on n'avait pas l'intention de tuer Kirov : l'attentat devait être empêché au dernier moment. Quand l'affaire a mal tourné, le chef du G.P.U. de Leningrad, Medved, a dû rendre des comptes. Et ce fut le troisième procès en liaison avec cet attentat !

Medved et plusieurs autres fonctionnaires du G.P.U. ont été accusés d'avoir été au courant de la préparation de l'attentat, mais de n'avoir rien fait pour l'empêcher. Medved a avoué et a été condamné à trois ans de prison.

Je connais Medved. Il n'est pas homme à avoir une politique à lui : c'est Staline en personne qui dirigeait cette affaire destinée à frapper l'Opposition. Je ne sais pas aujourd'hui si Nikolaïev lui-même était un agent du G.P.U. Le fait qu'il ait réussi à pénétrer dans le bureau de Kirov — lequel avait des fonctions élevées et auprès de qui ne pouvait pas accéder n'importe qui — constitue une indication qui semble aller dans ce sens. Medved, en tout cas, trouva Nikolaïev par l'intermédiaire de ses agents du G.P.U. Nikolaïev était un jeune bureaucrate désespéré. Quels facteurs psychologiques l'ont conduit à ce meurtre, je l'ignore.

Mais la persécution des oppositionnels a commencé. Je n'étais pas sur une mauvaise piste quand j'ai prévu que les événements allaient prendre cette tournure. Le procès qui se déroule en ce moment est une réédition de celui de janvier 1935. A cette date, on a eu la répétition générale, et maintenant, c'est la « première ».

Cette affaire était en préparation depuis un an et demi. Maintenant, non seulement je suis l'organisateur de l'attentat, mais aussi lié à la Gestapo, messieurs ! Et mon nom n'était mentionné qu'en passant dans l'accusation de 1935.

Je suis lié à la Gestapo? Et avec un allié aussi puissant, je n'ai pu accomplir que l'assassinat de Kirov ?

On fait venir aujourd'hui au procès de nouveaux témoins. J'ai entendu bien des noms pour la première fois. Je ne connais pas ces gens. Et l'on n'entend plus parler du consul disparu. Tous ces témoins ont été obtenus au cours de l'année et demie qui vient de s'écouler. Si j'étais aujourd'hui en U.R.S.S., je serais perdu. Mais je suis à l'étranger et je ferai appel à des centaines de témoins qui prouveront que je n'ai rien à voir avec l'assassinat de Kirov.

— On affirme que vous avez rencontré Berman-Iourine * à Copenhague et à Oslo, au sujet de l'assassinat de Kirov.

De Constantinople, je suis allé à Copenhague pour y faire une conférence pour une organisation étudiante. Pendant mon séjour à Copenhague, j'ai reçu la visite de quarante personnes environ. Je me souviens de tous, mais il n'y avait parmi eux aucun Berman — à moins qu'il ait changé de nom depuis —, ni aucun citoyen soviétique. Il y avait un Lithuanien, qui parlait russe, avec qui j'ai eu une conversation^{8 9}.

J'ai trouvé dans mes papiers les faits suivants qui peuvent apporter un peu de lumière. En 1930, un certain Olberg a essayé de devenir mon secrétaire. Franz Pfemfert, à l'époque directeur de *Die Aktion*, m'a mis en garde de façon catégorique, par une lettre du 1^{er} avril, m'indiquant qu'Olberg était un personnage suspect, probablement un agent du G.P.U. Quand Olberg a semblé être à la base de toute l'accusation, j'ai fourni à la presse le matériel qui le caractérise ainsi^{10 11}. Il est tout simplement absurde d'affirmer que j'ai confié des missions terroristes à un homme que je ne connais pas et contre lequel un bon ami m'avait mis en garde.

Pendant mon séjour en Norvège, je n'ai reçu d'U.R.S.S. aucun visiteur, et je n'ai écrit en U.R.S.S. ni directement, ni indirectement. Jusqu'à il y a deux ans, ma femme était en contact avec notre fils ". Il enseignait alors à l'école technique supérieure. Je ne sais où il se trouve aujourd'hui. Nous avons appris par hasard qu'il avait été exilé en Sibérie. Il n'a jamais fait de politique, mais il suffit qu'il soit fils de Trotsky. Les lettres que nous recevions de lui jusqu'à il y a vingt mois n'étaient que de brèves salutations, comme celles que ma femme

8. Konon BERMAN-IOURINE, dit Hans STAUER (1901-1936), était l'un des accusés de Moscou. Juif, né dans les pays baltes, il avait été envoyé de l'I.C. en Allemagne et avait travaillé dans l'appareil du K.P.D. jusqu'en 1932 où il avait été rappelé à Moscou et avait travaillé dans l'appareil central de l'I.C. Du fait de ses aveux complaisants et mensongers, Trotsky le tenait pour l'un des agents du G.P.U. sur le banc des accusés.

9. Le visiteur en question était Avram SOBOLEVICIUS, dit Adolf SENINE (né en 1903). Juif originaire de Lettonie, fils d'un industriel du cuir installé à Leipzig, il avait été avec son frère Ruvin, dit Roman Well, l'un des dirigeants de l'Opposition unifiée allemande et du S.I. et avait rallié le K.P.D. en janvier 1933. Victor Serge avait ramené d'U.R.S.S. les rumeurs qui faisaient de lui un agent du G.P.U. Il l'était bien, mais ne devait être démasqué que plus tard, aux États-Unis, où il était devenu Jack SOBLB.

10. Cf. pp. 84-86.

11. Cf. n. 5, p. 66.

lui envoyait. Elle a aussi essayé d'apprendre où il se trouvait par l'intermédiaire d'une banque d'Oslo, mais les autorités soviétiques se sont contentées de répondre : « adresse inconnue ».

Mon autre fils ^{12 13}, lui, a participé à la vie politique. En 1928, il nous a suivis de son plein gré en Asie ⁿ, puis en Turquie. Il vient de terminer ses études en Sorbonne.

Dans une dépêche de Moscou sur le procès, on cite une lettre que j'aurais envoyée à Smirnov ¹⁴ par l'intermédiaire de mon fils. J'y demanderais trois choses : 1) que Staline et Vorochilov ¹⁵ soient assassinés, 2) qu'on organise des cellules dans l'armée, 3) qu'en cas de guerre, on utilise tous les revers pour prendre le pouvoir. Toute la lettre n'a que cinq lignes. Cinq lignes pour ces trois tâches. C'est un petit peu trop concis.

C'est un faux grossier, un mensonge. C'est un mensonge infâme dirigé contre moi. Mais il n'existe en U.R.S.S. aucune possibilité d'élever la voix pour une critique. La critique y est muselée, et, pour le moment, les accusations absurdes restent sans réponse. Il existe ici une possibilité de critiquer, et, messieurs, je critique !

12. Léon Sedov, à la différence de son frère Sergei, était militant depuis son enfance ; il avait joué un rôle important dans l'organisation de l'Opposition chez les étudiants, puis partagea l'exil et le travail de son père.

13. Trotsky fut d'abord exilé à Alma-Ata, dans le Kazakhstan.

14. Ivan N. SMIRNOV (1881-1936), mécanicien de précision, vieux bolchevik, était l'un des accusés de Moscou. Surnommé « la conscience du parti », pendant la guerre civile ou encore le « Lénine de Sibérie », il avait été l'un des porte-drapeau de l'Opposition de gauche de 1923 à 1929, date à laquelle il avait capitulé en déportation, avec toutefois plus de retenue que Radek. Il était devenu directeur de l'usine d'automobiles de Nijni-Novgorod. Trotsky semble avoir oublié ce que Sedov va bientôt lui rappeler, la rencontre fortuite à Berlin entre juillet 1931 entre Smirnov et Sedov, suivie de plusieurs entretiens. En 1932, le petit groupe de « trotskystes capitulards » que dirigeait Smirnov était entré dans un bloc avec les zinoviévistes et le groupe des ex-staliniens Sten et Lominadzé pour former le « bloc des oppositions » qui sollicita les trotskystes, en U.R.S.S. et en exil : Holzman, autre accusé du procès fut le messager de Smirnov dont il apporta un article sur la question économique qui parut dans le *Bulleten Oppositiï* (cf. *Cahiers Léon Trotsky* n° 7/8).

15. Klementi E. VOROCHILOV (1881-1969), ouvrier, vieux bolchevik, lié à Staline depuis la guerre civile était commissaire à la défense depuis 1924 et membre du bureau politique.

[L'HUMANITÉ AU TRAVAIL] ¹

(21 août 1936)

L'Humanité, l'organe de Paris qui représente la politique de Staline, rend compte, dans son numéro du 19 août, de l'enquête sur Trotsky menée par le gouvernement norvégien sous l'incroyable titre : « Une entrevue entre des agents fascistes et Trotsky. » La note dit littéralement ceci : « L'enquête portera plus particulièrement sur une visite qui aurait été faite à la résidence de Trotsky par des membres d'une organisation fasciste. » Les staliniens français ne sont pas au pouvoir. Ils ne peuvent donc pas me faire un procès. Mais la méthode est la même : la petite note dans *l'Humanité* n'est qu'une édition en miniature de l'acte d'accusation de Moscou.

1. Lettre à *Arheiderbladet* (T 3956) avec la permission de la Houghton Library. Traduite du norvégien. Les citations de *L'Humanité* ont été reproduites en français d'après ce journal du 19 août. La lettre a été publiée le 22 août dans *Arheiderbladet*.

[LA LUTTE CONTRE LE PROCÈS]¹

(22 août 1936)

Cher Ami,

Il nous faut arriver à savoir si ces gens que nous connaissons bien, Mill, Well, Sénine et Grâf, ne se cachent pas derrière le nom inconnu de l'acte d'accusation. Tous seront alors démasqués comme simples mouchards et agents provocateurs. Un seul homme comprenant le russe fut chez moi à Copenhague, à savoir Sénine. Je me souviens assez bien qu'il était apparu peu avant mon départ et que, dans le tumulte des dernières heures, je ne pus lui consacrer que quelques minutes. Ne serait-ce pas Berman-Iourine ? Ce serait là une chose excellente, car le ^{1 2}

1. Lettre à L. Sedov (Durand) (10160), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

2. MILL était le pseudonyme de Pavel OHKUN (1905-1937 ?), un Juif ukrainien émigré d'abord en Palestine, puis en Belgique, venu à Paris aider l'Opposition pour les traductions du russe en 1930, qui était devenu ensuite secrétaire administratif du S.I. Il avait été mêlé déjà à bien des intrigues quand on découvrit en 1932 qu'il était en train de négocier avec l'ambassade soviétique les conditions de son retour à Kharkov. Ruvin SOBOLEVICIUS dit Roman WELL (1901-1962), avait fait des études d'agronomie à Leipzig où son père, lituanien, possédait une usine ; il avait ensuite été étudiant en médecine à Berlin, dirigeant de l'Opposition de gauche allemande après la scission de Landau, membre du S.I. jusqu'à sa décision de jeter le masque en janvier 1933. Il était le frère aîné de Sénine (cf. n. 9, p. 91), et, comme lui, agent du G.P.U. vraisemblablement depuis 1927, délibérément infiltré dans les rangs de l'Opposition. Il fut plus tard démasqué aux États-Unis où il avait continué après la guerre son activité d'agent soviétique sous sa nouvelle identité de Dr Robert SOBLEN. Jakob FRANK, dit Max GRAF, Juif de la région baltique également, avait travaillé à la mission commerciale soviétique de Vienne et avait été recommandé à Trotsky par Baissa Adler. Il avait été durant trois mois secrétaire de Trotsky. Peu après son retour, il avait jeté le masque et avait rallié le P.C. autrichien. Mill, Well et Sénine, Graf, avaient alors en commun aux yeux de Trotsky la possibilité d'être des agents du G.P.U., ce que les trois derniers étaient d'ailleurs certainement.

fait que Sénine travaillait en Union soviétique comme agent provocateur a été récemment confirmé par Victor Serge ³.

Sur le voyage de Sénine à Copenhague, Erwin Bauer⁴ devrait en savoir davantage. Je vous conseille d'entrer sans tarder en relation *personnelle* avec lui afin d'apprendre tout le possible sur les pistes du G.P.U. en Allemagne. Ce serait la meilleure des choses si Bauer pouvait me communiquer sans attendre, sous sa propre signature, ses témoignages, considérations et suggestions sur ce sujet. Car, en plus du combat en cours, qu'il nous faut mener actuellement dans la presse, j'ai l'intention de traiter de toute cette affaire sous la forme d'un pamphlet.

Naturellement il est nécessaire de trouver un avocat français, compétent et honnête. J'essaierai aussi d'en avoir un ici. Mais cela entraînera de grandes dépenses. Trouvera-t-on les moyens nécessaires ? De toute manière, l'avocat de Paris ne devra rien entreprendre d'important sans s'être mis en rapport avec moi ou avec mon avocat.

3. A Moscou, l'accusé Berman-Iourine avait « avoué » avoir rencontré Trotsky à Copenhague. Trotsky formulait l'hypothèse la plus simple selon laquelle le seul visiteur russe qu'il avait reçu était Berman-Iourine : hypothèse qui devait se révéler fausse.

4. Comme à son habitude, Trotsky mélange identité réelle et pseudonyme. Erwin H. ACKERKNECHT, dit Eugen BAUER (né en 1906) avait dirigé à Leipzig, avec Well et Sénine, l'organisation « Unité bolchevique » qui avait été l'une des trois composantes de l'Opposition de gauche unifiée en Allemagne. Sedov l'avait fait venir à Berlin en 1932, afin de surveiller Well qu'il commençait à suspecter. Psychiatre dans un hôpital, Bauer avait assuré la direction de la section après le départ de Well, puis son entrée dans la clandestinité à partir de février 1933. Il n'avait quitté l'Allemagne que sur décision du S.I. en juillet de la même année. Membre du S.I. à Paris, il avait énergiquement combattu en 1934 le « tournant français » et l'entrée dans la S.F.I.O. et avait rompu à cette occasion avec Trotsky et ses camarades. Entré au S.A.P., il y animait la minorité hostile à la politique de Front populaire. Il était lié d'amitié avec Sedov, au-delà des divergences politiques, et lui avait déjà apporté son aide dans l'organisation de la lutte contre le procès de Moscou.

[LES PROVOCATEURS DE MOSCOU] ¹

(22 août 1936)

Cher Ami,

Je n'ai pas besoin de vous dire que mon attention se porte désormais entièrement sur le procès de Moscou. Les grandes inconnues du procès sont Olberg, Berman-lourine, Fritz David (Krugliansky), Moisséi Lourié, Nathan Lourié ^{1 2} et, à présent, de nouveau, Slomovitz et Kunt³. Le hasard a déjà permis de démasquer l'un d'entre eux, à savoir Olberg. Il s'agit du jeune mou-chard à *Inprekorr** et déjà aussi sûrement du G.P.U. qui, de

1. Lettre à L. Sedov (10161), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

2. Tous les hommes ci-dessus sont des accusés du procès de Moscou qui avouent et jouent bien le rôle d'auxiliaires de l'accusation contre les vieux-bolcheviks. Sur Olberg, cf. n. 2, p. 84, et sur Berman-lourine, n. 8, p. 91. Il y a David KRUGLIANSKY, dit Fritz DAVID (1897-1936), né dans une famille juive de Vilna, avait travaillé dans l'appareil de l'I.C. puis, après 29, dans celui du K.P.D. et à *Die Rote Fahne*. Rappelé à Moscou en 1933, il avait travaillé avec Wilhelm Pieck à la section allemande de l'I.C. Moisséi LOURIE, dit Alexandre EMEL (1897-1936), Juif de la région de Minsk, étudiant en Allemagne, avait rejoint le K.P.D. en 1921. Rappelé en U.R.S.S. en 1924, il s'était lié à l'Opposition de gauche, avait capitulé en 1925 et était devenu professeur à l'université Sun Yatsen. Renvoyé en Allemagne en 1927, il avait brièvement flirté avec « la gauche » de Fischer-Maslow, puis dirigé le département d'agit-prop du C.C. Il avait regagné Moscou en 1933. Ses « aveux » portaient sur les activités terroristes de Ruth Fischer et Maslow en liaison avec Trotsky et conformément à ses « instructions ». Nathan L. LOURIE (1901-1936) semble avoir appartenu au même milieu national et social, mais nous ne connaissons de lui que son « aveu »

3. Ces personnages apparaissent de façon furtive dans les aveux de Moscou : tous deux sont présentés comme des trotskystes berlinois, Alfred Kunt, comme « un trotskyste ferme », par Berman-lourine, et Slomovitz comme un trotskyste lié à la Gestapo, par Olberg. Mais ils sont mentionnés, pas présentés. Slomovitz était une militante du K.P.D., très « stalinienne » selon Landau qui voit dans les propos d'Olberg le concernant une preuve de l'innocence du Letton, est le titre abrégé de la « Correspondance internationale de presse » de l'I.C. qui paraissait en quatre langues. Depuis

Berlin, s'efforçait de venir chez moi comme « secrétaire russe ». Mais Franz Pfemfert et Alexandra ont immédiatement percé à jour notre homme et m'ont envoyé deux lettres vraiment excellentes qui sont en ma possession. J'ai déjà informé la presse à ce sujet. Depuis cette époque, je n'ai plus entendu parler d'Olberg que je n'avais d'ailleurs jamais vu. J'apprends par la *Pravda* du 17 août que notre homme, que nous avons congédié, en 1930, alors qu'il était simple dactylographe, pour malhonnêteté personnelle et qui est censé, selon l'acte d'accusation, avoir été envoyé par moi en Union soviétique quelques années plus tard pour y accomplir des actes de terrorisme, travaillait en toute quiétude et tranquillité au cours de l'année 1936 comme enseignant à l'institut pédagogique de Stalinabad en Asie centrale (selon des versions plus récentes, à l'institut pédagogique de Gorky). Cet exemple confirme l'hypothèse selon laquelle tous les autres témoins de l'accusation ont été recrutés par le G.P.U. parmi les éléments qui, à l'étranger, se sont frottés à l'Opposition de gauche ou qui ont tout au moins essayé de le faire. Ces individus étaient soit déjà à l'époque des agents directs du G.P.U. soit de jeunes ambitieux qui espéraient faire carrière dans l'Opposition de gauche et qui ont ensuite utilisé leur trahison envers l'Opposition de gauche pour les mêmes buts de carrière. Il y a plusieurs cas de ce genre (Mill, par exemple, à Paris ; les frères Well et Sénine, Graf, etc.). Ce sont, pour la plupart, des petits-bourgeois juifs, des semi-intellectuels déclassés qui n'ont jamais été sérieusement rattachés à la classe ouvrière et à la cause du socialisme, qui devaient inévitablement se séparer d'un mouvement aussi impitoyablement persécuté que le nôtre, mais qui entre-temps ont été recrutés par les staliniens ou directement par le G.P.U. pour nous combattre. Voilà l'orientation que nous devrions donner, de toutes nos forces rassemblées, à notre enquête. Puisque ces « terroristes » ont été envoyés par moi de l'étranger en Union soviétique, il doit y avoir au moins une chose de vraie dans cette affaire, à savoir qu'ils ont séjourné à l'étranger au minimum un certain temps entre février 1929 et août 1936. Voilà où il s'agit de trouver leurs traces.

1933, cette correspondance, éditée à Berlin, avait été remplacée par *Rundschau*, publiée en Suisse.

[DE PRÉCIEUSES LETTRES] ¹

(22 août 1936)

Cher camarade] Ffranz] Pffemfert],

Fort heureusement, j'ai pu retrouver votre lettre du 1^{er} avril 1930 et celle d'A[lexandra] Ifvanovna] du 2 avril au sujet d'Olberg^{1 2} et en donner des extraits à la presse sans attendre votre autorisation — dont j'étais d'ailleurs d'avance certain que vous me la donneriez.

Vous comprendrez sans mal que je sois entièrement pris par cette affaire et ne puisse donc vous adresser que ces quelques lignes.

1. Lettre à F. Pffemfert (9736) avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

2. Sur F. Pffemfert et A.I. Ramm, cf. n. 3 et 4, p. 84 et 85. Les lettres en question déconseillaient fermement à Trotsky de prendre Olberg comme < secrétaire russe > et exprimaient la profonde défiance des deux amis allemands de Trotsky à l'égard de cet homme vulgaire et suspect.

[UN ÉPISODE RÉVÉLATEUR] ¹

(22 août 1936)

Chers rédacteurs,

Dans le numéro du 20 août du *Dagbladet*, je relève un passage d'un de vos articles^{1 2} sur le procès de Moscou qui concerne la conférence que j'avais faite durant mon bref séjour à Copenhague³. J'accorde la plus grande importance à cet article, ou du moins au passage sur lequel j'ai eu la chance de tomber. Lorsque j'ai appris par la presse norvégienne la première dépêche de Tass, j'ai dit dans la famille du journaliste Knudsen quelque chose de ce genre.

Berman-lourine, qui semble être l'un des principaux témoins contre moi, m'est totalement inconnu. C'est probablement un des agents provocateurs du G.P.U. L'homme a pourtant fait un choix très malheureux de la date et de l'endroit de mon pré-

1. *Folkets Dagbladet*, 26 août 1936. Traduit du norvégien.

2. Le *Dagbladet* avait publié le 20 août une dépêche de Copenhague citant un article paru dans le *Social-demokraten de cette ville*. L'auteur, évoquant le séjour de Trotsky à Copenhague en 1932 (n. 3), rapportait les propos tenus par le dirigeant étudiant Oluf Beggild, mort depuis : « Nous nous trouvâmes chez moi, Trotsky et cinq ou six autres. Tout à coup, un ami m'appela au téléphone, m'annonçant que son journal, qui venait de paraître, publiait un télégramme de Moscou selon lequel Zinoviev était mort. Alors Trotsky, profondément ému, se leva et dit à peu près ceci : « J'ai lutté politiquement pendant bien des années contre Zinoviev. Dans certaines occasions, j'ai également été lié avec lui. Je connais tous les défauts de Zinoviev, mais, en ce moment, je ne veux pas y penser. Je ne veux penser qu'au fait que, durant toute sa vie, il a essayé d'œuvrer pour le mouvement ouvrier. »

3. En 1932, Trotsky, qui résidait alors à Prinkipo, avait été invité par les étudiants socialistes danois à venir à Copenhague prononcer une conférence sur la révolution russe. Il était resté dans la capitale danoise du 23 novembre au soir au 2 décembre au matin : les prétendus < aveux > de Moscou situaient dans cette brève période les rendez-vous au cours desquels il aurait donné ses instructions en vue d'actes terroristes.

tendu contact avec moi. Car il se trouve que j'étais à Copenhague dans la maison de mon ami Befggild ⁴ ⁵, mort depuis, quand j'ai entendu l'information sur la mort de Zinoviev — qui s'est révélée fausse ultérieurement. Sur le coup, et en présence de plusieurs amis, j'ai tout de suite esquissé brièvement la personnalité de Zinoviev, soulignant qu'entre 1923 et 1926 il s'était vivement opposé à moi, que, de 1926 à 1928, il s'était rapproché de notre position, et que, de 1928 à sa mort, il était redevenu notre ennemi. J'ai dit néanmoins que nous étions les seuls qualifiés pour défendre sa mémoire contre les calomnies de la presse stalinienne. Le jour même, ou le lendemain, j'ai répété les mêmes idées devant un auditoire plus nombreux⁴.

Bien que votre collaborateur n'ait eu de toute cette affaire qu'une connaissance de seconde main, par l'intermédiaire de feu Beggild, il le répète avec une grande précision. La conclusion que tire l'auteur de cet article — que je ne connais pas — démolit le témoignage de Berman-lourine. En novembre 1932, je ne pouvais faire confiance même à un Zinoviev en vie, puisque je le considérais comme un adversaire politique, et moins encore à un Zinoviev que, précisément, à la date même de ma brève visite à Copenhague, je croyais mort. On pourrait ajouter que tous mes amis présents à ce bref éloge funèbre que j'ai fait de Zinoviev sont encore en vie, sauf Beggild, et certainement prêts à en témoigner.

Je puis seulement assurer à vos lecteurs et à l'opinion publique en général que tout le reste des témoignages et aveux ne repose pas sur des fondations plus solides.

J'espère l'établir dans un proche avenir, sur la base des documents et avec l'aide de témoignages volontaires — et non pas extorqués —, mettant ainsi en pièces le méprisable amalgame du G.P.U. jusqu'en ses moindres détails.

Vous remerciant par avance de publier cette lettre.

4. Oluf BØGCILD, étudiant prolongé, qui approchait de la quarantaine, était le principal organisateur en 1932 de l'organisation étudiante qui avait invité Trotsky à Copenhague. Il était mort en 1935.

5. Trotsky ne pouvait pas ne pas dire en 1932 que Zinoviev était son adversaire politique. Cependant il était informé par son fils Sedov de l'existence en U.R.S.S. d'un « bloc des oppositions » dont ses camarades faisaient partie et dont Zinoviev était partie prenante, avant d'être une fois de plus exclu et envoyé en résidence forcée en province. Trotsky était tenu au silence sur ces événements, à la fois par mesure de sécurité et sans doute aussi parce que Zinoviev — comme le montra la suite — était loin d'être ferme. (P. Broué « Trotsky et le Bloc des Oppositions de 1932 », *Cahiers Léon Trotsky* n-5, 1980).

LE SUICIDE DE TOMSKY ¹

(23 août 1936)

Le suicide de Tomsy^{1 2 3} semble constituer un maillon logique dans la chaîne de procès de Moscou. Tomsy était l'une des personnalités les plus vigoureuses d'Union soviétique, la principale figure sortie des rangs du prolétariat en trente ans. Du temps de Lénine, il était membre du bureau politique et devint plus tard secrétaire de la puissante fédération syndicale pan-russe. Au cours des dernières années où il était en disgrâce et persécuté, il était encore le directeur de la maison d'édition d'Etat.

Les informations d'hier nous apprennent que Boukharine et Rykov², avec lesquels Tomsy avait constitué un bloc politique, ont été convoqués pour interrogatoire par le chef du G.P.U., Iagoda. On a dit que le résultat n'était pas satisfaisant. Cela signifie que, sur la base des « révélations », Iagoda a exigé des dirigeants de l'ancienne opposition de droite qu'ils avouent leurs prétendues liaisons trotskystes. Tomsy est un type d'homme très différent de Zinoviev et Kamenev ; il a une volonté

1. Article (T 3959) avec la permission de la Houghton Library. Ce texte, traduit de l'allemand est destiné à publication, mais ne semble pas avoir été publié.

2. Sur Mikhaïl P. Tomsy, cf. n. 43, p. 49. L'ancien dirigeant des syndicats soviétiques avait été mis en cause par des « aveux » au cours du procès et une « enquête » avait été ouverte contre lui et d'autres, dont Boukharine et Rykov. Il s'était suicidé le 22 août.

3. Alexei I. RYKOV (1881-1938), militant en 1901, bolchevik en 1903, membre du soviet de Saint-Petersbourg en 1905, avait passé huit ans de sa vie en prison avant 1917. Membre du C.C. de 1917 à 1929, membre du bureau politique de 1923 à 1929, il avait été aussi président du conseil des commissaires du peuple, c'est-à-dire chef du gouvernement, de la mort de Lénine en 1924 à 1929. Il était en 1936 commissaire du peuple aux P.T.T., toujours lié à Boukharine et Tomsy et, comme eux, n'avait rien d'un opposant. Il avait également été mis en cause par des « aveux ».

ferme, le respect de soi-même, de la fierté. Il a répondu aux exigences de lagoda d'avoir à participer à un faux politique déshonorant en se suicidant, et ce suicide constitue la preuve évidente du caractère mensonger de l'accusation et de l'ensemble du procès.

Il faut se rappeler que le bureau politique du parti bolchevique était composé de la façon suivante : Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Rykov, Tomsy et Staline. Lénine est mort. Sur les autres, cinq ont été accusés de terrorisme et de conspiration contre cet Etat soviétique qu'ils ont bâti. L'objectif politique de ce procès, c'est l'extermination complète du vieux parti bolchevique, de ses traditions et de son programme. Le suicide de Tomsy clôt toute une période historique et en ouvre une nouvelle.

STALINE N'EST PAS TOUT *

(23 août 1936)

Cher Camarade Schefflo,

Je me fais beaucoup de souci de ne pas avoir répondu à vos questions aussi vite que vous le désiriez ; je suis entièrement pris par des coups de téléphone, des déclarations, des visites de journalistes, etc. C'est vraiment l'ironie du sort. Je voulais avoir en Norvège le séjour le plus calme et le plus retiré possible. J'ai cherché aux environs de Kristiansand un endroit tout à fait tranquille pour m'y reposer avec ma femme. Et nous voilà projetés d'un seul coup au cœur de l'actualité politique — de par la volonté de l'adversaire. La presse conservatrice de Norvège a publié ces derniers temps *in-extenso* un grand nombre d'articles politiques de moi, naturellement sans m'en demander nullement l'autorisation et sans respecter mes droits d'auteur. Il me faut donc poser la question : si mes articles sont vraiment si venimeux, pourquoi la presse conservatrice envenime-t-elle donc l'opinion publique norvégienne ? Et si je suis désormais devenu personnellement un élément de la vie politique locale — pour un certain temps seulement, espérons-le —, c'est aussi seulement et exclusivement de par la volonté des fascistes et de leurs amis.

Je me réjouissais énormément, après deux semaines de vacances, de pouvoir tranquillement travailler à la suite de ma biographie de Lénine. Maintenant, je dois consacrer mon temps aux calomnies les plus répugnantes et aux accusations les plus

1. Lettre à O. Schefflo (10030) avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand. Une traduction médiocre de cette lettre, amputée du premier paragraphe avait paru sous ce titre dans le *Service d'information et de presse*, n° 14, du 14 décembre 1936

mensongères. Il n'y a rien à faire. Le vieux Wilhelm Liebknecht ² disait souvent : « Celui qui fait de la politique doit avoir la peau dure ».

On peut à juste titre se demander pourquoi Staline a monté toute cette misérable et ignominieuse histoire qui cause tant de tort à l'ensemble du mouvement ouvrier. C'est pour des raisons très différentes et jusqu'à un certain point contradictoires:

1. Il a essayé d'utiliser l'assassinat de Kirov pour tuer politiquement l'Opposition. Mais il s'est imaginé que les choses seraient plus faciles. En ce qui me concerne, l'affaire avec le consul letton fut un fiasco lamentable. Quant à Zinoviev, Kamenev³ et les autres, aucun homme sérieux et honnête n'a jamais cru qu'ils aient eu un quelconque rapport avec l'assassinat de Kirov. Tout le monde en Union soviétique chuchotait que tout cela était une infâme manifestation du G.P.U. Pour étayer le premier procès, Staline devait en commencer un autre, mieux préparé cette fois.

2. L'Internationale communiste existe et, malgré son tournant vers l'opportunisme et le chauvinisme, elle porte aux yeux de l'opinion publique bourgeoise la responsabilité de tout mouvement révolutionnaire. La IV^e Internationale a même souvent été présentée comme une filiale de la III^e. Staline a essayé de toutes ses forces — rappelez-vous son entretien avec Laval⁴ — de démontrer que l'internationale communiste n'est plus un instrument révolutionnaire. Mais on ne l'a pas cru sur parole si facilement. Pour raffermir son crédit auprès de la bourgeoisie française, il a jugé nécessaire de procéder à une répression sanglante contre l'Opposition de gauche.

3. Il ne peut cependant pas non plus renoncer à l'internationale communiste. Le prétendu *trotskyisme*, c'est-à-dire le développement et la continuation des idées de Marx et de Lénine, se répand de plus en plus, même dans les rangs de l'internationale communiste. Des phénomènes très importants

2. Wilhelm LIEBKNECHT (1826-1900), saxon, combattant de la révolution de 1848, était devenu en émigration disciple de Marx et militant de la Ligue des communistes. Il fut l'un des fondateurs du parti social-démocrate allemand. Il était le père de Karl Liebknecht.

3. Lev B. Rosenfeld, dit KAMENEV (1883-1936), beau-frère de Trotsky, avait été un des proches collaborateurs de Lénine. Il avait lié sa destinée politique à celle de Zinoviev. Deux fois condamné, il était avec lui au banc des accusés de Moscou et tous deux « avouaient ».

4. Pierre LAYAL (1883-1945), ancien socialiste devenu politicien affaibli, avait signé le traité franco-soviétique de 1935 : c'est à lui que Staline avait dit qu'il approuvait la politique de défense nationale du gouvernement français.

de ce genre ont pu être constatés en France, en Tchécoslovaquie et dans d'autres pays⁵ ⁶. C'est pourquoi c'est une question de vie et de mort pour Staline, pour son autorité politique auprès des ouvriers, que *à anéantir le trotskysme*. Par des arguments ? Ce n'est pas son genre. Tout ce qu'il a, c'est l'appareil qui lui permet de fabriquer de faux procès.

Aussi l'accusation doit-elle raffermir l'autorité de Staline à la fois auprès de la bourgeoisie alliée et parmi les ouvriers révolutionnaires. Ce double jeu contradictoire est un indice de l'inconsistance interne de toute la politique du stalinisme en tant que caste nationale dominante d'une part, d'organisation ouvrière internationale (Internationale communiste) de l'autre.

Si l'on passe de l'aspect politique à l'aspect personnel, il faut encore mentionner un motif : celui du *désir de vengeance*, qui s'exprime chez Staline avec une force extraordinaire. En 1924, Staline, Dzerjinsky* et Kamenev étaient assis un soir d'été autour d'une bouteille de vin (je ne sais si c'était la première) et bavardaient de choses et d'autres quand, dans la conversation, on en vint à se demander ce que chacun aimait le mieux dans la vie. Je ne me souviens pas de ce que dirent Dzerjinsky et Kamenev, de qui je tiens cette histoire. Mais Staline dit : « Ce qu'il y a de meilleur dans la vie, c'est de choisir sa victime, de bien préparer le coup, d'accomplir sans pitié sa vengeance et puis d'aller se mettre au lit ».

Vous vous souvenez peut-être que, en 1921, Lénine avait formellement déconseillé au parti d'élire Staline secrétaire général. « Ce cuisinier, disait littéralement Lénine, ne nous préparerait que des plats épicés. » Lénine ne pouvait cependant pas imaginer à cette époque à quel point seraient épicés les plats de ce cuisinier-là.

Vous n'avez certainement pas oublié que, dans son *Testament*, Lénine conseillait au parti de destituer Staline du poste de secrétaire général à cause de sa grossièreté et sa déloyauté. Exprimé dans une lettre officielle, ce jugement n'exprimait pas l'entière pensée de Lénine. En automne 1926, en présence de

5. Après le pacte Laval-Staline, quelques éléments du P.C. avaient rejoint les trotskystes en France. Tout un groupe venait de rompre après l'exclusion d'André Ferrât. En Tchécoslovaquie, le groupe réuni autour de Guttman, qui avait publié les « Lettres de Spartacus », avançait aussi vers une rupture ouverte, que le procès allait précisément déclencher.

6. Feliks E. DZERJINSKY (1877-1926), polonais, membre du parti social-démocrate de Pologne et de Lithuanie, avait fait des années de prison et de bagnes sous le tsar. Membre du C.C. du parti, il fut le premier chef de la Tchéka, puis du G.P.U.

Zinoviev et de Kamenev, Kroupskaia⁷ me dit : « Volodia — c'est ainsi qu'elle appelait Vladimir, c'est-à-dire Lénine — disait de Staline : "Il manque de l'honnêteté la plus élémentaire". » Je n'avais encore jamais fait connaître ces paroles, car je ne voulais causer aucun tort à Kroupskaia. Mais à présent qu'elle nage, impuissante, dans les eaux officielles, sans élever la moindre protestation contre les crimes infâmes de la clique dirigeante, je m'estime en droit de rendre publiques ces paroles de Lénine.

Les accusés qui firent en même temps fonction de témoins à charge justifient les prétendus projets terroristes contre Staline par le fait que tout en Union soviétique dépend de lui. Une telle conception convient aussi bien à la bureaucratie qu'aux terroristes aventuristes. Le bureaucrate tout-puissant pense : « Je suis tout ». Le terroriste dit du bureaucrate tout-puissant : « Il est tout ». Je le répète encore une fois : le terroriste n'est que l'ombre rouge de l'absolutisme bureaucratique. Quant à moi, je suis loin de croire que Staline est tout. Je me suis déjà suffisamment exprimé là-dessus dans ma première lettre. La victoire de Staline sur l'Opposition de gauche a été un fait *social*, non pas personnel. Elle signifie la victoire d'une nouvelle caste dominante sur le prolétariat. De profondes raisons économiques à l'intérieur de l'Union soviétique et de profondes raisons politiques en Europe occidentale ont joué un rôle décisif dans cette victoire. Staline n'est que la tête de cette nouvelle caste dominante. Dans sa médiocrité brutale et ignorante, il exprime le mieux les traits principaux de la nouvelle couche dominante des bureaucrates parvenus :

Ce serait une pitoyable sottise que de croire qu'avec un revolver et une bombe on peut arrêter ou empêcher la grande réaction sociale et politique en Union soviétique. La véritable issue ne peut être ouverte au peuple russe que par le prolétariat mondial. Si l'actuelle révolution espagnole est victorieuse, si le prolétariat français arrive réellement au pouvoir, si un vent nouveau se met à souffler à travers l'Europe, alors le prolétariat russe commencera à bouger lui aussi : il se souviendra de sa propre grande tradition et deviendra à nouveau conscient de

7. Nadejda N. KROUPSKAIA (1869-1939), fille d'officier, déportée en 1896, était devenue en déportation la compagne de Lénine et sa collaboratrice la plus proche. En 1926, elle avait rejoint l'Opposition unifiée, puis avait capitulé, peut-être sous le chantage de Staline qui l'aurait menacée de trouver à Lénine « une autre veuve ».

ses forces assoupies. A ce moment-là, les héros bureaucratiques qui se prennent pour le nombril du monde seront bien vite jetés dans les poubelles de l'histoire.

Si ces Messieurs du Kremlin veulent m'accuser de servir par mes écrits la victoire à venir du peuple soviétique sur la bureaucratie réactionnaire, je réponds : oui, j'avoue en être coupable !

Avec mes salutations les meilleures.

[DÉCLARATION SUR LE PROCÈS] *

(23 août 1936)

Les aveux

Les aveux » de Zinoviev, Kamenev, etc. — hommes politiques connus dans le monde entier — sont, par leur contenu et leur ton, une brutale confirmation de ma première déclaration du 19 août, selon laquelle les accusés seraient les véritables accusateurs¹. Au cours de la première procédure juridique, le 15 janvier 1935, Zinoviev et Kamenev ont été accusés de la responsabilité morale du meurtre de Kirov et, en même temps, ils n'ont fait que dire qu'ils étaient moralement responsables de l'assassinat de Kirov. Maintenant, ils sont accusés d'être les organisateurs directs de ce même acte terroriste et d'en avoir en outre préparé d'autres ; et, avec la même bonne volonté, ils disent que c'est vrai. Mais aucun d'entre eux ne dit un seul mot sur le fait qu'il était concrètement en rapports avec Nikolaïev, et, si oui, comment, par quels intermédiaires, où, quand, et avec qui les rencontres ont eu lieu, etc. De son côté, le procureur a soigneusement évité de gêner accusés et témoins par semblables questions.

Les déclarations de Zinoviev, de Kamenev et des autres ressemblent aux éditoriaux de la *Pravda* et des *Izvestija*, dont, soit dit en passant, les rédacteurs en chef (Boukharine, Radek)³

1. Déclaration à la presse (T 3598), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

2. Cf. p. 74.

3. Nikolai I. BOUKHARINE (1888-1938), bolchevik en 1906, considéré comme un théoricien et « enfant chéri du parti » selon Lénine, avait été membre du B.P. de 1919 à 1929, rédacteur en chef de la *Pravda*, président de l'I.C. de 1926 à 1929. Cet ancien leader des « communistes de gauche » en 1918 était devenu à partir de 1923 le chef de file de la « droite » du parti, théoricien de la politique des concessions accrues au koulak connue sous le nom de « néo-nep ». Éliminé de ses responsabilités essentielles en 1929, il avait été nommé en 1933 rédac-

sont accusés de complicité dans des actes terroristes. On peut facilement juger de la valeur morale de ces auto-accusations, délibérément fausses, qui, fondamentalement, constituent des accusations dirigées contre un tiers, à savoir l'auteur de ces lignes. On ne doit néanmoins pas perdre de vue, que ces aveux, à 100 % formels, sans aucune contenu concret dans la bouche des malheureux accusés, constituent un moyen de dire au public que tout n'est que mensonge et faux.

Les circonstances de mon séjour à Copenhague

Outre Berman-lourine, que je ne connais pas, Fritz David, que je ne connais pas non plus, prétend avoir reçu de moi à Copenhague des directives pour des attentats terroristes. Par leurs déclarations, ces témoins démontrent qu'ils n'ont pas la moindre idée sur mon séjour à Copenhague. Je me suis rendu directement à Prinkipo à Copenhague avec quatre jeunes amis *. Comme c'était mon premier voyage en Europe occidentale en seize ans, quelques amis sont tout de suite venus me voir, d'Allemagne, de Hollande, de Belgique, de France, de Norvège et d'ailleurs* ^{4 5} ; pas moins de trente à quarante personnes, sans compter d'une part mes hôtes danois et, de l'autre, de nombreux journalistes, photographes, cinéastes, etc. Les jeunes, à tort ou à raison, craignaient pour ma sécurité. Pour parvenir à mon

teur en chef des *Izvestija*, Karl B. Sobelsohn, dit RADEK (1835-1939 ?), Juif galicien, avait milité avant la guerre dans la gauche des partis social-démocrates de Pologne, puis d'Allemagne. Internationaliste pendant la guerre, il avait rejoint les bolcheviks en 1917, assuré leur représentation à Stockholm, puis, après un assez long séjour dans une prison allemande, assuré le secrétariat de l'I.C.I. Membre de l'Opposition de gauche, exclu en 1927, déporté en 1928, il avait capitulé en juillet 1929 : il était rédacteur de politique étrangère à la *Pravda* et passait pour le porte-plume officieux de Staline.

4. Au cours de son voyage de Prinkipo à Copenhague, Trotsky était accompagné de trois de ses secrétaires de l'époque : le Français Pierre Frank (cf. n. 18, p. 211), le Tchecoslovaque Jan Frankel (n. 2, p. 117) et l'Allemand Otto Schüssler (n. 18, p. 211). L'accompagnaient en outre deux visiteurs de Prinkipo qui avaient fait ce voyage avec lui, l'Américain Max Gould, dit B.J. FIELD (1900-1977), un économiste exclu de la section américaine, et sa compagne Esther (1893-1974).

5. La liste de ces visiteurs a été reconstituée avec beaucoup de précision au cours de l'enquête sur le procès de Moscou conduite en 1937 par la commission Dewey. Etaient présents à Copenhague, aussi bien dans les entretiens qu'à la petite conférence improvisée autour de Trotsky, les Italiens Alfonso Leonetti dit Feroci et Pietro Tresso, dit Blasco avec la compagne de ce dernier, Barbara Stretielsky, le

bureau, il fallait traverser une autre pièce dans laquelle se trouvaient en permanence, quatre, cinq, six de mes amis, parfois plus. Il était par conséquent hors de question que quiconque puisse me voir sans avoir été vu lui-même de quelques-uns de mes amis qui vivent aujourd'hui en Europe occidentale. Ainsi, tout tribunal régulier aurait-il la possibilité de vérifier par leur témoignage les affirmations de ces deux agents du G.P.U. qui prétendent avoir reçu de moi, à Copenhague, des instructions terroristes, et, par conséquent, de se convaincre de l'absurdité de ces affirmations.

Mon fils Léon Sedov

Tous les terroristes prétendent envoyés par moi de l'étranger font référence à mon fils Léon Sedov, à l'époque étudiant à Berlin, qui habite maintenant Paris où il vient de passer ses examens à la Sorbonne. De ces déclarations soigneusement filtrées par l'agence Tass, il ressort clairement que les « terroristes » auraient soi-disant été sélectionnés par mon fils, et que deux d'entre eux seulement auraient été mis en contact avec moi à Copenhague. Il en résulterait que j'aurais transmis des incitations à des actes terroristes par l'intermédiaire d'un jeune étudiant, agissant lui-même comme intermédiaire, ce qui en soi est absurde. Je ne m'explique le recours à pareille absurdité que par le fait que les agents provocateurs du G.P.U. auraient eu naturellement plus de facilité d'approcher un étudiant, à l'Université de Berlin ou de Paris, de lui adresser la parole, ou tout au moins de l'observer, que ce n'aurait été le cas avec moi. On cherche en outre au passage à compromettre le jeune homme aux yeux des autorités françaises. Sur ce point, tout homme capable de penser politique se fera sa propre opinion.

Belge Léon Lesoil, l'Anglais Harry Wicks, l'Autrichien Josef Hindels, les Français Pierre et Denise Naville, Gérard Rosenthal, Jeanne Martin des Pallières, Raymond Molinier, le cheminot dijonnais Buren, et, bien entendu, les gens de Prinkipo, Pierre Frank, Jan Frankel, Otto Schüssler et Natalia Sedova. Les plus nombreux étaient évidemment les visiteurs venus d'Allemagne : Erwin H. Ackerknecht dit Bauer, Anton Grylewicz, Georg Jungclas, Oskar Hippe, Helmut Schneeweiss, l'Autrichien de Berlin Johann Schöffmann, Eric Kohn, Ch. Munter, Stortebecker, Bruno Weinberg, et... le provocateur Sénine. Parmi les visiteurs non membres de l'Opposition de gauche internationale, mais en discussion avec elle, nous pouvons également citer le Hollandais Sneeveliet et le Norvégien Erling Falk.

La Gestapo

Les accusations relatives à mes prétendus rapports avec la Gestapo sont si stupides et si vulgaires qu'il n'est pas nécessaire de les réfuter.

Une procédure judiciaire indépendante

Je donne ici rapidement ces quelques notes. Je suis actuellement en train d'étudier l'ensemble du dossier, sous la forme d'une brochure, d'un point de vue juridique et politique. Entre-temps, je suis prêt à répondre à toute question que la presse mondiale souhaiterait me poser. A mon avis, le mieux serait de réaliser tout de suite la proposition faite par le journal conservateur *Morgenbladet* du 21 août, à savoir que l'ensemble des accusations portées contre moi par les autorités soviétiques soient examinées par un tribunal norvégien indépendant. Bien entendu, je suis prêt à comparaître devant un tribunal danois pour rendre compte de mes activités sur le sol danois. Une procédure libre et publique aurait une importance historique, non pour ma personne, mais pour le procès.

[QUELQUES PRÉCISIONS] (1)

(23 août 1936)

1. Par décision du comité exécutif central de l'U.R.S.S. en date du 20 novembre 1932, j'ai été privé de ma nationalité. J'ai répondu par ma « Lettre ouverte au présidium du comité exécutif central ». Cette lettre, datée du 1^{er} mars 1932, a été publiée pour la première fois en russe dans le *Biulleten Oppositsii* de mars 1932 à Berlin. Dans cette lettre, il est dit: <11 faudrait enfin suivre le dernier — et pressant — conseil de Lénine : éliminer Staline ».

Cette lettre qui, à l'époque, a été publiée dans toutes les langues du monde civilisé, a été présentée au procès comme un « document secret » et interprétée comme une directive pour assassiner Staline ! Incroyable, mais vrai !

2. J'ai connu personnellement les seize fusillés, à l'exception d'Olberg, Berman-lourine, Fritz David, M. Lourié et N. Lourié ^{1 2}.

Comme nombre de marxistes, jeunes et vieux, que je ne connaissais pas, et même comme nombre de non marxistes, de tous les continents, Olberg m'a écrit de Berlin en 1930, entre janvier et juillet. Je réponds toujours à toutes les lettres, même celles qui sont insignifiantes. Je ne fais d'exception à cette règle que pour les déments, les collectionneurs d'autographes, et les personnes pieuses qui se soucient du salut de mon âme.

1. *Komitee International fur Recht und Wahrheit* (Comité international pour le droit et la vérité), Prague, n° 1, pp. 3-10. Première traduction française dans *S.I.P.* n° 14, 1^{er} décembre 1934. Un comité était en voie de constitution à Prague, à la suite du premier procès et Jan Frankel (cf. n. 2, p. 117) qui en faisait partie, s'était adressé à Trotsky pour obtenir une déclaration.

2. Il s'agit précisément de ceux des accusés que Trotsky considère comme des agents du G.P.U. figurant dans le procès comme provocateurs.

J'ai fini par trouver toutes les lettres que m'a adressées Olberg, ainsi que les copies de mes réponses. Elles concernent presque exclusivement le parti communiste allemand, le danger hitlérien, l'Opposition de gauche, etc. (Cette correspondance peut être soumise à tout moment intégralement à tout tribunal.) Les lettres de mise en garde de M. Pfemfert et de sa femme, du 1^{er} et du 2 avril 1930³ se trouvent chez moi, en original.

J'avais oublié depuis jusqu'au nom d'Olberg. Ce n'est que pendant le procès de Moscou qu'un jeune ami m'a fait remarquer qu'il avait remarqué ce nom en classant de vieux papiers. C'est ainsi que je suis arrivé aux deux lettres mentionnées ci-dessus.

De Berman, de David et des deux Lourié, je n'avais jamais entendu parler avant le procès, et, *a fortiori*, je ne les avais jamais rencontrés. Quant aux prétendues visites à Copenhague, il faudra que j'écrive à ce sujet de façon plus détaillée encore, car tout l'épisode de Copenhague — le plus important — n'est en réalité qu'une malencontreuse idée des faussaires du G.P.U. : chaque détail pourra être réfuté.

En ce qui concerne Dreitser⁴ ⁵, son nom, au premier abord, ne m'a rien dit. Mais ma femme s'est souvenue qu'un officier de ce nom se trouvait en effet parmi ceux qui, en 1927, après mon départ du Kremlin, avaient spontanément monté la garde devant mon appartement personnel pendant plusieurs semaines ⁵. Dreitser a « capitulé » en 1928 avec beaucoup d'hostilité à mon endroit. Depuis, il avait complètement disparu de mon horizon et même de ma mémoire. De l'étranger, je ne lui ai pas écrit une seule ligne — et je n'ai eu avec lui aucune relation.

3. Il va de soi que mon fils est prêt à se présenter pour témoigner devant un tribunal. Son éventuel témoignage serait de la plus extrême importance. Qu'il suffise de dire que mon fils n'est *jamais* allé à Copenhague. On peut prouver de façon irréfutable qu'en novembre 1932, pendant le séjour à Copenhague de ma femme et moi-même, — nous y sommes restés neuf jours — il se trouvait à Berlin.

3. Cf. pp. 84-86.

4. Efim A. DREITSER (1894-1936), officier de l'Armée rouge, avait été membre de l'Opposition de gauche. Déporté au début de 1928, il avait capitulé en 1929. Le bruit de sa mort, lancé à Moscou, avait circulé et était parvenu en Occident et plusieurs journaux de l'Opposition lui avaient consacré des notices nécrologiques.

5. Tous les officiers qui avaient participé à cette garde volontaire avaient été déportés.

4. Parmi les fusillés j'ai bien connu, ou assez bien connu • Zinoviev, Kamenev, Evdokimov, Bakaïev — des « zinoviévistes » —, Smirnov, Ter-Vaganian, Mratchkovsky⁶ — d'anciens « trotskystes », mais qui avaient capitulé dès 1928-29 et pris position publiquement contre moi.

5. J'ai moins bien connu Reingold — un « zinoviéviste » —, Pikel et Holzman⁷ ⁸. Je les ai vus quelques fois. Pikel a été « zinoviéviste » quelque temps. Personne n'avait confiance en lui. Je n'ai eu avec lui aucune relation. Holzman n'a pas du tout appartenu à l'Opposition *. Si je me souviens bien, il a « sympathisé » avec elle, comme beaucoup de fonctionnaires de l'Etat, petits et moyens, à l'époque. Je l'ai rencontré deux ou trois fois dans ma vie. Il est possible, et même probable, qu'il soit venu chez nous, à la maison, en janvier 1928, comme des centaines d'autres fonctionnaires soviétiques « libéraux », pour prendre congé de ma femme et moi avant notre déportation en Asie centrale.

6. Sur Zinoviev et Kamenev, cf. n. 3, p. 65, et n. 3, p. 104. Ivan P. BAKAIEV (1887-1936), ouvrier, puis marin, bolchevik en 1906, avait été secrétaire du soviet de Pétrograd en 1917, président de la tchéka de la capitale, membre de la commission centrale de contrôle. Lié à Zinoviev, il l'avait suivi dans l'opposition puis la capitulation! Il avait été condamné à six ans de prison en janvier 1935. Grigori E. EVDOKIMOV (1884-1936), bolchevik depuis 1903, également membre du noyau dirigeant de Pétrograd, avait connu une carrière semblable et avait été condamné à six ans de prison en janvier 1935. Sur

I. N. Smirnov, cf. n. 14, p. 92. Vagarjak A. TER-VAGANIAN (1893-1936), vieux-bolchevik, éditeur de la revue *Sous la bannière du Marxisme*, avait appartenu à l'Opposition de gauche à partir de 1923. En 1929, il avait capitulé avec I.N. Smirnov, avec qui il resta lié au cours des années qui suivirent. Il semble avoir été mêlé à l'activité oppositionnelle du groupe de Smirnov en 1932 et était accusé au procès d'avoir réalisé le contact de ce groupe avec celui de Lominadzé, à qui il était personnellement lié. Sergueï V. MRATCHKOVSKY (1883-1936) était né en prison de parents prisonniers politiques ; il était devenu bolchevik en 1905. Organisateur de la lutte des partisans en Sibérie, il avait exercé des commandements dans l'Armée rouge. Membre de l'Opposition en 1923, il avait également capitulé en 1929.

7. Isaac I. REINGOLD (1897-1936) avait adhéré au parti bolchevique en 1917. Il avait été commissaire du peuple-adjoint aux finances. Proche de Zinoviev, il avait renié l'Opposition en janvier 1928. Il semble qu'il avait été arrêté au début de janvier 1935, accusé de « protéger » d'anciens oppositionnels en leur donnant du travail. Richard V. PIKEL (1896-1936) était également un bolchevik de la génération de 1917 : il avait été pendant plusieurs années secrétaire de Zinoviev. Lui aussi s'était repenti en janvier 1928. Edouard S. HOLZMAN (1882-1936) était, lui, un vieux-bolchevik, spécialiste des questions économiques qui avait au moins sympathisé avec l'Opposition de gauche et était en tout cas lié à I.N. Smirnov.

8. On peut penser que Trotsky est ici trop catégorique. De toute façon Sedov avait accepté de conduire une discussion avec Holzman quand celui-ci s'était présenté à lui de la part d'I.N. Smirnov à l'automne 1932.

Depuis, en tout cas, je ne l'ai jamais revu et je n'ai jamais non plus correspondu avec lui.

Je ne puis donc rien dire de son séjour à Berlin.

Au cours de ces années 1930-1933 — celles de la « collectivisation » —, il y avait pas mal de fonctionnaires soviétiques mécontents qui, au cours de leurs séjours à l'étranger, donnaient libre cours à leurs opinions critiques — du moins entre quatre murs. Mes camarades d'idées des différents pays d'Europe réunissaient ces « opinions critiques » pour les mettre à ma disposition. C'est avec ces matériaux que j'ai fait certains articles pour le *Biulleten* russe, etc. A plusieurs reprises, mon fils m'a envoyé de telles correspondances, de Berlin, pendant son séjour, et on les retrouvera toutes dans le *Biulleten* russe. Elles présentent le plus grand intérêt pour connaître mon état d'esprit politique, ainsi que celui de mon fils et de ses visiteurs occasionnels venus d'U.R.S.S. Mon fils m'a-t-il parlé à cette occasion de Holzman⁹ ? Je ne m'en souviens pas, et ma femme non plus. Il est possible, que, dans ce cas, comme dans d'autres, mon fils n'ait pas indiqué sa source, car la correspondance n'est jamais sûre, et les gens « critiques » venus d'U.R.S.S. courent néanmoins de gros risques. D'ailleurs, le nom de Holzman ne m'aurait pas dit grand-chose.

6. Je me souviens assez bien que mon fils a rencontré une fois Smirnov, dans une rue de Berlin¹⁰, de façon tout à fait inattendue pour tous les deux. Smirnov était assez proche de moi jusqu'en 1929, plus en tout cas que tous les autres accusés.

9. Plus tard, dans une lettre adressée à la commission d'enquête sur les procès de Moscou présidée par John Dewey, Trotsky devait préciser à ce sujet : « A une question concernant Holzman, j'ai répondu qu'après mon départ de Russie, je n'ai eu aucune communication avec lui, « directement ou indirectement ». De fait, Holzman a rencontré mon fils Sedov à Berlin en 1932 et lui a communiqué, comme je l'ai appris plus tard, quelques comptes rendus factuels sur la situation en U.R.S.S. Ces comptes rendus ont été publiés dans le *Biulleten Opositsii* russe (n° 31, novembre 1932). Ce fait peut être interprété comme une communication « indirecte » entre Holzman et moi ». Nous avons trouvé à la Bibliothèque Houghton, dans les « papiers d'exil », la lettre écrite à Trotsky par Sedov dans laquelle il donne les informations sur le bloc des oppositions apportées par Holzman de la part de Smirnov : il ne nomme pas Holzman, qu'il désigne seulement par le mot « l'informateur ». (Cf. Pierre Broué, « Trotsky et le bloc des oppositions de 1932 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 5, pp. 5-36).

10. Sur ce point, dans les mémoires inédites dont Victor Serge a publié de larges extraits dans *Vie et Mort de Trotsky*, Natalia Sedova raconte que la rencontre entre Sedov et Smirnov avait eu lieu en juillet 1931, par hasard, dans un grand magasin berlinois. Elle poursuit : « Smirnov et Léon Sedov se virent deux ou trois fois » (en réalité, Sedov, accompagné de sa compagne Jeanne Martin, rendit

Il était honnête, sincère, dévoué à l'idée, mais pas indépendant et un peu léger. Il avait besoin de quelqu'un sur qui s'appuyer. Après son exclusion, il a fait son *mea culpa* — vigoureusement contre moi — et j'ai proclamé dans la presse sa mort politique. Pendant les années de la collectivisation, il semble qu'il soit arrivé, comme bien d'autres, à un état d'esprit « semi-oppositionnel ». C'est dans cet état d'esprit qu'il était quand il a rencontré mon fils. Il lui a raconté différentes choses sur les amis de l'Opposition, les tendances en U.R.S.S., les contradictions au sein de la bureaucratie, etc. (On trouvera les détails dans le *Bulleten* russe). Que mon fils, qui avait alors vingt-quatre ans, ait pu donner des « directives terroristes » à ce vieillard brisé, c'est l'absurdité la plus pataude.

visite à Smirnov dans l'appartement berlinois de ce dernier qui était en mission économique). « Smirnov maintenait sa propre ligne de conduite, mais il parla volontiers des conditions de la vie en U.R.S.S. et de la crise de l'économie soviétique qu'il jugeait périlleuse. Il promit d'envoyer des chiffres "afin que les faits fussent plus intelligibles à l'étranger". » Natalia confirme que ce fut Holzman qui, à l'automne 1932, apporta à Sedov un message d'I.N. Smirnov avec des données économiques qui furent ensuite publiées dans le *B.O.* Elle ajoute que Holzman fut arrêté le premier, dans le plus grand secret, et que Smirnov, arrêté lui-même le 1^{er} janvier 1933, fut condamné à dix ans de prison. Nous savons en réalité, par la correspondance de Sedov, que le groupe d'I.N. Smirnov fut trahi par l'un des siens qui fut atteint de troubles mentaux et que Smirnov fut arrêté plusieurs semaines avant la fin de l'année 1932. Dans le *Livre rouge* (pp. 96-97), Léon Sedov précise que leur rencontre eut lieu au magasin Kadevé et que Smirnov, « après un moment de trouble », accepta de prendre un rendez-vous pour une discussion. Au cours de cette dernière, il aurait précisé à Sedov qu'il pensait que les conditions en U.R.S.S. « ne permettaient de mener aucun travail oppositionnel ». A la fin, il fut « entendu que, si la possibilité s'en présentait, I.N. Smirnov transmettrait sur la situation économique et politique de l'U.R.S.S. des informations à l'aide desquelles on pourrait, à l'étranger, s'orienter de façon plus juste dans les questions russes ». Sedov donne ensuite, p. 98, un récit de son entrevue avec Holzman à l'automne 1932.

[PRÉPARATION DE LA RIPOSTE] (1)

(24 août 1936)

Cher Ami^{1 2},

Ci-joint la copie d'une lettre à un ami norvégien et des déclarations à la presse. Vous pouvez utiliser ces documents comme bon vous semblera. Demain je commence à dicter toute une brochure ³. Mais elle prendra un certain temps, car j'attends de tous les amis, y compris des amis tchécoslovaques, toutes sortes d'informations, en particulier aussi à propos des agents provocateurs impliqués dans le procès. J'espère pouvoir achever la première partie dès la semaine prochaine. Je vous enverrai alors aussitôt cette partie. Il serait toutefois peut-être indiqué de ne pas laisser traîner les choses en longueur et de se contenter de la première brochure et des documents ci-joints. La

1. Lettre à J. Frankel (8152), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

2. Jan FRANKEL (né en 1906), petit-fils d'un grand rabbin de Vienne, avait été gagné au communisme en 1923 par le Slovaque Lenorovié, dans le sanatorium de Merano où ils étaient liés au fameux écrivain Franz Kafka. En 1927, membre des jeunesses, il avait rejoint le premier groupe de l'opposition de gauche animé par Lenorovié et avait été délégué par lui à Paris en 1930 à la conférence internationale du 6 avril. C'est là qu'il avait accepté la proposition de Marguerite Rosmer de partir pour Prinkipo où Trotsky réclamait à cor et à cri un secrétaire de langue allemande. Il avait rempli cette fonction — et celle de collaborateur de confiance — jusqu'en janvier 1933, où il était revenu à Paris pour y participer aux travaux du S.I. Expulsé de France après la manifestation du 12 février 1934, il avait passé plusieurs mois en Suisse avant de regagner Prague où il avait des contacts suivis avec le groupe d'opposition dans le P.C.T. de Josef Guttman. En juin 1935, Trotsky l'avait rappelé, il l'avait rejoint à Anvers et avait été de nouveau son secrétaire en Norvège jusqu'au mois d'octobre. Il était à Prague depuis, et, avec l'écrivain Sonka, venait de fonder le Comité pour le Droit et la Vérité, un des premiers groupes qui se fixait la tâche de lutter contre le procès.

3. Cette brochure, qui fut sans doute commencée, ne fut jamais terminée par suite des circonstances.

seconde brochure sera, à mon avis, plus importante et pourrait paraître par la suite comme un écrit indépendant, peut-être même chez un éditeur bourgeois. De toute manière, je vous enverrai les parties de la seconde brochure au fur et à mesure qu'elles seront prêtes.

Je salue votre initiative et signe en toute amitié.

P.-S. Vous avez certainement reçu le questionnaire concernant les agents provocateurs du G.P.U. La suite du procès a montré qu'à Copenhague je n'avais pas seulement reçu la visite d'un certain Berman-lourine, mais aussi d'un certain Fritz David. Ces deux noms ne me disent absolument rien. Il ressort des dépositions que Berman-lourine serait un homme ou plutôt une crapule parlant le russe, tandis que Fritz David serait un étranger. Parlant le russe, il n'y avait à Copenhague que le célèbre Sénine qui était venu pour se faire laver du soupçon de sa trahison préméditée. Je l'ai reçu très froidement et c'est au cours des semaines suivantes qu'avec son frère Well — souvenez-vous-en — il est passé à grand fracas chez les staliniens avant d'aller par la suite comme mouchard en Union soviétique. De nouvelles informations ont été apportées sur ce sujet par Victor Serge.

P.-P.-S. Olberg, à coup sûr agent du G.P.U., prétend avoir été agent de la Gestapo. L'un n'exclut nullement l'autre. L'imbrication épisodique des deux organisations pourrait être fort bien illustrée par le cas d'Anna⁴. D'après ce que je sais, la Gestapo a voulu la contraindre à fonctionner dans les milieux soviétiques de Berlin comme agent de la Gestapo et l'agence du G.P.U. de Berlin voulait contraindre Anna à accepter cette proposition afin d'y travailler pour le G.P.U. Telle fut, d'après ce qu'on me fit savoir à l'époque, la raison pour laquelle Anna quitta aussi inopinément l'Allemagne. Ce qu'Anna a refusé de faire, Olberg

4. ANNA est l'un des pseudonymes de Margarita WATZOWA (née en 1905). Fille d'émigrés d'avant 1914, elle travaillait avant 1933 à la légation commerciale soviétique de Berlin. La Gestapo prit contact avec elle après l'arrivée de Hitler au pouvoir et lui demanda d'accepter de la renseigner. Elle informa de ces propositions ses supérieurs à la légation, fut alors contactée par le représentant du G.P.U. à Berlin qui lui demanda d'accepter les propositions de la Gestapo, mais de lui rendre compte. Prise dans l'étau de la double pression qui tendait à en faire plus un jouet qu'un agent double, Margarita Watzowa choisit de quitter l'Allemagne et passa en Tchécoslovaquie où le journal du P.C?T., *Rudé Pravo*, l'accusa d'être au service de la Gestapo. Elle était en émigration la compagne de l'ancien dirigeant de la section allemande clandestine, Walter Nettelbeck dit Jan Bur.

l'a probablement accepté. La situation est désormais si critique en ce qui concerne le procès qu'Anna est à mon avis *tenue* de porter à la connaissance de l'opinion publique l'épisode dont il vient d'être question ; si ce n'est pas possible autrement, sous la forme d'une lettre qu'elle m'adresserait. Je publierais alors cette lettre dans la presse et dans la brochure que je suis en train de préparer. Je suis sûr que, grâce à l'initiative et à l'énergie de nos amis, on pourrait découvrir et rendre publics de nombreux exemples du même genre.

N.B. Nous télégraphions aujourd'hui : < Envoyons en même temps quelques documents. Espérons suite dans cinq jours. »

[UNE RÉPONSE A M. SCHARFFENBERG] (1)

(24 août 1936)

La suggestion de M. Scharffenberg² selon laquelle je devrais tne présenter au procès de Moscou — lequel, dans l'intervalle, a connu une issue fatale — pour y dévoiler la vérité comme le fit Dimitrov au cours du procès de l'incendie du Reichstag², me semble plus idéaliste que réaliste. Dimitrov n'était pas allé en Allemagne pour dénoncer le mensonge : il y avait été arrêté. Ce n'est pas Dimitrov, mais Torgler* qui s'est mis volontairement à la disposition des autorités, et tout le monde l'a traité de couard, avant même qu'il se soit révélé un traître ⁵. Le courage de Dimitrov était impressionnant, mais pas son faux témoignage. Et, comme il ne pouvait guère contribuer à démasquer la conspiration nazie alors qu'il était en prison, il a été fait infiniment plus à l'étranger : les accusés étaient soutenus par le gouvernement soviétique.

1. Lettre à *Arbeiderbladet* en réponse à M. Scharffenberg (T 3960), *Arbeiderbladet*, 24 août 1936. Traduite de l'allemand.

2. Johann SCHARFFENBERG (1869-1965), médecin, psychiatre, médecin chef de l'hôpital psychiatrique d'Oslo, venait d'écrire dans *Arbeiderbladet* que Trotsky avait moralement le devoir de se présenter lui-même devant le tribunal de Moscou afin d'y prouver ses affirmations sur la fausseté des accusations dont il y était l'objet.

3. Georgi DIMITROV (1882-1949), dirigeant du P.C. bulgare et secrétaire à Berlin du secrétariat de l'I.C. pour l'Europe occidentale, avait été arrêté par les nazis et accusé d'avoir incendié le Reichstag pendant la fameuse nuit du 27 février 1933. Devant le tribunal de Leipzig, il avait pulvérisé l'accusation et ridiculisé le procureur ainsi que le ministre nazi Hermann Göring.

4. Ernst TORGler (1893-1963), était en 1933 responsable de la fraction du K.P.D. au Reichstag. Il s'était livré de lui-même aux autorités dans l'affaire de l'incendie du Reichstag et avait accepté d'être défendu par un avocat nazi. A la différence de Dimitrov, il avait surtout cherché à sauver sa peau devant les juges. Acquitté, il avait été gardé quelque temps en camp de concentration. Le K.P.D. l'avait exclu en 1935 : il n'avait été remis en liberté qu'en novembre 1936.

5. Le K.P.D. avait dénoncé Torgler comme un traître, passé du côté des nazis alors qu'il était en prison.

Dans le procès de Moscou, le gouvernement soviétique a refusé toute intervention de représentants socialistes ou syndicalistes. Il devait mener l'affaire à son terme aussi rondement et aussi radicalement que possible. Mon « apparition » devant le tribunal — si c'était possible — signifierait seulement, dans ces conditions, que je me livrerais moi-même, pieds et poings liés, à ceux qui conspirent contre l'opinion publique mondiale.

En quoi consistent mes preuves contre l'abominable amalgame de Moscou ? Elles consistent dans le fait que l'ensemble de mon travail, de mon activité littéraire, de ma correspondance et de mes relations personnelles se reflètent clairement dans mes archives, que tout juriste, tout psychologue, toute personne qui pense politiquement, en viendraient à l'inévitable conclusion — du fait de la cohérence de mes idées, qu'elles soient exprimées en public ou en privé — que non seulement un lien avec la Gestapo, mais toute espèce de terrorisme individuel sont incompatibles avec ce que je suis. Des centaines d'amis, jeunes et vieux, d'Europe centrale ou orientale, ont été en contact avec moi pendant cette période. Nombre d'entre eux ont vécu chez moi pendant des semaines, des mois ou des années. Leur témoignage aurait été d'une importance cruciale pour démasquer ce criminel amalgame.

M. Scharffenberg croit-il que j'aurais à Moscou une chance de faire convoquer ces témoins et de présenter au public mes documents ? Dans l'accord (qu'ils avaient conclu) avec l'accusateur public, les malheureux accusés devaient s'engager, en ce qui concernait leur attitude devant le tribunal, à renoncer à demander un avocat, dans la mesure même où une défense semi-indépendante par un avocat de la défense aurait constitué une calamité insupportable aussi bien pour les accusateurs que pour les accusés qui s'accusaient eux-mêmes.

Comment croire, dans ces conditions, que je pourrais, à Moscou, contribuer à éclairer tant soit peu ces questions ? Je pense pourtant que c'est le devoir des ministres de la justice dans ceux des pays où j'aurais prétendument poussé à ces crimes, que de me citer devant les tribunaux. Je ne demande rien d'autre. Le gouvernement soviétique a tous les moyens de me condamner pour un crime — s'il ne craint pas toutefois la lumière de l'opinion publique.

M. Scharffenberg pense, que l'honneur est plus important que la vie. Il n'a jamais été nécessaire de me le rappeler. L'honneur politique de ceux qui sont atteints — y compris le mien, si tant est qu'on puisse le considérer comme atteint — ne peut être sauvé que par la vérité. Mais maintenant, comme

toute personne qui pense politiquement l'admettra, il est tout à fait hors de question de faire triompher la vérité à Moscou. Ceux qui s'intéressent à la vérité peuvent m'aider à démasquer du haut en bas le véritable caractère de l'amalgame de Moscou. Pas pour l'amour de moi, pour l'amour de la vérité!

[LES CONDAMNATIONS A MORT] (1)

(24 août 1936)

Les condamnations à mort étaient inévitables ^{1 2}. Le deuxième procès Kirov comprenant Zinoviev et Kamenev a été monté parce qu'aucune personne qui pense politiquement ne croyait à l'authenticité des accusations portées dans le premier procès en janvier 1935. Plus encore, le sérieux des accusations contre moi ne peut être démontré au monde que de cette façon. En renonçant à des avocats pour les défendre, les accusés eux-mêmes avaient reconnu que les condamnations à mort étaient inévitables.

Il y a ici contradiction, du fait que les prétendus aveux ont été extorqués aux accusés avec la promesse qu'ils auraient la vie sauve. Mais le gouvernement ne se sentira certainement pas embarrassé par cette contradiction-là. Personne ne peut vérifier si les obscurs espions du G.P.U., les Berman-lourine, Olberg, David et consorts ont été réellement fusillés, ou s'ils continuent sous d'autres noms à exercer leur profession.

Personne ne sait même si les quatorze qui ont été condamnés à mort en même temps que le meurtrier, Nikolaiev, ont été réellement tous fusillés, car, comme l'a démontré le procès ultérieur du chef de la police de Leningrad, Medved, il y avait probablement parmi eux un nombre important de provocateurs. Peut-être a-t-on fusillé les provocateurs pour se débarrasser de complices encombrants ?

Je pense pourtant que la question de loin la plus importante du point de vue politique est celle du sort de Zinoviev, de Kamenev et des autres vieux bolcheviks. Dans leur cas, le

1. Houghton Library (T 3961), paru dans *Folkets Dagblad*, 25 août 1936. Traduit de l'allemand.

2. Les seize accusés, vieux-bolcheviks comme provocateurs, venaient d'être condamnés à mort le même jour.

gouvernement ne se sentira guère lié par les promesses du G.P.U. Ou du moins, ce ne sont pas ces promesses qui seront seules à le déterminer. Dans le célèbre procès des mencheviks, il y a quelques années³, le célèbre écrivain Soukhanov et le savant Groman^{4 5} ont récité des aveux qui leur avaient été dictés par le G.P.U. en échange de la promesse qu'ils seraient libérés après une brève peine d'emprisonnement ordinaire. Mais ils ont été tous les deux condamnés à de lourdes peines de prison sur la base de leurs propres aveux mensongers. Ils ont exigé d'être libérés. Soukhanov a fait la grève de la faim, et personne ne sait aujourd'hui ce qu'il est advenu d'eux.

Le gouvernement ne peut faire que deux choses avec Zinoviev, Kamenev et les autres : ou bien les fusiller réellement, fournissant ainsi une preuve indirecte de l'authenticité de ses accusations, ou bien commuer leur peine en prison à vie, pour les libérer plus tard. En prenant sa décision, il tiendra certainement compte de l'impression produite dans le monde par le procès et le verdict.

Les suicides de Tomsy et de Sokolnikov', démontrant qu'ils n'ont pas voulu se diffamer eux-mêmes ou se traîner dans la boue, ont certainement produit un effet profond en Union soviétique, y compris dans les cercles dirigeants, et constitueront ainsi un facteur important dans la décision finale qui sera prise par le gouvernement. Au moment où seront publiées ces lignes, les divergences d'opinion dans les sommets dirigeants, inévitables dans une telle situation, pourront avoir déjà été réglées et on pourra dresser le-bilan de cet amalgame juridique.

/

3. Le « procès des mencheviks » avait eu lieu en mars 1931.

4. Vladimir G. GROMAN (1875- ?), économiste, menchevik en 1905. « liquidateur », puis « défensiste » en 1914, était resté en Russie après la révolution. Il était entré au Gosplan en 1923 et en avait été chassé en 1928 pour s'être opposé aux objectifs du premier Plan quinquennal. Il avait été arrêté en 1930. Nikolai N. Himmer, dit SOUKHANOV (1882-

?), menchevik internationaliste pendant la guerre, est l'auteur d'une histoire de la révolution russe. Il avait également refusé d'émigrer et avait été arrêté en 1930.

5. Grigori I. Brilliant, dit SOKOLNIKOV (1888-1939), bolchevik en 1905, avait été commissaire du peuple aux finances jusqu'en 1926 et vice-président du Gosplan. Membre de la Nouvelle Opposition, il n'avait pas rejoint l'Opposition unifiée. Ambassadeur à Londres de 1917 à 1933, il avait été ensuite vice-commissaire aux affaires étrangères. Une dépêche de Moscou avait annoncé son suicide. Il semble qu'il avait été arrêté. Il devait comparaître au second procès de Moscou.

[INTERVIEW AU *NEWS CHRONICLE*] (1)

(24 août 1936)

Qu'avez-vous à répondre aux accusations catégoriques contre vous-même et votre fils au procès de Moscou ?

— Mon premier jugement dans l'affaire de Moscou, je l'ai exprimé dans plusieurs déclarations. Il s'agit d'un des plus grands, des plus sinistres et des plus criminels complots de la police secrète contre l'opinion mondiale.

Il y a dans cette affaire tellement d'éléments — en fait, il semble qu'il y ait toute une série d'affaires supplémentaires en préparation — que je suis certain que le voile criminel se déchirera en plusieurs endroits, laissant ainsi tôt ou tard échapper la vérité.

Les suicides de Tomsy et de Sokolnikov apportent déjà à ces accusations deux démentis tragiques.

Etes-vous sûr que Sokolnikov se soit suicidé ?

— J'espère que non, mais l'information a été donnée par radio en Norvège. Le GJP.U. a donné à ces anciens opposants le choix entre se calomnier eux-mêmes, c'est-à-dire se suicider politiquement, ou être exécutés par les autorités ; eux ont préféré riposter à la formidable persécution policière en se tuant. Je pense qu'il est possible que des lettres des hommes qui ont été conduits ainsi à la mort puissent atteindre le public.

Suggérez-vous que le gouvernement soviétique a des motivations à plus long terme dans les poursuites qu'il mène actuellement ?

1.Houghton Library (T 3960), *News Chronicle*, 27 août 1936. Traduit de l'anglais. Le journal parle d'un « correspondant spécial ». Mais la correspondance d'Erwin Wolf montre que c'est cet ancien secrétaire de Trotsky et membre du secrétariat international, revenu à Hénefoss le 23 août, qui a réalisé cette interview sur laquelle il s'était mis d'accord avec le grand journal britannique avant son départ pour la Norvège.

— Du point de vue politique, l'affaire a été dirigée contre toute opposition en général, et contre moi personnellement en particulier. Cela prouve qu'il existe une tension politique colossale dans le pays, un mécontentement de la bureaucratie et des antagonismes en son sein, jusque dans les sphères les plus élevées. L'affaire aura inévitablement des conséquences politiques importantes qui peuvent se développer sous la forme de luttes de masse ouvertes avec des répercussions violentes.

Pensez-vous que le gouvernement soviétique ait jugé nécessaire d'opérer une épuration avant d'introduire le nouveau régime ?

— La presse capitaliste mondiale met en doute la sincérité des tendances conservatrices et nationalistes de la bureaucratie soviétique. La clique stalinienne, dans cette affaire, a essayé de prouver qu'elle avait rompu définitivement et sans recours avec les traditions révolutionnaires du parti bolchevique. Mais il ne faudrait pas oublier que le bureau politique qui a dirigé le destin de la révolution russe comme celui du Comintern du vivant de Lénine était formé de Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Tomsy, Rykov, Staline, avec Boukharine comme suppléant. Lénine est mort. Tous les autres membres du bureau politique, à l'exception de Staline, sont maintenant accusés d'avoir comploté contre l'Etat soviétique, en tant que terroristes, voire alliés de la police secrète allemande ! Aucune personne capable de pensée politique ne placera pourtant la moindre confiance dans ces accusations, mais y verra au contraire les signes infaillibles du grand changement politique qui est en train de se produire dans le pays. La nouvelle couche dirigeante conservatrice, l'aristocratie soviétique personnifiée par Staline, est en train de couper le cordon ombilical qui la rattachait à la révolution d'Octobre.

Quelle est, franchement, votre opinion sur la nouvelle Constitution qui vient d'être promulguée en U.R.S.S. ? ²

— La nouvelle Constitution signifie la destruction officielle de toute activité politique du peuple. Tout le pouvoir est concentré aux mains de la bureaucratie qui s'intitule elle-même le parti.

² r » nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. ne devait être adoptée formellement que le 5 décembre 1936. Mais elle était connue et se trouvait au centre d'une formidable campagne de propagande en U.R.S.S. et ailleurs.

Le peuple est politiquement atomisé et reçoit en échange le droit de répondre « secrètement », de temps en temps, à la question : « Pour ou contre le Chef ? » Ce que sera la réponse, l'Allemagne hitlérienne l'a suffisamment démontré.

J'ai lu votre déclaration suivant laquelle vos activités actuelles se bornent à écrire. Serait-il juste de supposer que vous croyez encore à la nécessité d'un soulèvement mondial du prolétariat ? Si oui, est-il possible que vous ayez abandonné votre part dans ce combat qu'il faut mener ?

— Je n'ai pas modifié d'un cheveu mes idées sur le destin de la mission historique du prolétariat. Au contraire ! Les récents événements en Union soviétique d'une part, et en France, Espagne et Belgique de l'autre, ont renforcé ma conviction que seule la révolution sociale peut sauver l'humanité de la ruine économique et culturelle.

N'est-il pas du domaine public que ce qu'on appelle le mouvement trotskyste possède en dehors de T.U.R.S.S. de larges ramifications ?

— Vous avez tout à fait raison de dire qu'un mouvement qui repose sur mes idées progresse, dans presque tous les pays. Les idées que je défends, cependant, ne sont pas vraiment les miennes, mais celles de Marx, Engels et Lénine. Je me suis donné pour tâche de les défendre contre l'entreprise de la bureaucratie soviétique qui veut les discréditer totalement, et d'analyser les derniers développements à l'aide de la méthode de Marx. Les livres et articles que j'ai écrits de ce point de vue ont été publiés et le sont encore dans divers pays et en diverses langues. Mais il est plus qu'absurde d'en conclure que j'inspire ou que je dirige des mouvements révolutionnaires en Espagne, en Grèce ou d'autres pays, et ce, de Norvège...

En bref, que pensez-vous de la Société des Nations ?

— La Société des Nations n'a désormais plus besoin que les marxistes s'emploient à la < discréditer > : elle a fait elle-même le nécessaire à cette fin. Que ceux qui n'osent pas voir en face la dure et brutale réalité se consolent à l'avenir avec l'idée creuse de la Société des Nations. Ces gens-là auront à payer de terribles sacrifices ces illusions-là.

Que pensez-vous de l'attitude des puissances, y compris la Russie, vis-à-vis de la guerre civile espagnole ?

C'est l'une des taches les plus grosses sur le palmarès de prétendus gouvernements démocratiques, et surtout du gouvernement français, que Mussolini et Hitler aient eu la possibilité de déclencher une contre-révolution fasciste, de la soutenir militairement, et de s'en laver les mains dans l'innocence de leur neutralité. L'attitude du gouvernement soviétique, comme d'habitude, est conservatrice, nationaliste et étroite. 11 essaie de se justifier en disant : « Nous ne voulons pas provoquer la guerre. » Ils permettent ainsi que l'Europe devienne fasciste, et reculent. Au bout du compte, ils auront quand même la guerre, mais devront y faire face dans des conditions bien plus défavorables³.

Quelle est, selon vous, l'issue probable de la guerre d'Espagne ?

— En dépit de la trahison des gouvernements français et soviétique, j'escompte encore la victoire du peuple espagnol. Je crois qu'une Espagne socialiste émergera de cette victoire.

En tant, maintenant, qu'observateur de loin, ne croyez-vous pas que la vie pacifique et relativement confortable du travailleur britannique, même sous le capitalisme, avec la perspective d'une amélioration substantielle de sa condition par les méthodes d'une évolution démocratique, est préférable à celle qui consiste à servir de chair à canon dans l'intérêt d'une révolution communiste ou fasciste ?

— 'La question de savoir si l'on préfère à la révolution des réformes progressives et des améliorations graduelles des conditions du peuple est, à mon avis, purement académique et dénuée de signification historique. On ne permet pas aux gens de choisir. Ce qui est arrivé et qui arrive en Europe n'est pas accidentel, mais le résultat du fait que le capitalisme en tant que système économique est complètement dépassé, et du fait, en outre, que la classe dirigeante ne veut pas consentir à sa propre disparition : c'est ce qui provoque les convulsions révolutionnaires et contre-révolutionnaires. Les arguments humanitaires ne prévaudront jamais sur les puissants intérêts sociaux.

3. Le gouvernement soviétique avait accepté le 10 août les propositions du gouvernement Léon Blum pour l'organisation de la « non-intervention » en Espagne.

[JE REVENDIQUE UN PROCÈS RÉGULIER] (1)

(25 août 1936)

Les seize condamnés du procès de Moscou ont été exécutés. Il n'y avait rien d'autre à faire pour les accusateurs. Si on avait épargné leurs vies; l'un ou l'autre aurait pu mettre en pièces toute l'affaire tissée par le G.P.U. Maintenant, les accusés qui se sont eux-mêmes accusés, ainsi que les agents, sont réduits pour toujours au silence. Le soussigné, qu'ils ont tenté de désigner comme leur chef, est pourtant en vie. J'ai droit à un procès régulier. Selon l'accusation, mes activités terroristes ont été dirigées en particulier du Danemark, de France et de Norvège. Les crimes dont je suis accusé sont punissables dans ces pays. C'est pourquoi j'ai droit à un procès. C'est aussi mon devoir de démasquer l'un des plus grands crimes de l'histoire, et, ainsi, de le venger.

1. Déclaration (Houghton Library T 3962), publiée dans *Folkets Dagblad*, 26 août 1936. Traduite de l'allemand.

[LETTRE AU MINISTRE DE LA JUSTICE
DE NORVÈGE] ¹

(26 août 1936)

Monsieur le Ministre^{1 2},

Je me suis toujours efforcé de me conformer, dans l'esprit et la lettre, aux conditions signées par moi pour mon séjour en Norvège, du moins telles que je les avais comprises. Il s'est cependant avéré que le chef du bureau central des passeports³ interprète ces conditions de façon toute différente et, autant que je sache, ses interprétations, Monsieur le Ministre, ont votre approbation. Comme j'ai le plus grand intérêt à pouvoir continuer à bénéficier, pour ma femme et moi-même, de la faveur des autorités norvégiennes, je serais prêt à accepter cette nouvelle interprétation des conditions dont je n'ai pas été informé avant mon arrivée en Norvège si je pouvais me persuader que cette nouvelle interprétation n'est pas incompatible avec ma dignité d'homme et d'écrivain. Je ne puis signer que ce que j'ai parfaitement compris et que je m'engage réellement à tenir. Selon le chef du bureau central des passeports — lequel a d'ailleurs, à mon arrivée dans ce pays, sans même avoir attendu le moindre acte de ma part, donné une interview extrêmement agressive à mon égard — mon activité doit désormais se limiter à « des travaux historiques et des dissertations théoriques générales qui ne soient dirigées contre aucun pays ».

1. Lettre à Trygve Lie (8889), avec la permission de la Houghton Library. Première traduction française dans *La Lutte ouvrière* du 12 septembre 1936. Traduction de l'allemand revue.

2. Le socialiste Trygve Lie était ministre de la justice.

3. Le chef du bureau des passeports, Leif Ragnvald Konstad (cf. n. 27, p. 44) était connu pour ses sympathies sinon son appartenance à l'organisation nazie du major Quisling.

Comment dois-je interpréter cette limitation ? Mon autobiographie, par exemple, est-elle une dissertation théorique générale ou un travail politique d'actualité ? Il y a trois semaines, j'ai écrit un important ouvrage sur l'évolution de l'Union soviétique *. Je suis obligé de dire ici même ce que j'en pense : j'ai le sentiment d'avoir par ce travail contribué de façon non négligeable à la science sociale. Mais ce travail, précisément parce qu'il est une analyse concrète des faits, est aussi dirigé contre la caste bureaucratique dirigeante qui exploite de plus en plus le peuple dans le domaine économique et l'opprime dans le domaine politique. Est-il vraiment possible, dans un pays démocratique, d'accepter que le chef du bureau des passeports puisse trancher la question de savoir si cet ouvrage n'a qu'un caractère scientifique ou bien s'il est également d'actualité politique ?

Je pourrais citer un exemple incomparablement plus illustre et plus important. Mon grand professeur et maître, Karl Marx, a écrit un ouvrage intitulé *Le Capital*. J'essaie un instant de m'imaginer que le chef du bureau des passeports ou tout autre autorité compétente ait eu à décider si cette œuvre grandiose n'avait qu'un caractère scientifique ou bien si elle avait aussi un caractère politique d'actualité. La décision ne serait pas facile à prendre, car cet ouvrage, bâti sur la base de granit de la science, est aussi illustré par des milliers d'exemples tirés de l'actualité et il est aujourd'hui, dans son ensemble, d'une* actualité politique incomparablement plus importante encore que lors de sa première publication. Ce n'est pas un hasard si toute la lutte de la réaction, officielle ou non, est dirigée contre le marxisme et contre les marxistes.

Le chef du bureau des passeports me reproche un article où je brosse la perspective selon laquelle, en France, la lutte ne peut se terminer que par la victoire de la réaction militaire ou la construction des soviets ^{4 5}. Il se peut que je me sois trompé dans mon analyse. Je lui attribue toutefois un caractère intégralement scientifique. L'article en question a paru dans *The Nation* ⁶, un journal démocratique-bourgeois américain bien connu dans le monde entier. Si j'avais écrit un article dans lequel j'aurais expliqué de façon théorique les avantages généraux

4. *La Révolution trahie*, ainsi titrée par son éditeur.

5. « La Révolution française a commencé », (*Œuvres*, 10, pp. 78-84) avait paru dans *The Nation* du 4 juillet.

6. *The Nation* allait s'aligner sur les « compagnons de route » du stalinisme à partir des procès.

d'un régime autocratique sur la démocratie, aurait-il également été désapprouvé par le chef du bureau des passeports? Malheureusement, cette question n'est pas du tout claire pour moi, surtout après la visite que m'a faite aujourd'hui le chef du bureau des passeports.

-La déclaration que l'on exige de moi comprend également l'engagement de « n'accorder aucune interview à un journaliste norvégien ou étranger ». Pendant tout mon séjour en Norvège jusqu'à ces derniers jours, je n'ai accordé qu'une interview, à savoir au rédacteur en chef d'*Arbeiderbladet*⁷, et cela, Monsieur le Ministre de la Justice, en votre présence et même avec votre aimable participation à laquelle je suis sensible même maintenant. Vous vous souviendrez peut-être que, personnellement, j'ai même essayé d'éviter cette unique interview, afin de provoquer le moins de bruit et de sensation possible autour de mon nom.

Aujourd'hui, la question se pose autrement. J'ai été accusé par les autorités judiciaires de Moscou d'être l'organisateur d'actes de terrorisme. La presse du monde entier s'occupe de ce procès d'importance historique mondiale. Si vous-même, Monsieur le Ministre de la Justice, ou les autorités qui vous sont subordonnées, ou le gouvernement norvégien, estimez possible ou vraisemblable que j'aie abusé de mon séjour en Norvège ou ailleurs pour me livrer à ce genre d'activité, alors j'attends immédiatement un mandat d'arrêt. Je ne désire rien de plus que la possibilité de mettre en plein jour, devant un tribunal public, le crime monstrueux du G.P.U. et de ceux qui sont ses inspirateurs. Mais si les autorités norvégiennes estiment qu'il leur est impossible d'intervenir dans cette affaire, elles ont le devoir — je le répète, le devoir le plus élémentaire, qui n'est même pas nécessairement un devoir démocratique — de me laisser l'entière liberté de dire à l'opinion publique mondiale la vérité par les moyens dont je dispose personnellement. Le principal moyen d'informer l'opinion publique, c'est la presse. Ne pas me traduire immédiatement devant un tribunal norvégien et, en même temps, me priver de la possibilité d'en appeler à l'opinion publique sur une question qui me concerne, moi, mon fils, tout mon passé et mon honneur politiques, signifierait faire du droit d'asile un guet-apens et laisser la voie libre aux bourreaux et aux calomniateurs du G.P.U.

7. *Œuvres*, 6, pp. 67-72.

Telles sont, Monsieur le Ministre, les raisons pour lesquelles il m'est impossible d'accéder à la demande du chef du bureau central des passeports et de signer la déclaration qu'il a lui-même rédigée sans attirer d'avance votre attention ainsi que celle du gouvernement et de l'opinion publique sur les conséquences imprévisibles d'un tel procédé pour mon existence morale et celle de ma famille *.

Avec ma considération distinguée.

8. Le texte n'atteignit un vaste public qu'avec sa publication dans le *Manchester Guardian* du 17 septembre, vingt-deux jours après sa rédaction.

DES PROCÈS SANS FIN (1)

(27 août 1936)

Cher Camarade Scheflo,

La déclaration faite hier par le gouvernement a été pour moi une surprise complète. Sous la pression des fascistes et des staliniens, le ministre de la justice a cédé devant le chef du bureau de passeports. Ce dernier était hier chez moi : intégralement réactionnaire, vulgaire et déloyal. Il a essayé de me menacer. Je l'ai renvoyé. Je me suis refusé à signer ses conditions. J'ai adressé au ministre de la justice une lettre dont je vous envoie ci-joint la copie. Il est possible que je la rende publique. Mais, pour le moment, elle reste *confidentielle*.

Je suis en train de lire les comptes rendus du procès dans la *Pravda*. On suffoque de dégoût. Imaginer tant d'impudence, de sottise, de perfidie, n'est pas facile, même pour un homme politique. Que Friis^{1 2} puisse prendre une telle affaire pour argent comptant, voilà qui le tue à tout jamais à mes yeux.

Ce procès n'est pourtant pas le dernier. A l'issue du procès de Zinoviev et Kamenev en janvier 1935, j'écrivais que, puisque l'amalgame contre moi avait été un fiasco lamentable. Staline serait nécessairement amené à essayer de mettre en scène un nouveau procès, mieux préparé. Ce pronostic, dans un sens

1. Lettre à O. Scheflo (10031), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand pour ce volume : une première traduction de ce texte amputé de son premier paragraphe avait été publiée sous le même titre dans *S.I.P.*, n° 13, 1^{er} décembre 1936, mais elle est de mauvaise qualité.

2. Jacob FRIIS (1883-1956), militant du D.N.A. et journaliste, avait été membre de l'exécutif de l'I.C. Il était resté au D.N.A. en 1923, mais avait rejoint à nouveau l'I.C. en 1928 et avait été instructeur à l'école Lénine à Moscou. Il était en réalité bouleversé par le procès de Moscou et allait bientôt rompre avec le P.C. et rejoindre le D.N.A. Trotsky écrit « Fries ».

plus large, doit aussi être appliqué au dernier procès. On a fusillé seize hommes à seule fin d'identifier les mots de « trotskyste » et de « terroriste ». C'était là tout le sens du procès. Maintenant, on va sans cesse réunir de nouveaux tribunaux secrets, et quiconque sera qualifié de « trotskyste » pourra être fusillé sur-le-champ comme terroriste. Les malheureux et misérables seize condamnés — quelques-uns épuisés, vidés, broyés — et les jeunes mouchards qui espéraient faire carrière, Staline en a fait une bouillie sanglante dans le seul but de pouvoir m'atteindre. Les accusés ont essayé de toutes leurs forces d'aider Staline. Tous les témoignages, tous les fils, toutes les dénonciations étaient censés conduire jusqu'à moi. Et plus on relit ces dénonciations, plus on a le sentiment du vide. Le procès public n'était possible que grâce à un compromis antérieur entre le G.P.U. et les accusés. Mais Staline a conclu ce compromis pour ne pas le respecter. H a réglé l'affaire par des exécutions sommaires.

En mars 1923, alors que Lénine préparait pour le XII^e congrès du parti une attaque décisive contre Staline et m'envoyait de son lit de malade une série de lettres et de documents sur cette question, il me fit dire par sa secrétaire Fotieva^{3 4} : « Ne négociez pas avec Staline, car il conclura un compromis pourri et le trahira ensuite. » Staline a depuis développé ce talent jusqu'à l'infini. C'est ainsi qu'il a conclu un « compromis pourri » — contre moi — avec les misérables accusés du procès, puis a trahi ses partenaires une fois qu'ils étaient pieds et poings liés. Et de quelle façon !

Sur le banc des accusés, il n'y avait, comme je l'ai dit, que seize hommes. Mais ces accusés qui faisaient fonction en même temps d'accusateurs et d'auto-accusateurs, ont cité au passage des dizaines d'autres noms. Safonova *, l'ancienne femme de Smirnov, a été tirée de prison pour venir témoigner contre son ancien mari. Elle aurait été officier dans l'Armée rouge et aurait prétendument fomenté un complot « trotskyste » dans les rangs des officiers rouges. Comme Reingold dans le procès des seize, Safonova me semble devoir jouer dans le prochain procès le rôle du principal agent du G.P.U. Mais elle devra payer pour ce rôle tout comme Reingold a payé, c'est-à-dire de sa vie.

3. Lidia A. FOTIEVA (1886-1975), vieille militante bolchevique, liée à Kroupskaïa en exil, était secrétaire de Lénine de 1918 à sa mort.

4. Nous ne savons rien de Safonova, sauf qu'elle avait été la seconde femme d'Ivan N. Smirnov, qu'elle témoigna à charge au procès d'août 1936 et disparut à jamais.

Je trouve des paroles étranges dans la déposition de Rein-gold. Il prétend avoir été chargé d'effacer les traces des actes terroristes après la prise du pouvoir par les conspirateurs. Comment ? « Par l'anéantissement physique des fonctionnaires du commissariat aux affaires intérieures (G.P.U.) qui pouvaient avoir connaissance de la préparation de ces actes terroristes ainsi que de ceux qui les avaient réellement accomplis. » En d'autres termes, ces malheureuses canailles transposent en pensée sur les accusés la sanglante besogne que le G.P.U. accomplira demain en pratique avec les accusés eux-mêmes !

Encore un trait qui jette sur la clique bonapartiste une lumière sinistre : les commentaires de la *Pravda* sur le procès sont écrits par Zaslavsky * qui, à chaque ligne, tient pour démontrées ma liaison et celle des autres avec la Gestapo. Ce Zaslavsky était en 1917, dans le journal financier *Dien* (Le Jour), l'ennemi le plus acharné des bolcheviks. Il accusait alors Lénine, moi-même et d'autres d'être au service de l'état-major allemand. Dans une série d'articles de l'année 1917, Lénine répétait de manière stéréotypée : « Zaslavsky et autres canailles... » Cette canaille soutient maintenant le « bolchevisme » de Staline contre nous, les agents de la Gestapo ! Aucune imagination théorique ou poétique, ni celle d'un Marx, ni celle d'un Shakespeare ne pouvaient inventer de pareilles combinaisons. Mais la vie, elle, sait le faire.

J'espère pouvoir vivre un jour la démystification complète de ce crime sans précédent. Par cette lettre, je compte aussi y contribuer un peu. Le reste viendra avec le temps.

Avec mes salutations les meilleures.

5. David I. ZASLAVSKY (1880-1965), d'abord militant du Bund, puis journaliste professionnel spécialisé dans l'antibolchevisme, rallié au régime en 1919, avait été admis au parti puis affecté à la *Pravda* en 1928, après la déportation des trotskystes et y avait rendu compte en 1936* du procès Zinoviev...

[IL FAUT EN FINIR] (1)

(27 août 1936)

Cher Camarade Boite!^{1 2}

Vous connaissez l'histoire de la visite inopinée de Molinier, avec tous ses effets désastreux^{3 4}. J'ai dû donner des explications sur Molinier, son voyage, ma rupture avec lui, la lettre qui concerne cette rupture, etc. J'apprends par hasard que Molinier a adressé une lettre qui me vise par l'entremise de Van. J'en suis d'autant plus péniblement surpris que Meichler, comme on me l'a communiqué, avait fait des déclarations sur les services exceptionnels rendus par Molinier à moi, services financiers compris*. Je veux en finir une fois pour toute avec cette histoire. Si Meichler ne ment pas, si Molinier a dépensé de l'argent pour moi, qu'on exige de Meichler, ou de Molinier lui-

1. Lettre à J. Bardin (7327), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Joannès BARDIN, dit BOITEL (né en 1909), postier, milita d'abord sur le plan syndical et devint membre de la commission nationale de son syndicat C.G.T. d'agents des P.T.T. Il était entré à la Ligue communiste en 1932, était membre du bureau politique et secrétaire du P.O.I. depuis sa fondation.

3. Raymond MOLINIER (né en 1904) avait fait partie des fondateurs de *La Vérité* en 1929 et était devenu, malgré l'opposition de Rosmer, un des principaux dirigeants de la section française et du S.I. Il avait longtemps bénéficié du soutien de Trotsky. En 1935 cependant ce dernier avait été à l'initiative de son exclusion après la publication de *La Commune*. Admis dans le P.O.I., Molinier était entré aussitôt en conflit avec sa direction et il était venu en Norvège le 16 juillet solliciter l'arbitrage de Trotsky. L'entrevue n'avait été qu'un déballage de linge sale et, pendant ce temps, le C.C. du P.O.I. avait exclu Molinier. Trotsky avait dû donner à la police des explications concernant les visites qu'il avait reçues.

4. Jean MEICHLER (1898-1941), représentant de commerce, lié à Molinier, avait remplacé ce dernier en 1933 à la tête de « ses affaires », un institut de recouvrement. Trotsky accusait Molinier d'utiliser l'argent gagné dans ses « affaires » comme moyen de chantage poli-

même, de dire la somme et qu'on puisse en être quitte une fois pour toutes. Je ne veux pas avoir la moindre liaison avec Raymond Molinier. Je vous prie amicalement d'essayer de régler cette question.

tique sur l'organisation qu'il ne finançait que quand les projets lui convenaient. Molinier et ses amis affirmaient que les « affaires » en question avaient entre autres aidé à la subsistance de Trotsky et. à sa sécurité pendant son séjour en France.

[G.P.U. ET GESTAPO] *

(27 août 1936)

Le procès de Moscou trouve certainement son point culminant dans la démonstration d'une liaison entre les prétendus chefs terroristes et la Gestapo allemande. Mon nom est aussi cité dans cette combinaison. Je n'éprouve pas le moindre besoin de m'indigner. La monstruosité de l'accusation est paralysée par sa bêtise. Vraiment, je puis parler en pleine sérénité. L'accusation du G.P.U. n'est que la copie de celle (qui fut) jadis lancée par le gouvernement provisoire de Kerensky contre tous les chefs bolcheviks, Lénine et moi compris. Qui a vécu la Grande Guerre se souvient très bien que quiconque s'opposait à la guerre ou même seulement aux excès du chauvinisme, était immédiatement désigné comme agent de l'ennemi. C'est en cette qualité que je fus expulsé de France en 1916 par le ministre Malvy¹. Mais quelques mois s'étaient à peine écoulés que Malvy lui-même, de même que Caillaux^{* 2 3}, fut condamné par

* 1. Extrait d'un article (T 3964), avec la permission de la Houghton Library. Il s'agit d'un texte qui fut dicté par Trotsky en français à Jean van Heijenoort, mais saisi sur ce dernier par la police norvégienne. Il n'en subsiste que ce fragment.

2. Louis MALVY (1875-1949), député radical-socialiste, était ministre de l'intérieur en 1914. Il avait habilement manœuvré pour éviter d'avoir à opérer des arrestations massives de militants ouvriers et obtenir des ralliements. Le prétexte de l'expulsion de Trotsky, le 16 septembre 1916, avait été une mutinerie de troupes russes en France et la prétendue découverte sur plusieurs mutins d'exemplaires du journal russe de Paris *Naché Slovo* (Notre Parole) dont il était l'animateur et le collaborateur.

3. Critiqué pour sa « passivité » et sa « faiblesse » devant la vague montante du mécontentement, de l'aspiration à la paix et des revendications sociales, accusé d'être lui-même complice du « défaitisme », Malvy dut démissionner le 31 août 1917. Traduit en Haute-Cour, il fut condamné à cinq ans de bannissement pour « forfaiture » en août 1918. Joseph CATLLAUX (1863-1944), ministre des finances du gouvernement Clemenceau de 1906 à 1919, avait attaché son nom à l'établissement de l'impôt sur le revenu. En 1917, soupçonné d'avoir

Clemenceau comme agent de l'ennemi* 4. En Russie, où les secousses de la révolution créèrent 'un tourbillon d'hommes et d'idées, cette accusation prit un caractère plus fréquent, plus brutal et plus cynique. Après le mois de juillet 1917, les journaux furent remplis de témoignages sur la disparition de Lénine sur un avion allemand, sur l'or allemand dont je disposais, comme Zinoviev, Kamenev, Lounatcharsky, Kollontai⁵. Si Staline n'était pas nommé sur cette liste, c'est parce que son rôle dans la révolution était trop modeste pour attirer sur lui l'attention publique. Staline, avec Sokolnikov ⁶, l'un plus modéré, l'autre plus radical, rédigeaient ensemble la *Pravda*, qui faisait de son mieux pour réfuter les accusations monstrueuses.^z Il aurait été bien difficile de prédire à ce moment que Staline reprendrait les mêmes accusations non seulement contre Sokolnikov, mais aussi contre tous les anciens chefs bolcheviks.

Pour mesurer l'amplitude de la réaction thermidorienne, il faut rappeler au lecteur la composition du bureau politique pendant la période ascendante de la révolution : Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Rykov, Tomsy, Staline, avec Boukharine comme suppléant. Parmi les autres membres du C.C., Sokolnikov et Smilga⁷ étaient les plus en vue et les plus proches de la

eu, au cours de missions à l'étranger, des contacts avec des personnalités pouvant servir d'intermédiaires avec des gouvernements ennemis, et compromis par ses relations avec le journaliste Almereyda, accusé de trahison, il fut poursuivi pour « intelligences avec l'ennemi », finalement condamné en 1919 à trois ans de prison pour « aide indirecte ». Amnistié en 1925, il devenait la même année ministre des finances dans un gouvernement d'union nationale.

4. Georges CLEMENCEAU (1841-1929), longtemps chef de l'extrême gauche radicale, avait été ministre de l'intérieur en 1906, puis président du conseil jusqu'en 1909 et s'était distingué non seulement par ses méthodes répressives mais par un emploi systématique de la provocation contre le mouvement ouvrier. Pendant la guerre, il se fit une réputation de jusqu'au-boutiste intraitable et fut appelé à la tête du gouvernement, en 1917, dans une situation difficile, comme champion de la lutte contre le « défaitisme » et « les ennemis de l'intérieur », pour poursuivre la guerre.

5. Anatoli V. LOUNATCHARSKY (1873-1933), critique littéraire, avait été bolchevik jusqu'en 1909 et avait de nouveau rejoint le parti en 1917. Alexandra M. KOLLONTAI (1872-1952), d'abord membre de la fraction bolchevique, avait rejoint après 1905 les « mencheviks liquidateurs ». Internationaliste en 1914, elle avait collaboré avec Lénine dans la Gauche de Zimmerwald et été élue au C.C. bolchevique en 1917.

6. Sur Sokolnikov, cf. n. 5, p. 124.

7. Ivar T. SMILGA (1892-1937), letton, bolchevik en 1907, benjamin du C.C. en 1917. « complice » de Lénine dans la préparation de l'insurrection et son conflit avec la majorité du C.C., avait occupé de hautes responsabilités dans l'armée et l'appareil économique. Membre de l'Opposition unifiée, il avait été exclu et déporté en 1927, avait capitulé en 1929. Arrêté à nouveau en 1932, il avait été condamné à cinq ans de prison et mentionné à plusieurs reprises au cours du procès comme un « terroriste ».

direction centrale. Aujourd'hui Staline accuse tous les membres du bureau politique de Lénine, sauf Lénine lui-même, qui est défendu par son mausolée, d'être des ennemis terroristes de l'Etat et des agents de la Gestapo. Ce fait est déjà en lui-même assez catastrophique. Il y a pis encore : les accusés, surtout les plus importants parmi eux, comme Zinoviev et Kamenev, ont reconnu la justesse de l'accusation de complot terroriste. La révolution a passé sur toute une génération qui a été formée jadis de militants pleins d'ardeur et de courage, mais qui se sont fatigués, épuisés et démoralisés sous le poids des événements. L'ancien bureau politique de Lénine a essayé de lutter contre la nouvelle caste dirigeante conservatrice et nationalement bornée qui a trouvé en Staline son chef et sa personnification, mais, l'un après l'autre, ils ont capitulé. De capitulation en capitulation, ils sont devenus des citoyens de deuxième classe, de troisième classe, les prisonniers du G.P.U. qui, pour sauver leur vie, ont dû abandonner son sens. Le G.P.U. s'est servi d'eux à chaque étape pour de nouvelles confessions, c'est-à-dire pour monter avec leur aide de nouveaux procès contre les adversaires de la bureaucratie et de Staline personnellement.

■ Le dernier procès, maintes fois prédit par moi dans la presse depuis 1927 et surtout depuis 1929, a eu pour but suprême — l'accusateur Vychinsky • l'a reconnu ouvertement — de compromettre et d'anéantir au moins politiquement et moralement pour l'instant l'auteur de cet article. Les accusés ont tout reconnu. Ils ont toujours cherché à devancer l'accusation officielle. Il y a tout de même un point où Zinoviev et Kamenev se sont arrêtés : c'est la prétendue liaison avec la Gestapo. Terroristes ? Oui. Adversaires du régime ? Conspirateurs ? Agents de Trotsky, c'est-à-dire de l'impérialisme mondial ? Oui. Mais quant à la Gestapo, ils n'ont pas été en liaison directe avec elle. Le fouet du procureur n'a pu les forcer à faire ce dernier aveu. Dans leur terrible et écoeurante déchéance, ils ont gardé un grain de dignité.

8. Andréi E. VYCHINSKY (1883-1954) venait juste d'atteindre la notoriété mondiale en sa qualité de procureur du procès de Moscou. Trotsky ne savait encore rien de précis sur le passé de cet homme qui qualifiait les compagnons de Lénine d'« espions et assassins » « vipères lubriques et rats visqueux ».

[L'ÉDITION
DE LA RÉVOLUTION TRAHIE] (1)

(27 août 1936)

Cher Ami,

Tu te plains de ne pas recevoir de lettre de moi. La faute n'en est pas à moi. J'ai écrit des lettres immédiatement après l'explosion de l'« affaire ». Peut-être sont-elles allées du côté de la Côte d'Azur¹ ²? Je suis bien inquiet de ne pas recevoir de nouvelles de l'éditeur anglais. Il est bien possible qu'il ait écrit comme moi et qu'il n'ait pas reçu de réponse³. La question est devenue tout à fait brûlante. L'éditeur américain a consenti à ne pas se servir du livre comme introduction⁴. Ainsi le livre *La Révolution trahie* devient tout à fait libre, au moins pour l'Angleterre. L'éditeur américain demande seulement qu'on couvre ses dépenses de traduction. Il faut aboutir avec l'éditeur anglais aussitôt que possible. Il faut lui expliquer que le livre prend une actualité tout à fait exceptionnelle et que je donnerai en appendice un chapitre nouveau sur le procès. L'éditeur anglais devrait cependant payer sa part dans les frais que l'éditeur américain Simon & Schuster a dû faire pour la traduc-

1. Lettre à L. Sedov (10162), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Léon Sedov, dont l'état de santé laissait de plus en plus à désirer, était allé prendre quelques jours de repos dans une pension de famille d'Antibes, où il était quotidiennement surveillé par une autre pensionnaire, travaillant pour le G.P.U.

3. Trotsky semble prêt à reprocher à Sedov le silence de l'éditeur anglais.

4. « Le livre » — c'est-à-dire *La Révolution trahie* — devait être primitivement une introduction pour la réédition de *l'Histoire de la Révolution russe* chez Simon & Schuster.

tion. Il faut conclure aussi tôt que possible un contrat⁵ séparé avec l'éditeur anglais à condition qu'il paye immédiatement au moins 400 livres sterlings. Il doit comprendre que le livre aura un succès de sensation. Je te prie d'arranger cette affaire aussi-tôt que possible. Je puis immédiatement envoyer un manuscrit russe complet à l'éditeur. 11 dit cependant, je le répète, s'engager à couvrir les dépenses de traduction, qui est loin d'être complète.

5. Trotsky a écrit « traité ».

[L'ÉDITION EN ANGLAIS] ¹

(27 août 1936)

Ma chère Sara,

J'ai reçu votre télégramme comme celui de Simon & Schuster¹ ². Ainsi : 1° La nouvelle édition de *VHistoire* en un seul volume va paraître chez Simon & Schuster sans l'introduction ;

2° Je puis disposer de l'édition anglaise immédiatement à condition que l'éditeur anglais prenne sa part des dépenses de traduction.

Sur ces deux points nous sommes d'accord. Il faut immédiatement essayer de s'entendre sur l'édition américaine de mon nouveau livre. Nous n'avons avec Simon & Schuster aucun contrat, malgré mes insistentes réitérées. Je n'ai même pas reçu de proposition concrète. Simon & Schuster ont laissé sans réponse au moins six ou sept de mes lettres, ont laissé traîner l'affaire avec la traduction, ce qui m'a privé des possibilités de faire paraître les chapitres les plus actuels dans les journaux et maintenant Simon & Schuster communiquent dans le télégramme qu'ils ne peuvent améliorer leurs conditions. Lesquelles ? Je n'ai jamais reçu de proposition concrète pour l'édition de mon - livre sur l'U.R.S.S. Je reconnais volontiers à Simon & Schuster un droit d'option, malgré qu'ils m'aient causé par leur attitude évasive de grands préjudices. Mais je ne puis leur reconnaître plus que le droit d'option.

1. Lettre à Sara Weber (10810) avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

2. Trotsky avait chargé Sara Weber de négocier avec la maison Simon & Schuster qui avait les droits de son *Histoire de la révolution russe*, pour la réédition de laquelle il avait écrit une < introduction > qui était devenue *La Révolution trahie*.

Je ne suis pas engagé pour le livre. Je n'ai rien reçu comme avance. Les 14 000 dollars que j'ai reçu à l'automne dernier représentent une avance pour la deuxième édition de *VHistoire*. Simon & Schuster l'ont reconnu eux-mêmes. Ils ont même payé 100 dollars sur cette somme à Eastman, ce qui ne pourrait être aucunement Hé avec mon nouveau livre, puisque j'ai déclaré par avance catégoriquement que je ne pourrai rien payer par avance au traducteur³.

Ainsi, aucun contrat⁴ ne me lie avec Simon & Schuster concernant le livre sur l'U.R.S.S. Je n'ai rien reçu d'eux comme avance. Les deux côtés sont tout à fait libres. Je pourrais même ne pas reconnaître les dépenses faites pour la traduction, puisque les éditeurs ont engagé la traduction sans s'être engagés avec moi sur les conditions. Mais naturellement je suis tout à fait disposé à régler la question de la traduction à l'amiable dans les deux cas, c'est-à-dire si nous réussissons à nous entendre avec Simon & Schuster pour un contrat ou si je dois chercher un autre éditeur, a) Je ne consentirais pas à accepter une avance inférieure à 3 000 dollars. Cette somme doit être entièrement payée à la conclusion du contrat, b) le livre devrait paraître dans trois mois, quatre au maximum, c) Le pourcentage pour les premiers 10 000 est le même que pour *VHistoire*. Pour les mille suivants il doit s'élever jusqu'à 20 %. Si nous ne tombons pas d'accord après cette lettre, et je vous donne pleins pouvoirs pour les changements et adaptations secondaires, je reprends ma pleine liberté envers Simon & Schuster et je vous prie d'ouvrir des pourparlers avec d'autres éditeurs américains directement ou par l'intermédiaire de M. Lieber. Je vous prie, ma chère Sara, d'accélérer cette affaire, parce qu'après une année de travail et étant donné la situation exceptionnelle dans laquelle je me trouve maintenant, j'ai grand besoin de régler sa situation financière. Si Simon & Schuster veulent vraiment éditer le livre et pas seulement gagner du temps, comme ç'a été le cas dans le dernier mois, je vous prie de les inviter à m'envoyer immédiatement des propositions télégraphiques tout à fait claires et concrètes.

3. Max Eastman était le traducteur de *VHistoire* et avait obtenu que Trotsky lui cède 10 % des droits d'auteur.

4. Littéralement : « traité ».

[EN PRISON A DOMICILE] *

.(29 août 1936)

À Monsieur le Procureur général de Norvège,

J'ai l'honneur de vous faire connaître par la présente les faits suivants :

1° Depuis hier, ma femme et moi-même sommes gardés prisonniers dans notre résidence ¹ ². Mes secrétaires ont été arrêtés et expulsés. Des agents de police nous surveillent, ma femme et moi, nuit et jour, les portes restant entr'ouvertes. Nous n'avons aucune possibilité de communiquer avec d'autres personnes. Ma correspondance est entre les mains de la police. Tout ceci serait un « châtiment » administratif qu'on m'infligerait pour les articles tout à fait légaux que j'ai publiés *sous mon nom* au cours des années dans la presse internationale. Aucune autorité ne m'a mis en garde, ne serait-ce qu'une fois pendant mon séjour en Norvège. L'organe principal du parti gouvernemental, *Arbeiderbladet* a déclaré à plusieurs reprises que mon comportement en Norvège était tout à fait loyal. *C'est seulement quand les fascistes eurent pénétré par effraction dans mon domicile* que j'ai soudain été qualifié de criminel — et ma femme avec moi — et que nous avons été traités en conséquence.

2° Vous n'ignorez certainement pas, Monsieur le Procureur général, que j'ai été placé par les autorités de Moscou sous le coup de l'une des accusations les plus monstrueuses de l'histoire moderne. Je me trouve sur le sol norvégien et par conséquent sous la protection des lois norvégiennes. Bien que je ne sois pas juriste, je suis certain que les lois d'un pays moderne

1. Lettre au Procureur général de Norvège, archives Held, Reichsarchiv, Oslo. Traduite de l'allemand.

2. Trotsky fait le récit de l'irruption de la police dans la maison de Weksal et de son emprisonnement dans la maison des Knudsen dans « En Norvège socialiste », pp. 31-49.

ne peuvent pas permettre qu'un homme sur lequel pèse une accusation grave et qu'on a profondément atteint dans son honneur personnel, soit privé par voie administrative de tous moyens et possibilités de se défendre publiquement¹. La situation est encore aggravée par le fait que les mesures prises contre moi me mettent pratiquement dans l'impossibilité d'obtenir une autorisation de séjour dans un autre pays.

Avec ma considération distinguée.

P.-S. Comme je ne dispose d'aucun moyen technique, je me permets, Monsieur le Procureur général, de vous prier très courtoisement de bien vouloir transmettre une copie de cette lettre à Monsieur le Ministre de la Justice.

3. Avant que soient prises les mesures que Trotsky dénonce ici, il avait au cours d'une entrevue orageuse avec Trygve Lie, refusé de signer l'engagement qu'on lui présentait et revendiqué plutôt une arrestation qui aurait eu le mérite de la franchise.

[MENACE DE GRÈVE DE LA FAIM] (1)

(30 août 1936)

Cher Ami,

J'ai déclaré avant-hier ce qui suit au chef de la police : faire cette concession politique et prendre ainsi à mon compte la responsabilité des mesures gouvernementales, je ne le peux pas, *c'est une chose exclue*. Mais ma femme et moi-même ne créerons pas de *difficultés pratiques lors de l'application* des nouvelles conditions, tant que les autorités respecteront nos intérêts et nos droits les plus élémentaires. Certains signes permettent cependant de penser que le gouvernement n'a pas seulement l'intention d'exercer un contrôle sévère, mais envisage aussi des vexations purement matérielles (par exemple, l'interruption de la correspondance, et pas seulement son contrôle ; un climat rude, insupportable pour ma femme, de mauvaises conditions de logements, etc.). Tout cela, nous ne l'accepterions pas sans réagir. Nous appliquerions dans ce cas les méthodes de la *résistance passive* et il faudrait alors que la police nous transporte de vive force à travers la Norvège. Si la nécessité s'en fait sentir, nous ferons tous les deux la *grève de la faim*. J'informerai clairement le chef de la police de ces choses. Mais on doit aussi en rendre compte à l'avance au sein du parti^{1 2}.

1. Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale de New York. Traduit de l'allemand. Nous pensons, bien qu'il n'y ait aucune indication, qu'il s'agit d'une lettre à Olav Scheflo. Nous l'avons datée du 30 août puisque Trotsky rencontra le 28 le chef de la police et dit que cette entrevue eut lieu « avant-hier ».

2. Il s'agit du parti travailliste norvégien (D.N.A.) qui était alors au pouvoir et dont Olav Scheflo était membre.

[RETRAITE FORCÉE TEMPORAIRE] *

(début septembre 1936)

Cher Ami,

Lund^{1 2 3} se sépare donc pour un temps indéterminé de la vie politique. Mais ses amis doivent lui adresser tous les matériaux en rapport avec l'amalgame de Moscou ; il faut espérer que sur ce point au moins le blocus postal pourra être forcé. Lund me disait lors de notre dernière rencontre qu'il était certain que sa retraite temporaire, loin de paralyser l'énergie de ses amis, allait au contraire décupler leurs forces. Ses amis ne doivent nullement attendre cette brochure — quand, comment, pourquoi ? Nul ne le sait ! — mais faire au contraire tout leur possible par eux-mêmes *. Dans ce domaine, des accords pratiques sont possibles non seulement avec des social-démocrates, mais aussi avec des démocrates bourgeois ou tout simplement avec des éléments « honnêtes », étant donné que le César Borgia de Tiflis⁴, par ses méthodes, est bien au-dessous du niveau de

1. Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Lettre traduite de l'allemand, vraisemblablement adressé à la famille Knudsen, mais destinée en réalité à la retransmission à Sedov, Wolf, etc.

2. Lund est le nouveau pseudonyme de Trotsky à l'époque. De toute évidence cette lettre a été écrite tout de suite avant le transfert de Trotsky de Honefoss à Sundby.

3. On sait que Trotsky allait rédiger une brochure sur le procès de Moscou et tous ses camarades l'attendaient ; cette phrase signifie que Trotsky renonce à ce projet, rendu irréalisable par ses nouvelles conditions de vie, et qu'il transmet le flambeau. On sait qu'il allait revenir à Léon Sedov d'écrire, sur cette question, le *Livre rouge*.

4. César BORGIA (1474-1507) était fils du pape Alexandre VI, duc de Valentinois et cardinal (à 18 ans), peut-être seulement chargé d'un peu plus de crimes que les autres « princes » de son époque, et que Trotsky prend comme symbole de l'homme d'Etat qui ne recule devant rien. Le « César Borgia de Tiflis » est évidemment le Géorgien Staline.

la démocratie capitaliste. La démystification de l'amalgame aurait des conséquences considérables. On ne doit pas oublier que Staline-Borgia, armé des techniques les plus modernes, a encore dans son sac plus d'un mauvais tour ; il est bien loin d'avoir dit son dernier mot et ne s'arrêtera pas en chemin, car il s'agit pour lui d'un combat politique à la vie à la mort. Il s'agit donc de ne pas lâcher prise, de ne pas disperser ses forces, de procéder de manière organisée, de ne pas perdre un seul jour. Dans ce but, il faudrait créer une commission centrale spéciale avec V[ictor] S[erge] à sa tête et trouver de nombreux appuis.

Lund et Madame Lund sont calmes et confiants ; ils en attendent autant de tous leurs amis.

L'extermination de toute opposition en Union soviétique peut susciter dans la jeunesse de nouvelles dispositions au terrorisme. Il est donc nécessaire de mettre en garde contre cette « méthode » funeste, aussi énergiquement et aussi vigoureusement que possible ! *Le terrorisme individuel ne peut être utile qu'à la racaille bonapartiste.* Nous l'avons toujours dit ! Nous sommes les seuls qui puissions, par notre autorité, empêcher la jeunesse désespérée de se livrer au terrorisme et la ramener sur la voie du marxisme.

Meilleures salutations et meilleurs vœux.

P.-S. H[ilja]dis^s peut lire cette lettre et l'envoyer à Liova, à Wolf et aux autres.

5. H[ilja]dis était la fille des Knudsen ; elle allait épouser Erwin Wolf.'

[IL FAUT SE BATTRE] ¹

(5 septembre 1936)

Cher Liova,

1. Je t'écris en allemand pour faciliter le contrôle¹ 2. Prière de répondre *en allemand*. Adresse : Léon Trotsky, Zentralpass-kontor, Oslo, toujours en recommandé — Prière de confirmer la réception de cette lettre par un télégramme : < Reçu ».

2. Tu sais certainement par les journaux que j'entreprends • ici, par l'intermédiaire de l'avocat Michael Puntervold³, un procès contre les agents staliniens locaux et les nazis ⁴. Comme Moscou se garde bien de réclamer mon extradition (et la tienne), il n'y a pas d'autre moyen de faire apparaître le crime au grand jour — Un procès parallèle en France est-il possible ou opportun? J'en doute. Il serait bien mieux que tu apparaises à mon procès comme témoin. Dans la situation internationale actuelle, on peut s'attendre à beaucoup plus d'objectivité de la part d'un tribunal norvégien que de la part d'un tribunal français. Un procès à Oslo tirerait également au clair ton affaire. Aussi me paraît-il plus raisonnable de concentrer tous nos

1. Lettre à L. Sedov (10163), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

2. Il s'agit du contrôle exercé par le bureau des passeports lequel lisait la correspondance de Trotsky et, faute de collaborateur connaissant le russe, ne laissait passer aucun document écrit dans cette langue.

3. Michael PUNTERVOLD (1879-1937), vieux militant socialiste, avait plaidé notamment pour les syndicats et dans de nombreux conflits du travail. Il s'était dressé contre l'adhésion du D.N.A. à l'I.C. et avait fondé en 1921 le parti social-démocrate norvégien. Il était revenu au D.h.l.A. en 1927, mais n'avait plus d'activité politique proprement dite et se consacrait à son métier d'avocat.

4. Le procès devait être entrepris contre le journal *Arbeideren* du P.C.N. et contre *Fritt Folk*.

efforts ici. Sur ce point, tu peux prendre conseil auprès d'un avocat français et me tenir au courant.

3. De toute façon, il faut maintenant préparer soigneusement tous les matériaux : *documents, coupures de presse*, hypothèses sur les aspects obscurs de l'amalgame, etc. Tout cela dans la langue d'origine et *en allemand*. Trouver également tous les témoins. En accord avec moi, M. Puntervold s'occupera ensuite de la traduction en norvégien des documents les plus importants.

4. Les condamnés ont été et sont qualifiés de « trotskystes ». Il est nécessaire de démontrer sur la base des faits qu'aucun d'entre eux — sans même parler des agents provocateurs — n'a rien eu à voir avec le trotskysme depuis 1929 (produire, sous forme de brèves citations, ordonnées chronologiquement, leurs déclarations de 1929 contre l'Opposition, tout particulièrement contre nous, ainsi que notre critique impitoyable des capitulards dans le *Biulleten*).

5. Très importante est l'histoire avec le *consul letton* lors du premier procès (janvier 1935). En s'aidant de la *Pravda*, des *Izvestija*, etc., il faut maintenant reconstituer cette histoire du début jusqu'à la fin (d'abord le consul *anonyme*, organisateur de l'assassinat de Kirov et « intermédiaire » entre les terroristes et moi, la protestation de tous les consuls d'Union soviétique et le sacrifice du consul letton Skujenek (?)^s, sa complète disparition lors du second procès, etc.), tout cela dans l'ordre chronologique, avec exactitude et concision, pièces et documents à l'appui.

6. En même temps, il faut démontrer que les agents de Staline (en Norvège tout comme en France) se sont appuyés en janvier 1935 exclusivement sur la base de l'activité de ce consul alors qu'ils n'en disent désormais plus un mot. La première construction a été remplacée par une autre, toute différente.

7. Les « aveux » des accusés du premier et du second procès doivent être soigneusement comparés de façon à faire apparaître les deux scénarios (opposer des citations brèves, mais entièrement satisfaisantes).

S. Trotsky cette fois se rend compte qu'il se trompe de nom puisqu'il appelle Bissenieks « Skujenek » et met un ? Cependant, cette fois, il est dans le vrai puisqu'il parle d'un consul « letton ». Ceci dit, c'est à juste titre qu'il relève que ce consul, à qui l'acte d'accusation du procès, de Nikolaïev donnait une grande place a depuis, complètement disparu.

Le procès implique des frais considérables. Aussi faut-il aussitôt que possible signer le contrat avec les éditeurs anglais et américain et envoyer la somme de l'avance à l'adresse indiquée ci-dessus. L'argent de l'éditeur tchèque, je le garde pour tes dépenses à Paris. Maman t'embrasse. Notre santé n'est pas mauvaise. Mon meilleur salut. Ton papa.

P.-S. A la préface de mon livre sur l'U.R.S.S.⁶, il faut désormais ajouter le post-scriptum suivant :

« P.-S. Ce livre était terminé et venait d'être envoyé aux éditeurs au moment où fut annoncé le procès des « terroristes » de Moscou, qui n'a donc pas pu y être commenté. Il n'en est que plus important de souligner que ce travail explique par avance le procès des « terroristes » et fait ressortir sa mystique comme une mystification. Léon Trotsky. » •

Prière de communiquer immédiatement ce post-scriptum aux éditeurs. Il me reste encore trois copies non utilisées du manuscrit que je puis expédier *immédiatement* pour de nouveaux contrats.

6. Trotsky avait d'abord envisagé un chapitre supplémentaire sur les procès. Finalement, il publia chez Grasset un second volume, pendant de *La Révolution trahie*, sous le titre *Les Crimes de Staline*.

[ON PEUT ÉCRIRE] *

(début septembre 1936)

Cher 'Liova,

Dans *L'Humanité* du 31 août 1936, on prétend qu'en Espagne une « bande trotskyste » voudrait éliminer les dirigeants du Front populaire^{1 2 3}. Ces gens semblent délirer complètement. Quoi qu'il en soit, ils nous donnent un point d'appui important pour une enquête internationale : on peut exiger à bon droit qu'une commission impartiale aille voir sur place de quoi il retourne et s'enquérir du lieu où il faut chercher la véritable « bande ».

Qui est [] ? N'est-ce pas un agent provocateur ?
Prière de faire des recherches.

1. Lettre à L. Sedov (10166), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

2. C'était en réalité *L'Humanité* du 30 août qui avait publié cette information, titrant en page 3 : « Trotskistes assassins ! En Espagne a été découverte une bande agissant au profit des fascistes comme les terroristes en U.R.S.S. » La dépêche faisait état de l'affaire récemment découverte d'un groupe de phalangistes — dont certains anciens militants du P.S. — qui avaient préparé l'assassinat de Largo Caballero et son lieutenant Álvarez de! Vayo, ainsi que des dirigeants communistes José Diaz, Jesús Hernández et la Pasionaria. Dans son *Journal d'exil*, le correspondant de la *Pravda* en Espagne, Mikhail Koltsov, notait de son côté, à la date du 22 août, à propos de cette même affaire d'« un groupe de terroristes de la Phalange espagnole » qu'il comprenait « quelques traîtres exclus du parti socialiste et du parti communiste ». Il précisait que ces hommes avaient été les auteurs des assassinats des officiers socialisants Faraudo et Castillo à la veille du soulèvement, et soulignait que le C.C. du P.C. s'était adressé au tribunal pour le prier d'être plus sévère encore pour « des trotskystes, anciens membres du parti » (*Diario de Exilio*, pp. 48-49). L'affaire fit long feu : les prétendus « trotskystes » n'étaient que d'anciens staliniens.

3. Le nom écrit ici à la main est resté en blanc sur la copie de Harvard.

Les amis semblent croire qu'il est impossible de m'écrire. C'est une erreur. On peut m'écrire tout ce qu'on veut, mais surtout ce qui concerne le procès de Moscou : pour pouvoir conduire le procès ici, j'ai besoin d'y voir clair. D'Amérique et d'Angleterre, j'ai reçu des témoignages télégraphiques de solidarité. — *Contrôle* ne veut pas dire *blocus*: il a pour but de n'empêcher que *mon* intervention dans l'activité politique. On devrait m'envoyer tous les documents, bulletins, appels, etc., se rapportant au procès.

Maman et moi voudrions bien avoir des *romans français*, en premier lieu les deux derniers livres de Jules Romains⁴. Tout devrait être adressé, comme je l'ai déjà dit, à Léon Trotsky, Bureau central des passeports, Oslo : c'est la voie la plus rapide, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit vraiment rapide.

Maman t'embrasse, moi aussi.

Ton papa.

4. Louis Farigoule, dit Jules ROMAINS (1885-1972), dramaturge et romancier, avait commencé en 1932 la série des *Hommes de Bonne Volonté*. Trotsky et sa compagne avaient une grande admiration pour ce romancier.

[SUR L'ÉDITION FRANÇAISE] (1)

(6 septembre 1936)

Cher Ami V[ictor] Serge,

Je vous ai renvoyé en son temps la première partie de la traduction que je trouve excellente¹ ². Il s'agit maintenant de faire paraître le livre *sitôt que possible*. J'espère bien que l'éditeur comprenne ses propres intérêts. Le livre est une réfutation a priori du procès de Moscou. Sa parution immédiate serait de la plus grande importance aussi pour le procès que je suis en train d'ouvrir (par l'intermédiaire de mon avocat M. Michael Puntervold) contre les stalinistes et les nazis norvégiens (la seule cible qui reste à portée de ma main)³.

Il m'est très difficile de faire d'ici un chapitre supplémentaire sur le procès. Mais si vous-même vous trouvez intéressant de faire quelques notes ou même *une postface* de traducteur, vous avez par avance mon assentiment : je serais heureux de cette forme de collaboration. Si vous-même le trouvez, vous pourriez

1. Lettre à Victor Serge (10275), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Victor Serge avait été chargé finalement de la traduction en français de *La Révolution trahie*.

3. Les poursuites étaient entamées contre *Fritt Folk*, organe nazi, et *Arbeideren*, le journal du P.C. Au sujet de ce dernier, on peut relever la brutalité du tournant qu'il avait dû effectuer en trois jours. Le 14 août 1936, à propos du cambriolage chez Knudsen, il écrivait : « Il est évident que la direction du « Rassemblement national » se trouve derrière le cambriolage opéré chez le journaliste Knudsen et c'est un fait que l'avocat Hjort a glorifié cet acte de banditisme. C'est un fait que le Rassemblement national est en liaison avec la Gestapo. » Le 17, il écrivait : « Si les fascistes cambriolent Trotsky et sa maison, ce n'est pas dans le désir de mettre Trotsky hors d'état de nuire en tant que chef contre-révolutionnaire qu'il est et qui leur dicte. Ils ont l'intention de frapper le mouvement ouvrier norvégien et le gouvernement de l'Union soviétique parce qu'ils croient dans leur ignorance que Trotsky est encore en

m'envoyer ici votre postface : je vous répondrai immédiatement.

La santé de Natalia, comme la mienne, est plus ou moins satisfaisante. Nous nous arrangerons tant bien que mal dans le nouveau domicile pour travailler. Il s'agit surtout du procès pour lequel j'attends l'aide active de tous les amis, de tous les initiés, de tous les honnêtes gens. Ce formidable crime doit être châtié !

Comme je l'ai écrit hier à mon fils, tous les documents, témoignages, hypothèses, doivent être concentrés entre les mains de mon avocat Puntervold.

Les saluts les plus chaleureux pour vous et votre famille de

bons termes avec lui. » Le même article-leader précisait à propos de Trotsky, Zinoviev, Kamenev : « Même la mort et l'anéantissement sont un sort trop doux pour ces canailles. »

[QUELQUES RECOMMANDATIONS] ¹

(7 septembre 1936)

Cher camarade F. Pfemfert,

J'ai reçu en son temps votre *Appel* au sujet du procès de Moscou. Excellent ! — Malheureusement, je ne reçois ces derniers temps presque plus de lettres, de coupures de presse, etc. Les amis croient peut-être que toute correspondance m'est absolument interdite. Il n'en est rien. Mon courrier est seulement contrôlé. Quoi qu'il en soit, j'ai assurément le droit de recevoir tout ce qui se rapporte au procès de Moscou (et pas seulement cela). Vous savez sans doute déjà que mon avocat à Oslo est M. Michael Puntervold, avec lequel les amis informés et intéressés à l'affaire peuvent aussi entrer *directement* en relation.

Il serait très important — en particulier en vue de mon prochain procès — de dresser un tableau précis de la presse mondiale du point de vue de son attitude à l'égard du procès de Moscou. Naturellement, un tel travail ne pourrait être réalisé que de manière collective. (Sur ce point, vous pourriez vous entendre avec Victor Serge, mon fils et d'autres encore et attirer des énergies nouvelles pour ce travail). Le résultat serait, me semble-t-il, que seules la presse stalinienne (< communiste >) et la presse fasciste en partie croient au procès de Moscou. L'importance d'un tableau de ce genre pour mon procès contre la presse stalinienne et nazie d'ici n'a pas besoin d'être plus amplement commentée.

Lors du changement de résidence, j'ai encore découvert chez moi deux livres à vous : mais ils sont à présent au fond de la caisse qu'on a clouée. A la première occasion, je vous les enverrai.

1. Lettre à F. Pfemfert (9737), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

Ma santé a été satisfaisante jusqu'à ces derniers jours. Mais depuis hier est intervenu un changement brutal... Les salutations les plus cordiales de nous deux pour A[lexandra] Ifvanovna] et pour vous-même.

[L'ATTITUDE D'EASTMAN ET LES DIFFICULTÉS AVEC LES ÉDITEURS] ¹

(10 septembre 1936)

[...] J'écris en *allemand* afin d'accélérer la censure^{1 2}. J'ai reçu voici trois jours votre lettre du 28 août...

Je me sens obligé — en dépit d'une certaine répugnance — de vous donner les informations suivantes concernant le rôle d'Eastman^{3 4} comme traducteur.

1. Mon contrat avec les éditeurs de l'*Histoire** me dispensait de toutes dépenses concernant la traduction. Eastman a conclu un contrat de son côté avec les éditeurs en tant que *traducteur*. Puis il s'est adressé à moi en me demandant de lui céder *volontairement* 10 % de mes droits.

Son travail allait ainsi être payé deux ou trois fois mieux que le mien (J'ai travaillé presque trois ans...). Mais je n'ai pas trouvé le courage de lui dire *NON* (dans ce genre de questions,

1. Lettre à Sara Weber, archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Il s'agit en réalité d'extraits, en langue anglaise, d'une lettre adressée en allemand à Sara Weber, et dont l'original a disparu. Sara Weber avait entrepris la mission que Trotsky lui avait confiée au début d'août (cf. p. 50) et avait écrit à Trotsky pour lui exprimer le mécontentement de la maison d'édition américaine Doubleday Doran : Trotsky avait signé avec eux pour son *Lénine* qu'il n'avait pas achevé, mais avait en revanche écrit *La Révolution trahie*. Ce document, un émouvant plaidoyer par moments, est aussi un morceau de l'histoire de *La Révolution trahie*.

2. Habituellement, Trotsky et Sara Weber correspondaient en russe, mais le bureau des passeports n'avait pas de traducteur de russe, alors qu'il n'avait aucune difficulté pour l'allemand.

3. Max EASTMAN (1883-1969), écrivain et professeur, avait été à la tête de la revue *Masses* un des porte-parole de l'aile révolutionnaire dans le mouvement socialiste américain avant et pendant la révolution russe, et s'était lié d'amitié avec Trotsky, au début des années vingt. Les rapports entre les deux hommes n'étaient plus ce qu'ils avaient été du fait de l'évolution politique d'Eastman, qui s'éloignait du marxisme et des fautes de traduction que Trotsky lui avait reprochées.

4. L'*Histoire de la Révolution Russe* avait été éditée aux Etats-Unis par Simon & Schuster.

il m'a toujours été très dur de rassembler mon courage). Ainsi jusqu'à présent ai-je payé volontairement à Eastman environ quatre cent dollars ; en outre, il recevait un paiement très élevé comme traducteur.

2. Inconscient de cela, il considérait la traduction comme quelque chose d'épisodique. Seul le premier volume a été *bien* traduit. Le deuxième et surtout le troisième sont pleins d'erreurs — j'ai demandé qu'il les corrige pour la nouvelle édition, mais n'ai pas encore reçu de réponse à ce jour. Néanmoins, pour cette seconde édition, Eastman touchera encore 10 % de mes droits. Il faut savoir ces choses pour comprendre ce qui suit.

3. A l'époque de la conclusion du contrat sur le *Lénine*⁵, j'ai déclaré par écrit que je ne pourrais malheureusement rien payer au traducteur (vous, chère Sara, en connaissez assez bien les raisons). Après la signature du contrat, j'ai reçu une nouvelle lettre d'Eastman : en vérité, il connaît ma décision concernant la traduction, etc., mais néanmoins il me prie de nouveau de lui céder une partie de mes droits. Cette fois j'ai répondu — de façon très amicale — que l'ensemble de la situation faisait qu'il m'était *impossible* d'accepter cette proposition ; que j'aurais donc par conséquent à me contenter d'un traducteur moins qualifié, etc. Une nouvelle lettre d'Eastman : je devrais lui céder au moins 4 % de mes droits. Pourquoi ?... Je n'ai pas répondu.

4. Dans l'intervalle, pendant ma maladie⁶, les éditeurs Simon & Schuster ont insisté pour que je prépare une grande introduction pour la seconde édition de *VHistoire*. J'ai lutté intérieurement de toutes mes forces contre cette proposition. J'étais à l'hôpital, je ne savais pas quand j'en sortirais, et j'avais particulièrement sur la conscience le livre sur Lénine. C'est alors que j'ai reçu une lettre d'Eastman. Je l'ai dans mes dossiers. Il écrit : « *Vou's avez tant écrit au cours des dernières années sur l'U.R.S.S., vous n'avez qu'à mettre tout cela en ordre et ce travail (l'introduction) augmentera de façon considérable la vente de l'Histoire.* » Et il ajoutait : « Je traduirai l'introduction et elle paraîtra en feuilleton dans une revue » (n'oubliez pas, je vous prie, qu'Eastman recevait toujours sur *Y Histoire* 10 % de mes gains). J'ai cédé à ces arguments.

5. Le contrat pour le *Lénine* avait été signé pour les Etats-Unis avec Doubleday Doran, qui avait versé une avance relativement importante.

6. C'est le 19 septembre 1935 que Trotsky avait dû être hospitalisé à l'hôpital communal d'Oslo où il était resté six semaines environ.

5. Je me suis dit : pendant que je suis malade et ne peux pas travailler régulièrement, je finirai l'introduction sur la base du vieux travail préliminaire dans l'espace de deux ou trois mois au plus et cela me donnera une sécurité financière pour mon travail sur Lénine. J'ai fait une énorme erreur de calcul. La maladie s'est avérée plus persistante et le travail plus difficile que je ne l'avais pensé. Je devins prisonnier de mon sujet. Je ne pouvais pas faire sur l'U.R.S.S. un travail superficiel. J'étais de plus en plus absorbé par le thème — avec frénésie et désespoir. Pendant les nuits, je voyais Doubleday Doran. Mais je me disais : mais ensuite, j'écirai avec une liberté totale un *bon* livre sur Lénine — le meilleur de mes livres. Et pour cela, il me faut du temps, et la deuxième édition de *VHistoire* m'assurera la sécurité financière.

6. L'introduction a grandi et elle est devenue un livre⁷ qui, précisément maintenant, après l'infâme procès de Moscou, revêt pour moi — et pas seulement pour moi — une énorme importance. Doubleday Doran a réellement toute raison d'être mécontent, je l'admets. Mais qu'Eastman leur écrive « Abandonnez l'espoir du livre sur Lénine », c'est d'un cynisme inouï. Veut-il apaiser de cette façon sa mauvaise conscience à mon égard ? Inouï !

7. Je suis prêt à donner à Doubleday Doran le livre sur l'U.R.S.S. *sans aucune avance*. L'éditeur anglais paie [...]. L'éditeur américain, je crois, devrait payer au moins [...]⁸ Doubleday Doran peut simplement soustraire cette somme de l'avance faite pour le livre sur Lénine. En même temps, le contrat sur le *Lénine* conserve toute sa force, c'est-à-dire que je demeure engagé à remettre ce livre à D[oubleday] D[oran],

8. En réalité, je n'ai pas un seul jour abandonné ou interrompu mon travail sur Lénine ; mon bureau est rempli de dossiers avec des citations, des coupures de presse, des manuscrits, du travail à moitié terminé, etc. *J'en ai l'obligation vis-à-vis de D^oubleday] D[oran]. J'en ai une obligation plus grande encore vis-à-vis de Lénine et vis-à-vis de moi-même. J'écirai ce livre et ce sera un bon livre.*

7. L'introduction à la deuxième édition américaine de *VHistoire de la Révolution Russe* était devenue *La Révolution trahie*. Trotsky ne s'attarde pas sur l'ironie amère de cet épisode de sa vie : l'ouvrage qu'il considérait comme l'un de ses travaux les plus importants n'a vu le jour, semble-t-il, que parce que Max Eastman avait vu dans le projet de Simon & Schuster d'une réédition avec une introduction, un moyen d'augmenter ses propres revenus.

8. Les chiffres mentionnés par Trotsky dans sa lettre manquent dans les extraits que nous possédons.

9. Si Doubleday ne veut pas le nouveau livre (sur l'U.R.S.S.), qu'il paraisse chez un autre éditeur. Je suis prêt à verser l'avance que je recevrais à [Doubleday] [Doran] sans pour autant rompre pour ma part le contrat sur Lénine. Je suis prêt de quelque façon que ce soit à donner satisfaction à [Doubleday] [Doran]. Mais ils doivent comprendre de leur côté que ma vie ne s'écoule pas aussi doucement que celle d'un éditeur américain et que je suis très souvent soumis à la *force majeure*.

[...] En plus, maintenant : dès le début, ma condition était que la traduction serait menée parallèlement à la réception du manuscrit — de cette façon bien des chapitres auraient pu être publiés à temps en feuilleton. Mais Eastman n'a pas tenu compte du tout des intérêts de l'auteur : d'où cet effroyable délai dans la publication en feuilleton et le livre lui-même.

[...] *Il faut que ce livre paraisse aussi tôt que possible*; il est la meilleure réponse à l'infamie de Staline. Les derniers chapitres sont le mieux construits pour être publiés en feuilleton. Ils sont traduits, j'espère ?

[EXCUSES] *

(12 septembre 1936)

Chers Amis,

Je m'excuse de ne pas pouvoir vous faire parvenir l'article promis sur le procès de Moscou pour le prochain numéro du *Bulletin* : ce n'est pas assurément la bonne volonté qui manque... Mais vous direz vous-même, j'en suis sûr, tout ce qui est nécessaire sur cet abominable amalgame. J'en compte surtout sur notre ami F.^{1 2}.

Salut et Fraternité.

1. Lettre au *Biulleten Oppositsii* (7414), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Nous n'avons pu identifier celui que Trotsky désigne par cette initiale : Frankel ?

[REMARQUES POUR UN AVOCAT NÉOPHYTE] (1)

(1.5 septembre 1936)

Cher M. Puntervold^{1 2 3},

En relation avec l'échange de notes concernant ma personne entre les gouvernements soviétique et norvégien, j'aimerais faire aussi brièvement que possible les constatations et remarques suivantes :

1. Le gouvernement soviétique n'estime pas possible de réclamer mon extradition. Pourquoi? Il s'agit de meurtres et de tentatives de meurtre *. La conspiration terroriste à laquelle j'ai participé — plus même, que j'ai dirigée — a été maintenant « établie ». La force des preuves doit être irrésistible, sinon on n'aurait certainement pas pu fusiller seize hommes. Pourquoi n'a-t-on pas exigé mon extradition avant le procès ? Pourquoi le procès a-t-il été annoncé et s'est-il déroulé sur un rythme aussi fiévreux ? Pourquoi se refuse-t-on à produire — non seulement auprès des avocats étrangers, mais aussi auprès de la justice norvégienne — les preuves de ma culpabilité ? On en aurait pourtant tiré deux avantages incomparables : 1) La méfiance de l'ensemble du monde civilisé à l'égard du procès se

1. Lettre à M. Puntervold (9755) avec la permission de la Houghton Library, traduite de l'allemand.

2. Me Puntervold ne se révélait pas à l'usage un bon avocat ni même un homme/ sérieux, et Trotsky devait le qualifier plus tard de « vieil ivrogne ». Il s'efforçait cependant de l'utiliser de son mieux par des lettres explicatives.

3. Telle était en effet l'accusation portée contre les accusés du procès des seize. En outre, en ce qui concernait Trotsky, la note soviétique remise le 29 août par l'ambassadeur Iakoubovitch affirmait notamment : « On peut considérer comme établi que Trotsky, qui séjourne actuellement en Norvège, est l'organisateur et le promoteur des actes terroristes dont le but final est l'assassinat des membres du gouvernement soviétique et des chefs du peuple de l'U.R.S.S. » (*L'Humanité*, 30 août 1936.)

serait dissipée d'un coup, 2) et moi, qui suis prétendument le principal coupable, j'aurais été livré à la justice et puni. Mais on ne l'a pas fait. Pourquoi ? Parce qu'on n'a *aucune preuve*. Pas même l'ombre d'une preuve. Parce que toute cette affaire est une imposture commise de sang-froid, qui ne résisterait pas au contact, même de loin, d'une critique indépendante. La démarche diplomatique de Moscou — exigeant mon *expulsion*, non mon *extradition* ⁴ — est un *testimonium paupertatis* (témoignage de faillite) que la justice soviétique porte contre elle-même. Il faut éclairer l'opinion publique mondiale sur ce point.

2. Avec moi, mon fils a été proclamé « coupable » sans jamais avoir été — pas plus que moi — inculpé. C'est mon fils qui est supposé avoir choisi les remarquables terroristes de la Gestapo et les avoir envoyés à Moscou. Actuellement, mon fils est en France. Mais le gouvernement soviétique n'a adressé ses notes « inamicales » *qu'au* gouvernement norvégien, pas au gouvernement français. Pourquoi ? Parce que la France — avec ses colonies — est plus grande ? La justice devrait-elle donc se mesurer en kilomètres carrés ? Ou bien parce qu'on est lié à la France par un pacte militaire ? Ou encore parce qu'on redoute de la part de la France un refus plus énergique ? Je n'aborderai pas cette question ici. Je constate seulement un fait extrêmement important : Moscou a essayé de faire pression sur le *seul* gouvernement norvégien.

3. Je vais naturellement examiner ici la réponse du gouvernement norvégien non d'un point de vue *politique*, mais d'un point de vue purement *juridique*. Moscou dit en substance ceci : « Trotsky organise des actes de terrorisme, nous vous prions de l'expulser de Norvège ». Le gouvernement norvégien répond : « Mais nous l'avons interné ». Les falsificateurs ne manqueront pas pour interpréter cette réponse dans le sens que le gouvernement norvégien m'aurait interné à cause de mon activité « terroriste ». Or les circonstances réelles sont bien différentes.

L'action des autorités norvégiennes compétentes contre moi a commencé *avant* la publication de la première dépêche de Tass concernant le procès en préparation. Ni le chef de la police secrète, ni le juge d'instruction, ni le ministre de la justice n'ont jamais prononcé le moindre mot sur mes activités « terroristes ». Le rapport — ou l'acte d'accusation ? — du

4. La note du 29 août (cf. n. 3) concluait : « Le gouvernement soviétique espère que le gouvernement norvégien ne manquera pas de prendre des mesures adéquates pour priver Trotsky du droit de se réfugier à l'avenir sur le territoire norvégien. »

bureau central des passeports, qui a été approuvé en tant que base de mon internement et de celui de ma femme, ne mentionne que mes activités politico-littéraires et ce de la façon suivante (la traduction allemande est celle du bureau des passeports lui-même) :

«Le bureau central des passeports considère que les activités de Trotsky n'outrepassent pas les conditions de son droit d'asile tant qu'elles se limitent à des études historiques ou plus généralement scientifiques de questions sociales, économiques ou politiques...

Si toutefois ces réflexions touchent à des situations politiques actuelles ou indiquent des lignes d'action dans de telles situations, le bureau central des passeports considère que ces activités littéraires sont des activités politiques incompatibles avec les conditions établies pour l'autorisation de séjour. »

Et plus loin :

« Le bureau central des passeports considère qu'il existe de bonnes raisons de supposer que les activités du Trotsky ⁵ pendant son séjour en Norvège comportent de telles déclarations et conseils à propos de situations politiques actuelles et que cela peut être considéré comme une violation des conditions établies pour son séjour. Cela ressort tout particulièrement d'un article de journal (dont il est rendu compte dans le document du bureau central des passeports) qui préconise d'instituer des soviets en France afin d'y préparer un mouvement révolutionnaire permanent. »

Ainsi, je ne suis accusé ni par le bureau central des passeports ni par le gouvernement norvégien de chercher à renverser les soviets russes en alliance avec la Gestapo par des actions terroristes, mais plutôt d'essayer d'aider à la construction de soviets en France par mes articles et mes lettres. En d'autres termes, j'ai été interné par le gouvernement norvégien parce que, en tant qu'écrivain, *j'écris dans l'esprit de la IV* Internationale*, c'est-à-dire parce que je reste fidèle à ma conception du monde. Cette constatation me semble de la plus haute importance pour prévenir toute interprétation erronée et calomniatrice des raisons de notre internement.

5. Le texte allemand dit « Du Trotsky ». Une note de Trotsky indique en bas de page : « Du Trotsky » n'est pas allemand. Comme les Norvégiens évitent généralement toute formule discourtoise, il faut vraisemblablement comprendre » de M. Trotsky » (N.d.T.).

4. La dernière note du gouvernement soviétique dit que le gouvernement norvégien a pris sur lui « l'entière responsabilité des conséquences de la continuation du séjour de Trotsky en Norvège ». On pourrait facilement considérer cette phrase comme une formule diplomatique servant à couvrir une retraite. Mais, à mon avis, ce serait manquer de sérieux et commettre une erreur.

Le procès de Moscou, vu dans le miroir de l'opinion mondiale, a été un effroyable fiasco. Seize hommes n'en ont pas moins été fusillés. Le « chef » ne peut laisser passer ce fiasco sans réagir. De la même façon que le G.P.U., après le lamentable échec du premier procès Kirov (en janvier 1935), a été obligé d'en préparer un second — ainsi que je l'avais d'ailleurs *publiquement prédit* en son temps *, il ne peut plus désormais faire autrement que de découvrir de nouveaux « attentats », de nouveaux « complots », etc., afin d'étayer ses accusations contre moi. En outre, il lui faut transférer ma base « terroriste » d'opérations de Copenhague à Oslo. Un nouveau chapitre s'ouvre dans le livre des amalgames.

5. Dans ce contexte, il faut poser la question suivante : pourquoi le G.P.U. s'est-il si malencontreusement fixé sur Copenhague où je n'ai séjourné que huit ou neuf jours, alors qu'il aurait été beaucoup plus astucieux de situer mes rencontres « terroristes » en Turquie où j'ai passé quatre ans et demi ? La réponse est évidente : il avait besoin de Copenhague comme d'un parallèle ou d'un prélude à Oslo, c'est-à-dire comme moyen de pression sur le gouvernement norvégien. Mais, comme vous le savez, on s'est terriblement ridiculisé avec ce « parallèle ». A présent, il ne reste plus qu'à effacer ce ridicule par un nouvel amalgame. De nouveaux procès sont annoncés. De nouveaux provocateurs sont au travail. Tel est le sens de cette phrase concernant la « responsabilité » du gouvernement norvégien.

6. Mais comment le G.P.U. peut-il forger un amalgame à Oslo ? Je dois avouer que je l'ignore. Peut-être le G.P.U. ne le sait-il encore pas lui-même. En tout cas, ce ne sera pas facile. Mais il *faudra* le faire, parce que, pour le chef, l'enjeu est trop grand.

Sur les moyens que peut employer le G.P.U., je ne puis que suggérer quelques hypothèses :

a) Parmi les seize exécutés, il n'y avait pas un seul « trotskyste » : tous — si on néglige les provocateurs — avaient

6. Cf. *Œuvres*, 5, p. 44.

déjà capitulé en 1928-1929 et m'avaient combattu depuis avec le plus grand acharnement. Pour ma part, pendant ces mêmes huit années, j'ai toujours qualifié dans la presse ces capitulards de traîtres et d'hommes sans caractère. Ces individus, qui ont rampé sur le ventre pendant des années, le G.P.U. pouvait les pétrir comme de la pâte à pain. Mais il y a en Union soviétique de véritables trotskystes⁷ ⁸. Des milliers d'entre eux sont en prison depuis 1928. Jusqu'à maintenant, ces gens ne se sont pas prêtés aux amalgames du G.P.U. C'est là l'explication de ce monstrueux paradoxe (pour ne pas dire simplement de cette absurdité) selon lequel j'aurais mené mon activité «terroriste» la main dans la main, non avec mes véritables amis et partisans, mais avec d'authentiques capitulards et des adversaires acharnés. Que tous fussent mes *ennemis*, voilà qui a été, du reste, suffisamment prouvé au cours du procès.

Les véritables trotskystes ne se prêtaient pas, comme je l'ai dit, aux amalgames du G.P.U. Mais maintenant, après le procès, étiquetés une bonne fois pour toutes comme terroristes, ils vont se trouver devant un ultimatum, le revolver sur la nuque : « avouer » ou périr. Il est possible que certains d'entre eux cèdent à cette pression infernale et soient utilisés pour une nouvelle mise en scène judiciaire⁹. De quel genre ? Je n'ai aucun moyen de le savoir.

b) L'exécution des seize, les suicides, l'arrestation de milliers de personnes nouvelles, la famine organisée de dizaines de milliers de gens, l'intolérable campagne de provocations — tout cela peut donner naissance à de véritables tendances terroristes dans une partie de la jeunesse. Il en a toujours été ainsi en Russie et il peut en être encore ainsi aujourd'hui. Le G.P.U. pourrait — tout comme dans l'affaire Nikolaïev — souffler de toutes ses forces sur la moindre flammèche de terrorisme. Par ce moyen, on peut se débarrasser d'un dignitaire devenu

7. Bien des « bolcheviks-léninistes » avaient déjà péri dans les isolateurs et au cours des derniers mois dans la « préparation » des procès de Moscou où tout avait été tenté pour en impliquer un et le faire « avouer ». Les derniers survivants, quelques milliers, étaient en cours de rassemblement dans les camps de la Petchora, autour de Vorkouta : parmi eux, le vétéran Kossior et Maria M. Joffé, l'historien et professeur rouge Iakovine, l'économiste Guevorkian, l'ancien secrétaire de Trotsky Igor M. Poznansky.

8. En fait les « trotskystes » choisirent la mort.

gênant ' et monter à cette occasion un procès tout neuf contre .les « trotskystes ».

L'art du G.P.U. consiste à découvrir de nouveaux Olberg, Berman-lourine, etc. qui auront reçu leurs ordres directement d'Oslo.

Qui sait. M. Puntervold, un agent du G.P.U. peut vous aborder, le plus cordialement du monde, pour s'enquérir de ma santé et, plus tard, cette crapule ira témoigner devant le tribunal avoir reçu de Trotsky par l'intermédiaire de M. Puntervold, une instruction écrite à l'encre sympathique pour des actes de terrorisme, instruction que, « par précaution », il aura naturellement brûlée par la suite. Et. pour rendre son témoignage plus complet, il aura également volé dans votre bureau quelques enveloppes avec des adresses (la technique du G.P.U. ne le cède en rien à celle des nazis norvégiens). Le dernier procès de Moscou n'a pu lui-même fournir aucune preuve de ce genre, mais cela n'a pas empêché le tribunal de prononcer seize condamnations à mort.

On pourrait dire qu'après l'expérience des seize, qui ont payé leurs faux « aveux » de leur vie. il ne se trouvera plus personne pour participer à un jeu de ce genre. Quelle illusion ! Le procès des seize n'était ni le premier ni le dernier du genre. Le G.P.U. ne laisse pas grand choix à ceux qu'il tient entre ses mains et dit par surcroît à ceux qui hésitent : « Ceux-là, nous les avons fusillés, parce qu'ils étaient réellement des terroristes, mais vous, vous êtes innocents et vous n'avez donc rien à craindre. » Et les choses continuent.

C'est pourquoi je dis que, du point de vue diplomatique, la clique de Staline a opéré une retraite tactique (momentanément, il ne lui restait rien d'autre à faire), mais c'est uniquement pour mieux se préparer à une *offensive stratégique*. Tel est le sens de son impudente menace à propos de l'« entière responsabilité » du gouvernement norvégien pour mes activités « terroristes. »

9. Jusqu'à présent, Trotsky pensait plutôt que la mort de Kirov était accidentelle. C'est la première fois qu'il mentionne cette interprétation dont on sait qu'elle devait être généralement admise après la mort de Staline.

10. « A bon entendeur salut. » En latin dans le texte.

[NOUVELLES RECOMMANDATIONS] ¹

(17 septembre 1936)

Cher Liova,

Maman t'a écrit une lettre assez longue (sur notre existence ici) mais il apparaît qu'on n'a pas le droit d'envoyer des lettres en russe d'ici ; maman va donc essayer d'écrire en français un bref résumé de sa lettre...

Le 5 septembre, je t'ai écrit une lettre recommandée d'une certaine importance sur l'affaire du procès^{1 2 3}, en te priant de me confirmer sa réception par télégramme. Nous sommes aujourd'hui le 17 et la confirmation ne m'est toujours pas parvenue. (J'ajoute que la lettre avait été envoyée *par avion*.) La technique moderne semble avoir perdu toute sa valeur... Cela donne à la correspondance tout au plus un tour *théorique*, mais lui fait perdre entièrement son caractère *d'actualité* !

Malgré tout, je vais tenter de t'écrire une deuxième lettre sur la question du procès.

1° Dans la recherche de témoins, de documents, etc., la plus grande prudence est nécessaire et ce pour deux raisons :

a) Toute inexactitude, même la plus petite, même la plus fortuite, peut discréditer tout le témoignage du moins aux yeux des philistins : or il nous faut ouvrir les yeux même des philistins les plus bornés. Aussi devons-nous très soigneusement vérifier et revérifier encore chaque déposition.

b) Pendant notre enquête, le G.P.U. va certainement essayer de nous envoyer ses propres agents en les faisant passer

1. Lettre à L. Sedov (10192), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

2. Cf. pp. 151-153.

3. Il semble que Trotsky ait tendance à rendre Sedov responsable de ce retard dont les causes pouvaient être multiples.

pour des « amis », des « témoins » ou des « justiciers » * : ils peuvent nous fournir volontairement de faux documents ou utiliser la liaison pour un nouvel amalgame. Aussi nous faut-il particulièrement avoir à l'œil tous ceux qui se présenteront tout d'un coup comme de nos « amis » (Monsieur R. Molinier m'adresse ses lettres-circulaires sur l'affaire du procès. Je ne veux plus rien savoir de ce Monsieur).

2° J'ai appris l'histoire de l'hôtel Bristol à Copenhague par la presse norvégienne⁵. Je m'étonne seulement que jusqu'à maintenant tu n'aies pas fait de déclaration au *Social-Demokraten* (tout comme à la presse en général) sur le fait que tu n'étais absolument pas à Copenhague (il ne faut pas garder les révélations en réserve, mais au contraire les communiquer tout de suite à la presse, au moins les plus claires et les plus concrètes). La chose est pourtant très facile à prouver grâce aux visas, sans parler des quelques douzaines de témoins. Les agents berlinois du G.P.U. ont dû apprendre — peut-être par Olberg ? — que tu quittais Berlin pour nous rencontrer, maman et moi, mais ils n'ont pas su que la rencontre avait lieu non à Copenhague mais à Paris. Au ministère français des affaires étrangères, il sera certainement tout à fait facile de trouver le télégramme de maman au président du conseil de l'époque, Edouard Herriot *, qu'elle priait de t'accorder un visa d'entrée pour la France : la date démontrerait que la rencontre n'a eu lieu qu'après *notre* (je parle de maman et moi) séjour à Copenhague. De la sorte, le témoin le plus important (Holzman) t'aurait vu en novembre 1932 à Copenhague où tu n'es absolument pas allé et, de surcroît, dans un hôtel qui n'existe plus depuis 1917. Les hommes du G.P.U. ne sont pas seulement de francs coquins, ce sont aussi des fainéants et des incapables.

3° J'ai trouvé toutes les lettres — ce sont plutôt des billets — qu'Olberg t'a adressées dans les années 1931-1932: sur des livres que tu m'as envoyés de Berlin à Prinkipo, sur des coupures de presse, sur de petits événements du mouvement

4. Il ne semble pas qu'il y ait eu de tentative de ce genre.

5. C'était le journal danois *Sozialdemokraten* qui avait, le 1^{er} septembre 1936, attiré l'attention sur le fait que les accusés avaient avoué des rencontres dans un hôtel de Copenhague, l'hôtel Bristol, qui avait été démoli en 1917.

6. Edouard HERRIOT (1872-1957), dirigeant radical français, était président du conseil en 1932 à l'époque du voyage de Trotsky à Copenhague et c'est auprès de lui — qui avait eu avec Trotsky des relations officielles du temps de Lénine — que Natalia était intervenue pour obtenir un visa d'entrée en France pour Sedov qui vivait alors à Berlin.

ouvrier — tout cela bien plus éloigné encore du *terrorisme* que de l'étoile polaire. Cette trouvaille est presque aussi précieuse que celle des lettres que Pfemfert m'a adressées à *propos* de Olberg. Ce deuxième témoin par ordre d'importance est donc déjà éliminé, mais nous n'en sommes pas, tant s'en faut, au bout de notre latin !

4° Olberg a cité au procès le Pragoïs *Toukalevsky*¹ comme agent de la Gestapo. Ce nom ne me dit rien et je n'arrive pas à savoir par les journaux s'il s'agit d'un émigré russe ou d'un Tchèque. La presse qui a pris une position nettement négative à l'égard du procès de Moscou pense qu'Olberg a *calomnié* Toukalevsky dans une certaine intention. Possible. Mais le contraire est également possible et plus vraisemblable même. Toukalevsky, que la presse russe-blanche qualifie de... correspondant des *Izvestija* de Moscou, apporte à cette dénonciation un démenti embarrassé, incertain et timide, comme s'il implorait la faveur de son maître*. Il est tout à fait possible que Toukalevsky ait été agent du G.P.U. et soit devenu, sur ses ordres, agent de la Gestapo. De son côté, Olberg ne pouvait le dénoncer que sur l'ordre direct du G.P.U. Dans cette affaire, ce dernier devait évidemment machiner quelque chose. Mais quoi exactement ? Peut-être espérait-on que nos amis se discréditeraient en embrassant la cause de ce Toukalevsky.

Tout ce que je viens de dire est pure hypothèse. Il est possible qu'elle soit fausse (aussi ne faut-il pas, tant qu'elle n'a pas été vérifiée, en faire aucun usage public). Mais elle peut, me semble-t-il, permettre de s'orienter dans d'autres cas similaires.

5° Je connais (de source indirecte, mais sûre) le cas suivant : X...^{7 8 9} était au service du gouvernement soviétique à Berlin. Après la victoire des nazis, la Gestapo l'engagea à entrer à son service (X... est à moitié allemand ou quelque chose de ce genre). X... rapporta cette affaire à ses supérieurs. Le représentant du G.P.U. à Berlin invita X. à se mettre immédiatement au service de la Gestapo. A l'idée de se trouver broyé entre

7. Vladimir Toukalevsky était bibliothécaire de la Bibliothèque slave de Prague. Au procès, Olberg l'avait présenté comme l'agent de la Gestapo qui lui avait procuré un faux-passeport du Honduras. Les amis pragoïs de Trotsky avaient beaucoup de méfiance à son égard, de même que Kurt Landau et ZaviS Kalandra.

8. C'était le 27 août que le *Prager Tagblatt* avait publié le démenti de Toukalevsky concernant les « aveux » d'Olberg au procès. (Traduction française de sa déclaration dans *S.J.P.* n° 9, du 20 novembre 1936.)

9. Sous l'initiale de X. au lieu du pseudonyme d'Anna, c'est l'aventure de Margarita Watzowa (cf. p. 118) que Trotsky répète ici.

deux puissants appareils, X... fut pris de panique et se réfugia à l'étranger où il vit depuis, en émigré. Si l'on pouvait obtenir de X... une *déclaration publique* sur cette affaire qui n'est nullement exceptionnelle, on pourrait ainsi grandement faciliter la compréhension des déclarations d'Olberg, de Lourié et des autres mouchards qui se vantent d'avoir été des « trotskystes » au service de la Gestapo.

6° La diplomatie soviétique travaille depuis des années à Genève à la question du traitement international des < terroristes ». Dans cette affaire, les « terroristes » sont toujours restés dans l'anonymat. A présent, il est tout à fait clair qu'en même temps qu'on combinait l'amalgame judiciaire, on prenait des dispositions en vue de mon extradition et de la tienne. Il est donc très important d'étudier l'histoire des négociations de Genève sur les terroristes afin d'y découvrir les intentions cachées de la diplomatie soviétique. Ce travail doit être fait de façon très soigneuse et par une personne compétente. On pourrait parfaitement démontrer à cette occasion que les « révélations » de l'enquête, prétendument datées de juillet 1936, ont en réalité été préparées bien longtemps auparavant.

7° *L'Echo de Paris* a publié (à la mi-août ?) un article politique fort intelligent sur le procès. L'article est doublement intéressant parce que *L'Echo de Paris* est une feuille militariste et cléricale. On devrait traduire cet article en allemand (peut-être même ici également en norvégien) et l'adresser à Monsieur Puntervold ainsi qu'au gouvernement norvégien.

Avec les affections de maman qui t'embrasse" (sa lettre partira demain),

Ton Vieux.

P.-S. Je n'ai pas besoin de dire que maman et moi sommes tout à fait calmes, déterminés et sûrs de notre cause.

[REPRISE DE CONTACT] (1)

(19 septembre 1936)

Mon Cher Van,

Bravo, nous vous avons retrouvé ! Jeannot^{1 2} est magnifique, nous nous réjouissons avec Natalia beaucoup de la photo. La coupure du *Journal* reçue. — Où est la *Lutte* ? Qu'on l'envoie directement à l'adresse du Central Pass Kontor.

Votre plan d'un livre sur quelques procès historiques est très intéressant³. Je serais prêt d'y contribuer une préface (à condition que les « conditions » changent). Mais l'éditeur ? Pourrait-on en trouver un en France maintenant ? Toute la question est là ! Peut-être Grasset, après l'édition de mon livre ?

J'ai reçu les circulaires de M. R[aymond] M[olinier] concernant le « procès ». Quel toupet !

Il faut être bien prudent quant à l'investigation. Ne rien avancer dont on n'est pas sûr. Quand il s'agit d'une hypothèse, le dire clairement : ce n'est qu'une hypothèse.

Ne pas se faire d'illusions sur les gros bonnets de la littérature, etc. : ils sont trop liés à leurs intérêts. Il faut commencer l'investigation avec les plus jeunes, les honnêtes, pour lesquels la vérité est quelque chose de sérieux.

L'attitude de *L'Humanité* de 1933 est très importante pour mon procès ici.

Je suis bien pressé : le courrier part dans quelques minutes. J'attends une documentation abondante.

P.-S. Vous avez oublié de donner votre nouvelle adresse (! ! !). Je me sers de l'adresse de votre cousine.

1. Lettre à J. van Heijenoort (10696), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Il s'agit du jeune Jean van Heijenoort, né en 1935, pendant le séjour de son père à Domène.

3. Van Heijenoort projetait alors un ouvrage portant sur plusieurs procès historiques, dont l'affaire.

[POUR UNE COMMISSION D'ENQUÊTE INTERNATIONALE] *

(22 septembre 1936)

Messieurs,

Je m'adresse à vous en ma qualité d'avocat et représentant en Norvège des intérêts de Léon Trotsky sur la question suivante.

Comme vous avez pu l'apprendre par les journaux, j'ai porté plainte, au nom de mon client, contre le journal communiste norvégien *Arbeideren* et contre le journal fasciste *Fritt Folk*, pour avoir accusé mon client d'être un « terroriste individuel », un « lâche assassin », l'« auteur d'une tentative », etc., accusations qui ont leur origine dans le procès de Moscou contre Zinoviev, Kamenev et autres. Cependant, alors que les résultats d'une semblable procédure suffiront à absoudre mon client et son fils de la plus outrangeante des accusations, ils ne suffiront pas à éclairer totalement le procès de Moscou et son infrastructure.

Puisque, dans le cours du procès de Moscou, vous avez cherché à intervenir par télégramme en faveur des accusés, et à la lumière du destin de Mikhaïl Tomskey, — l'éminent dirigeant du mouvement syndical, qui a été conduit au suicide par les accusations lancées contre lui —, je propose, au nom de mon client, la formation d'une commission d'enquête internationale, formée de syndicalistes, de personnalités politiques et de juristes connus. S'il vous était possible de désigner un juriste compétent jouissant de toute votre confiance pour y collaborer, mon client en serait très satisfait. Léon Trotsky est prêt à répondre en détail aux questions d'un tel juriste et à étudier avec lui les matériaux

1. Lettre à la Fédération syndicale internationale, archives Høld, Reichsarchiv, Oslo, traduction française dans *S.I.P.*, n° 15-16, 20 décembre 1936. La lettre est signée Puntervold, mais elle a été rédigée par Trotsky.

du procès de Moscou. Selon mon client, le fait qu'il ait vécu en exil les sept ans et demi écoulés simplifiera de façon extraordinaire le travail d'une telle commission d'enquête, même dans l'éventualité où la direction de la III^e Internationale et du gouvernement soviétique refuserait de collaborer à semblable commission. Leur refus de participer à l'enquête ne pourrait, selon nous, constituer une raison de ne pas entreprendre ce travail. Au cours du procès de Moscou, Léon Trotsky et son fils Léon Sedov ont été accusés et condamnés *in absentia* sans avoir la possibilité de se défendre. Maintenant, le gouvernement soviétique refuse de prouver la véracité de ses accusations devant un forum international. Mais le principal accusé dans le procès de Moscou contre les terroristes, mon client, Léon Trotsky, doit avoir le droit intégral de prouver la fausseté des accusations lancées contre lui devant une commission d'enquête internationale, même dans le cas où les autorités soviétiques n'y participeraient pas, par mauvaise foi.

En fonction de l'urgence de cette question, des préparatifs, déjà annoncés, d'un nouveau « procès de terroristes » en U.R.S.S. — avec, parmi eux, y compris Radek, écrivain célébré jusqu'à hier dans la presse soviétique et celle du Comintern comme une autorité —, du fait de la possibilité de nouvelles initiatives du gouvernement soviétique en Norvège contre Léon Trotsky et, par-dessus tout, du fait du dommage que tout cela cause au prestige du mouvement ouvrier tout entier, je vous prie de bien vouloir étudier ma lettre aussi rapidement que possible et de me faire connaître votre décision.

Je dois en outre souligner que mon client, du fait des mesures prises à son égard, est malheureusement dans l'impossibilité de s'adresser à vous lui-même, ce qu'il ferait certainement dans d'autres circonstances.

Sincèrement vôtre :

Michael Puntervold.

P.-S. J'adresse des copies de cette lettre au secrétariat de la II^e Internationale à Bruxelles, au secrétariat du bureau international des partis socialistes révolutionnaires à Londres, au secrétariat international pour la IV^e Internationale à Genève. Pour des raisons faciles à comprendre, je ne m'adresse pas à la direction de l'internationale communiste. Si celle-ci décidait cependant, sous la pression de l'opinion publique, de participer au travail de cette commission, je ne pourrais que m'en réjouir dans l'intérêt de mon client et de notre affaire.

[ÉCHO D'UNE CHASSE A LA SORCIÈRE EN BELGIQUE] ¹

(23 septembre 1936)

Je n'ai participé à aucun plan d'insurrection, ni en Espagne, ni en Belgique². Cependant, aujourd'hui comme hier, j'ai toujours exprimé mes opinions historiques et mon expérience, à savoir que *la classe ouvrière doit se préparer militairement, afin*

1. Déclaration à la presse de l'avocat Michael Puntervold citant Trotsky, *Aftenposten*, 24 septembre 1936, traduite du norvégien.

2. Le 19 septembre à l'aube avaient commencé dans toute la Belgique plusieurs centaines de perquisitions notamment chez des militants trotskystes du P.S.R. en formation. L'opération, illustrant la coalition générale contre le trotskysme, mérite quelque développement. La grande presse avait commencé par faire grand bruit autour de la découverte par les nazis de documents prouvant le lien entre Trotsky et les activités subversives de ses partisans. L'affaire avait été liée à l'aide matérielle à l'Espagne et à la propagande et à l'agitation des trotskystes belges en faveur des milices ouvrières. *Le Peuple*, quotidien du P.O.B., avait écrit le 16 septembre que l'attention du gouvernement avait été attirée par « les bandes armées à la constitution desquelles s'engage par voie d'affiches le citoyen Dauge » (cf. n. 5) : il justifiait l'inquiétude gouvernementale par le souci d'éviter « la guerre civile » et la nécessité de « combattre la violence d'où qu'elle vienne » et rappelait à ce propos la bagarre survenue quelques jours auparavant à Seraing entre manifestants fascistes du mouvement Rex et contre-manifestants ouvriers. Des coups de feu avaient été tirés et un militant trotskyste, accusé d'avoir tiré sur Degrelle, arrêté, puis libéré. Sous le titre « Perquisition de masse en Belgique », *L'Humanité* écrivait à son tour le 20 septembre : « Le but de cette opération de police est évident. En présentant les provocateurs trotskystes agents payés de la Gestapo, comme des éléments révolutionnaires, on veut atteindre les organisations ouvrières. » Le 22 septembre, elle annonçait que les documents saisis par la police avaient permis d'apprendre... que les organisations trotskystes allaient fusionner, ce qui était annoncé publiquement depuis des mois. Elle ajoutait : « On a trouvé une correspondance suivie avec le chef de bandits Trotsky. Celui-ci donne des indications pour déclencher des grèves sauvages, provoquer des émeutes partielles et... aboutir à l'insurrection. » Annonçant enfin l'arrestation du « jeune provocateur Dauge », l'organe du P.C. français disait qu'on avait saisi chez lui une lettre dans laquelle Trotsky lui conseillait d'« entretenir des agents dans le parti socialiste » et interpellait les dirigeants des syndicats britanniques — qui avaient condamné les procès de Moscou — en leur demandant s'ils allaient aussi prendre la défense de Dauge...

de pouvoir repousser les attaques armées des fascistes ou d'un autre côté.

Prenons l'Espagne, par exemple. Il est possible qu'on y ait hésité trop longtemps. Il ne faut pas recommencer. La classe ouvrière doit comprendre que ce sont les ouvriers qui fabriquent les armes et qu'ils doivent par conséquent en avoir quelques-unes, et ceci avant que puisse avoir lieu la contre-offensive bourgeoise, comme c'est arrivé en Espagne³.

Il n'est absolument pas nécessaire de chercher des lettres prétendument secrètes de moi. Je n'ai fait qu'exprimer mon opinion générale, théorique et pratique, telle qu'elle peut être tirée de mes articles, lesquels ont paru depuis longtemps et paraissent encore dans la presse internationale. Qu'il me soit également permis d'insister sur mes brochures. La dernière s'intitule *Où va la France ?*^{3 4 5}, et je ne l'ai terminée que le 10 juin de cette année ; elle a été publiée en allemand, en français et en anglais.

Voici une lettre, que je viens juste de recevoir par l'intermédiaire du bureau central des passeports : elle est de Walter Dauge⁵ qui a été nommé dans la presse. Si nous étions, lui et moi, en train de préparer clandestinement une insurrection, il ne m'enverrait certainement pas de lettres par l'intermédiaire du bureau central des passeports. En réalité, c'est Spaak, qui, en accord avec Dauge, m'a rendu visite en France en 1934⁶.

3. Les travailleurs espagnols avaient dû s'opposer sans armes au soulèvement militaire, ou du moins avec un armement de fortune, improvisé.

4. *Où va la France ?* était un recueil des articles consacrés à la France par Trotsky depuis deux ans, la majorité d'entre eux paraissant pour la première fois avec sa signature. Voir sa préface dans *Œuvres*, 10, pp. 86-87.

5. Walter DAUGE (1907-1944), fils d'ouvrier du Borinage, avait été l'un des principaux dirigeants des J.G.S., leur chef de file dans le Borinage et le principal animateur de la tendance gauche du P.O.B. éditant l'*Action socialiste révolutionnaire*, depuis l'été 1935. Gagné par les trotskystes belges * entrés * en 1934-35, il avait été rayé de la liste des candidats du P.O.B. aux législatives de 1936 malgré un « poil » triomphal, pour avoir refusé de signer le programme électoral de son parti qui approuvait l'union nationale. Candidat contre le P.O.B., il avait obtenu plus de 7000 voix. Il avait participé en juillet à la conférence de la salle Pleyel qui avait proclamé le « Mouvement pour la IV^e Internationale ». Il allait être l'un des principaux dirigeants du parti socialiste révolutionnaire qui allait naître de la fusion entre l'A.S.R. et le groupe de Georges Verceken. La police avait saisi chez lui une lettre de Trotsky du 27 mars 1936 (cf. *Œuvres*, 9, pp. 97-103 et n. 2 ci-dessus).

6. Paul Henri SPAAK (1899-1972), avocat, avait été l'animateur de la gauche du P.O.B. qui éditait depuis 1932 l'*Action socialiste*, puis avait accepté en mars 1935 d'entrer dans le gouvernement d'union nationale. Il avait rencontré Trotsky à Paris pendant le séjour de ce

Nous avons discuté alors de la possibilité d'unifier les groupes qui se combattent les uns les autres à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Spaak, aujourd'hui, est ministre des affaires étrangères de Belgique, et par conséquent le représentant de la Belgique à la Société des Nations. Si une perquisition à la recherche de lettres de moi avait un intérêt quelconque, c'est au ministère des affaires étrangères que la police belge devrait perquisitionner.

Jean Delvigne* ⁷ qui, à en croire les dépêches, aurait prétendument conspiré avec moi pour envoyer des armes à l'Espagne, est quelqu'un que je n'ai jamais vu. Il m'est totalement inconnu, sauf que je viens de découvrir qu'il est secrétaire du parti ouvrier belge. Je ne suis pas membre de ce parti.

dernier à Barbizon et avait correspondu avec lui, lui laissant une impression très défavorable.

7. Jean DELVIGNE (1882-1959), journaliste, député de Liège, était en effet l'un des secrétaires du P.O.B.

[LETTRE DE PRISON] ¹

(27 septembre 1936)

Ma bien chère Marguerite^{1 2} !

Nous vous remercions chaleureusement pour vos saluts amicaux, nous nous en sommes beaucoup réjouis avec Natalie.

Je ne vous décris pas les conditions de notre existence présente : pour une prison, ce n'est pas si mauvais que ça, et nous sommes de fait *en prison*. La chose la pire, c'est que je ne puis pas mener d'ici ma défense avec la liberté nécessaire : la plus petite démarche exige de grands efforts et une grande perte de temps. Il s'agit d'une course de vitesse avec un énorme boulet attaché à chaque pied. Ce n'est pas une plainte, chère Marguerite, c'est une constatation.

On me communique que Landau ³ ne croit pas qu'Olberg aurait été un agent provocateur. Il aurait appartenu au groupe de Landau jusqu'à la fin. En savez-vous quelque chose ? S'il est vrai qu'Olberg est resté avec Landau après la rupture de ce dernier avec moi, la version de Landau ne serait pas à

1. Lettre à M. Rosmer (9928), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Marguerite THEVENET (1879-1962) était depuis la première guerre mondiale Ta compagne d'Alfred Rosmer et avait partagé son amitié avec les Trotsky. A la suite de leur séparation politique en 1930, ils avaient interrompu toutes relations et ne s'étaient pas rencontrés lors du séjour de Trotsky en France en 1933-1935. Après le premier procès de Moscou cependant, et au retour d'un voyage d'Espagne, Marguerite avait pris l'initiative de renouer les relations.

3. Kurt LANDAU (1903-1937), autrichien, compteur, puis journaliste, avait milité très tôt dans les rangs de l'Opposition de gauche à Vienne puis Berlin. Dirigeant de l'Opposition unifiée allemande, membre du bureau international, il avait rompu avec Trotsky et l'Opposition internationale en 1930 et animé un groupe qui avait vainement tenté d'être le centre d'un regroupement international. Réfugié à Paris, il était à cette époque lié au groupe de Ferrât qui éditait *Que Faire* ? On pouvait penser comme lui que le fait qu'Olberg, lors de la scission de la section allemande, ait choisi de rester avec lui plutôt qu'avec Trotsky, pouvait indiquer qu'il n'était pas alors un « agent » du G.P.U., celui-ci étant beaucoup plus intéressé par Trotsky que par Landau; Mais l'argument n'est pas déterminant.

négliger : l'agent du G.P.U. eût plutôt préféré rester dans le même camp que moi (bien qu'il faille, d'autre part, envisager le fait que je n'aie pas accepté Olberg comme secrétaire...) Mais, si l'on accepte la version attribuée à Landau, la thèse de l'accusation n'en devient que plus absurde encore si possible : comment aurais-je pu donner une mission aussi lourde de conséquences (« Tuez-moi Staline, s.v.p. ») à un jeune homme inconnu *qui a rompu avec mon organisation pour me combattre*? Ce thème est vraiment digne d'être étudié et approfondi. Ne pourriez-vous pas faire une petite enquête « judiciaire » là-dessus, chère amie ?

Tass a démenti l'information selon laquelle le G.P.U. aurait fusillé ma fille et son mari. Ce démenti est plus qu'infâme. Ils omettent de dire qu'ils avaient déjà tué mes deux filles et qu'il ne m'en reste pas une troisième pour être fusillée... Quant au mari de Zina (Volkov), la dernière nouvelle authentique de lui fut celle de sa tentative de suicide *. Ils l'ont « sauvé » malgré lui, c'est juste. Mais qu'est-ce qu'ils ont fait de lui après? Je n'en sais rien...

Et Serge ? Qu'est-ce qu'ils ont fait de notre cadet ? Ils n'en font pas mention dans leur démenti abject... La question de Serge devrait être lancée sur le tapis par tous nos amis...

Est-ce qu'Alfred est revenu de son voyage⁵ ? Sa santé ? La vôtre ? Merci pour les nouvelles concernant Seva⁶. Nous nous réjouissons de l'amitié que vous lui avez accordée.

Nous restons avec Natalie bien fermes et — malgré tout — sûrs de l'avenir. L'abcès a crevé en éclaboussant des « amis » à la Romain Rolland⁷. Mais la vérité est en marche...

4. Platon I. Volkov, gendre de Trotsky, avait lui-même écrit le 1^{er} août 1935 qu'il avait été au bord du suicide.

5. Alfred Griot dit ROSMER (1877-1964), syndicaliste révolutionnaire avant 1914 et collaborateur de *La Vie ouvrière* avait été avec Pierre Monatte en 1914 le centre du « noyau » internationaliste et s'était lié d'amitié avec Trotsky. En 1920, il avait fait le voyage de Moscou, pris part au travail de l'exécutif et du petit bureau avant même la naissance d'un P.C. français. Exclu en 1924 pour avoir manifesté sa solidarité avec Trotsky, il avait collaboré à *La Révolution prolétarienne* de Monatte, puis, en 1929, animé le noyau des fondateurs de *La Vérité*. Son conflit avec Raymond Molinier l'avait conduit à s'éloigner en 1930 de toute activité en liaison avec l'Opposition de gauche. Il était à cette époque en Espagne où il s'était rendu après le début de la guerre civile.

6. Seva (ou Siéva) désigne Vsiévolod, fils de Zinaïda et de Platon I. Volkov, âgé de dix ans, qui vivait alors avec son oncle Léon.

7. Romain ROLLAND (1866-1944), grand écrivain pacifiste, auteur en 1914 du retentissant *Au-dessus de la Mêlée*, avait été hostile à la révolution russe du temps de Lénine. Il était en revanche devenu l'un des principaux « compagnons de route » à l'époque stalinienne et s'était distingué par l'approbation qu'il avait donnée en 1935 du premier procès contre Zinoviev et Kamenev. Il était le prototype de ceux que Trotsky appelait avec mépris « les amis de l'U.R.S.S. ».

[DES URGENCES] *

(28 septembre 1936)

Cher Liova,

Je t'envoie — par Puntervold — ma lettre à la C.A. de F. S.I. — Très important ! — Très urgent. — J'attendrai ta réponse immédiate.

Ici la lettre pour Marguerite. Prends-en connaissance. Il faut lancer aussi la question de Serge.

J'ai cédé l'édition américaine à Doubleday l'éditeur de Lénine. Il faut que l'éditeur anglais s'entende avec lui sur la traduction.

¹ Lettre à L. Sedov (10164) avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

[POUR UN PROCÈS EN DIFFAMATION] ¹

(28 septembre 1936)

Cher Ami,

Vous êtes au courant du procès que nous avons entrepris avec M^e Michael Puntervold contre les calomniateurs (hélas, de seconde classe... en attendant) ¹ ². Je vous prie de nous accorder votre aide dans cette affaire par tous les moyens dont vous disposez et dont le plus précieux est votre fidélité amicale.

1. Archives Gérard Rosenthal, lettre en français reproduite dans *Avocat de Trotsky*, p. 157.

2. Trotsky venait de décider de déposer une double plainte, contre le journal nazi norvégien *Fritt Folk* et contre *Arbeideren*, organe du P.C. norvégien. Cette plainte fut enregistrée le 6 octobre mais l'adoption de la « Loi Trotsky n° 2 », le 29 octobre empêcha son instruction.

[PETITES NOUVELLES] ¹

(29 septembre 1936)

Cher Liova,

Ci-joint une lettre pour *Willi Schlamm* ^{1 2}. Personne n'indique l'adresse ! On semble encore croire que j'ai mon secrétariat avec moi ou que je peux me renseigner chez quelqu'un par téléphone. Ce n'est malheureusement pas le cas !

Les romans de Rieder que tu m'as envoyés sont répugnants, vraiment illisibles. Les romans policiers n'ont pas ma faveur, seuls ceux de Simenon^{3 4} méritent qu'on les lise. J'ai lu comme toujours les deux livres de *Jules Romains* avec un vif intérêt. Impossible que cet homme si intelligent puisse croire à l'amalgame de Moscou : il n'est tout de même pas *un bigot à la Romain Rolland**. Ne pourrait-on pas intéresser Jules Romains directement à notre affaire ?

Le genou de maman va beaucoup mieux, elle « déambule » pas mal (dans la petite cour).

Hier je t'ai envoyé une lettre pour Marguerite, j'espère que tu l'as reçue.

Salut.

Ton papa.

Maman t'embrasse.

1. Lettre à L. Sedov (10165), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

2. WILLI SCHLAMM (1904-1978) avait dirigé les J.C. d'Autriche puis le parti communiste de ce pays et avait été rédacteur en chef de *Die Rote Fahne* de Vienne. Exclu du parti en 1929, il avait rallié l'Opposition de droite dont il avait pris ses distances dans les années trente. En 1933, il avait assuré la publication des articles de Trotsky dans *Die Neue Weltbühne* qu'il dirigeait à Prague et il l'avait rencontré à Paris vers la fin de l'année. Ils avaient été en contact l'un avec l'autre en 1935 sur la question des prisonniers politiques en U.R.S.S. car Trotsky voulait le gagner alors à son projet de commission d'enquête internationale.

3. Georges SIMENON (né en 1903), écrivain belge de langue française, auteur de romans policiers, avait interviewé Trotsky en 1933 à Prinkipo.

4. En français dans le texte.

[DES QUESTIONS A ÉCLAIRCIR] ¹

(1^{er} octobre 1936)

Cher Liova,

Tu peux écrire aussi en français, cela serait plus commode pour maman.

Les questions suivantes sont à éclaircir :

1. Si Olberg n'était pas un agent du G.P.U., comment a-t-il pu se décider d'aller à Moscou étant donnée son activité anti-staliniste à l'étranger ? A quel moment a-t-il fait sa paix avec le G.P.U. ? Pourquoi le G.P.U. lui a-t-il donné le conseil de trouver « n'importe quel passeport » ? Pourquoi a-t-il accepté ce conseil ? Comment s'imaginait-il son activité future en U.R.S.S. ?

2. Les mêmes questions — ou à peu près — pour M. Lourié.

3. Où est la femme de M. Lourié, Isabelle (selon Faussecave)^{1 2} ? Où sont les femmes et les enfants des fusillés ? Ils pourraient raconter beaucoup de choses. On peut donc supposer que le G. P. U. les tienne fermement. La commission internationale d'investigation devrait exiger les facilités *d'entrer en relation avec les parents des fusillés*. C'est une question très importante.

4. Il faut bien étudier les circonstances sous lesquelles on a recommencé en U.R.S.S. la dernière campagne contre les « trotskystes ». « L'épuration » du parti n'était que la préparation du procès.

1. Lettre à L. Sedov (10167), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Gaston FAUSSECAVE (né en 1895). ouvrier typographe, membre du P.C. dès sa fondation, avait été avec Treint l'un des dirigeants du groupe zinoviéviste de *l'Unité léniniste*. Au début de 1936, il avait rejoint le groupe de *La Commune* et partageait désormais son destin : il était membre du C.C. du P.C.I.

Le traducteur de mon livre est M. Eastman. Sa traduction doit être bien supérieure aux autres, c'est pourquoi il faut donner à l'éditeur anglais le conseil insistant de s'entendre sur cette traduction avec S[imon] & Schuster.

P.-S. J'espère que ma lettre à la F.S.I. est traduite et transmise à sa destination. Il faut envoyer les copies de cette lettre à toutes les organisations nationales, syndicales comme politiques. J'espère qu'on fera tout le nécessaire.

[LA MORT DE MAURIN] *

(3 octobre 1936)

Chers Camarades,

Avec un grand retard qui s'explique par ma situation actuelle, j'apprends la mort de Joaquim Maurfn®. Quel coup terrible ! Je ne puis en dire — hélas — tout ce que voudrais... Mais je prie tous les amis d'accepter de la part de ma compagne Natal ia et de moi-même l'expression de notre sympathie douloureuse et fraternelle.

1. Lettre à Nin (8701), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Maurin, secrétaire général du P.O.U.M. et son unique député, était porté disparu depuis l'insurrection qui l'avait surpris au cours d'une tournée en Galice. Sa mort venait d'être officiellement annoncée. En réalité, il n'était pas mort. Il avait réussi dans un premier temps à se procurer de faux papiers et avait tenté de passer en France. Arrêté à Panticosa, il fut emprisonné à Jaca, et c'est, là qu'il était quand sa mort fut annoncée en France. En fait, il fut libéré un an après, réussit en septembre 1937 à faire savoir à sa femme qu'il vivait, mais fut de nouveau pris en tentant de passer en France, reconnu par un policier qui l'avait arrêté autrefois. Il fut alors emprisonné, cette fois sous sa véritable identité, à Saragosse d'abord, puis à Salamanca.

[AUTOUR DU PROCÈS] (1)

(3 octobre 1936)

Mon cher Liova,

Je t'envoie la *dernière* copie du manuscrit sur l'U.R.S.S.*. A Burian³, j'ai envoyé un exemplaire d'ici.

Est-ce que tu n'as pas gardé ton *passport* avec le visa pour la France (1932)⁴ ?

Qui est Vychinsky⁵? Les mencheviks écrivent qu'il est sorti de leurs rangs. Tout de même, il faudrait donner à ce fait une popularité méritée avec des détails nécessaires. Moi, je n'en sais rien.

Es-tu au courant du fait qu'on veut mener un *procès parallèle* à Prague ? Sonka, Relier⁶, etc.

1. Lettre à L. Sedov (10162) avec la permission de la Houghton Library. Original en français. Il existe une copie de cette lettre dans les archives de la préfecture de police de Paris.

2. Il s'agit de *La Révolution trahie*.

3. Vladimir BURIAN (1901-194?) militant socialiste à Brno en 1917, avait été l'un des animateurs de la tendance socialiste tchécoslovaque pro-I.C. Le rôle qu'il avait joué dans la grève générale de décembre 1920 lui avait valu d'être condamné à dix ans de prison et élu membre de l'exécutif du P.C.T. à sa fondation. Amnistié et libéré, il avait émigré en Autriche, puis en U.R.S.S. où il avait rejoint l'Opposition de gauche russe. Militant ensuite à Berlin, il y avait été exclu du K.P.D. De retour à Brno en 1932, il y avait fondé un groupe bolchevik-léniniste actif. C'était lui qui devait traduire en tchèque *La Révolution trahie*, mais il n'avait toujours pas le manuscrit.

4. Il s'agissait pour Trotsky de démontrer que Sedov ne s'était pas rendu à Copenhague et que c'était en France qu'il avait rencontré ses parents.

5. C'est la première fois que Trotsky manifeste de la *curiosité* quant au passé menchevique du procureur de Moscou.

6. KELLER était l'un des pseudonymes de Jan Frankel (cf. n. 2, p. 117). SONKA était celui de Hugo SONNENSCHIN (1890-1953), écrivain expressionniste, un des fondateurs et dirigeants du groupe communiste de langue allemande du P.C.T., délégué de ce groupe au 2^e congrès de l'I.C. Proche de l'Opposition de gauche, il avait été exclu du P.C. autrichien en 1927 et expulsé peu après par les autorités.

J'ai quelques doutes là-dessus. Mais peut-être qu'il faudrait accepter la proposition. Qu'est-ce qu'on en pense chez vous ? Ici le chose *marche très lentement*...

As-tu reçu ma lettre à la F.S.I. ? '.

As-tu reçu ma lettre à M. Puntervold * concernant la correspondance diplomatique entre l'U.R.S.S. et la Norvège ? Je te prie toujours de m'accuser réception de chaque document, autrement je n'ai pas le moindre contrôle sur la propre correspondance.

J'ai reçu de Van ' le document de Muste ¹⁰ (en tant que je le comprends). Rien à faire... Beaucoup se demandent comment Zinoviev et les autres ont pu si misérablement capituler ? On ne met pas en considération la force et la continuité de la *pression*.

Les Muste, les Schmidt ", etc., se sont avérés incapables de résister à une pression mille fois moindre. Malgré tout, la force de résistance de Zinoviev, Kamenev, etc. était beaucoup au-dessus de la moyenne, mais elle s'est avérée insuffisante pour les circonstances tout à fait exceptionnelles. C'est tout.

Il venait, avec Frankel, de fonder à Prague le Comité international pour le Droit et la Vérité, qui réunissait nombre d'intellectuels et de responsables du mouvement ouvrier.

7. Cf. pp. 176-177.

8. Cf. pp. 165-170.

9. Van était l'appellation familière de Jean van Heijenoort (cf. n. 18, p. 38) qui se trouvait alors à Paris.

10. Abraham J. MUSTE (1885-1967), fils de Hollandais émigrés aux Etats-Unis, pasteur, s'était engagé dans le combat du mouvement ouvrier avec la grève de Lawrence de 1919. Pendant plusieurs années, il avait été directeur pédagogique du Brookwood Labor College qui forma bien des cadres du mouvement syndical américain. Son évolution en faveur d'une action politique du mouvement ouvrier l'avait amené à créer d'abord le Committee for Progressive Labor Action, puis l'American Workers Party, dans lesquels militaient des cadres syndicalistes et les animateurs des ligues de chômeurs. Après la fusion de l'A.W.P. et de la Communist League of America, section américaine de la L.C.I. en décembre 1934, il était devenu l'un des principaux dirigeants du W.P.U.S. né de cette fusion. Il était venu en Europe, avait séjourné à Hdnefoss, près de Trotsky, puis Amsterdam, Bruxelles, Interlaken et finalement Paris. Il avait participé à la fin juillet à la conférence internationale, qui avait créé le « mouvement pour la IV* Internationale ». C'était cependant au cours d'une visite de Notre-Dame de Paris, quelques jours plus tard, qu'il devait, selon son expression, « retrouver Dieu » et rompre avec le communisme dans un « document » daté du 26 août 1936.

11. Peter J. SCHMIDT (1896-1952), ancien animateur de la gauche du parti social-démocrate hollandais avait été le principal dirigeant de l'O.S.P. de 1932 à sa fusion avec le R.S.P. en 1935. Président du R.S.A.P., secrétaire de la « commission de contact » des signataires de la « Lettre ouverte », il n'avait pas participé à la conférence de juillet qui l'avait cependant élu à son conseil général. Dans une lettre du 29 août adressée à la grande presse, il déclarait rompre avec

Les deux documents de S. Schwarz sur le procès sont très solides et sérieux* ¹², surtout pour quelqu'un qui n'a que les documents officiels.

Est-ce que mes archives en France sont mises en ordre ? J'en doute beaucoup. Cependant, c'est une chose très importante. Le fait qu'on n'ait pas trouvé jusqu'ici la lettre de Spaak (1934) ¹³ est extrêmement déplorable. Les copies de mes lettres de 1933-1934 auraient une importance capitale. Il faut mettre en ordre les archives.

Avec la santé, ça ne marche pas très bien. Un mauvais changement depuis deux semaines.

le communisme : le procès de Moscou marquait, selon lui, la faillite du bolchevisme. Il entraînait avec lui une autre dirigeante du R.S.A.P., venue également de l'O.S.P., Christina Anna DE RUYTER, dite Stien DE ZEEUW (née en 1907), avocate à Rotterdam.

12. Qui est ce Schwarz ? Les éditeurs des *Writings* ont pensé qu'il s'agissait de Léon Sedov lui-même qui avait en effet employé ce pseudonyme quelques années auparavant et que les * documents » mentionnés par Trotsky faisaient partie du travail qu'il avait entrepris sur le procès. Nous penchons pour une autre interprétation. Le menchevik russe Solomon Schwarz-Monossoff dit Solomon SCHWARZ (1883-19), qui avait été bolchevik dans sa jeunesse, directeur des assurances sociales sous Kerensky, collaborateur des bolcheviks pendant la guerre civile et finalement expulsé d'U.R.S.S., avait notamment publié deux documents dans le *Manchester Guardian*, un article le 11 septembre et une réponse à D.N. Pritt le 9 octobre. Ces deux documents sont conservés sous forme de coupures de presse dans les dossiers de Trotsky, zébrés de coups de crayon qui révèlent une lecture attentive.

13. Sur P.H. Spaak, cf. n. 6, p. 179. Il était important pour Trotsky de retrouver cette lettre du fait des fonctions ministérielles de Spaak dans un gouvernement qui persécutait ses amis politiques.

[PETITES NOUVELLES] (1)

(4 octobre 1936)

Mon cher Nicolle^{1 2 3}.

J'envoie ci-joint la photo pour Plisnier²: c'est la seule dont je dispose. J'ai lu que Plisnier avait écrit un roman^{4 5 6}. Nous serions bien contents, avec Natalia, de pouvoir le lire ici.

Je reçois IM .S.R. et le *Spartacus*⁵. J'ai reçu aussi le numéro du *Soir* et celui du *Peuple* envoyés par vous.

La situation ici reste la même : nous sommes toujours emprisonnés dans le sens le plus strict du mot. Le travail littéraire est impossible. Les préparations pour le procès ici avancent bien lentement*. Mais je ne doute nullement que le procès de Moscou deviendra un grand jalon historique — avec des plus importantes répercussions immédiates.

1. Lettre à Wolf, dossier Wolf, archives Vereeken, Bruxelles. Traduit de l'allemand.

2. Nicolle était l'un des pseudonymes de Wolf. Ce dernier avait été arrêté en Norvège le 28 et expulsé le 29 septembre. Après un détour pour Paris, il avait gagné Bruxelles où le S.I. s'installait.

3. Charles PLISNIER (1896-1952), avocat, dirigeant des étudiants socialistes belges à la fin de la guerre, avait été un des fondateurs du P.C. en Belgique. Il avait été exclu en 1928 avec l'Opposition de gauche qu'il avait quittée en 1929. Il avait rejoint le P.O.B. en 1933, mais conservait de bons rapports avec les trotskystes et avait envoyé certains de ses livres à Trotsky (*Œuvres*, 8, p. 149).

4. Charles Plisnier avait déjà écrit et publié deux romans. *Figures détruites* en 1932 et *Mariages* en 1936. C'est vraisemblablement au second que Trotsky fait ici allusion.

5. A.S.R. désigne l'hebdomadaire *Action socialiste révolutionnaire* qu'animait Walter Dauge. Les mêmes initiales désignent parfois la tendance des militants dans le P.O.B., puis en dehors, qui le publiaient. *Spartacus* était l'organe de la L.C.I. belge, petit groupe sorti de la section belge en 1935, en refus de l'entrisme, sous l'impulsion de Vereeken.

6. Allusion à l'action en diffamation que l'avocat de Trötsky, Michael Puntervold, était chargé d'entreprendre contre *Fritt Folk*, organe du Rassemblement national, le parti nazi norvégien, et *Arbeideren*, du P.C. norvégien.

Mon livre sur T.U.R.S.S.⁷ doit bientôt paraître. Il faut qu'on envoie une quantité d'exemplaires pour les amis belges (un pour Plisnier).

Les plus chaleureux saluts de N. et de moi.

7. Le « livre sur l'U.R.S.S. » allait être publié par Bernard Grasset qui l'avait rebaptisé *La Révolution trahie*.

[UN DÉCRET SPÉCIAL] *

(5 octobre 1936)

Cher Ami,

J'ai voulu exprimer à la famille de Maurin et à ses amis ma solidarité dans le deuil par l'intermédiaire d'A. Nin (plutôt en me servant de son adresse)^{1 2}. Mais voilà qu'il est devenu ministre !...^{3 4}. Vous comprenez bien que je préfère une adresse moins solennelle. Envoyez, s'il vous plaît, la lettre ci-jointe à sa destination.

En liaison avec le procès, j'attire votre attention sur un point d'une extrême importance. Central News (Londres) a publié le 25 (?) août (republié par le *Daily Herald* le 26 août) ce qui suit :

« On a supposé dans des milieux assez larges qu'un décret spécial adopté il y a seulement cinq jours, leur donnant (à Zinoviev, etc.) le droit d'appel, avait été pris afin de les épargner*. »

Je n'ai trouvé cette information nulle part ailleurs. Si elle est exacte, son importance est énorme. On aurait publié le 20 août (à peu près) un décret spécial, donnant aux accusés le droit d'appel contre le jugement du tribunal militaire. Le correspondant n'a pu inventer une chose pareille ! Or il faut, coûte

1. Lettre à J. van Heijenoort (10700), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Cf. p. 188. C'était van Heijenoort qui avait servi d'intermédiaire pour l'envoi de la lettre à Nin.

3. C'était le 26 septembre 1936 qu'Andrés Nin, en sa qualité de dirigeant du P.O.U.M., était entré dans le Conseil de la Généralité de Catalogne avec le portefeuille de la Justice. On mesure mieux l'ignorance et l'isolement forcés de Trotsky, qui ignorait cela le 3 octobre, au moment où il écrivait sa première lettre sur le sort de Maurin.

4. La citation est demeurée en anglais dans l'original.

que coûte, trouver ce décret : ce serait la preuve absolue du complot (de l'entente) entre les accusateurs et les accusés. Il faut entrer en relation avec le correspondant de Central News par l'intermédiaire d'un avocat ou autrement. Très, très important !

Si le procès « effraye » quelques vieilles ganaches à la Schmidt, Muste, etc., il attirera à nous la sympathie de tout ce qui est honnête, jeune, vigoureux*.

Ce que vous communiquez sur le procès bonapartiste est magnifique ! Il faut dénoncer l'affaire de tous les côtés — et il y en a beaucoup.

Quelques amis oublient que je ne suis pas seul à être interné : Natalia l'est aux mêmes conditions, sans avoir même été accusée de quoi que ce soit !

Ma lettre pour la C.A. de la F.S.I. est transmise, n'est-ce pas ? Il s'agit de ne pas perdre de temps et surtout de ne pas se laisser influencer par les conseils de Fritz⁴ et d'intermédiaires possibles dont le seul but est d'esquiver (Je suis sûr que mon conseil est superflu, mais je l'inscris par prudence).

5. Trotsky péchait par optimisme. Les procès de Moscou eurent un effet corrosif et atteignirent la foi communiste de plus d'un militant qui n'était pas « une vieille ganache ».

6. Fritz Adler, à qui avait été envoyé en tant que secrétaire de la II* Internationale un double de la lettre à la F.S.I., avait été sollicité pour prendre l'initiative d'une commission d'enquête internationale.

[PRÉCISIONS NÉCESSAIRES] *

(? octobre 1936)

Comme je vous l'ai dit, je trouve excellente l'analyse de M. Held^{1 2}. Voici les précisions manquantes :

1. J'ai été privé de ma qualité de citoyen soviétique par décision du V.Ts.K.³ en date du *20 février 1932*.

2. J'y ai répondu par ma « Lettre ouverte au présidium du V.Ts.K. de l'U.R.S.S. » du *1^{er} mars 1932*.

3. Cette réponse a été publiée au mois de mars dans le numéro 2 du *Biulleten* russe, en même temps ou plus tard, également dans d'autres langues.

4. C'est dans cette « Lettre ouverte ». que se trouve la phrase : « On devrait enfin suivre cet ultime et énergique conseil de Lénine, se débarrasser de Staline. »

Par ailleurs, je voudrais beaucoup insister pour que les deux dernières lignes, ou même les cinq dernières (le dernier paragraphe), soient supprimées ou alors formulées *avec plus de sérieux* : la conclusion actuelle a un ton trop journalistique et jure avec le caractère sérieux et objectif de l'ensemble. On ne doit pas non plus offenser les facteurs.

Prière d'envoyer sans attendre l'analyse de Held au Dr Bill⁴ à Prague.

1. Lettre à M. Puntervold. Archives W. Held, Reichsarkiv Oslo. Traduit de l'allemand.

2. Heinz Epe, dit Walter HELD (1910-1941) militant de l'Opposition de gauche allemande, s'était établi en Norvège en 1934. Il avait collaboré étroitement avec Trotsky au cours des mois précédents et venait d'achever un memorandum pour l'avocat.

3. Comité exécutif des soviets.

4. Friedrich BILL, de Prague, avocat très connu des Droits de l'Homme, avait signé une protestation contre le procès de Moscou et accepté de représenter les intérêts de Trotsky dans la contre-enquête projetée à Prague par le Comité pour le Droit et la Vérité.

[UNE AFFAIRE URGENTE] *

(8 octobre 1936)

Cher Liova,

Il est absurde d'envoyer l'argent d'abord de Londres à Paris, puis de Paris à Oslo. On y perd beaucoup au taux de change et en frais de port. Le mieux serait d'adresser directement l'argent à Oslo au nom de Mme Natalia Sédoff (Bureau central des Passeports), Den Norske Creditbank. — As-tu, comme je l'espère, reçu les 270 couronnes ?

Bien reçu la lettre sur la version Landau dans l'affaire Olberg^{1, 2}. Mais il faut vérifier correctement chaque hypothèse.

Que la lettre de Lund³ ne soit pas arrivée, c'est une chose que j'ignore. Peut-être t'enverra-t-il une copie. Mais beaucoup de temps s'écoulera avant que tu l'aies. Or, le principal est de ne pas perdre de temps. C'est pourquoi je trouve nécessaire que vous deux, Gérard [Rosenthal] et toi — et peut-être d'autres encore —, vous vous adressiez sans tarder au service compétent en vous recommandant de la lettre attendue de Lund (New York) qui doit arriver tôt ou tard. L'essentiel est d'envoyer directement auprès de Lund un *homme de confiance*, de préférence un *juriste connu*⁴, afin qu'il obtienne de lui toutes les informations nécessaires (il est peu probable qu'il parle ouvertement avec un homme politique). Même chose (à l'égard) de

1. Lettre à L. Sedov (10169) avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

2. Kurt Landau soulignait qu'il était peu vraisemblable, si Olberg avait été en 1930 un agent du G.P.U., qu'il eût choisi, lors de la scission de la section allemande, de rester avec lui, c'est-à-dire de s'éloigner du plus gros gibier.

3. C'est de lui-même que Trotsky parle sous ce nom.

4. Trotsky demandait l'envoi d'un juriste par la F.S.I.

Fritz⁵. Leur expliquer qu'il s'agit en cela d'abord de *pourparlers préalables*^{6 7} pour donner à l'affaire son orientation adéquate. Ne pas perdre de temps. Dans l'intervalle arrivera, je l'espère, la procuration officielle de Lund. As-tu jusqu'à présent reçu d'ici au moins un exemplaire du manuscrit sur l'U.R.S.S. ? Je t'en ai envoyé deux à toi et un à Burian. J'en avais huit ou neuf en tout. Il ne m'en reste plus qu'un. Quand paraît l'édition russe ?

La déclaration de l'As[sociation] [des] J[uristes] In[t[ernationaux]] est un document ignoble.- *Qui sont les trois conseillers qui signent ? Il faut, entre autres, aborder le professeur Harold Laski¹, Londres.* Insensiblement, j'ai glissé de l'allemand au français.

Maman et moi t'embrassons,

Ton papa.

Quand paraît l'édition française ?

5. Fritz Adler, c'est-à-dire la II* Internationale.

6. En français dans le texte.

7. Harold LASKI (1893-1950) professeur de sciences politiques à l'université de Londres, était l'une des figures intellectuelles du Labour Party. Les phrases en italique sont en français. L'association en question comptait notamment parmi ses fondateurs l'avocat Marcel Wil-
lard, du P.C.

[PRESSION SUR LA F.S.I.] ¹

(8 octobre 1936)

Cher Ami,

J'envoie simultanément à l'adresse de Liova ma lettre pour la Fédération syndicale internationale^{1 2 3}. J'espère que la lettre sera immédiatement transmise et que toute la pression nécessaire sera faite pour provoquer une décision.

Je propose — en guise d'exemple — l'envoi d'un avocat de la F.S.I. ici pour analyser avec lui l'affaire. Ce serait un commencement.

Mes meilleurs souvenirs pour vous et les amis.

Ci-joint le « plein pouvoir » ^J.

1. Lettre en français à G. Rosenthal, archives G. Rosenthal, citée par G. Rosenthal. *Avocat de Trotsky*, pp. 157-158.

2. Cf. pp. 176-177.

3. Le pouvoir, antidaté du 21 mars 1935, était ainsi conçu : < Mon cher ami. Je vous demande de continuer à vous occuper activement de l'édition de mes ouvrages et d'adjoindre à ce soin la défense des intérêts généraux que j'ai confiés à votre charge. Je serais heureux de recevoir bientôt votre visite pour poursuivre nos entretiens sur ces questions. »

[LA CENSURE SÉVIT] ¹

(9 octobre 1936)

Cher Ami,

Les autorités ont retenu jusqu'à ce moment ma lettre à la Fédération syndicale internationale. Je ne sais pas s'il s'agit simplement du zèle exagéré du Pass-Kontor^{1 2} ou d'une décision politique. Je ne veux pas croire qu'un gouvernement < ouvrier » voudrait m'empêcher de m'adresser à la F.S.I. dans la question de ma défense et de celle de beaucoup d'autres. Le scandale serait vraiment trop retentissant et plein de conséquences. N'importe : vous connaissez mes idées sur la question. Vous êtes mon avocat. Vous avez les pleins pouvoirs de ma part. Je vous prie de vous adresser directement et immédiatement à la F.S.I. avec la proposition de déléguer un représentant compétent.

1. Lettre à G. Rosenthal en français, archives G. Rosenthal. *Avocat de Trotsky*, pp. 161-162.

2. Un excès de zèle de la part du nazi Konstad, chef du bureau central des passeports (Pass-Kontor), était une hypothèse tout à fait vraisemblable.

[L'ATTITUDE DES GENS DE LETTRES] *

(9 octobre 1936)

Cher Camarade Pfemfert,

Merci beaucoup pour les coupures de journaux que vous m'avez envoyées. Pour éviter tout malentendu, je veux attirer votre attention, ainsi que celle de nos autres amis, sur le fait que M. Puntervold est *seulement* mon avocat ; politiquement, il est très éloigné de moi, si bien que nos relations se limitent au procès³. Pour les questions de politique générale, écrivez par l'intermédiaire du bureau des passeports. Le grand Heinrich Mann³ se réclame à ce que je vois, de son « imagination » pour justifier sa basse servilité. De quelle « imagination » est-il exactement question ? De celle qui ouvre la possibilité de prévoir d'une manière active de grands événements ? Ou de celle qui permet de s'adapter confortablement aux faits accomplis et déjà fossilisés ? Cette seconde manière est tout à fait dans le genre des académiciens français qui, grâce à leur « imagination » sénile, découvrent d'extraordinaires vertus au prince de Monaco lui-même. Marx, Engels, Lénine savaient superbement mépriser les adulateurs et les sycophantes, même très « à gauche », quand ils s'autorisaient de leurs privilèges aristocratiques de poètes ou de quoi que ce soit d'autre pour disparaître sous la table à l'heure des difficultés. On peut même trouver dans les lettres de Marx quelques phrases sarcastiques sur un homme comme Freiligrath avec son « poète sur une tour plus haute » *.

1. Lettre à F. Pfemfert (9738), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

2. Michael Puntervold avait quitté le D.N.A. sur sa droite, y était revenu ensuite mais ne jouait plus aucun rôle politique.

3. Heinrich MANN (1871-1950), dramaturge et romancier allemand, avait émigré en tant qu'antifasciste, mais apportait sa caution au procès de Moscou.

4. Ferdinand FREILGRATH (1810-1876), poète républicain et socialiste allemand, avait été partisan ardent de Marx. Celui-ci, dans une lettre

Je crois que je vais engager un procès en Tchécoslovaquie si nous parvenons à un accord complet sur ce sujet avec le docteur B. Bill⁵. Je lui ai déjà envoyé une procuration. Une rencontre serait nécessaire. Mais est-elle possible?

Mes meilleures salutations à A[lexandra] I[vanovna]⁶ et à vous-même.

Naturellement, vous pouvez faire de cette lettre — et d'une partie de cette lettre — l'usage que vous jugerez bon.

à Engels du 7 juin 1859, le couvre pourtant d'injures. En 1841, dans un poème intitulé « Aus Spanien », il avait écrit : « Der Dichter steht auf einer höhern Warte / Als auf den Zinnen der Partei. » (« Le poète est sur une tour plus haute / que les créneaux du parti. ») Une polémique s'ensuivit suscitée par la réponse à Freiligrath du poète Georges Herwegh dans *Poèmes d'un Vivant* (1842). Dans une lettre à Weydemeyer du 16 janvier 1852, Marx déborde de louanges à l'endroit de Freiligrath. (N.d.T.).

5. Friedrich BILL était en contact avec ' les trotskystes depuis au moins 1933. Il avait signé en août l'appel du comité pour le Droit et la Vérité et entrepris les démarches nécessaires à l'action en justice contre plusieurs journaux staliniens paraissant en Tchécoslovaquie *Meztikor* (édition tchèque *d'inprekorr*), *Rudi Pravo*, organe central du P.C.T. et *Die rote Fahne*. La procédure de conciliation avait été fixée au 21 décembre.

6. A.I. Ramm, épouse de F. Pfemfert.

[LA SÉCURITÉ DES ARCHIVES] (1)

(10 octobre 1936)

Cher Liova,

Ci-joint ma lettre à Pfemfert², afin que je ne sois pas obligé d'écrire deux fois la même chose.

Dans mes lettres précédentes, j'ai posé de nombreuses questions, mais je crains que le travail ne soit pas correctement réparti, que chacun agisse selon sa propre initiative ou s'en remette à autrui, c'est-à-dire n'agisse pas du tout. Ce que j'ai reçu jusqu'à présent est *extrêmement mince*.

1° Où est ton passeport avec le visa français de 1932 pour l'entrée d'Allemagne en France ³ ?

2° A-t-on entrepris des démarches pour trouver au ministère français des affaires étrangères (*ou à la présidence du conseil*)* le télégramme de maman à Herriot au sujet de ce visa pour toi ?

A ces deux questions, qui sont *décisives*, je n'ai reçu jusqu'à maintenant aucune réponse.

J'ai élaboré une instruction pour une enquête à Copenhague (sur la base de documents extrêmement importants) ; je te l'envoie demain par l'intermédiaire de Puntervoid.

Le G.P.U. fera tout pour s'emparer de mes archives. Le mieux serait de les déposer dans un institut scientifique de solide réputation. Le professeur Posthumus voulait les acheter

1. Lettre à L. Sedov (10170), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand. Il existe une traduction française dans les archives de la Préfecture de Police.

2. Cf. pp. 201-202.

3. Ce passeport avec un visa français du 3 décembre 1932 apposé à Berlin devait prouver que Sedov ne s'était pas rendu à Copenhague.

4. Ce télégramme du 1^{er} décembre 1932 pouvait démontrer en effet que c'était en France que Sedov et ses parents avaient cherché à se rencontrer, pas au Danemark.

pour l'institut hollandais Ce serait peut-être mieux de trouver un Institut américain. Tu pourrais écrire *d'une manière préalable* sur ce sujet à nos amis américains. La question peut devenir urgente.

Meilleures salutations.

Ton Vieux.

P.-S. Pfemfert semble avoir une *nouvelle* adresse, mais je ne l'ai pas.

Ci-joint : lettre à Pfemfert *.

Prière de faire le compte des lettres reçues par moi, de copier les questions posées par moi et de m'en envoyer une copie, faute de quoi je n'ai aucun contrôle sur ma propre correspondance⁷.

5. Le professeur Nicolaus W. POSTHUMUS (1880-1960) avait fondé en 1935 l'institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, dont il était le directeur, et avait cherché à acheter les archives de Trotsky. Sur l'insistance de son père, Sedov avait d'ailleurs déposé une partie de ces archives à l'annexe parisienne de l'I.I.H.S., rue Michelet.

6. Pfemfert et sa femme venaient de quitter Karlovy-Vary, où il était photographe, pour se rendre en France.

7. A. Sundby, Trotsky, qui ne tapait pas à la machine, n'avait pas de secrétaire. Le système qu'il proposait à Sedov avait le grand avantage de lui permettre de contrôler expédition et réception et d'avoir des doubles. Le Central-Pace-Kontor a retenu

[A LA SOCIÉTÉ DES NATIONS] (1)

(12 octobre 1936)

Les statuts du futur tribunal international contre les terroristes sont examinés aujourd'hui par une commission de juristes. Ce tribunal doit assumer la tâche de protéger les intérêts des gouvernements contre les attaques terroristes préparées, voire exécutées de l'extérieur des frontières des Etats concernés. Il semble aller de soi que le même tribunal devrait avoir la possibilité de protéger l'intérêt des individus contre lesquels sont lancées, pour des raisons purement politiques, des accusations fausses de terrorisme et dont on empêche les activités, lesquelles n'ont rien à voir avec le terrorisme, et même leur existence *sur cette planète*.

C'est la situation de Léon Trotsky aujourd'hui. Je suis certain que le gouvernement soviétique, qui a exigé qu'il soit expulsé de Norvège et lui a ainsi suscité, ainsi qu'à sa famille, des difficultés énormes, ne portera en aucun cas cette affaire devant le tribunal international quand celui-ci sera créé, puisqu'un jugement public ne pourrait que dévoiler les criminelles machinations du G .P.U. Dans ces circonstances, Léon Trotsky doit avoir le droit de s'adresser au tribunal international, puisque ce gouvernement lui a nui. Si le gouvernement en question refusait de prendre part aux délibérations du tribunal, les accusations officielles lancées par lui, avec toutes leurs conséquences internationales, devraient être déclarées milles et non avenues.

Les détails et prévisions nécessaires devraient selon nous être introduits dans les statuts du futur tribunal.

1. « Lettre à la société des nations * *S.J.P.* n° 15-16, 20 décembre 1936. La lettre est signée M. Puntervold.

2. La procédure en vue de la création d'un tribunal international contre le terrorisme avait été mise en train au lendemain de l'assassinat à Marseille en 1934 du roi Alexandre I^{er} de Yougoslavie et du ministre français Barthou.

3. La seule réponse de la S.D.N. fut un accusé de réception.

[A PROPOS DU SÉJOUR A COPENHAGUE] (1)

(12 octobre 1936)

Cher Liova,

A propos de Copenhague, il faut éclaircir, établir et recueillir les questions, faits et témoignages suivants :

1) La presse de l'internationale communiste a expliqué le sens de mon voyage à Copenhague (comme, par la suite, celui de mon arrivée en France) par le fait que mon but est de préparer l'intervention militaire (de la France ! ! !) contre l'Union soviétique avec l'aide de la II^e Internationale. Il faut rassembler soigneusement les déclarations de presse à ce sujet, en particulier celles des staliniens danois et norvégiens, et m'envoyer cette collection de citations.

2) Dans mon dossier « Copenhague » (1932), j'ai trouvé la lettre du suédois Peter Carlsson ^{1 2}. Il ne pouvait pas venir à Copenhague, comme Molinier le lui avait proposé ; il n'avait pas non plus d'adresse à Copenhague (me concernant), il t'écrivait donc à Berlin, de Legnas Peranas, le 20 novembre 1932 (quand la lettre a-t-elle donc pu arriver à Berlin ?), et c'est toi qui nous a envoyé cette lettre de Berlin à Copenhague pendant que nous y séjournions. A la fin de cette lettre, cet ajout de ta propre main : « Cette lettre est arrivée aujourd'hui. J'ai donné à Carlsson la même adresse, c'est-à-dire : Denise Naville³ P.R..

1. Lettre à Léon Sedov (10171), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

2. Le Suédois Petrus CARLSSON (1898-1958) avait émigré aux Etats-Unis en 1917 et avait rejoint le P.C. américain. Il en avait été exclu en 1929 comme partisan de Lovestone et était revenu la même année en Suède où il se réclamait de l'Opposition de gauche, à titre personnel.

3. Denise NAVILLE, née KAHN (1896-1969), était la compagne de Pierre Naville ; elle avait visité Trotsky à Prinkipo et militait dans l'Opposition de gauche depuis 1927. Trotsky avait pour elle beaucoup de considération.

Copenhague » *. Il y a pourtant une difficulté : dans la lettre de Carlsson, ton nom a été soigneusement raturé. Au début, on lit : < Dear xxxxx ». Ce qui s'explique par le fait qu'on était en Allemagne sous la coupe du gouvernement Papen-Schleicher⁵ et que tu avais toutes raisons de faire disparaître ton nom en transmettant la lettre. Pour le même motif, la formule finale de politesse a également été raturée. On lit : « With xxxx Peter Carlsson » (vraisemblablement *with communist greetings*, ou quelque chose d'analogue). Cette lettre est l'une des dix ou vingt preuves que tu étais à l'époque à Berlin et non à Copenhague. Mais il faudrait obtenir de Carlsson lui-même tous les éclaircissements nécessaires sur cette lettre. Le plus important est celui-ci : comment savait-il que tu étais à Berlin et non à Copenhague ? Peut-être a-t-il de toi une lettre datant de cette époque.

3) J'ai trouvé deux lettres de recommandation du père d'Erwin⁶, l'une à Martin Andersen Nexø⁷, l'autre à G.L. Skjeld-bnf. Dans les deux, les destinataires sont priés de me recommander à un bon médecin de Copenhague. Dans le texte, il est mentionné que la lettre doit être transmise par M. Grylewicz⁸ (qui est cité comme mon « secrétaire »). L'expéditeur mentionne aussi qu'il écrit la lettre à la demande de son fils, qui est un ami du fils de Trotsky. Si tu étais allé toi-même à

4. En français dans le texte.

5. Le député national-allemand Franz VON PAPEN (1879-1969) avait été Chancelier du Reich de juin à novembre 1932 dans le cabinet « des barons » et avait laissé la place au < général social », Kurt VON SCHLEICHER (1882-1934).

6. Il s'agit d'Erwin H. Ackerknecht dit Bauer (cf. n. 4, p. 95). Bien que membre du S.A.P. il s'était, dès la nouvelle du procès connue, mis au service de Léon Sedov, demeuré son ami, et collaborait avec lui. C'est sans doute ce qui conduit Trotsky à parler de lui comme d'un ami. L'épisode auquel il fait allusion ici est le suivant : Erwin J. ACKERKNECHT (1880-1960), le père d'Erwin H., fils d'instituteur, avait étudié la théologie avant de devenir bibliothécaire et dirigeait depuis 1905 la bibliothèque de Stettin. Cette fonction, ainsi que sa grande culture, lui avaient permis de nouer des relations personnelles avec nombre d'écrivains dont il organisait des tournées de conférences en liaison avec d'autres bibliothécaires. A la demande de son fils, il avait rédigé pour Trotsky une lettre d'introduction destinée à lui permettre de s'assurer à Copenhague les soins d'un bon médecin.

7. Martin ANDERSEN-NEXØ (1869-1954), romancier danois, membre du parti socialiste et écrivain prolétarien, était en réalité dès cette époque un « compagnon de route » du P.C.

8. Anton GRYLEWICZ (1885-1971), ancien dirigeant des ouvriers berlinois dans leur action contre la guerre en 1917, puis responsable berlinois de l'U.S.P.D., avait milité dans les années vingt dans la < gauche » du parti allemand, puis au Leninbund. Il était depuis 1930 l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche unifiée (V.L.O.) allemande.

Copenhague c'est naturellement à toi que la lettre aurait été remise, c'est tout à fait clair. La difficulté est pourtant de savoir pourquoi le père n'a pas remis la lettre à son propre fils ". Mais ceci s'explique aussi très facilement ! Erwin a ignoré jusqu'au dernier moment s'il pourrait partir pour Copenhague, et, de fait, y est arrivé seulement quelques heures avant notre départ. (Comme nous avons été obligés de quitter Copenhague à la hâte, je n'ai pu faire usage de ces lettres : c'est pourquoi elles sont restées dans mes archives.)

4) A Copenhague, j'ai eu un entretien assez long avec un groupe d'étudiants. Dans le même dossier, je trouve la liste des noms, à savoir :

Hogberg Petersen

Jorgen Neergaard

Harold Petersen

du *Studentenbladet*

Pluet (?) Hein

Bredsdorff, président des étudiants de Copenhague ;

Cris (?) Torsleff, président des étudiants de tout le Danemark, tous deux *communistes* ;

Vibelsé Jensen

Forge

Crindggord (Lindgoord ?)

présidents des étudiants

Mollman (?) Tinggaard

socialistes

Willadsen

Tore Rasmussen

Suit une note de la main de Jan^u : « Nom des étudiants qui ont rencontré L.D. » “.

Cette liste peut être très utile si on va trouver ces personnes et si on leur demande :

a) Dans quelles conditions et où ils ont pu me rencontrer (une série d'intermédiaires, un contrôle strict, jamais je n'ai été seul, etc., etc.) ;

b) si l'un quelconque d'entre eux avait appris quoi que ce soit concernant la présence de mon fils à Copenhague ;

c) de quelle manière j'ai parlé avec eux de l'Union soviétique. comme « ami » ou comme ennemi :

9. Il est très important pour Trotsky de démontrer que Sedov n'est " pas allé à Copenhague, car l'accusation ne résiste pas à cette démonstration.

10. Erwin H. Ackerknecht s'était rendu "à Copenhague" à la fin du séjour de Trotsky et l'avait escorté à son départ.

11. Jan Frankel.

12. En français dans le texte. On retrouve un seul de ces noms dans le compte rendu de la commission Dewey, celui du dirigeant des étudiants social-démocrates danois, A. Vikelsøe Jensen.

d) s'ils se souviennent de la nouvelle concernant la mort de Zinoviev et de quoi exactement à ce sujet ;

e) on devrait rechercher dans le *Studentenbladet* de l'époque de quelle façon cet entretien a été reproduit en forme d'interview¹³.

5) J'ai eu à Copenhague une rencontre avec l'élite des intellectuels de gauche. C'était chez Baggild, qui est mort depuis. Afin que je m'y reconnaisse mieux, il avait placé les invités dans un certain ordre et m'avait remis un plan au crayon que j'ai en ce moment sous les yeux :

1. Frisch, social-démocrate, à l'époque lecteur.
2. Müller, ami de Munch, lecteur.
3. Rindung, ami de Munch, philosophe, magister.
4. Anton Hansen, artiste, communiste.
5. Birsch, économiste (mort depuis, je crois).
6. Sindballe, professeur de droit.
7. Brande, professeur de philosophie.
8. Jogen Jorgenson, professeur de philosophie.
9. Baggild, notre hôte.
10. Frankel, qui m'accompagnait.

Nous avons discuté toute la soirée sur l'U.R.S.S. (« socialisme dans un seul pays », etc.). Il serait intéressant d'interroger les participants sur ma position générale à l'égard de l'U.R.S.S.

6) Avec la famille Baggild nous avons (ma femme et moi) des relations amicales. Baggild lui-même n'est plus au nombre des vivants. Mais *Mme Baggild* et ses deux enfants peuvent assurément répondre à la question de savoir si notre fils était avec nous à Copenhague.

7) La presse danoise a donné beaucoup de détails sur moi, ma femme, mes compagnons, etc. Dans aucun journal on ne trouvera cependant quoi que ce soit sur mon fils (à vérifier) !

8) Lors du retour, alors que nous traversions tout le Danemark en automobile, nous avons été les hôtes d'un frère de Baggild, un instituteur, et nous avons fait à cette occasion la connaissance de sa fille et de ses deux fils (malheureusement je ne trouve pas le nom de la *localité* dans mes archives). Avec mes compagnons, nous sommes restés quelques heures avec la famille de l'instituteur et nous avons conversé amicalement. Notre fils était-il présent? Les membres de cette famille répon-

¹³. Selon Louis Sinclair le texte de cette interview n'a paru que dans *IV^e Internationale* de mars 1937.

dront également *non* à cette question (on peut facilement retrouver cette famille par Mme Berggild à Copenhague).

9) Nous avons habité à Copenhague dans la petite villa d'une danseuse danoise qui était partie, je crois, en Argentine. Nous-mêmes et nos compagnons étions les seuls habitants de cette maison, dont l'adresse était tenue strictement secrète. C'est pourquoi je ne la trouve pas non plus dans mes papiers ". On peut cependant s'informer sur ce point auprès de la police elle-même : *deux policiers sont restés en permanence au sous-sol*. On devrait, si possible, visiter cette maison, en photographier l'entrée sous la rue, etc. Le rez-de-chaussée n'était occupé que par mes compagnons (la « garde »). Natalia et moi vivions à l'étage au-dessus. Il y avait là une chambre à coucher, une salle de bains, un cabinet avec lit où logeaient Jeanne et Lucienne ^u et un *petit bureau* où je travaillais et recevais tous mes visiteurs. Pour parvenir jusqu'à moi, il fallait d'abord trouver l'adresse : c'était un nombre fort limité d'amis (deux seulement, je crois) qui avaient le droit de communiquer cette adresse, après accord avec moi. Ensuite, il fallait se faire identifier au rez-de-chaussée pour monter jusqu'à moi. Toute improvisation était ainsi exclue. Cela peut et doit être confirmé par une trentaine ou une quarantaine de témoignages.

10) Un témoin fort important est M. E. Falk " de *Mot Dag*, qui était venu d'Oslo à Copenhague pour me rendre visite. Les questions qu'on devrait lui poser sont les suivantes : de quelle manière a-t-il eu connaissance de mon adresse à Copenhague ? A qui a-t-il écrit ? Comment est-il venu jusqu'à la maison et de quelle façon est-il ensuite monté jusqu'à moi ? A-t-il dû attendre quelque temps ? Y avait-il des gens au rez-de-chaussée ? Combien ? Comment était la pièce où je l'ai reçu ? Grande ? Petite ? Est-ce que je me promenais de long en large dans la pièce ? Était-il seulement possible de s'y promener en long et en large (elle était minuscule et encombrée de

14. L'adresse en question était : 155 Dalgas Bd, Kopenhagen-Frederiksberg.

15. Jeanne, c'est Jeanne MARTIN DES PALLIERES (1897-1961), épouse de Molinier et compagne de Léon Sedov qu'elle avait connu à Prinkipo. Lucienne (Lucienne TEDESCHI) était l'un des pseudonymes de Barbara SEI'DENFELD, épouse STRETIELSKY (1898-1978), née en Hongrie, ancienne dirigeante de l'Internationale communiste des jeunes, compagne de l'Italien Blasco et familièrement appelée « la Blascotte ».

16. Erling FALK (1887-1940) avait milité aux Etats-Unis dans les I. W.W. et avait été gagné très tôt au communisme. Il avait fondé en 1921 la revue *Mot Dag* (L'Aube) et organisé autour d'elle un réseau de militants qu'il voulait à l'image des bolcheviks. Il avait rompu avec le D.N.A. quand celui-ci avait renoncé à sa tradition antimilitariste.

meubles) ? Ce M. Falk est politiquement hostile à moi et favorable (sauf erreur de ma part) aux staliniens ^M. C'est pourquoi j'accorde une valeur particulière à son témoignage. Il ne serait pas sans intérêt qu'il parle aussi du contenu de notre entretien. Quelle était, par exemple, ma position vis-à-vis de l'U.R.S.S. ? Quel était le but de sa visite ? Son attitude politique à mon endroit ? Ces questions sont cependant de moindre importance.

11) Les accusés qui sont censés m'avoir rendu visite à Copenhague me font me promener de long en large dans la pièce (c'est le seul détail < vivant » !). Qu'on prenne donc les *mesures* de mon cabinet de travail ! Il y avait là à l'époque un bureau, un fauteuil et un grand divan. Les visiteurs devaient s'installer sur le divan car il n'y avait plus de place pour d'autres fauteuils (je ne me promène d'ailleurs pas de long en large lors d'un entretien sérieux ; en outre, cela m'est médicalement interdit depuis 1924 ; même quand je dicte, je suis assis ou allongé. Ce détail lui-même n'est pas sans intérêt).

12) Le 23 novembre 1932, nous sommes arrivés à Esbjerg (Danemark), le même jour nous étions à Copenhague où nous avons séjourné neuf jours. L'avant-dernier jour, les journalistes apprirent notre adresse (ou du moins nos amis en eurent le sentiment). Sans attendre, on m'a conduit à l'écart de la ville, dans une pension de grande bourgeoisie. Mes compagnons étaient Oskar Fischer et M. Shachtman (non, plutôt P. Frank ? ") ; Molinier, je crois, conduisait la voiture. Tout cela doit être établi par les intéressés et il faut en dresser un procès-verbal (Shachtman n'était pas du tout à Copenhague). Malheureusement je ne possède pas la liste de tous mes visiteurs. Nous y sommes restés moins de 2 heures. Le jour même, ma femme m'a rejoint. Malgré le caractère « conservateur » de la maison (entourée d'un parc magnifique), la propriétaire s'est montrée à mon égard et à l'égard de mes compagnons extraordinairement attentive et amicale : qu'il me suffise de dire qu'elle n'a pas accepté d'être payée ! Cette dame confirmera certainement que je n'ai

17. Trotsky s'appuie ici sur ce qu'il sait des positions politiques du groupe lui-même. En réalité, Erling Falk, très malade, n'avait plus aucun rôle, ni aucune influence.

18. Oskar FISCHER était le pseudonyme d'Otto SCHÜSSLER (né en 1905), un ouvrier emballer, dirigeant de l'Opposition allemande qui avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo de 1932 à 1933. Max SHACHTMAN (1903-1972), ancien dirigeant des Jeunesses était depuis 1928 l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche aux Etats-Unis. Mais Trotsky a failli faire erreur : Shachtman n'était pas à Copenhague. Pierre FRANK (né en 1905), un ingénieur chimiste d'origine russe, était l'un des dirigeants de la Ligue française et venait d'effectuer un séjour comme secrétaire à Prinkipo. Sur Raymond Molinier, cf. n. 3, p. 137.

pas reçu une seule visite dans sa maison (elle a difficilement pu l'oublier, tant mon séjour fut pour elle un « événement » !). Du reste, à cet endroit, j'étais moins accessible encore que dans l'appartement de la danseuse. Si les Holzman, Bergmann et David " m'avaient vraiment rendu visite à Copenhague, ils auraient à coup sûr nécessairement dit au tribunal quelques mots sur le singulier domicile de la ballerine ou sur cette pension plus remarquable encore au milieu de son parc immense. Mais, sur le cadre matériel de nos prétendues rencontres, ils gardent soigneusement le silence. Aussi est-il très important d'aller voir cette pension, d'en prendre des photos ou d'en trouver de toutes faites et d'obtenir de la propriétaire — à laquelle j'ai envoyé par la suite mon livre dédicacé — une déclaration détaillée. Elle non plus, naturellement, n'a vu aucun « fils » avec moi.

Les points énumérés ci-dessus n'épuisent nullement l'affaire de Copenhague. Ce ne sont pas *non plus* les plus importants. Mais ce sont ceux sur lesquels il faut enquêter au *Danemark* et, pour partie, en *Norvège* (E. Falk) et en *Suède* (Carlsson), c'est-à-dire en Scandinavie. Aussi devrait-on trouver *un avocat à Copenhague* qui vérifie avec soin tous les détails avec l'aide d'amis actifs et de la presse ouvrière.

En même temps, il faut trouver en France dans les archives du ministère des affaires étrangères ou dans celles de la Présidence du conseil le télégramme de Natalia Sedova-Trotsky par lequel ta mère demande un visa pour son fils auprès de M. Herriot : c'était *au début de décembre 1932*. Herriot ordonna immédiatement par télégramme que te soit accordé le visa de Berlin pour la France. Ces documents son irréfutables et définitifs. Ils prouvent que ta rencontre avec nous n'a eu lieu que lors de notre retour en France.

Ainsi, ces misérables accusés t'auraient vu à Copenhague à une époque où tu étais à Berlin. Ils t'auraient rencontré à l'hôtel Bristol qui n'existe plus depuis 1917. Et sur moi, sur mon logement, sur mon entourage (mes secrétaires, la garde, etc.), ils n'ont pu dire un traître mot devant le tribunal !

J'ai encore *beaucoup* de documents intéressants concernant l'affaire de Copenhague. Ce fut vraiment une idée malheureuse, de la part de Staline-lagoda, que de transporter le complot à Copenhague ; le mensonge a ainsi, extérieurement déjà, un

19. Holzman et David étaient deux des accusés qui prétendaient avoir rendu visite à Trotsky à Copenhague. « Bergmann » est de toute évidence une erreur de plume et c'est Berman-lourine qu'il faut lire.

caractère extrêmement concentré et saute aux yeux du premier philistin venu. Dans ma prochaine lettre, j'examinerai encore d'autres faits et documents relatifs à l'affaire de *Copenhague*. Mais je dois l'avouer : souvent je suis pris de malaise à l'idée qu'il me faille m'occuper de pareilles saletés. Car ce qui est le plus stupide, le plus invraisemblable et en même temps le plus ignoble, c'est le contenu *politique* de l'accusation : je m'emploie, en alliance avec la Gestapo, à tramer l'assassinat de médiocres bureaucrates qui ne sont à mes yeux que les instruments inconscients d'une gigantesque réaction historique. Ce côté des choses, le plus important, il va de soi que je vais devoir aussi l'examiner. Mais je le ferai *en russe* de façon à donner à mes pensées toute la précision nécessaire. Cependant, pour que le travail soit complet, il me faut avoir en main les résultats de toutes les enquêtes indiquées dans cette lettre ou déjà auparavant, et le plus tôt sera le mieux.

Cette lettre doit être corrigée par un Allemand, puis reproduite à l'intention de M. Puntervold, de G. Rosenthal (Paris), de Bill (Prague), de l'avocat qui mènera l'enquête à Copenhague, etc. Dans cette affaire, la division du travail devrait être strictement respectée.

Dans une semaine, peut-être plus tôt, j'établirai, toujours à propos de l'affaire de Copenhague, une liste d'autres questions.

J'en formule quelques-unes tout de suite.

13) J'ai été < filmé > à Copenhague. Un commerçant très fortuné a mis dans, ce but une salle à notre disposition. Mes secrétaires sont allés le voir à plusieurs reprises pour arranger la chose. Si mon fils avait été à Copenhague, cet homme si aimable et si hospitalier en aurait certainement su quelque chose. Connaître son nom et le reste n'est pas difficile !

14) Les représentants de la société cinématographique ont eu des négociations et des contacts nombreux avec mes secrétaires. Ont-ils remarqué la présence de mon fils ?

15) J'en viens aux journalistes. J'ai dans mon dossier une foule de télégrammes, lettres et cartes de visite qui datent de cette époque. Une nuée de journalistes entouraient les secrétaires. Ont-ils jamais vu mon fils ou entendu parler de lui ?

Je donne ici quelques noms de ma collection sans être certain qu'ils étaient vraiment tous à Copenhague :

1. Mrs E.A. Koefoed (*Christian Science Monitor*)
2. John Ahl-Nielsen (*Chicago Tribune*)
3. Chv. Stampe (?) (*Politiken*)
4. William Parker (Hearst Press)

5. Lasse Lemkow {*Berlingske Tidendé*}
6. William H. Stohneman {*The Chicago Daily News*}
7. Hans Tholstrup (sur sa carte de visite : Central 2266)
8. Mordecai Danzis {*The Dap*, New York}
9. Le représentant de la Columbia Broadcasting (Saer-chinger ?)
10. Plusieurs représentants de la Fox-Movietone, etc.

Toutes ces personnes confirmeront certainement : a) qu'aucun d'entre eux ne connaissait mon adresse ; b) qu'ils étaient toujours obligés de traiter par l'intermédiaire des secrétaires ; c) que je venais à toutes les réceptions, etc., accompagné de plusieurs amis ; d) qu'aucun des journalistes, photographes, etc., n'a entendu parler de mon fils et que tous, comme cela est tout à fait compréhensible, avaient pour ma situation personnelle un intérêt purement professionnel.

16) J'ai dit plus haut que je n'avais pas la liste de mes visiteurs. J'entends par là ceux qui avaient accès à notre logement, c'est-à-dire les amis politiques et les camarades de combat. 11 y en avait environ vingt-cinq. Je me souviens de *tous*, mais une confusion est toujours possible (par exemple, Shachtman est venu avec nous de Prinkipo en France (1933), mais non à Copenhague (1932)). Cependant la liste de *tous* les camarades est facile à établir et ce sera fait dès que possible. En tout cas. il n'y en avait *qu'un* parmi eux à parler la langue russe, à savoir Sénine ²⁰ qui était arrivé peu avant notre départ de Berlin. Mais Sénine ne correspond à aucun des trois prétendus « terroristes ».

A suivre.

20. Sur Sénine, cf. n. 9, p. 91. Trotsky, à la suite de son entrevue avec lui à Copenhague, avait pensé qu'il allait se rallier au stalinisme et y voyait le résultat d'une pression politique. En 1936, les rumeurs rapportées d'U.R.S.S. par Serge imposaient que soit envisagée l'hypothèse de son appartenance au G.P.U. Tous les camarades de Trotsky se souviennent d'avoir examiné avec soin les photos de presse des accusés pour voir s'ils reconnaissaient parmi eux et sous un autre nom l'un des hommes qui avaient travaillé dans les rangs trotskystes au compte du G.P.U. ou qui étaient soupçonnés de l'avoir fait.

[PROBLÈMES DE COURRIER] ¹

(15 octobre 1936)

Cher Liova,

Je t'envoie en même temps par l'intermédiaire de M. Puntervold une longue lettre concernant l'affaire de Copenhague. Tu m'en accuseras- réception sans délai.

Ma lettre au bureau de l'internationale syndicale (au sujet d'une commission d'enquête provisoire) a été retenue par les autorités. Il te faut donc entreprendre sans cette lettre les démarches que tu as prévues.

Je ne reçois presque pas de lettres de France *, Gérard [Rosenthal] a-t-il reçu ma procuration? Les uns croient que nous nous trouvons ici dans une situation de presque complète liberté (Marguerite [Rosmer] croit, par exemple, que je peux aller pêcher, chasser, etc.) ; les autres semblent croire qu'on n'a pas le droit de nous écrire la moindre lettre. C'est moi qui ne puis d'ici écrire de lettres *politiques*. Mais je peux recevoir toute correspondance.

Avec mes salutations les meilleures,

Ton papa. ^{1 2}

1. Lettre de Sedov, traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

2. Initialement Trotsky avait écrit en français « Je reçois très peu de lettres », avait barré et recommencé en allemand, langue qui accélérerait la transmission de son courrier par le bureau des passeports (N.d.T.).

[IBSEN ET L'EXPÉRIENCE NORVÉGIENNE] ¹

(17 octobre 1936)

Cher Camarade^{1 2 3},

Comme vous êtes un bibliophile, je vous ai envoyé la nouvelle édition américaine de mon *Histoire*¹. J'espère que vous avez reçu ce livre. J'ai eu la chance de pouvoir achever ce travail en Turquie, en pays arriéré : dans un pays moderne, démocratique, à plus forte raison gouverné par un parti socialiste, une telle performance eût été carrément impossible...

Natalia a voulu à plusieurs reprises s'informer de l'état de santé de Karin⁴ ; mais, d'ici, ce n'est pas si simple. Donnez-nous, je vous prie, des nouvelles sur ce point.

Nous nous réjouissons naturellement beaucoup de vous voir ici, mais... Au bon vieux temps, dans les prisons, j'avais des visites une ou deux fois par semaine, sinon plus. Mais, encore une fois, c'était dans des pays retardataires (la Russie tsariste, l'Espagne d'Alphonse XIII⁵, etc.) Nous vivons au contraire, comme je l'ai dit, sous le signe de la démocratie moderne, qui

1. Lettre à Håkon Meyer, Arbedarrørelsens Arkiv, Stockholm, avec l'autorisation de M. Meyer. Traduite de l'allemand.

2. Håkon MEYER (né en 1896), militant du D.N.A. depuis 1916, membre de son comité central pendant plusieurs années, était son responsable pour les questions culturelles et directeur du Théâtre national populaire. Il s'était lié d'amitié avec Trotsky qu'il avait connu par les Knudsen, bien que son pacifisme l'opposât à lui sur le plan politique. Il était également l'un des animateurs du comité pour le droit d'asile de Trotsky qui venait de se créer.

3. Il s'agit de la réédition par Simon & Schuster de *History of the Russian Revolution*.

4. Karin, fille aînée des Meyer, avait été très malade.

5. ALPHONSE XIII (1886-1931) était roi d'Espagne quand Trotsky, expulsé de France le 30 octobre 1916, avait été arrêté à Cadix, le 9 novembre, emprisonné six semaines et finalement expulsé de Barcelone vers New York le 30 décembre.

est trop délicate pour pouvoir tolérer que les prisonniers aient des visites.

N'avez-vous pas dans votre bibliothèque un *Ibsen* en traduction *allemande*? Dans ma jeunesse, Ibsen était l'un de mes plus grands amours littéraires. Mais, comme c'est assez compréhensible, j'ai plutôt prêté attention aux Brand, Docteur Stockman, Rosmer⁶ ⁷ qu'aux *autres*, qui ont assez souvent donné du fil à retordre à l'écrivain lui-même. C'est pourquoi je voudrais maintenant relire Ibsen afin d'examiner ces « autres » d'un peu plus près. Ce ne serait pas inutile non plus pour une éventuelle réédition de mon autobiographie.

Les meilleurs saluts de nous deux à votre femme et à vos filles.

P.-S. Et M. Scharffenberg ? Après m'avoir communiqué son incomparable et héroïque « directive »⁷, il semble d'être complètement calmé. Enfin...

6. Ce sont là les noms de héros positifs des drames d'Ibsen. Brand est celui de la pièce de 1866 qui porte son nom : prêtre d'une religion non déterminée, il a pour devise « Tout ou rien ». Le Dr Tomas Stockmann, principal personnage d'*Un Ennemi du peuple* (1882) combat pour la vérité contre son frère le bourgmestre. Le pasteur Johannes Rosmer, héros de *Rosmerholm* (1866), apostat, décide de consacrer sa vie au peuple en « affranchissant les esprits et purifiant les volontés ».

7. Cf. pp. 120-122.

[POUR UN TRAVAIL SYSTÉMATIQUE] ¹

(21 octobre 1936)

Cher Liova,

Je ne t'écris que quelques mots pour te dire que je suis très inquiet par la lenteur de votre enquête. Vous publiez : « On peut trouver le télégramme de N.I. Trotsky et on le trouvera...^{1 2} » Vous avouez ainsi que vous ne l'avez pas encore trouvé ! Or, je vous assure que les staliniens sont plus prompts que vous. Ils ont des agents secrets partout. Ils peuvent *voler* le télégramme des archives du ministère : ce n'est pas pour la première fois que cela se fait en France. J'insiste de nouveau : il ne s'agit pas seulement de la < littérature » — qui est bonne et utile —, il s'agit d'une investigation judiciaire, formelle, rigoureuse !

Je ne trouve pas bon l'anonymat littéraire: les ennemis feront des conjectures, des dénonciations fausses, etc. La meilleure chose est d'agir *ouvertement*, en signant par son propre nom *tous* les articles qui se rapportent au procès : on coupe ainsi court aux calomnies et aux intrigues.

J'insiste encore une fois sur la nécessité d'établir la liste de *toutes* les questions, propositions et suggestions faites par moi d'ici. Les *numéroter* ! Indiquer précisément ce qui est *fait* et ce qui est à faire ! Nommer des *responsables* pour chaque investigation, même de second ordre !

J'ai l'impression que le travail se fait chez vous un peu à bâtons rompus. Il faut le systématiser, et vite ! C'est bien possible que nous devrions faire le procès à Paris aussi parce que ma supposition préalable qu'ici, en Norvège, on peut s'attendre à plus de loyauté qu'ailleurs ne se confirme pas du tout par l'expérience. Les journaux réactionnaires exigent déjà l'interdiction (! ! !) du procès — et c'est la réaction qui commande !

1. Lettre à L. Sedov (10174), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Il s'agit du télégramme de Natalia a Edouard Hernot en 1932 sollicitant un visa pour la France pour Léon Sedov.

[ENCORE IBSEN] (1)

(22 octobre 1936)

Cher Camarade,

Grand merci pour *Vlbsen*. Mon regard y est aussitôt tombé sur *Les Soutiens de la Société*^{1 2 3}. Quel heureux hasard ! On ne doit jamais cesser d'étudier comment la société trouve ses meilleurs soutiens.

Je ne connais pas du tout votre article dans *Kampf und Kultur*^{*}. Pourquoi « en serais-je fâché »^{4 5} ? L'article aurait-il été rédigé dans l'état d'esprit du fondé de pouvoir Krapp^s? Je ne le crois tout de même pas. Je vous en prie, envoyez-le-moi : de toute façon, je me déplace encore avec beaucoup de maladresse sur le terrain de la langue norvégienne.

Nous nous sommes *fort* réjouis que Karin se porte bien. Nous espérons que la petite Elly (?)⁶ est aussi en bonne santé.

1. Lettre à H. Meyer, archives H. Meyer, Simnishamm. Manuscrite, rédigée en allemand.

2. *Les Soutiens de la société* sont de 1877, et leur thème est l'hypocrisie sociale.

3. Håkon Meyer venait de publier dans cette revue un article intitulé « Trotsky, le procès de Moscou et le droit d'asile », une sévère critique de l'attitude du gouvernement norvégien.

4. H. Meyer redoutait sans doute que Trotsky se formalise des réserves qu'il avait exprimées dans l'article vis-à-vis des idées de Trotsky, dont il était fort éloigné.

5. Personnage du drame d'IBSEN, *Les Soutiens de la société*, KRAPP était le « fondé de pouvoir » du patron, toujours prêt, sur ordre, à employer bassesses et brutalité.

6. Elly était la seconde fille du couple Meyer.

[DU BON TRAVAIL] ¹

(22 octobre 1936)

Cher Liova,

J'ai reçu le *Biulleten* russe ^{1 2} et nous en sommes contents, avec maman.

•L'article sur le procès est inégal : l'introduction politique est trop longue et contient trop de choses déjà dites et redites. Il vaudrait mieux commencer par le procès lui-même pour en tirer les conclusions politiques *à la fin*.

Quant à l'analyse du procès elle est très bonne, dans certaines parties même excellente : page 9 après page 17..., page 22 et beaucoup d'autres. J'en félicite l'auteur^{3 4}!

Mais il y a de petites fautes et des lacunes. J'en énumère quelques-unes.

1° Ce n'est pas vrai que Serebriakov aurait capitulé avant Zinoviev (p. 22). Ser[ebriakov] a capitulé après le XV^e Congrès, déjà à Semipalatinsk *.

2° Sur la p. 36 sont citées les paroles de Olberg : « ... Notre voyage ne s'est pas réalisé... », etc. Après cela l'auteur parle

1. Lettre à L. Sedov (10175), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Il s'agissait du n° 52-53 du *Biulleten Opositsii*, daté d'octobre 1936, le travail qui paraissait en même temps en français, sous le titre de *Livre rouge sur les procès de Moscou*, œuvre de Léon Sedov.

3. Par précaution de clandestinité, Trotsky fait comme si ce n'était pas à l'auteur que la lettre s'adressait.

4. Leonid P. SEREBRIAKOV (1890-1937), métallo, membre du parti depuis 1905, envoyé de France clandestinement en 1912, avait été envoyé en déportation la même année, s'était évadé en 1914 et avait été déporté à nouveau en 1915. Membre du C.C. en 1919, il en avait été secrétaire en 1919-20, et avait occupé enfin diverses fonctions de commissaire du peuple. Il était membre de l'Opposition de gauche depuis 1923, avait été exclu en octobre 1927 dans l'affaire de l'« imprimerie clandestine », s'était officiellement « repenti » en juin 1929 et avait été réadmis dans le parti en janvier 1930 (soit presque deux ans après Zinoviev et ses proches).

du prénom de la femme de Sedov⁵. Il est cependant 1 000 fois plus important que Olberg témoigne que Sedov n'était pas allé à Copenhague. Ce fait important n'est pas mis en évidence ? (C'est fait depuis par Held dans une analyse récente !)

3° P. 35-36. Ce n'est pas juste que les journalistes, etc., m'auraient visité dans notre petite villa à Copenhague. L'adresse n'étant connue de personne, sauf les amis les plus proches, les journalistes ne pouvaient venir chez nous à la maison. Quand on nous a « découverts » (l'avant-dernière journée), je me suis sauvé avec deux amis en dehors de la ville.

Il n'y a pas mal d'expressions qui ne sont pas russes, loin de là... Il faudrait trouver un rédacteur technique connaissant le russe parfaitement.

Mais somme toute, c'est du bon travail ! Tu peux le dire à l'auteur.

Est-ce que la traduction allemande est faite ? *Elle est nécessaire et urgente, en premier lieu pour les avocats, ici et à Prague.* Peut-être que le traducteur pourrait aussi faire les corrections mieux que les annotations, pour corriger *ouvertement*, indiquées plus haut?

J'ai envoyé hier une lettre à toi par Puntervold. J'attends une réponse tout à fait exacte. L'investigation doit se poursuivre plus systématiquement et un peu plus vite aussi. Nous n'avons pas de temps à perdre ! *Il faut envisager un procès à Paris aussi.*

Je me suis décidé définitivement pour un procès à Prague.

5. Olberg avait parlé de la femme de Sedov en disant qu'elle s'appelait Suzanne. Or elle s'appelait Jeanne.

[MENER L'ENQUÊTE TRÈS VITE] *

(23 octobre 1936)

Cher Liova,

J'ai trouvé toutes les lettres d'Olberg : douze adressées à moi, douze à toi. Celles qui te sont adressées sont la plupart du temps de petits billets. Elles commencent en mars 1930 et s'achèvent en janvier 1931 ^{1 2}. Elles concernent l'envoi de cartes postales contenant des nouvelles pour les proscrits en U.R.S.S. ; la recherche de citations et de livres pour moi ; un peu les affaires politiques allemandes (élections, parti communiste, Opposition). Les lettres à mon adresse ont un caractère plus théorique et politique, elles concernent le plus souvent l'Allemagne. A partir de ces lettres, on voit qu'Olberg — comme bien des jeunes gens — m'a rendu certains services, de Berlin, pour mes travaux. Son < avantage > provenait de ce qu'il maîtrisait la langue russe. Cela explique pourquoi il est entré ensuite en contact avec moi. Il savait en tout cas deux choses : que ta femme était allée à Copenhague ; que tu étais demeuré à Berlin. Ce témoignage est de la plus haute importance.

J'avais complètement oublié cette ancienne correspondance (ces dernières années, il y a eu des douzaines de gens comme Olberg !). Je suppose que toi aussi tu ne t'en souviens pas très bien. Sur Olberg lui-même, notre correspondance a naturellement fait une plus forte « impression », en particulier quand il jouait déjà double jeu. Même si ce n'était pas le cas, il a nécessairement dû s'intéresser beaucoup à tout ce qui nous concernait, toi et moi. Mon arrivée à Copenhague a été un « événement » ! Comme il était d'une certaine façon en relation avec toi, il a

1. Lettre à L. Sedov (10176), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

2. C'est à cette époque qu'Olberg s'était définitivement rallié au groupe scissionniste de Kurt Landau.

pu, il a même nécessairement dû savoir que tu *ne pouvais pas* aller à Copenhague. Cela explique entièrement son comportement lors du procès. Il fallait qu'il ait reçu une directive de moi. Par quel intermédiaire ? Toi, il ne pouvait pas te désigner : pour lui, c'eût été une imprudence, car il *savait* ce qu'il en était (à la différence de Holzman, Berman et David, qui se contentèrent de mentir au hasard). C'est pourquoi il désigna ta femme. Manque de chance : elle ne s'appelle pas Suzanne et elle n'est pas rentrée directement de Copenhague à Berlin ³. Mais ces petits défauts esthétiques, qui montrent accessoirement qu'il n'y avait pas de « directive », n'affaiblissent nullement la valeur du témoignage en ce qui concerne la question décisive : es-tu allé à Copenhague, oui ou non ? Au contraire, ils confèrent au témoignage, de manière certes involontaire, mais d'autant plus convaincante, sa note de véracité. C'est pourquoi j'accorde la plus grande importance à cette question. Dans le *Biulleten* russe, cet aspect de l'affaire n'a pas été mis en valeur et il faudra plus tard, d'une manière ou d'une autre, rattraper cette erreur.



Le futur procès de Moscou aura pour tâche (entre autres) de combler les lacunes du dernier en date. Monsieur X dira : « Nous étions avec Holzman à l'hôtel Bristol de Berlin et il a dû le confondre avec celui de Copenhague ». Monsieur Y dira : « C'est Sénine qui a servi d'intermédiaire pour la rencontre de Trotsky et de Berman, avec l'aide de Baggild » — qui est mort. Monsieur Z dira : « La "lettre" de Trotsky à Dreitzer était écrite avec une encre qu'on peut faire apparaître et disparaître à volonté », etc. Aussi est-il très important de ne pas laisser aux falsificateurs le temps de se livrer à de nouvelles falsifications, mais au contraire de mener l'enquête aussi promptement que possible.

Cette lettre est destinée en même temps à MM. les avocats Puntervold, Rosenthal, Bill et Adler⁴.

3. Il s'agit de Jeanne Martin qui avait accompagné les Trotsky sur une partie du trajet de retour.

4. Il s'agit des avocats de Trotsky. Jan G. ADLER (1907-1963), jeune avocat, beau-frère du dirigeant trotskyste tchécoslovaque J. Kopp, était le principal collaborateur du Dr Bill. Il allait d'ailleurs poursuivre seul l'entreprise lorsque Me Bill, effrayé à la fois par un cambriolage à son domicile des principales pièces du dossier Trotsky et par les menaces dont il était l'objet, décida au bout de quelques semaines d'abandonner cette affaire décidément trop dangereuse.

[LE POINT DE LA SITUATION] *

(23 octobre 1936)

My dear Tamada^{1 2},

Votre élection au Storting nous a remplis de joie, Natalie et moi-même. Nous savions que vous-même n'y accordiez pas une grande importance. Mais nous craignons beaucoup que les répugnantes calomnies répandues contre vous puissent vous nuire sur le plan politique. Il nous aurait été vraiment intolérable d'apprendre que vous auriez dû payer chèrement dans le domaine politique votre hospitalité et votre amitié purement humaine à notre égard. Ce n'est heureusement pas le cas. Malgré les calomnies, malgré la coalition des ennemis, malgré le silence de certains « amis », le peuple norvégien a manifesté son entière confiance en vous. J'y puise la certitude que le même peuple norvégien n'ajoute nullement foi aux calomnies qui sont dirigées contre moi.

Ici, rien n'a changé, la situation a même empiré, car notre logement est peu fait pour le froid. Nous n'avons pas de visites. Les journaux et les lettres nous parviennent une fois par semaine, parfois deux. Mes lettres *les plus importantes*, celles qui se rapportent à mon procès, sont confisquées. Les promenades dans la forêt nous ont été interdites depuis longtemps, nous ne pouvons nous mouvoir qu'autour de la maison. Le pire est que je n'ai aucune assistance technique, ni secrétaire, ni sténodactylographe, ce qui me rend impossible tout travail systématique. J'ignore comment le gouvernement se représente la suite des choses, ne serait-ce que sur le plan matériel. L'activité littéraire est mon *métier* depuis quarante ans. J'écris toujours *en russe*.

1. Lettre à K. Knudsen (8695), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

2. « Tamada » est le chef de table. En anglais. (Mon cher Tamada.)

J'écris toujours sur des questions *politiques*. Je ne puis changer mon métier. La vie ici, dans la prison de Hurum, coûte deux fois plus cher qu'à Weksal. Si par la suite je suis empêché de travailler, je ne pourrai plus pourvoir à ma subsistance.

Là n'est toutefois pas le plus important du point de vue politique, mais la chose suivante : il semble qu'on nourrisse l'espoir dans certains milieux de me voir renoncer *solennellement* à toute activité politique. Comme vous êtes maintenant au Parlement et que la question doit également y être débattue, je crois nécessaire d'attirer votre attention sur les faits suivants : le 16 octobre 1928, le G.P.U. a exigé de moi à Alma-Ata (Asie centrale) que j'abandonne toute activité politique. J'ai écrit sur le papier même de l'ultimatum : « Exiger d'un révolutionnaire semblable renoncement ne peut être que le fait d'une bureaucratie corrompue jusqu'à la moelle. Seul un misérable renégat pourrait prendre un tel engagement. » Vous pourrez trouver cela dans *Mitt Uv*, p. 230. Depuis, je n'ai pas changé mes vues sur la question. Je me suis engagé à ne pas avoir d'activité illégale, contraire à la loi³ ⁴, et à ne pas causer de difficultés au gouvernement de ce pays — ça, oui ! Mais que je m'oblige à renoncer dans d'autres pays à une activité politique légale dans le cadre de la loi⁴ — est absolument *exclu* ! Une telle idée me paraît scandaleuse et exorbitante. Pendant vingt-deux ans, j'ai vécu dans l'émigration, dont sept ans dans l'Autriche des Habsbourg. Jamais personne n'a eu à cette époque d'aussi énormes exigences à mon égard. Si j'avais l'intention d'abandonner toute activité politique, Mussolini m'accorderait dès demain le droit d'asile, comme il l'a fait pour Gorky⁵. Mais j'ai confié mon sort à un pays démocratique, non à un pays fasciste.

J'en ai fini, cher ami. Mes salutations les plus chaleureuses, de Natalie et de moi-même, à votre famille.

Votre cordialement dévoué.

3. *Ma Vie* en norvégien.

4. Trotsky emploie ici deux termes équivalents.

5. Maksim, M. Pechkov, dit GORKY (1868-1936) le grand romancier russe, avait vécu six années dans l'Italie fasciste.

[DES URGENCES] (1)

(24 octobre 1936)

1. Le manuscrit russe de mon livre sur l'U.R.S.S. se trouve depuis presque trois mois déjà, en trois exemplaires, au bureau des passeports. Cela signifie pour moi une très grosse perte matérielle et morale. Avec cela, la saisie de ce manuscrit est *absurde*. Le livre est achevé depuis plus de trois mois déjà, quatre exemplaires ont même été expédiés de Henefoss, il a été traduit en anglais et en français, dans une semaine il va paraître en français ainsi qu'en russe (en France). Je me réserve le droit de réclamer un dédommagement de l'Etat pour cette chicane, absurde même du point de vue de mon internement.

2. Les journaux étrangers et *YArbeiderbladet* (l'organe du parti gouvernemental) me parviennent une ou deux fois par semaine. Je n'ai pu avoir directement que les *Aftenposten* et le *Tagebladet*. Ne serait-il pas possible que les journaux soient expédiés directement à Sundby — par exemple à l'adresse du chef de la garde — afin que je puisse les lire chaque jour, faute de quoi ils perdent tout intérêt?

Il est nécessaire de recevoir de France (par l'intermédiaire de M. Rosenthal) la liste des signataires de *VAppel*¹ avec la *caractéristique précise de chacun d'eux*. On pourra voir ainsi qu'il s'agit de personnalités fort importantes dont la plupart se trouvaient hier encore dans le camp stalinien et c'est là un symptôme extrêmement réjouissant : cela prouve que les consuls Bernier et les procureurs Krapp^{1 2 3} ne pourront désormais nous empêcher de permettre à la vérité de se frayer son chemin. Pour

1. Lettre à M. Puntervold, archives Held, Reichsarchiv, Oslo. Traduite de l'allemand.

2. Il s'agit de *VAppel aux Hommes*, rédigé au début du mois d'octobre par Marcel Martinet à l'instigation de Léon Sedov. (Texte reproduit dans *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, pp. 99-100, avec les premières signatures.)

parler comme Zola — à l'époque de l'affaire Dreyfus* —,
« la vérité est en marche, rien ne l'arrêtera ».

P.-S. Prière de faire copier la lettre ci-jointe pour M. Rosenthal, d'adresser des copies à MM. Bill et Adler.

La lettre à Madame Rosmer — pour que vous en preniez connaissance et que je sois sûr qu'elle sera vraiment expédiée. Naturellement, vous pouvez faire copier *toutes* les lettres que j'expédie par votre intermédiaire.

Une remarque en passant : Rosmer est le pseudonyme nor-dique d'un écrivain français dont le véritable nom est Griot. Dans sa jeunesse, il avait une passion pour Ibsen, et c'est à lui qu'il a emprunté le nom de Rosmer. Il voulait venir ces derniers temps en Norvège pour faire la connaissance des vrais Rosmer. Mais à présent, il devra remettre quelque peu son voyage.

3. Des personnages des pièces de théâtre d'Ibsen.

•4. Emile ZOLA (1840-1902), le romancier, s'était lancé dans l'affaire Dreyfus et avait publié son célèbre pamphlet « *J'accuse !* » — une publication qui marque le début du renversement de la situation.

[CONTACTS POUR UN CONTRE-PROCÈS] (1)

(25 octobre 1936)

Cher Ami.

J'approuve totalement votre lettre au secrétariat de la Fédération syndicale internationale. Il faut en envoyer une copie à Fen[ner] Brockway^{1 2}, une autre à Theodor³. W[alter] Dauge écrit : < Dans l'affaire du procès, il ne faut s'adresser qu'aux organisations qui se sont déjà exprimées positivement sur la nécessité d'une commission internationale. » Elle n'est pas juste, cette intransigeance formelle. Si nous ne nous adressons pas au Comintern, c'est parce qu'un pareil appel ne serait qu'un geste inutile et même un peu stupide. Mais, si, sous la pression d'en bas, le Comintern se trouve forcé d'envoyer ses délégués à la commission d'investigations (*sic*) internationale, tant mieux. Nous serions les bénéficiaires.

J'ai entendu par la T.S.F. que monsieur votre père⁴ a fait au congrès radical une communication importante sur les questions de la santé publique. J'en conclus avec plaisir que sa propre santé est au moins satisfaisante.

1. Lettre à G. Rosenthal (9810) en français, avec la permission de la Houghton Library. Cette lettre, en provenance des archives G. Rosenthal, est reproduite dans son livre *Avocat de Trotsky*, pp. 163-164.

2. Archibald Fenner BROCKWAY (né en 1888) était le principal dirigeant de l'I.L.P. britannique et Trotsky avait vainement tenté de le convaincre. Il était secrétaire du « bureau de Londres » qui regroupait des organisations n'appartenant ni à la II^e ni à la III^e Internationale.

3. L'original porte bien « Theodor » et non « Thadder » comme il est imprimé par erreur dans *Avocat de Trotsky*. Depuis plusieurs années, « Theodor » était le nom de code qui servait à désigner le S.I., en l'occurrence le secrétariat international du mouvement pour la IV^e Internationale.

4. Le Dr Georges ROSENTHAL (1872-1958), docteur en médecine et docteur ès-sciences, interne et chef de clinique des hôpitaux de Paris, assistant à l'hôpital de la Pitié, avait réalisé d'importants travaux sur la tuberculose pulmonaire, le pneumothorax et la transfusion sanguine dont il fut l'un des pionniers. Ami d'enfance d'Edouard Herriot,

Et la vôtre ? Etes-vous enfin totalement rétabli ? Lors de votre visite chez nous, vous aviez l'air plutôt fatigué. D'ailleurs vous aviez affaire avec le Central-Pass-Kontoret.

Je vous prie d'établir une liaison permanente avec mes avocats en Tchécoslovaquie, Fr. Bill et M. Adler. Je me suis décidé pour un procès parallèle à Prague⁵. J'incline même pour un procès à Paris s'il est possible. Peut-être aussi en Suisse. Le gouvernement de Berne a montré dans l'affaire du journaliste allemand B. Jacob⁶ qu'il sait *défendre son indépendance et sa dignité contre un grand Etat*. Hitler a dû capituler. On ne peut pas s'attendre à une pression brutale du gouvernement de Berne contre ses juges. Réfléchissez-y. Dans des cas pareils, il est parfois préférable d'avoir affaire à un gouvernement « conservateur » qui sait ce qu'il veut, qu'avec un gouvernement « socialiste » qui a peur de sa propre ombre.

Si le procès à Paris est quasi-impossible à cause de la législation elle-même, il faut dès maintenant étudier la situation en Suisse, en Hollande, en Belgique, même en Catalogne où N in est ministre de la justice.

Réfléchissez-y, mon ami, consultez les amis, dites-moi votre opinion, surtout, prenez des dispositions immédiates, *sans perdre de temps*.

il était vice-président du parti radical et rapportait dans ses congrès sur les questions d'hygiène sociale, d'urbanisme et de participation ouvrière. Trotsky avait logé chez lui pendant son bref séjour de 1935 à Paris, entre Domène et la Norvège. Il était le père de Gérard Rosenthal.

5. La proposition émanait du Comité international pour le Droit et la Vérité que présidait Sonka et qu'animait Frankel.

6. Berthold JACOB (1898-1944), auteur de travaux importants sur le procès du Reichstag et la légende de Hindenburg, s'était réfugié en Suisse après l'arrivée de Hitler au pouvoir. Il y avait été enlevé, le 9 mars 1935, par un commando nazi qui le ramena clandestinement en Allemagne. L'attitude énergique du gouvernement fédéral aboutit cependant, en septembre suivant, à sa restitution par les autorités allemandes aux autorités suisses. ■

[QUELQUES PROBLÈMES POSÉS PAR LE G.P.U.] ¹

(26 octobre 1936)

Je vous adresse sous ce pli une lettre que m'a envoyée M. Vladimir Burian. Il s'agit d'un cas très instructif concernant la pratique du G.P.U. En 1929, après mon expulsion d'Union soviétique, on a tenté à l'étranger de mettre en relation avec des Gardes-blancs de prétendus « trotskystes ». On voulait ainsi courir deux lièvres à la fois : obtenir des Blancs des informations sur leurs liaisons avec l'U.R.S.S. et convaincre les trotskystes de collusion avec les Blancs. Il n'en est pas sorti grand chose, car ma *position politique* a suscité de la part de toutes les tendances de l'émigration une hostilité implacable à mon égard. Les monarchistes et fascistes russes, tout comme les mencheviks russes, qualifièrent ma politique de beaucoup plus pernicieuse et dangereuse que celle de Staline. On pourrait en trouver des preuves par milliers. Aussi les agents secrets du G.P.U. déguisés en « trotskystes » ne parvinrent-ils pas à grand-chose chez les Blancs : on n'eut simplement pas confiance en eux !

Je ne sais si on peut passer au peigne fin l'exemple donné par Burian et en suivre aujourd'hui encore la piste. Tel qu'il est, il est cependant hautement instructif. Le G.P.U. ne commence pas en proposant une opération de falsification contre les trotskystes. Non, il propose à un communiste étranger de jouer un bon tour aux *Blancs*, « dans l'intérêt de la révolution », naturellement. On lui dit qu'il est difficile de pénétrer dans les rangs des monarchistes (ou des libéraux), qu'il faudrait essayer de le faire sous le masque du trotskysme, etc. Comment

1. Lettre à M. Puntervold (19756), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

un « bon » communiste refuserait-il un tel service à l'Etat ouvrier? Richard Slansky² s'est même vanté d'une entreprise aussi audacieuse devant son camarade Vl. Burian : la petite falsification n'était dirigée, tout compte fait, que contre les Blancs, contre l'ennemi de classe !

Imaginons un instant qu'un Slansky réussisse à s'infiltrer en qualité de « trotskyste » dans les rangs des Blancs, à échanger avec eux des lettres, etc. Le G.P.U. révèle ensuite toute l'histoire, mais en la tournant non contre les Blancs, mais contre les « trotskystes ». Un Slansky est alors entièrement entre les mains du G.P.U., puisque, s'il déclare ouvertement avoir agi ainsi sur ordre du G.P.U., il est politiquement, moralement, financièrement, peut-être même physiquement, perdu. Il doit se taire. Non, pire encore, il lui faut confirmer publiquement qu'il était en réalité un « trotskyste » déguisé ! Cette « technique » et cette psychologie, il faut les avoir bien à l'esprit si l'on veut élucider certaines énigmes du G.P.U.

Les Olberg, Lourié, etc. étaient-ils ou non des agents de la Gestapo ? Il n'est pas facile de répondre à cette question. Des gens qui les ont connus (j'ai là-dessus plusieurs lettres chez moi) tiennent la chose pour invraisemblable, impossible même. Je n'en sais rien. Il est cependant fort aisé de se représenter le G.P.U. disant à l'un de ces Olberg: « Tu as été.trotskyste ; tu te repens de tes fautes, mais cela ne suffit pas ; il te faut prouver la fidélité à ton parti — Comment ? — Essaie de te rapprocher de la Gestapo en te faisant passer pour trotskyste. Dis-leur que ce qui te pousse entre les mains de la Gestapo, c'est ta haine pour la bureaucratie soviétique. » Une telle chose est possible. Des tentatives de ce genre ont sûrement été faites à plusieurs reprises par le G.P.U.

Ceci dit, les candidats en ligne de compte (Olberg, David, Lourié, etc.) semblent justement moins appropriés à ce *genre* d'amalgame. D'abord, ils sont tous Juifs. Que ce soient précisément des Juifs qui offrent leurs services à *la Gestapo* pour des actes de terrorisme n'est pas très vraisemblable. S'ils ont pris le terrorisme au sérieux, ils ont délibérément risqué leur vie dans cette affaire, et les motifs tels que l'argent, la carrière, etc. disparaissent alors complètement. C'est seulement quand ils sont *pénétrés d'une idée* que des gens peuvent risquer leur

2.Richard SLANSKY (né en 1903), militant communiste depuis la création du P.C.T., était le personnage central de l'histoire que Burian avait écrite à Trotsky : c'était lui le prétendu « trotskyste » qui s'était mis en contact avec des Blancs, pour le compte du G.P.U.

vie. Et quelle « idée » aurait-elle pu lier ces jeunes intellectuels juifs à la Gestapo, jusqu'au sacrifice de leur vie? Le petit Vychinsky déclare devant les accusés : « Ces gens n'ont pas d'idées ; ils n'ont que la soif du pouvoir. » Admettons que ce soit vrai pour Trotsky, Zinoviev, etc. Mais quelle < soif du pouvoir » a pu pousser un Berman ou un David à tirer sur Staline au cours d'un congrès, c'est-à-dire à se vouer eux-mêmes à une *mon certaine* ? Pour quel motif un intellectuel communiste (ou trotskyste), juif de surcroît a-t-il pu s'allier à Hitler pour tirer sur Staline et payer cet acte de sa vie, pour l'amour du même Hitler ? Staline a voulu « amalgamer » vraiment trop de choses. Pour le moins, la Gestapo est de trop ici.

Si l'on admet cependant que le G.P.U. a simplement détaché à l'intérieur de la Gestapo l'un ou l'autre de ces deux accusés déguisé en « trotskyste » (tout comme il a essayé de le faire dans le cas de Richard Slansky). alors, tous les grandioses plans terroristes s'avèrent être de simples blagues. Ils ont été inventés après coup, sur ordre de Staline, par Iagoda-Vychinsky.

Je le répète ; que quelqu'un, parmi les accusés qui ont avoué avoir travaillé pour la Gestapo, ait aussi été réellement en liaison avec elle, c'est une chose que j'ignore. Je ne la tiens pas pour exclue. Mais, même dans ce cas, il s'est agi, non de véritables terroristes qui, alliés à Hitler, auraient cherché à anéantir Staline — et eux-mêmes —, mais d'authentiques agents du G.P.U. qui cherchaient à se réhabiliter de cette manière ou même — en prenant un certain risque — à faire carrière.

A

On peut reprendre encore la question de savoir pourquoi Staline a justement choisi des intellectuels juifs pour leur faire jouer le rôle d'agents terroristes nazis. N'aurait-il pas dû pour le moins éviter une chose à ce point < contre nature » ? Mais non, pas du tout ! Le procès de Moscou, dans lequel tout n'est, du début à la fin, qu'arrogance, paresse et mensonge, ne serait pas, sans cette chose « contre nature », le produit achevé de l'esprit de Staline.

On remarquera d'abord qu'il m'a *fallu* faire venir des terroristes de l'étranger pour les envoyer coûte que coûte à Moscou, car, sans cela, il ne serait pas possible d'agir contre moi à l'étranger avec succès. Mais où pouvais-je bien dénicher ces terroristes ? Il faut pour cela un milieu politique approprié. Expédier des Allemands, des Français ou des Turcs contre Staline, ce n'était déjà pas possible à cause de la langue. Le milieu russe à l'étran-

ger est garde-blanc. Les tentatives pour me relier aux terroristes *blancs* (voir ci-dessus le cas Slansky) ne pouvaient mener à rien. Jouer avec de véritables terroristes aurait d'ailleurs été trop dangereux pour les metteurs en scène eux-mêmes. Aussi a-t-il fallu chercher des comparses plus adéquats et plus dociles qui, en outre, comprennent parfaitement la langue russe. Il ne restait plus que les intellectuels juifs de la petite bourgeoisie des Etats périphériques (Lettonie, Lithuanie, etc.)³. Il n'en manquait pas en Allemagne et ailleurs, en particulier dans l'appareil de l'internationale communiste. Comme le matériel vient principalement de Moscou, on a besoin à l'étranger de gens qui comprennent le russe, qui n'aient aucun lien avec le milieu « autochtone » et soient toujours à la disposition de l'internationale communiste (et par là même du G.P.U.). Les petits-bourgeois juifs russes, intellectuels et semi-intellectuels, sans liaison sérieuse avec la classe ouvrière, sans passé révolutionnaire ni formation théorique solide, instables et polyglottes, ont joué et jouent encore un rôle important, le plus souvent négatif et parfois misérable, au service de l'internationale communiste. Sous le coup de la déception, ils passent du jour au lendemain dans le camp de l'Opposition. Au cours des huit dernières années, dans mes lettres et mes articles (*tous sont faciles à trouver*), j'ai maintes fois mis en garde mes compagnons politiques des divers pays européens contre les ambitions et les intrigues de cette catégorie particulière de gens, non pour des considérations nationales, cela va sans dire, mais pour des raisons *sociales et politiques*. Que j'aie pu dénicher mes terroristes dans ce milieu restreint dont je me méfiais *a priori*, et cela les yeux fermés, sans les connaître ni même les mettre à l'épreuve, voilà qui est saugrenu ! C'est au contraire le G.P.U. qui ne pouvait justement pas trouver d'autre milieu ; il n'avait à sa disposition que les Olberg et les Berman.

Mais Staline poursuivait aussi un autre but dans cette affaire. De toute façon, il n'a jamais hésité à utiliser dans sa lutte contre l'Opposition les préjugés les plus vils *. On pourrait en donner d'innombrables preuves. Je ne cite qu'un exemple. Le décret qui m'a privé de ma citoyenneté soviétique ne me nommait pas simplement Trotsky ou même Sedov, conformément à

3. Il est indiscutable que Trotsky pensait en écrivant ces lignes à d'autres militants juifs originaires des pays baltes, J. FRANK (GRAF) et les frères SOBOLEVICIUS, par exemple.

4. En 1927 déjà, Trotsky invitait BOUKHARINE à venir vérifier par lui-même l'emploi, contre l'Opposition de gauche, d'arguments anti-sémites.

mes papiers officiels⁵, mais *Bronstein*, un nom qui, depuis 1902, où j'ai pris pour la première fois celui de *Trotsky*, était tout à fait tombé en désuétude. En même temps, on a trouvé quelques mencheviks répondant aussi au nom de *Bronstein* et on les amalgame à moi dans ce même décret. De même, ma fille, Volkova d'après le nom de son mari et selon son passeport soviétique, est appelée *Bronstein* dans le décret en question. Pour les mêmes raisons, Staline a nécessairement dû trouver très avantageux que les terroristes que je suis censé lui avoir expédiés portent tous des noms juifs.

*

Il ne faut pas non plus croire la Gestapo plus bête qu'elle n'est. Pour des missions de second ordre, elle peut naturellement se servir aussi d'agents occasionnels. Mais imaginons que la Gestapo ait préparé des actes de terrorisme contre Staline et consorts (une telle chose n'est pas impossible). Aurait-elle, dans ce cas, fait confiance à de jeunes Juifs inconnus qui seraient venus lui dire : « Nous sommes trotskystes, nous haïssons Staline et désirerions l'assassiner avec votre aide ? » La Gestapo les aurait certainement appréhendés, car il est vraiment difficile de fabriquer une provocation plus balourde !

»

Les terroristes que je suis censé avoir envoyés ont dit et répété : « Trotsky et son fils Sedov ont exigé que le nom de Trotsky ne soit en aucun cas mentionné. » Personne ne devait savoir que Trotsky était un terroriste. Soit ! Cependant, pour ce qui est de la liaison avec la Gestapo, ce n'était pas une « exception », mais un « système » selon les instructions même de Trotsky ; on en parlait très ouvertement, on déclarait dans des réunions : « Cela n'est absolument pas nouveau pour moi » (voir le procès-verbal officiel). Ainsi, je ne dissimulais que mon terrorisme, pas ma liaison avec la Gestapo... On a envie de vomir quand on est obligé de ne serait-ce que d'écrire à propos de telles choses. C'est assez pour aujourd'hui.

P.-S. Je prie mes jeunes amis de bien vouloir reprendre l'étude du procès-verbal, rassembler les faits et les citations, etc., à la lumière de ces considérations.

5. La loi soviétique autorisait un citoyen à employer pour son identité personnelle le nom de sa femme. Il en était de même pour les enfants qui pouvaient porter l'identité du père ou celle de la mère. Trotsky avait choisi d'avoir des papiers — donc une identité — au nom de Sedov, nom que ses enfants du second mariage avaient également choisi, et il n'avait pas légalement d'autre identité.

[QUELQUES REMARQUES SUR L'EXPERTISE DE Mr PRITT ET DE SES SEMBLABLES]¹

(29 octobre 1936)

I - Il n'est pas vrai que « tous les 16 accusés » ont avoué leurs crimes. Il n'y avait pas des accusés liés par un crime quelconque. On a mis seulement sur le même banc 16 hommes, sélectionnés, soigneusement triés parmi quelques centaines, même milliers de « candidats » possibles. On n'a accusé *publiquement* que ceux qui avaient préalablement consenti d'être accusés.

Des hypothèses < médico-chimiques > — pour expliquer ce procédé — ne sont pas nécessaires. Il suffit de connaître un tout petit peu le milieu, les faits, les dates, les intérêts en jeu et les méthodes. Les accusés ne sont nullement des trotskystes. Ce sont des repentis, des capitulards, de ci-devant révolutionnaires, des hommes brisés qui ont depuis longtemps perdu leur raison d'être morale. Pendant des années, on les tenait suspendus entre la vie et la mort. On leur arrachait des aveux et des

1.T 3966, avec la permission de la Houghton Library. Cet aide-mémoire, rédigé en français, adressé à Sedov, fut retenu par le bureau des passeports et ne fut pas expédié à son destinataire. Trotsky devait Je reprendre et le développer dans l'article intitulé « Honte ! », pp. 323-337. Nous le publions néanmoins comme un document de valeur ; nous avons respecté les gaucheries. En revanche, nous n'avons ajouté qu'un minimum de notes, réservant à l'article « Honte ! » les notes sur le fond. D.N. Pritt (cf. n. 41, p. 49) était intervenu dans la presse mondiale dès la fin du procès des seize, épousant, voire orchestrant la thèse de l'accusation : télégramme au *New Chronicle* (27 août), article dans le même (3 septembre), préface à une brochure du comité parlementaire anglo-russe, deux lettres au *Manchester Guardian* (21 septembre et 9 octobre), et enfin une brochure de 39 pages consacrée au procès. Posant à l'« expert juridique », l'avocat britannique affirmait que « le procès avait contribué à extirper toute activité contre-révolutionnaire », mais aussi que le Tribunal et le Procureur avaient « pour le moins autant contribué à établir leur réputation parmi les systèmes politiques du monde moderne » (sic).

mes papiers officiels ⁵, mais *Bronstein*, un nom qui, depuis 1902, où j'ai pris pour la première fois celui de *Trotsky*, était tout à fait tombé en désuétude. En même temps, on a trouvé quelques mencheviks répondant aussi au nom de *Bronstein* et on les amalgame à moi dans ce même décret. De même, ma fille, Volkova d'après le nom de son mari et selon son passeport soviétique, est appelée *Bronstein* dans le décret en question. Pour les mêmes raisons, Staline a nécessairement dû trouver très avantageux que les terroristes que je suis censé lui avoir expédiés portent tous des noms juifs.

*

Il ne faut pas non plus croire la Gestapo plus bête qu'elle n'est. Pour des missions de second ordre, elle peut naturellement se servir aussi d'agents occasionnels. Mais imaginons que la Gestapo ait préparé des actes de terrorisme contre Staline et consorts (une telle chose n'est pas impossible). Aurait-elle, dans ce cas, fait confiance à de jeunes Juifs inconnus qui seraient venus lui dire : « Nous sommes trotskystes, nous haïssons Staline et désirerions l'assassiner avec votre aide ? » La Gestapo les aurait certainement appréhendés, car il est vraiment difficile de fabriquer une provocation plus balourde !

*



Les terroristes que je suis censé avoir envoyés ont dit et répété : « Trotsky et son fils Sedov ont exigé que le nom de Trotsky ne soit en aucun cas mentionné. » Personne ne devait savoir que Trotsky était un terroriste. Soit ! Cependant, pour ce qui est de la liaison avec la Gestapo, ce n'était pas une « exception », mais un « système » selon les instructions même de Trotsky ; on en parlait très ouvertement, on déclarait dans des réunions : « Cela n'est absolument pas nouveau pour moi » (voir le procès-verbal officiel). Ainsi, je ne dissimulais que mon terrorisme, pas ma liaison avec la Gestapo... On a envie de vomir quand on est obligé ne serait-ce que d'écrire à propos de telles choses. C'est assez pour aujourd'hui.

P.-S. Je prie mes jeunes amis de bien vouloir reprendre l'étude du procès-verbal, rassembler les faits et les citations, etc., à la lumière de ces considérations

5. La loi soviétique autorisait un citoyen à employer pour son identité personnelle le nom de sa femme. Il en était de même pour les enfants qui pouvaient porter l'identité du père ou celle de la mère. Trotsky avait choisi d'avoir des papiers — donc une identité — au nom de Sedov, nom que ses enfants du second mariage avaient également choisi, et il n'avait pas légalement d'autre identité.

[QUELQUES REMARQUES SUR L'EXPERTISE DE Mr PRITT ET DE SES SEMBLABLES] (1)

(29 octobre 1936)

I - Il n'est pas vrai que < tous les 16 accusés » ont avoué leurs crimes. Il n'y avait pas des accusés liés par un crime quelconque. On a mis seulement sur le même banc 16 hommes, sélectionnés, soigneusement triés parmi quelques centaines, même milliers de < candidats » possibles. On n'a accusé *publiquement* que ceux qui avaient préalablement consenti d'être accusés.

Des hypothèses < médico-chimiques » — pour expliquer ce procédé — ne sont pas nécessaires. Il suffit de connaître un tout petit peu le milieu, les faits, les dates, les intérêts en jeu et les méthodes. Les accusés ne sont nullement des trotskystes. Ce sont des repentis, des capitulards, de ci-devant révolutionnaires, des hommes brisés qui ont depuis longtemps perdu leur raison d'être morale. Pendant des années, on les tenait suspendus entre la vie et la mort. On leur arrachait des aveux et des

1. T 3966, avec la permission de la Houghton Library. Cet aide-mémoire, rédigé en français, adressé à Sedov, fut retenu par le bureau des passeports et ne fut pas expédié à son destinataire. Trotsky devait le reprendre et le développer dans l'article intitulé « Honte ! », pp. 323-337. Nous le publions néanmoins comme un document de valeur : nous avons respecté les gaucheries. En revanche, nous n'avons ajouté qu'un minimum de notes, réservant à l'article « Honte ! » les notes sur le fond. D.N. Pritt (cf. n. 41, p. 49) était intervenu dans la presse mondiale dès la fin du procès des seize, épousant, voire orchestrant la thèse de l'accusation : télégramme au *New Chronicle* (27 août), article dans le même (3 septembre), préface à une brochure du comité parlementaire anglo-russe, deux lettres au *Manchester Guardian* (21 septembre et 9 octobre), et enfin une brochure de 39 pages consacrée au procès. Posant à l'« expert juridique », l'avocat britannique affirmait que « le procès avait contribué à extirper toute activité contre-révolutionnaire », mais aussi que le Tribunal et le Procureur avaient « pour le moins autant contribué à établir leur réputation parmi les systèmes politiques du monde moderne » (*sic*).

aveux, toujours plus < complets ». A. a reconnu tel ou tel « fait ». Si. B. ne le reconnaît pas, c'est que sa repentance n'était pas « sincère ». Or B. reconnaît ce que A. a reconnu avant lui, et même un peu plus. Encore un pas, un tout petit pas en bas sur la pente. Si C. refuse de s'aligner, il risque de perdre tous les espoirs de salut et même sa tête. Alors D. devance tous les autres pour démontrer sa meilleure volonté. A. doit maintenant reconnaître ce que D. a reconnu la veille. Le jeu continue. On relâche parfois les victimes, puis, quand on a besoin d'eux pour un nouvel amalgame, on les emprisonne de nouveau. Ces gens-là sont déjà vidés, humiliés, déshonorés dans leurs propres yeux. Mais ils ne sont encore qu'à moitié de la pente. Il faut les pousser plus bas encore. De temps en temps, on fusille l'un ou l'autre, qui se cabre. La presse hurle contre les « traîtres », les « espions », les « assassins ». Les enfermés n'ont que la presse de Staline... Et puis — la menace de guerre ! Etes-vous pour la patrie (pour Staline) jusqu'au bout, oui ou non ? Vous vous êtes repentis, oui, vous n'êtes plus dangereux pour nous, nous pouvons faire de vous ce qui bon nous paraît. Mais Trotsky continue à l'étranger son activité néfaste. Il gagne en influence. *C'est à cause de lui que vous continuez à souffrir.* Voulez-vous nous aider à l'écraser, oui ou non ? Alors il ne vous reste que d'avouer les crimes terroristes commis par vous sous sa direction. Ce serait la fin de l'opposition et par cela même le commencement de votre libération définitive !

C'est ainsi que le G.P.U. « éduquait » les accusés pendant des années de persécution, d'emprisonnement, d'intimidation, de promesses, de chantage permanent, avant de les faire paraître sur la scène demi-ouverte du procès de Moscou. Pas nécessaire même de supposer des tortures physiques, de médicaments spéciaux. La torture morale suffisait. Le G.P.U. avançait peu à peu : il avait du temps ².

2. « Le docteur Ciliga, un Yougoslave, qui passait comme oppositionnel quelques années dans les prisons du G.P.U. raconte : « J'ai vu un marin, à qui on répétait maintes fois en le faisant sortir le soir de la cellule, qu'on l'emmène pour le fusiller. On le conduisait dans la cour, puis on le ramenait dans la cellule. « Comme ouvrier, tu dois honnêtement avouer. » Le marin n'a pas avoué, mais à cause de ces tortures, il est devenu mi-fou. On lui a fichu enfin la paix. Et ce qu'on avait demandé de lui, c'est d'avouer sa participation inexistante dans un complot inexistant contre Staline. Tout cela — continue Ciliga — s'était passé non après l'affaire Kirov, 1934, mais bien avant, en 1930. » Les révélations de Ciliga furent publiées quelques mois avant le procès de Moscou (voir le « Bul. » russe, n. 49, avril 1936).

L'histoire du marin n'est qu'une petite épisode lointaine de la terrible histoire de sélection et d'éducation des accusés du dernier

II - Il n'est pas vrai que les 16 accusés ont avoué les mêmes « faits » criminels. Ce sont précisément les faits qu'on chercherait vainement dans les aveux monotones. Les accusés restent prudemment dans le vague en répétant les formules rituelles d'acte d'accusation. Et chaque fois que les accusés s'aventurent sur le terrain des précisions de lieu ou de temps, ils se contredisent pitoyablement l'un à l'autre et chacun à soi-même.

L'analyse de ces « aveux » est déjà faite en partie (voir le *Livre rouge*). Pour apprécier les aveux à leur vraie valeur, il suffit dans cette courte lettre de citer le cas de Holzman³, le plus important témoin contre moi. Holzman affirme m'avoir visité en novembre 1932 à Copenhague, où, pour me retrouver, il s'aurait été rencontré avec mon fils, Léon Sedov, dans le vestibule de l'Hôtel Bristol. Il s'avère cependant que Sedov n'a pas été à Copenhague (on peut le démontrer *inébranlablement*) et que par-dessus le marché l'Hôtel Bristol n'existe plus depuis 1917. Que valent donc les « aveux » de Holzman et de tous les autres qui s'appuient sur sa prétendue entrevue avec moi ? Avec Olberg, cela ne va pas mieux. Et cependant les dépositions scandaleusement fausses ne sont que des détails grotesques sur le fond de cet échafaudage monstrueux de mensonge et de perfidie !

III - C'est donc de la pure niaiserie que de dire que le G.P.U. n'aurait pas eu la possibilité de mettre en scène un procès sur le libretto, écrit par avance. Pourquoi pas ? Ce n'est pas le premier essai. Le procès des 16, dans ses lignes générales, avait été *prévu* et maintes fois publiquement *prédit* par moi depuis 1927 et surtout depuis 1929. Je suivais et commentais dans la presse sa préparation d'étape en étape. On peut trouver les traces infaillibles de cette préparation méthodique dans la presse soviétique, dans les allusions volontairement énigmatiques de Staline et de Molotov dans leurs interviews, comme dans les interventions de Litvinov à Genève (à propos de l'assassinat d'Alexandre

procès de Moscou, comme d'ailleurs de celle des accusateurs et des juges eux-mêmes. Ils avaient besoin eux aussi d'être éduqués peu à peu par Staline, dont Lénine avait dit en 1921 : « Ce cuisinier va vous préparer des plats pimentés. » (Note de Trotsky.)

3. Trotsky translittère ce nom russe en « Golzman », alors que nous avons adopté la translittération « Holzman ». Nous avons de même rétabli la translittération moderne de « Sedov » et de « Litvinov », alors qu'il emploie celles de « Sedoff » et de « Litvinoff » en usage à l'époque.

et de Barthou)⁴ — tout cela *beaucoup avant les prétendues révélations et aveux des malheureux inculpés*.

IV - Les Pritts trouvent incroyable que le G.P.U. immaculé de Staline eût pu arranger le procès comme un sinistre spectacle. Mais ils trouvent en même temps tout à fait naturel qu'une tendance marxiste, avec une tradition puissante, avec une doctrine élaborée, avec des cadres éduqués, une tendance qui englobe des milliers et des milliers d'adhérents, recoure inopinément au terrorisme individuel, toujours rejeté par elle, et cela — sans la moindre préparation idéologique, sans discussion, sans décisions quelconques, par simple ordre du moufti. Les Pritts trouvent tout à fait naturel ce revirement muet d'une tendance dont la vie intérieure est remplie de discussions acharnées, des crises passionnées, des scissions implacables. Qui sait réfléchir discernera sans peine cette *fausseté fondamentale* de toute la construction stalinienne.

V - Les 16 « terroristes », nous l'avons dit, ne sont que de capitulards de vieille date, qui sont devenus comme de la pâte humaine entre les mains du G.P.U. Mais les vrais trotskystes, non capitulards? On n'en trouve pas un seul sur le banc des accusés ! Même Rakovsky, qui n'a capitulé qu'en 1934, c'est-à-dire *5 ans plus tard que les autres*, se trouvait lors du procès dans le camp des accusateurs et non des accusés⁵. Comment expliquer ce fait incroyable ? Très simplement : les vrais trotskystes ne se prêtaient pas à l'amalgame du G.P.U. Et puisque il n'y avait pas la moindre liaison politique entre les capitulards et les trotskystes, séparés par la haine et le mépris, Staline n'a pas pu se permettre le luxe d'avoir un seul trotskyste parmi les accusés. Toute la construction a dû se contenter des victimes dociles, apprivoisées, démoralisées. C'est pourquoi aussi Moscou n'a pas fait la moindre tentative d'obtenir l'extradition de Trotsky et de son fils avant le procès. Ce serait trop encombrant ! On ne pouvait aucunement compromettre le scénario par la

4. Maksim M. Wallach, dit LITVINOV (1876-1951), vieux-bolchevik, était commissaire du peuple aux affaires étrangères et, en cette qualité, principal porte-parole de l'U.R.S.S. à la S.D.N. Il avait réclamé l'institution d'une convention internationale contre le terrorisme après l'attentat de Marseille. C'est en effet dans cette dernière ville que les terroristes de l'organisation croate des Oustachis avaient assassiné en octobre 1934 le roi ALEXANDRE I^{er} de Yougoslavie (1884-1934) et le ministre des affaires étrangères français Louis BARTHOU (1862-1934) qui avait été l'artisan de l'admission de l'U.R.S.S. à la S.D.N.

5. Khristian G. RAKOVSKY (1873-1941), ancien président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine pendant la guerre civile, ami personnel de Trotsky, avait été l'un des principaux dirigeants de

participation des personnages non liés par avance. Tout le secret est là !

VI - Mais admettons l'impossible, notamment que, malgré leur doctrine, leur tradition, leurs écrits, leurs discussions, les décisions de leurs assises, les trotskystes sont devenus par une évolution mystérieuse des terroristes ; plus que cela : des partisans de la restauration capitaliste ; pire encore : des alliés de Hitler ! Admettons enfin que personne de leurs rangs n'a dénoncé ce revirement abominable — jusqu'au procès de Moscou. Admettons pour un instant cette hypothèse absurde et abjecte. Les « trotskystes » développent donc leur activité terroriste et traître pendant la période de 1931 jusqu'à la moitié de 1936. Ils essayent d'assassiner tous les « chefs », de ruiner le pays, d'aider le fascisme. Et puis tout d'un coup, ces criminels uniques dans l'histoire humaine, tous ces terroristes trempés et terribles avouent d'un coup — simultanément — leurs crimes, se repentissent définitivement (pour la n-ième fois), se qualifient eux-mêmes des contre-révolutionnaires, des bandits, des canailles, en chantant en même temps l'hosanna à Staline ! Comment expliquer cette transformation momentanée des vieux terroristes en flagellants hystériques ? Que les Pritts répondent ! Non, l'absurde est trop grossier, le mensonge est trop massif. Le plat est trop pimenté. On reconnaît bien le cuisinier !

Et qu'on me permette de dire à la fin: l'affirmation que Trotsky, dont la vie est connue, fût entré pour des raisons absolument incompréhensibles en liaison avec la Gestapo n'a même pas besoin d'être réfutée. Un crachat suffit. Un crachat pour les accusateurs. Un second peut-être pour leurs avocats « désintéressés ».

L'Opposition et son leader en U.R.S.S. après l'exil de Trotsky et la capitulation de la « vieille garde » en 1929. Il avait été traité avec beaucoup de férocité et avait finalement capitulé en février 1934. Trotsky le qualifie d'« accusateur » parce que le malheureux Rakovsky avait signé — ou accepté qu'on signe pour lui — un article sur le procès paru en première page de la *Pravda* du 22 août 1936, dans lequel il traitait les accusés d'« assassins ignobles, méprisables » et mentionnait le sentiment « de honte aiguë » qu'il éprouvait pour avoir participé à une opposition dont les chefs s'étaient transformés en « contre-révolutionnaires criminels et assassins ».

[NOUS AURONS LE DERNIER MOT] ¹

(30 octobre 1936)

Cher Ami,

J'envoie simultanément une lettre importante sur le procès, qui est une vive critique de l'exposé de Rosenmark (sans le nommer) ^{1 2 3}. Je crois que la lettre vous sera bien utile en liaison avec le *Livre rouge*. Vous recevrez la lettre de Léon.

Toutes les conditions indiquent la Suisse comme le pays où on pourra faire le procès sans entraves². Prenez vos renseignements, s.v.p. Nous sommes bien handicapés, c'est juste. Mais n'importe. Nous dirons le dernier mot, et il sera décisif !

Bien à vous.

P.-S. L'argumentation de Schevenels ⁴ est inégalable. Mais malheureusement on prépare à Moscou (ou à Kiev) un nouveau procès contre le *sabotage économique* des « trotskistes ». Or

1. Archives Gérard Rosenthal. Lettre manuscrite en français reproduite dans *Avocat de Trotsky*, p. 356.

2. Me Hermann, dit Raymond, ROSENMARK (1885-1950) avait été pendant des années le collaborateur de l'ancien socialiste René Viviani et était un « civiliste » distingué. Il était vraisemblablement franc-maçon, membre de la Ligue des Droits de l'Homme depuis 1902. Cette dernière l'avait désigné comme secrétaire de sa commission spéciale sur le procès de Moscou. Au comité central de la Ligue du 18 octobre. Me Rosenmark avait présenté un rapport sur cette question qui concluait « presque à la conviction que le jugement de Moscou est l'expression de la justice même » (selon le procès-verbal cité par G. Rosenthal, *op cit.*, p. 167). La lettre à laquelle il est fait allusion ci-dessus était adressée à Léon Sedov (T 3966) et constitue un brouillon du texte reproduit plus loin, pp. 331-345.

3. La M.A.S., section suisse de la L.C.I., que dirigeait Walter Nelz se proposait aussi de faire en Suisse un contre-procès. Des poursuites allaient être engagées, par l'intermédiaire de l'avocat Erwin Strobel, devant le tribunal de Bâle, contre *Kommunistische Internationale* et *Vorwärts*.

4. Walter SCHEVENELS (1894-1966), ancien dirigeant du syndicat belge des métaux, était devenu en 1929 secrétaire général adjoint et en 1930 secrétaire général de la Fédération syndicale internationale. Le 23 octobre, il avait répondu à la lettre du 17 de Me Rosenthal en exprimant

cette falsification économique ne serait pas digne de l'attention des chefs *syndicaux* ? Il faudrait une commission de savants pour classer les canailles par catégories ; canailles politiques, canailles syndicales. Mais même en ce cas il faudrait créer une catégorie spéciale pour les canailles synthétiques. Cette galerie-là serait indubitablement la plus large.

son étonnement que la F.S.I. soit sollicitée dans une affaire « d'un caractère purement politique », et en lui suggérant de s'adresser au « nombre considérable d'organisations et d'institutions internationales politiques et juridiques » qui pourraient éventuellement s'y intéresser.

[AGIR SANS RETARD] *

(30 octobre 1936)

Cher Liova,

Ci-jointes quelques remarques générales sur le procès. J'espère que leur importance ne t'échappera pas. Si [Victor] Serge est à Paris, je le prie de corriger soigneusement mon français. Si non, que Van le fasse. Le texte est destiné à Rosenthal. En réalité, je donne l'analyse de l'exposé du Maître Rosenmark, mais j'évite de le nommer, puisque je ne sais pas si c'est un ignorant, un borné ou un stipendié. N'importe. Cette lettre doit porter. Il faut seulement agir sans retard. J'attendrai une réponse immédiate de ta part — et bien précise. *L'éditeur anglais n'a rien envoyé !*

Je crois qu'on pourrait faire le procès en Suisse dans les meilleures conditions. J'écirai à Ost^{1 2}.

Salut !

ton papa.

P.-S. Il faut envoyer une copie de la lettre à Moller (Angleterre). Mais très vite !

1. Lettre à L. Sedov (10177), avec la permission de la Houghton Library, Original en français.

2. Ost était le pseudonyme de Walter NELZ, cf. n. 2, p. 243.

[POUR UN PROCÈS EN SUISSE] (1)

(31 octobre 1936)

Cher Ami!,

Je crois que le mieux serait d'entreprendre un procès contre les staliniens en Suisse. Raisons de cela :

a) La Suisse n'a pas de relations diplomatiques avec l'Union soviétique.

b) Dans l'affaire du journaliste allemand B. Jacob, le gouvernement suisse a prouvé qu'il n'est pas disposé à se laisser marcher sur les pieds \

c) Le gouvernement suisse n'a assurément pas beaucoup de « sympathie » pour moi ; mais nous n'en avons pas non plus besoin: il se [contentera], je crois, d'observer impassiblement le procès de sa « haute tour » *. Dans ces conditions, les juges peuvent conserver le minimum d'objectivité nécessaire ;

d) La social-démocratie est dans l'opposition : elle ne mettra donc aucune traverse sur notre route, au contraire.

Malheureusement, je ne connais pas bien les lois sur la presse en Suisse : autorisent-elles une argumentation concrète et développée dans les affaires de diffamation? Sur ce point, vous devriez prendre le conseil d'un bon avocat. Parmi les avocats [ocial]-d[émocrates], on peut certainement en trouver un qui s'occupe de l'affaire avec énergie et sympathie.

Il faut traiter le procès de manière tout à fait réaliste,

1.Lettre à W. Nelz (9448), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

2.Walter NELZ (né en 1909), géographe, avait été gagné à l'Opposition de gauche en 1931. Il dirigeait la Marxistische Aktion de Suisse (M.A.S.) et avait rencontré Trotsky à Saint-Palais.

3. Cf. n. 6, p. 229.

4.Trotsky reprend ici l'expression du poème de Freiligrath déjà cité dans sa correspondance avec Pfémfert (cf. p. 202).

pas du tout doctrinaire, et faire tout le nécessaire (également en ce qui concerne la s[ocial]-d[émocratie]) pour qu'il ait lieu et soit couronné de succès. Il faut se dire tout simplement : ce procès est maintenant la tâche la plus importante, notamment après ce qui s'est passé ici en Norvège.

J'attends de vous une réponse *prompte et précise*.

Avec mes salutations les plus chaleureuses.

P.-S. J'ai reçu de Arthur Christen⁵ une très aimable lettre dans laquelle il me demande si on ne pourrait pas publier en allemand mon petit livre sur la France. On continue donc d'ignorer en Suisse que l'édition allemande a paru depuis déjà longtemps.

5. Nous n'avons pas identifié ce correspondant qui écrivait à Trotsky de Saint-Gall.

[LE SENS DU PROCÈS] ¹

Chers Camarades,

La chose la plus importante — la seule chose importante — serait d'attaquer en justice un journal stalinien ; si c'était possible, nos plaintes contre les autres journaux auraient encore plus de poids. Sinon, nous manquerions notre coup.

Sur le plan juridique, nous allons nous appuyer ici sur le fait que je n'ai pas été *condamné* pour la simple raison que je n'ai été ni *accusé* ni *jugé*. La décision d'une arrestation éventuelle ne signifie formellement que la décision d'ouvrir une instruction contre mon fils et contre moi-même, rien de plus. Quand un journal dit que T(rotsky) a été *convaincu* de crime, c'est là une chose fausse aussi du point de vue juridique, si bien que le journal qui assume la responsabilité de cette asser-tion est tenu d'en administrer les preuves en son nom propre. Ainsi le veut la logique. Naturellement, cette logique n'épuise pas toutes les chicaneries juridiques possibles, sans parler de la « haute politique » (c'est-à-dire la prise de position consciente). Mais on a au moins un bon *point de départ*.

Le jugement du tribunal sera dans cette affaire, selon toute vraisemblance, un jugement de Salomon, renvoyant les deux parties dos à dos^{*2}. On ne peut guère s'attendre à *plus*. Mais

. 1. Cette lettre, 9448 (lr) est jointe à la lettre 9448 adressée à W. Nelz à Zurich. Elle est traduite ici de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library. Son contenu suggère qu'elle était destinée à des camarades tchécoslovaques, sans doute ceux qui animaient le comité pour le Droit et la Vérité — et qui avaient confié aux avocats Bill et Adler le soin de porter plainte contre plusieurs organes de presse. Nous l'avons laissée ici à la suite de la lettre à Nelz à laquelle elle était sans doute un peu antérieure.

2. Trotsky emploie ici l'expression « mir nichts, dir nichts » qui veut dire : tout de go, sans autre forme de procès, sans plus, tout simplement. Mais comme il la fait précéder de d.h. (das heisst), *c'est-à-dire*, j'en déduis qu'il utilise cette expression dans un *autre sens*, le sens *non idiomatique* (rien à moi, rien à toi), ce qui revient à *renvoyer les parties dos à dos* (N.d.T.).

LEON TROTSKY. ŒUVRES, AOÛT-DECEMBRE 1936

moins que cela serait déjà dangereux. Toutefois, il y a peu à redouter qu'un tribunal pragois se charge d'agir directement pour le compte de Staline-Iagoda. Ou me trompé-je?

Mais quel sens a donc le procès, s'il faut s'attendre par avance à une issue « neutre » ? Le *sens du procès est le procès lui-même*. Au cours de la procédure, le tissu des mensonges peut être entièrement défait. Cela*peut-il être obtenu dans le cadre de la pratique judiciaire pragoise ? Je l'ignore, mais, si c'est le cas, il faut oser ! Nos positions sont *inébranlables*. Si l'adversaire se refuse à administrer la preuve qu'il est dans son droit (et il sera obligé de s'y refuser), nous ferons la démonstration qu'il ment, qu'il ne fait que mentir et que, par surcroît, il est une crapule. Cela nous *suffit*. Les faits, les documents, les témoins, la logique politique, le sentiment moral, le bon sens, tout cela sera de notre côté. Nos positions, je le répète — sont puissantes et inexpugnables. I) s'agit seulement de savoir si nous aurons une marge de manœuvre suffisante ! Le tribunal ne va-t-il pas classer l'affaire d'emblée ? Je l'ignore. Mais, même dans ce cas, la perte ne me semble pas devoir être si grande. Les gens intelligents verront que le tribunal et le G.P.U. s'entendent comme larrons en foire. Et les intelligents l'expliqueront aux naïfs.

Il faut se dire que ce procès va durer des *années*. En un certain sens, il ira de pair avec la suite de l'histoire soviétique et européenne. Il ne s'agit à présent que de la première étape. On ne peut ni sauter par-dessus ni la contourner. C'est pourquoi il nous faut oser ! Serais-je donc plus optimiste en ce qui concerne Prague ? Cette impression serait erronée. En revanche, je suis devenu plus pessimiste en ce qui concerne la Norvège. Les difficultés et les obstacles sont énormes ici. L'ensemble ressemble à une loterie. Mais à la loterie — si du moins on y joue — il est recommandé de ne pas miser sur un seul numéro, mais sur plusieurs. Aussi suis-je déterminé à déposer ma plainte contre les calomnieurs en République tchécoslovaque, à condition que les staliniens en soient les premiers touchés.

Sur le sens du procès selon ma conception, cette copie vous informera du mieux possible. Prière, si possible, de m'en adresser une copie. L.T.

[ACCUSÉ DE RÉCEPTION] *

(8 novembre 1936)

Prison de Sundby.

Mon cher Ami Zeman ^{1 2},

J'ai bien reçu les lettres, les documents et, tout récemment, les deux livres que vous m'avez envoyés, et vous en remercie vivement. Le livre de Margarete Neumann³ est paru en temps opportun et facilitera pour de nombreux lecteurs, je l'espère, la compréhension de ce qui s'est passé. Transmettez, je vous en prie, mes salutations les plus cordiales à l'auteur. L'article de R. Philip⁴ dans le calendrier ne manquera certainement pas non plus son effet. Espérons que le *Livre rouge* va paraître aussi en allemand et le plus tôt possible.

J'étais hier à Oslo pour me faire soigner les dents et les yeux. Ce fut un grand événement avec un superbe déploiement de forces de police : au moins deux policiers par dent malade !

1. Lettre à A. Grylewicz (Zeman), (8427), traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

2. ZEMAN était le pseudonyme d'Anton GRYLEWICZ (1885-1961) un militant ouvrier qui avait été l'un des dirigeants des délégués révolutionnaires des ouvriers berlinois pendant la guerre, puis dirigeant de l'U.S.P.D. et ensuite du K.P.D. à Berlin, un des chefs de file de la « gauche » allemande, était devenu un des animateurs de l'Opposition de gauche unifiée en Allemagne en 1930. Il était réfugié en Tchécoslovaquie.

3. Margarete NEUMANN, compagne du militant communiste, puis social-démocrate Richard Neumann (à ne pas confondre comme le catalogue de Harvard avec Margarete Buber-Neumann) avait vécu en Russie et écrit un roman qui décrivait la lutte de l'Opposition dans les années vingt. Ce roman, *Ich kann nicht mehr* (Je ne peux plus) venait d'être réédité.

4. Peut-être R. Philip désigne-t-il en réalité Rudolf PHILIPP, écrivain allemand réfugié à Prague qui venait de publier notamment une biographie du communiste allemand Max Hôlz ?

Par bonheur, tout s'est très bien passé — pour les dents et pour l'ordre public.

Ces derniers temps, ma santé a été plus mauvaise que bonne. Mais à cela, il semble qu'il n'existe pas encore de remède.

Les salutations et les vœux les meilleurs de nous deux pour vous et votre femme.

Votre vieil ami.

P.-S. Je regrette de ne pas avoir *Unser Wort*⁵.

[INFORMATIONS ET QUESTIONS] *

(8 novembre 1936)

Cher Liova,

1. Il semble que les manuscrits du livre sur l'U.R.S.S. soient enfin expédiés — avec deux mois de retard ! Il faut expliquer la chose dans la préface !

2. Reçu le *Livre rouge*. Ta préface est bonne : calme et digne. Tout le travail a ainsi bien meilleure allure ! Il ne manquera certainement pas son effet.

3. Il faut expédier au plus grand nombre de gens possible le *Livre rouge* ainsi que le livre de Serge en les accompagnant de lettres *personnelles*. Tu pourrais en écrire un certain nombre. Comme auteur, comme accusé, et comme étant mon fils. Sais-tu où en sont les choses avec Jules Romains ?

4. J'accorde le plus grand intérêt à un procès en Suisse dans le cas où les lois sur la presse y sont favorables : les conditions politiques y sont les plus favorables.

5. Une partie de mes lettres a été saisie par la censure : j'ignore encore pourquoi.

6. As-tu reçu ma grande lettre à Puntervold du 26 octobre (avec la citation de la lettre de Burian)^{1 2 3} ? Très important !

7. Dans *La Révolution trahie*, il y a malheureusement pas mal de fautes d'impression. En recevrai-je encore des exemplaires ? J'en ai besoin d'au moins cinq.

8. Merci pour tes fleurs et tes salutations reçues le 7 novembre... chez le - dentiste^J. Egalement deux télégrammes de Prague.

1. Lettre à L. Sedov (10179), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

2. Cf. pp. 230-234.

3. Rappelons que le 7 novembre était l'anniversaire de Trotsky.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, AOUT-DECEMBRE 1936

9. Où en sont les choses avec Toukalevsky? Rien de neuf ?
10. Renvoyé le livre de Marx pour Nik[olaievskyl. L'as-tu reçu ?
11. Van m'a promis d'écrire beaucoup. Mais pas un mot ! Les Français se distinguent par leur silence systématique.
12. Ci-joint une lettre pour Zeman : je n'ai pas son adresse.

[AMICAL SALUT] ¹

(8 novembre 1936)

Sundby-prison, le 8 novembre 1936.

Chère Synn^{ve}^{1 2},

Bien reçu vos salutations ainsi que la magnifique cravate. Les deux m'ont fait grand plaisir, me rappelant votre amitié. Hélas, je ne puis pour l'instant parader avec la nouvelle cravate que devant les nombreux volatiles qui me regardent de l'autre côté de la clôture — sans grande bienveillance — pendant mes promenades (en règle générale, les poulets semblent pencher dans le sens de *i'Aftenposten* et trouvent même *l'Arbeiderbladet* trop piquant³).

Je vous envoie en même temps mon *Histoire [de la Révolution russe]* dans la nouvelle édition américaine. Je n'ai malheureusement en ce moment qu'un exemplaire de mon dernier livre sur l'U.R.S.S. (en français) ; dès que j'en aurai reçu d'autres, je vous en ferai parvenir un. Avez-vous reçu le *Livre rouge*^{4 5} ? Naturellement ! Quelle impression vous fait ce petit livre, à vous et aux autres ? Écrivez-moi à ce sujet de manière aussi détaillée que possible. Également sur la brochure de V. Serge *.

Meilleures salutations à vous deux de Natalia et de moi.

1. Lettre à Synnove Rosendhal Jensen, fonds W. Held, *Riksarkiv*, Oslo. Traduite de l'allemand pour cette édition par Prager qui a trouvé et rapporté les textes des lettres inédites contenues dans ce fonds.

2. La jeune Norvégienne Synnove Rosendhal Jensen était la compagne du trotskyste allemand Walter Held (Heinz Epe).

3. Il semble bien qu'il y ait ici une plaisanterie à propos des habitants du poulailler mais aussi des policiers qui gardaient les Trotsky. Les poulets « penchaient » comme dans les consultations d'augures à Rome, mais leurs préférences allaient pour la lecture au journal conservateur de préférence au journal socialiste.

4. Cf. p. 220, n. 2.

5. *Seize Fusillés*, publiée par « Masses ».

[SANS DÉFENSE] ¹

(10 novembre 1936)

Cher Liova,

Je reçois à l'instant ton télégramme à propos du cambriolage du G.P.U.^{1 2 3 4}. Tu recevras ma lettre sur ce sujet par Puntervold. Je suis presque certain que les nazis norvégiens, lors de leur cambriolage à Weksal, étaient dirigés par des agents du G.P.U. qui se faisaient peut-être passer pour des gens de la Gestapo : on espérait s'emparer de l'ensemble de mes archives *.

Tu dois prendre en considération que le ministre de la justice *fait saisir toutes les lettres importantes qui se rapportent à ma défense personnelle* (on ne m'en donne pas la raison. *Sic volo, sic jubeo*) Je suis à présent complètement *sans*

1. Lettre à L. Sedov (10180), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand.

2. Sedov avait télégraphié à son père que quelques archives, d'importance secondaire, avaient été volées par le G.P.U. Ce vol avait été commis à l'annexe parisienne, 7, rue Michelet, de l'institut international d'histoire sociale d'Amsterdam. Pressé par Trotsky de mettre en sécurité ses archives parisiennes, Sedov avait fait transporter rue Michelet — le 29 ou le 30 septembre — un premier lot de quinze paquets de 30 cm sur 35, entreposés jusque-là chez ses collaborateurs. Le transport avait été effectué par eux, Lilia la. GTNZBERG, épouse ESTRINE (1898-1981) et Mordka ZBOROWSKI (né en 1908), lequel était un agent du G.P.U. Cette annexe de I.T.I.H.S. était dirigée par l'historien menchevique Nikolaievsky. Les documents avaient été volés dans la nuit du 6 au 7 novembre. Les cambrioleurs avaient découpé à l'aide d'un chalumeau oxyhydrique très perfectionné une épaisse porte de fer. G. Rosenthal (*op. cit.*, p. 183) précise : « Les enquêteurs concluaient qu'on se trouvait en présence d'une technique absolument inconnue en France et d'un outillage spécial jamais utilisé par les malfaiteurs français. »

3. Aucun élément n'est venu conforter cette hypothèse. L'irruption des nazis à Weksal n'était pas un chef d'œuvre du genre et cela semble exclure l'intervention de professionnels de l'effraction.

4. Expression latine : « Ainsi je veux, ainsi j'ordonne », équivalente de « Tel est mon bon plaisir ». Ce passage a été rajouté à la main à la fin de la lettre.

défense⁵ face aux calomniateurs, aux cambrioleurs et aux crapules de toutes sortes. Il te faut donc agir de ta propre initiative et faire savoir ces choses à tous les amis.

Je t'embrasse.

Ton Papa.

5. En français dans le texte.

[LE VOL DES ARCHIVES PAR LE G.P.U.] ¹

(10 novembre 1936)

Cher Camarade,

Je viens de recevoir votre lettre du 7 novembre

Je viens également de recevoir maintenant le télégramme suivant de mon fils, de Paris : « Quelques archives d'importance secondaire confiées à l'institut hollandais, section de Paris, *volées par le G.P.U.* Ai entrepris action au civil. Léon.^{1 2} » Je prévois maintenant un cambriolage en Norvège, car le G.P.U. *doit* s'emparer de mes papiers, surtout après la publication du *Livre rouge*³. Quant aux lettres que j'écris pour ma défense — c'est-à-dire l'acte d'accusation contre les véritables criminels —, elles m'ont été *confisquées* l'une après l'autre. Voilà le visage de la démocratie > !

1. Lettre à Hakon Meyer, Arbetarrörelsens Arkiv, Stockholm. Traduite de l'allemand.

2. Cf. p. 252. La question de savoir si les archives volées étaient « d'importance secondaire » est demeurée entière. L'ouverture des « papiers d'exil » a révélé d'importants « manques », par exemple la correspondance entre Nin et Trotsky dont il n'est pas difficile d'imaginer qu'elle intéressait en 1936 des gens du G.P.U., même s'ils ne pouvaient rien en tirer.

3. Rappelons que Le *Livre rouge*, oeuvre de Sedov, venait de paraître.

[REMARQUES SUR L'INTERVIEW DANS ARBEIDERBLADET] ¹

(10 novembre 1936)

Cher Camarade^{1,2},

Je vous prie d'excuser mon silence. Je ne me sentais pas bien, mais aujourd'hui, je vais un peu mieux. Merci pour *Kampf und Kultur*³. Je ne sais vraiment pas pourquoi vous dites que j'avais été ennuyé par votre article. Je vous assure que ce n'était qu'une plaisanterie. Que vous ayez peut-être avec moi des divergences *politiques* ? C'est là quelque chose que je tiens pour aussi naturel que nécessaire, et finalement avantageux aussi dans cette affaire^{4,5}.

Vous faites référence dans cet essai à une interview de moi qui a été publiée dans *Arbeiderbladet* le 26 juillet 1935 ⁵. Je dois faire à ce sujet les remarques suivantes : étaient présents, le ministre de la justice, M. Tranmael, Ol. Colbjørnsen, et toute la famille Knudsen⁶. Dès le début, j'ai dit : « Je préférerais ne pas donner d'interview, car je veux éviter toute controverse. » Mais le ministre de la justice (!) m'a alors répondu : « *Non. Puisque nous vous avons donné asile, nous devons également avoir pour notre public une déclaration de vous.* »

1. Lettre à HSkon Meyer, Arbetarrörelsens Arkiv, Stockholm.

2. Cf. n. 2, p. 216.

3. Hakon Meyer avait envoyé à Trotsky un exemplaire de la revue *Kampf und Kultur* qu'il dirigeait et dans laquelle il avait écrit un article sur l'« affaire Trotsky » en liaison avec le procès de Moscou et critiquait vivement la conduite du gouvernement norvégien.

4. Hakon Meyer était très éloigné des idées de Trotsky et il l'avait fortement souligné dans son article, ce qui ne donnait d'ailleurs que plus de poids à sa critique.

5. *Œuvres*, 6, pp. 67-72.

6. Rappelons que Trygve Lie était alors ministre de la justice et Martin Tranmael le chef du parti au pouvoir. Olé COLBJØRNSEN (1897-1973), économiste de formation, était l'un des rédacteurs les plus importants de *VARbeiderbladet*, organe central du D.N.A.

Les questions de Colbjørnsen étaient purement politiques. J'ai refusé de commenter plusieurs d'entre elles, parce qu'elles auraient exigé des réponses trop brutales, et parce que je ne tenais pas à parler trop brutalement de la bureaucratie soviétique dans *Arbeiderbladet*. A cette époque, cependant, Colbjørnsen avait un tout autre état d'esprit qu'aujourd'hui : il rendait mes déclarations plus brutales. J'ai donc demandé qu'on m'envoie le texte pour que je puisse le réviser avant sa publication — ce qui a été fait. J'ai considérablement *adouci* le ton du texte de Colbjørnsen, et même *supprimé* plusieurs passages. J'espère qu'on peut encore trouver les deux versions et les comparer.

Depuis ce temps, ces messieurs ont changé d'opinion sur la bureaucratie soviétique. C'est leur droit. Je ne puis dénier à qui que ce soit le droit d'adopter des idées meilleures — ou plus confortables. Mais, ce faisant, ils m'accusent de violer l'« accord » — et ce n'est pas vrai. J'espère pouvoir le prouver au Storting⁷ par des documents, des faits, etc.

Je me demande si cette lettre ne va pas être confisquée par le ministre de la justice? Ce genre de choses m'est déjà arrivé. Mais je fais cette tentative seulement pour voir *jusqu'où ira l'abus de pouvoir dans des choses qui n'ont rien à voir avec les « intérêts de l'Etat »*.

L'édition française de mon livre sur l'U.R.S.S. • vient de paraître. Malheureusement, je n'en ai qu'un seul exemplaire. Dès que j'en aurai d'autres, je vous en enverrai un. Avez-vous lu le *Livre rouge* ? Et la brochure de Serge * ? Quelle impression ces choses vous ont-elles fait ? Les avez-vous trouvées suffisamment convaincantes?

7. Nom de l'assemblée législative norvégienne.

8. *La Révolution trahie* venait juste d'être éditée aux éditions Bernard Grasset.

9. *Le Livre rouge sur le Procès de Moscou*, de Léon Sedov était publié par le P.O.I. aux Editions populaires ; Victor Serge venait de publier aux éditions Spartacus une brochure sur le procès intitulée *Seize fusillés*.

[RECOMMANDATIONS PRESSANTES] ¹

(10 novembre 1936)

Très distingué Monsieur Puntervold,

De Paris, je reçois à l'instant de mon fils le télégramme suivant : « Quelques archives d'importance secondaire confiées à l'institut hollandais section de Paris volées par le G.P.U. Ai entrepris action au civil. Léon. »

Voici les faits. Il y a quelques semaines, j'ai écrit à mon fils : « Tu devrais dès que possible mettre en sécurité la partie des archives qui se trouve à Paris car le G.P.U. tentera certainement de s'en emparer. » ^{1 2 3} Il ressort de ce télégramme que mon fils avait confié une partie des archives à l'institut d'histoire néerlandais dont le directeur est le professeur d'université Posthumus et que les documents remis se trouvaient dans la filiale parisienne de cet Institut. J'ignore évidemment de quelle manière le G.P.U. a été informé de ma lettre ou de l'accord conclu entre mon fils et l'institut néerlandais. Mais vous voyez avec quelle rapidité ma suspicion est devenue réalité³ !

Mon fils me télégraphie que les documents volés seraient d'importance secondaire. Peut-être le dit-il seulement pour me tranquilliser⁴. En tout cas, il ne désigne pas mes archives suffisamment pour que je puisse avoir tout de suite un jugement concluant. Je dois encore m'informer sur tout cela. Mais une chose est claire : le G.P.U. (c'est-à-dire Staline) comprend très

1. Lettre à M^c Puntervold, Fonds Walter Hclld, Riksarkiv, Oslo. Traduite de l'allemand par R. Pragcr.

2. Trotsky cite de mémoire sa lettre à Sédov qu'il retrouvera et citera plus loin.

3. La lettre en question était datée du 10 octobre, exactement un mois avant.

4. Un argument solide contre l'opinion de Sedov donnée ci-dessus est que le G.P.U. connaissait le contenu des paquets d'archives qui avaient été jusque-là confiés à son collaborateur Zborowski qui avait gagné la confiance de Sedov. Or on conçoit mal qu'il ait organisé une opération de cette envergure pour s'emparer de coupures de presse.

bien que je détiens dans mes mains tous les matériaux nécessaires pour démasquer et détruire toutes les accusations les plus ignominieuses et les plus infâmes. Les cambrioleurs du G.P.U. ne cherchaient pas dans mes archives des pièces à conviction contre moi ; non. ils cherchaient des pièces à conviction dirigées contre eux-mêmes, contre leurs propres crimes. Ils semblent plutôt avoir échoué dans leur cambriolage (sauf erreur de mon fils). Mais les cambrioleurs peuvent essayer maintenant d'introduire dans les papiers volés leurs propres produits. Je ne sais pas si l'on a eu le temps d'établir un inventaire complet des documents déposés. Mais, même dans ce cas, le G.P.U. peut tenter de remplacer un document authentique par un autre, falsifié. Et dire que précisément, en ce moment même, je suis pieds et poings liés pour pouvoir me défendre contre les criminels du G.P.U. !

Monsieur Puntervold ! Je répète ici à nouveau ce que je vous ai déjà affirmé à plusieurs reprises : Staline mettra *tout* en œuvre, ne reculera devant rien, car beaucoup de choses sont en cause pour lui, pour ne pas dire tout.

Staline peut tenter légalement un cambriolage ici en Norvège pour obtenir mes papiers et ma tête par la même occasion. Je tiens pour très vraisemblable une nouvelle affaire Koutieпов*. Le cambriolage à Paris paraît pour l'instant avoir procuré plus de discrédit que de gains. Ce serait le moment de corriger le premier cambriolage médiocre par un second ! Je vous prie en tout cas *d'adresser une copie de cette lettre à Monsieur Askvig.*

Mais ce n'est pas tout. J'ai ici avec moi une partie de mes archives dont certains documents très importants. Je voudrais en faire la reproduction photographique d'une partie. Je voudrais en faire recopier les autres à la machine à écrire. Espérons que cela pourrait s'effectuer sans trop de frais. Pourriez-vous me fournir des renseignements à ce sujet? Je déposerai alors les photocopies dans deux ou trois banques, ici et à l'étranger. Je souhaiterais recevoir dès que possible une réponse de votre part à ce propos.

Je retrouve à l'instant copie de ma lettre à mon fils. Je lui

5. Aleksandr P. KOUTTEPOV (1882-1930?), officier blanc pendant la guerre civile, avait émigré en 1920 et fondé à l'étranger une organisation de renseignements et de terrorisme ; en 1928, à la mort de Wrangel, il avait pris la tête de l'organisation émigrée de la Ligue des soldats russes ; il avait été kidnappé en plein Paris le 26 janvier 1930 et ne fut jamais retrouvé.

écrivais le 10 octobre : « *Le G.P.U fera tout pour s'emparer de mes archives.* Le mieux serait de les déposer dans un institut scientifique de solide réputation. Le professeur Posthumus voulait les acheter pour l'institut hollandais. Ce serait peut-être mieux de trouver un institut américain [...] *La question peut devenir urgente.* »

P.-S.

Prière d'établir des copies de cette lettre à l'intention de :

1. M. le Ministre de la Justice.
2. M. le Chef de la Police.
3. Mes avocats à Prague.
4. Mon fils.
5. Moi-même.

[LA QUESTION DES ARCHIVES] (1)

(II novembre 1936)

Je vous ai adressé il y a environ douze jours une lettre (en langue française) relative aux déclarations de l'avocat anglais du G.P.U., Pritt* J'ignore malheureusement à ce jour si Vous avez reçu cette lettre et si vous l'avez transmise. Je ne peux absolument pas m'imaginer que cette lettre ait été confisquée par le ministre de la Justice, car cela signifierait que l'on voudrait désormais m'empêcher également d'informer par mes lettres mes avocats du véritable sens des accusations portées contre mon fils. Ce serait tout à fait extraordinaire !

En tout cas, toutes les lettres confisquées doivent m'être rendues car je serai obligé de préparer un mémorandum à l'intention du Storting, comportant toutes les pièces justificatives.

J'ai appris aujourd'hui par la radio de Paris que *VEcho de Paris* affirme que les papiers de Trotsky volés par le G.P.U., présenteraient pour Moscou un « réel intérêt » en vue de la réparation d'un nouveau procès « Trotsky-Gestapo ». C'est une déclaration très intéressante ! Le directeur de la feuille cléricalo-réactionnaire *L'Echo de Paris*, de Kérillis', est un bon ami de Moscou (il s'y est rendu en visite, défend le pacte Paris-Moscou, etc.). Il ne se gêne nullement pour reconnaître dès à présent que le cambriolage a été l'œuvre de Moscou et en indique aussi l'objet : la préparation du nouveau procès.

Je vous rappelle à ce propos que j'ai déjà déclaré lors du dernier procès de Moscou (du 19-24 août) que *je suis prêt à*

1. Lettre « très urgente » à M. Puntervold, Fonds Walter Held, Riksarkiv, Oslo. Traduite de l'allemand par R. Prager.

2. Ci-dessus, pp. 235-241.

3. Henri DE KERILLIS (1889-1958), officier de carrière dans la cavalerie, puis l'aviation, devenu directeur des usines Farman, avait ensuite fondé le Centre de propagande des républicains nationaux et édité *L'Echo de Paris* qui menait bataille à la fois contre le mouvement ouvrier et pour le bloc contre l'Allemagne de Hitler.

LEON TROTSKY. ŒUVRES. AOÛT-DECEMBRE 1936
mettre toutes mes archives à la disposition de tout tribunal public, de toute commission d'enquête impartiale. Plus encore : j'ai déclaré que quiconque étudie ces archives se convaincra nécessairement avec certitude que le procès de Moscou constitue la parodie de justice la plus indigne et la plus infâme de l'histoire universelle.

Dans mes archives, les faussaires et les cambrioleurs ne peuvent rien relever contre moi. Ce qu'ils recherchent, ce sont les pièces à conviction contre eux-mêmes, afin de les détruire et, au besoin, de m'imputer de faux documents. Tel doit être le but de l'opération : dans ce sens — et seulement dans ce sens — de Kérillis a raison !

En tout cas, l'affaire se présente ainsi : le 10 octobre, je conseille, d'ici, à mon fils, de placer les archives en dépôt et j'évoque l'institut néerlandais. Dès le 8 novembre, mon fils m'informe du cambriolage de l'institut néerlandais. *L'affaire mérite vraiment d'être instruite !*

En ce qui concerne la partie des archives qui se trouve ici chez moi, à Hurum, *le gouvernement norvégien demeure entièrement responsable*, devant l'opinion publique mondiale et devant l'histoire, de leur inviolabilité. Au moment de mon arrestation, M. Askvig m'a promis au nom du gouvernement : « Dorénavant, nous prenons la responsabilité de votre sécurité. » Il s'est ensuite engagé à conserver tous mes papiers dans mon logement. Mes secrétaires sont expulsés. Les deux revolvers que nous possédions, avec ma femme, ont dû être livrés à la police (au capitaine J. Lie). *La situation est ainsi absolument claire.*

Pourquoi avais-je mentionné justement dans ma lettre l'institut néerlandais ? Parce que, sur ma proposition, je lui avais déjà remis précédemment une copie de ma correspondance avec Lénine pendant la guerre civile. Le professeur Posthumus m'a rendu visite au Weksal pendant son voyage estival et m'a proposé de remettre l'ensemble de mes archives à l'institut : « De cette manière, on sera assuré qu'elles ne seront pas perdues pour la science. » J'ai répondu négativement car j'ai besoin de mes archives pour mes travaux. « Réfléchissez à cette affaire, Monsieur Trotsky », déclara Posthumus en faisant ses adieux (son intérêt était *exclusivement* celui d'un scientifique et d'un collectionneur). C'est ainsi que j'en suis venu à l'idée de confier à l'institut néerlandais au moins la partie des archives se trouvant à Paris. Je ne sais pas encore ce qui a été réellement transmis et ce qui a été volé.

[COMMENT RÉAGIT L'OPINION ?] ¹

(12 novembre 1936)

Cher Ami,

Je vous remercie pour vos deux lettres que je viens de recevoir avec le petit mot bien aimable de votre père.

Je vous ai envoyé, il y a peut-être trois semaines, un aide-mémoire sur le procès, spécialement destiné pour le maître Rosenmark ^{1 2} et les autres. Vous n'en faites pas mention. Cependant, il serait absolument incroyable que la censure retienne ce document qui contient la quintessence de ma « défense » — c'est-à-dire de mon accusation des vrais criminels³. J'ai donné à mon exposé la forme de la critique de quelques affirmations de Pritt. J'attire tout particulièrement votre attention sur ce document !

Je vous prie de ne pas m'écrire dorénavant sur vos démarches pratiques (la recherche des télégrammes, etc.), puisque cette information peut vous procurer des difficultés supplémentaires.

En revanche, je vous prie de me communiquer tout ce que vous savez sur l'« influence » du *Livre rouge*, du pamphlet de Victor Serge, et de ma *Révolution trahie*. Je vous prie de m'en écrire — et d'inviter à écrire les autres — d'une manière détaillée.

Ne croyez-vous pas que je devrai m'adresser directement à Victor Basch⁴ ?

1. Lettre à G. Rosenthal, archives Rosenthal, reproduite dans *Avocat de Trotsky*, p. 169. Original en français.

2. Cf. pp. 235-241.

3. Le document était bel et bien confisqué par le bureau central des passeports.

4. VICTOR BASCH (1863-1944), ancien professeur d'esthétique à la Sorbonne, était depuis 1926 président de la Ligue des Droits de l'Homme — il était très lié à la politique du Front populaire.

Les signataires de l'Appel⁵ ⁶ ne sont pas tous connus à l'étranger. Il faudrait préparer une liste avec les caractéristiques de chacun⁴.

La préface de Gide⁷ ⁸ montre tout de même un effort honnête de l'orienter. Ce n'est pas la sénilité béate et conformiste de Romain Rolland, ah non !

Et Jules Romains ? C'est lui qui reste maintenant « au-dessus de la mêlée » ? *

5. Trotsky avait déjà fait cette remarque dans une lettre à Sedov, à propos des signataires de *l'Appel aux Hommes*. On relève dans les deux premières vagues de signatures des écrivains (Alain, Paul Rivet, anciens animateurs du comité de vigilance des intellectuels anti-fascistes, Galtier-Boissière, Henry Poulaille, Victor Margueritte, Jean Giono, Paul Eluard, Jacques Prévert, Georges Bataille, Jules Romains), des juristes et avocats (Magdeleine et Maurice Paz, Edouard Depreux, Gaston Bergery, Georges Izard, André Philip), des militants (Marcel Martinet, Georges Dumoulin, Pierre Monatte, Robert Louzon, Louis et Gabrielle Bouët, Daniel Guérin, Elie Reynier, Ludovic Zoretti, Maurice Chambelland, Maurice Dommanget), mais pas de « grand nom ».

6. Il ne semble pas que ce travail fut fait.

7. Ancien compagnon de route du P.C., Gide était en train de s'en séparer dans la publication de son *Retour à l'U.R.S.S.*

8. Jules Romains venait de signer, mais dans la deuxième fournée, Trotsky était attentif à ce qu'il faisait, et déçu qu'il n'ait pas signé encore dans la première liste. Rappelons que c'était Romain Rolland qui avait été pendant la guerre l'auteur de *Au-dessus de la Mêlée*.

[LE G.P.U. A FAIT UNE BÊTISE] *

(12 novembre 1936)

Cher Liova,

De tes déclarations aux journaux français je déduis que tu soupçonnes le G.P.U. d'avoir pris connaissance ici en Norvège de ma recommandation de confier mes archives à l'institut hollandais *. *Je suis du même avis que toi.* Des affaires qui ne devraient être traitées qu'entre moi-même et mes avocats passent par le bureau des passeports !...

Après réflexion, je pense que le G.P.U., cette fois encore, n'a pas seulement commis un crime, mais aussi une grosse bêtise. D'une part, je suppose que tu n'as tout de même pas transmis à l'institut des documents dont tu as besoin pour le procès. D'autre part, pour le cas où ces crapules oseraient nous imputer de quelconques crimes de leur invention (relations avec des « terroristes » ou avec... la Gestapo), quiconque n'est pas un complet idiot comprendra qu'on ne cède pas ce genre de « documents », si seulement on en possède, à un Institut scientifique. C'est pourquoi je prends les choses plus calmement, ce qui ne doit nullement constituer une circonstance atténuante pour le G.P.U. et ses complices d'ici comme d'ailleurs.

Dans la partie française (ou plutôt : parisienne) des archives doivent se trouver plusieurs lettres se rapportant au meurtre de Kirov. Ces lettres sont très importantes. Tu te souviens qu'après le fiasco du premier amalgame (avec le consul letton, etc.) de nombreux amis m'ont dit et écrit : « Staline n'a fait que se discréditer lui-même ». A quoi j'ai systématiquement répondu : « C'est précisément pourquoi il ne peut se satisfaire de ce premier procès ; il est contraint de préparer un nouvel amalgame bien plus effroyable encore. » *Les copies de ces lettres*

1. Lettre à L. Sedov (10181), traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

2. Nous avons appris depuis que le G.P.U. à Paris avait été informé de ce dépôt d'archives par celui-là même qui avait effectué le transport, M. Zborowski (cf. n. 2, p. 252).

écrites par moi doivent absolument être retrouvées. Bien que j'aie également énoncé la même idée dans des articles, des lettres privées exprimeraient plus énergiquement encore la réalité des choses.

Le journal gouvernemental d'ici, *Varbeiderbladet*, réclame tous les mardis et tous les jeudis la libération de... Ossietzky³. Quels nobles philanthropes sont ces gens ! On pleurerait presque d'émotion. Ils n'oublient, hélas, qu'une chose : que les conditions dans lesquelles nous vivons, maman et moi, sont mille fois plus infâmes : car Ossietzky, lui au moins, n'est pas calomnié et n'a pas été accusé des crimes les plus monstrueux !

Je suis à présent de plus en plus convaincu que les nazis d'ici ont aussi effectué leur cambriolage chez moi au mois d'août pour le compte du G.P.U., peut-être sans le savoir eux-mêmes (au moins les jeunes cambrioleurs). Tout en préparant le procès, Staline devait naturellement chercher à s'emparer de mes archives. Il entretient des agents parmi les nazis norvégiens (tout comme dans l'appareil d'Etat) : cela ne fait aucun doute.

Cette lettre passe naturellement aussi par le bureau des passeports. Mais je n'en tiens pas compte. J'écris une lettre *confidentielle* à mon fils, poursuivi par des bandits à Paris et peut-être menacé dans sa vie même. Celui qui écrit est un père incarcéré, pieds et poings liés. Il s'agit de choses dont dépend notre existence physique à toi et à moi. Aussi suis-je contraint de dire exactement *ce qui est*.

Les télégrammes de félicitations m'ont aussitôt été très aimablement communiqués le 7 novembre. Ton télégramme sur le cambriolage a été retenu quarante-huit heures — et encore est-ce l'effet d'une grande bonté.

Je t'embrasse ainsi que maman.

Ton Vieux.

P.-S. Tu te plains de recevoir certaines lettres décollées. C'est que, vois-tu, il n'y a pas de *secrétaire* au bureau des passeports et alors, il n'y a pas d'ordre. Par exemple, on ne me donne jamais les *récépissés* de mes lettres recommandées. Pourquoi ? Quand on défend l'« ordre », on n'a pas besoin de se gêner. Du reste, l'histoire nous apprend qu'on ne peut sauver l'ordre que par le chaos

3. Carl von OSSIETZKY (1889-1938), écrivain pacifiste, dirigeait l'hebdomadaire *Die Weltbühne* depuis 1927 et avait été condamné pour « haute trahison » pour avoir publié dans ce journal des documents prouvant le réarmement clandestin de l'Allemagne. Après la victoire des nazis, il avait été transféré en camp de concentration, alors que sa peine était venue à expiration. Il avait reçu le prix Nobel de la Paix en 1935.

[DES ERREURS] *

(13 novembre 1936)

Cher Léon,

Mon livre (*Révolution trahie*) contient une faute fatale : la préface (« Objet de ce travail ») est datée : « Septembre 1936 ». On peut croire que j'achevais le livre et le corrigeais au mois de septembre, après le procès de Moscou ! C'est absurde ! J'ai fini le manuscrit totalement le 4 août et j'ai envoyé les premières copies aux traducteurs le 5 août. « Septembre 1936 » est la date du « P.-S. » de 7 lignes, envoyé d'ici de la prison, en allemand. Il faudrait rectifier cette faute déplorable d'une manière ou d'une autre. Maintenant le « P.-S. » est en contradiction complète avec la préface (« Objet ... ») : cela ne peut que produire la confusion au plus grand avantage des ennemis. Il faut aussi se préoccuper que les éditions tchèques, etc., ne répètent pas la même faute. Il faut mettre sous la préface (« Objet... ») la date : 4 août, et sous le Post-Scriptum la seconde date (Septembre). *J'attribue à tout cela la plus grande importance.*

Nous n'avons rien reçu de l'éditeur anglais. Comment expliquer ce fait ? Quelque nouveau malentendu ? Qui est d'ailleurs l'éditeur ? Est-ce que tu n'es pas berné par quelque aventurier qui a vendu le manuscrit à la G.P.U. ? Je suis bien inquiet par toute cette histoire : malgré la distance, Sarah³ a arrangé l'affaire au plus vite.

Après l'attentat contre l'archive, il faut s'attendre à un attentat contre toi-même. Tu dois observer certaines règles de prudence.

1. Lettre à L. Sedov (10182), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Sara Weber.

Je ne reçois rien de Prague. Possible qu'on confisque ici des lettres sans m'en aviser. Où en sont-ils à Prague avec leur procès ?

Je supposais que le nouveau procès aurait pour but de corriger les < petites » lacunes du premier. Mais non, il semble qu'on tiendrait le second procès à huis clos (« secret d'Etat ») : on ne risque donc plus de mettre en scène un nouveau spectacle infernal !

Excuse : c'est de l'encre à copier !

Et l'adresse pour envoyer de l'argent à Erwin³ ?

3. Erwin Wolf.

[SUR LE VOL DES ARCHIVES] ¹

(18 novembre 1936)

Chers Maîtres^{1 2} !

Je confirme par la présente mon télégramme qui vous demande de bien vouloir vous charger de la défense de mes intérêts dans l'affaire du vol d'une importante partie de mes archives à Paris.

Il vous est clair que ce crime n'a pu être perpétré que par les agents de la police secrète de Moscou. Cet attentat a pu être prévu. Il fut prévu. Le 10 novembre, j'ai écrit d'ici à mon fils Léon Sedov : « Le G.P.U. fait tout pour s'emparer de mes archives. La chose la mieux serait de les déposer dans un , solide institut scientifique. Le professeur Posthumus voulait les acheter pour l'institut hollandais. Il serait peut-être mieux de trouver un institut américain... L'affaire peut devenir urgente.^{3 4} » La confirmation de cet avertissement n'est venue que trop tôt.

Les organisateurs du crime n'ont pas cherché des documents qui puissent me compromettre politiquement ou autrement : ils savent trop bien que des pareils documents n'existent pas et ne peuvent pas exister. D'ailleurs celui qui possède des documents dangereux pour lui-même ne les confie pas à un institut scientifique. Le G.P.U. cherchait à s'emparer des documents qui sont extrêmement dangereux pour lui.

[...]*

1. Lettre à Mes Delépine et Rosenthal (9811) avec la permission de la Houghton Library. Original en français. La lettre, manuscrite, est incomplète et il manque un ou plusieurs feuillets.

2. Mc Maurice DELEPINE (1883-1960) était un vétéran du parti socia-
liste. Il avait collaboré au *Populaire* en tant que critique littéraire. Il était surtout, écrit Rosenthal (op. cit., p. 184), « l'avocat le plus

3. Cf. pp. 203-204. Il s'agit en réalité d'une lettre du 10 octobre.

4. Interruption du texte.

imagination des agents provocateurs et donner ainsi un peu plus de vraisemblance aux constructions perfides : le mensonge le plus grossier paraît toujours un peu moins invraisemblable quand on y mêle quelques parcelles de la réalité.

On peut et doit aussi s'attendre à la fabrication pure et simple par le G.P.U. des documents faux à l'appui de mes archives (des dates, des noms, des épisodes de ma vie).

Enfin le G.P.U. cherchera à rétablir, à l'aide de ma correspondance, mes liaisons personnelles en U.R.S.S. comme ailleurs, pour persécuter mes amis jusqu'à leur anéantissement⁵.

On voit en somme que ce n'est pas à la légère que le G.P.U. s'est décidé à encourir le risque du vol avec effraction sur le territoire français et a mis à disposition de ses agents des moyens techniques très perfectionnés pour ne pas être compromettants.

En comparaison avec les dommages politiques et moraux, la perte purement matérielle apparaît comme de second ordre quoiqu'elle aussi est loin d'être négligeable, comme le démontre déjà l'intérêt pour ces archives de la part des instituts scientifiques.

Telles sont les raisons qui me commandent de me constituer en partie civile dans la procédure conduite par Barrué, juge d'instruction. Je m'en remets à votre discrétion dans cette affaire pour la défense de mes intérêts moraux et matériels et je vous remercie d'avance pour toutes les démarches nécessaires que vous allez entreprendre en mon nom.

5. Nous avons là, de la main même de Trotsky, une indication sur les raisons pour lesquelles il devait décider plus tard de fermer pendant plusieurs décennies l'accès de ses archives.

[LES PIRES CONDITIONS] *

(18 novembre 1936)

Cher Ami,

Je vous ai envoyé ce matin le télégramme suivant :
« DEMANDE VOUS ET MAITRE DELEPINE ME CONSTI-
TUER PARTIE CIVILE DANS L'AFFAIRE VOL DE MES
ARCHIVES. LETTRE SUIV. L.T. »

Ci-joint ma lettre officielle à vous et Delépine.

Je vous prie de corriger mon pitoyable français et de faire faire une nouvelle copie du texte. A cette fin, je joins à la présente une « carte blanche » signée.

Je crois que je vous ai bien compris, et que ma lettre serait suffisante aussi pour l'avoué. Ma correspondance est soumise à la censure de plus en plus restrictive. Le pire, c'est que je ne sais jamais si la lettre est envoyée ou non. Je ne sais pas, par exemple, si trois copies des manuscrits de mon livre sur l'U.R.S.S. sont expédiées, oui ou non. Je ne sais pas non plus si vous avez reçu mes notes sur Pritt qui sont — il me semble — d'une grande importance pour le contre-procès^{1 2}.

1. Lettre à G. Rosenthal en français, archives Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 184.

2. Gérard Rosenthal avait reçu les « notes sur Pritt ».

[INSTRUCTIONS] ¹

(19 novembre 1936)

Cher Ami,

Je joins la lettre pour l'avoué.

Hier, j'ai reçu la notification gouvernementale m'interdisant de conduire des procès, même à l'étranger*. Il s'agit naturellement des procès politiques. Je tiens pour exclue l'idée même que le gouvernement norvégien] puisse s'opposer à mes démarches dans l'affaire du vol des archives, puisqu'il s'agit d'un crime de droit commun.

Je m'abstiens de tout commentaire pour assurer l'envoi de cette lettre.

Hier, je vous ai envoyé le tél(é)gramme) suivant : « Demande vous et Maître Delépine me constituer partie civile dans l'affaire vol de mes archives. Lettre suit. » ^{1 2}

1. Lettre à G. Rosenthal (9812), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Il s'agissait de ce qu'on appelait « la loi Trotsky n° 2 ».

[ASILE OU GUET-APENS] *

(22 novembre 1936)

Cher Ami,

J'ai bien reçu votre lettre du 17 novembre. J'attends la visite de M^e Puntervold pour qu'il m'explique ce que signifie la dernière décision du gouvernement concernant les procès à l'étranger² : signifie-t-elle que je ne puisse me défendre, même contre les voleurs? Je ne le crois tout de même pas. Je ne veux pas en même temps vous cacher que la même décision contient une menace d'extradition à peine dissimulée. S'il s'agissait d'un procédé légal, c'est-à-dire la vérification par un tribunal norvégien d'une demande d'extradition de la part de Moscou, je ne pourrais que m'en féliciter. Mais non, la nouvelle décision du gouvernement fait allusion à l'extradition plutôt comme à une mesure purement administrative, comme à une « punition » pour ma mauvaise attitude, cette dernière consistant dans mes tentatives insistantes de me défendre contre les accusations les plus infâmes de l'histoire moderne.

C'est juste que, par la même décision, le gouvernement me laisse le droit de chercher un asile ailleurs¹. Je vous en fais part par la présente, officiellement, comme à mon avocat. Mais je ne me fais pas de grandes illusions sur ce « droit » dans l'Europe actuelle, dont la majeure partie est aux mains du fascisme et la mineure passe plus ou moins par le stade préfasciste.^{1 2 3}

1. Lettre à G. Rosenthal (9813), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. La décision suivante avait été notifiée à Trotsky le 11 novembre : « Le département de justice, après délibération du gouvernement, a décidé de s'opposer à ce que Léon Trotsky, pendant son séjour en Norvège, intente un procès devant n'importe quel tribunal étranger » (Rosenthal, *op. cit.*, p. 175).

3. La notification se poursuivait en ces termes ; « on lui enjoint de chercher immédiatement une autorisation de séjour dans un- autre pays ». L'invitation était claire.

D'ailleurs, l'attitude du gouvernement norvégien envers moi donne aux autres gouvernements argument puissant pour me refuser le droit d'asile : < Comment, si le gouvernement norvégien, se trouvant à gauche de la II^e Internationale, etc., avait interné Trotsky, il doit y avoir quelque chose de sérieux. > Mais à quoi se réduit ce « quelque chose » ?

1. Je veux avoir — comme tout le monde — le droit de publier des articles et des livres dans le cadre des lois des pays respectifs.

2. Je veux avoir — comme tout le monde — le droit de me défendre contre les calomnies les plus ignominieuses qu'on puisse imaginer.

C'est précisément à cause de ces deux crimes que je suis interné — et même menacé de mesures plus rigoureuses encore. Mais c'est incroyable ! Oui, je me le dis aussi dix fois par jour, mais telle est la réalité.

D'ailleurs, ce n'est pas tout. La nouvelle décision du gouvernement m'annonce que — par raison d'« économie » — je serai transféré dans un autre endroit, sans plus de précisions ⁴. Le texte ne fait même pas mention de Natalia. Vous pouvez, vous, facilement imaginer son inquiétude terrible ! Quel intérêt peut avoir le gouvernement de laisser Natalia dans cet état d'angoisse devant une séparation éventuelle, on ne peut même pas l'expliquer. Peut-être ne s'agit-il que d'une simple négligence.

Je suis obligé de vous exposer ainsi toute notre situation actuelle pour que vous puissiez vous servir de cet exposé dans vos démarches éventuelles pour l'autorisation d'entrer dans un autre pays.

Je n'ai pas besoin de vous dire que nous sommes plus que jamais liés avec Natalia dans la fermeté morale et la certitude de la justesse de notre cause. Fais ce que dois, advienne que pourra.

Mes meilleurs saluts à vous et à tous les amis.

Quand vous m'aurez indiqué à qui je dois m'adresser dans la question du visa (s'il est raisonnable de faire une requête personnelle), j'exposerai les motifs qui me donnent, dans la situation actuelle, le droit au vrai asile, qui ne serait pas un quiet-abens.

4. La note gouvernementale précisait : « Comme le séjour actuel de Trotsky, avec la garde des autorités, cause des frais importants, il doit s'attendre dans un avenir proche à aller dans un lieu et une habitation qui causeront des frais considérablement réduits. »

[SUR LE PROCÈS DE NOVOSIBIRSK] (1)

(26 novembre 1936)

10 heures

Cher Monsieur Puntervold,

Je m'empresse de déposer entre vos mains un témoignage fort important. Il s'agit du procès de Novosibirsk. Dans cette affaire, notre internement lui-même est une bonne chose pour mon fils et moi. Vous allez voir comment tout à l'heure.

Sur le procès, je ne sais pour le moment que ce qui figure dans le télégramme de *X'Arbeiderbladet* (lundi 23 novembre), à savoir que, selon le témoignage du « témoin » Drobnis', aurait eu lieu à Berlin une conférence réunissant Piatakov⁴,

1. Lettre à M. Puntervold (9758 et D 324), avec la permission de la Houghton Library. Original écrit à la main en allemand.

2. Du 19 au 29 novembre s'était déroulé à Novosibirsk un procès de « saboteurs et contre-révolutionnaires trotskystes ». Les neuf accusés étaient tous des dirigeants ou ingénieurs des mines de charbon de Kemerovo. Ils étaient accusés d'avoir empoisonné deux ouvriers et provoqué une explosion, dans le puits central de Kemerovo, le 23 septembre, qui avait fait 10 morts et 14 blessés graves. La volonté de créer l'« amalgame » était évidente. L'un des accusés, l'ingénieur Pechekhonorov, avait été déjà condamné lors du procès du Chakhty à trois ans de déportation : il représentait l'élément « saboteur ». L'ingénieur allemand Stickling, qui travaillait dans un autre puits, était l'agent de la Gestapo de service. D'autres accusés, dont Noskov, « avouaient » avoir assuré la liaison avec un « centre terroriste » nouveau. En réalité, le procès de Novosibirsk était une étape vers le second procès de Moscou. L'unique étude sérieuse de cette affaire a paru dans *IV* Internationale* n° 2, février 1937, sous le titre « le Procès de Novosibirsk, préparation d'un procès plus important », sous la signature « S. » qui dissimulait — mal — Léon Sedov.

3. Iakov N. DROBNIS (1891-1937), cordonnier, bolchevik à 15 ans, avait été l'un des dirigeants du parti en Ukraine en 1917, deux fois condamné à mort. Fusillé, il avait survécu. Membre de l'Opposition de gauche en 1923, exclu en 1927, déporté, il avait capitulé en 1929. Chef d'entreprise en Sibérie, il avait été le principal « témoin à charge » à Novosibirsk.

4. Iouri G. PIATAKOV (1890-1937), bolchevik en 1910, dirigeant de la révolution en Ukraine, avait appartenu à l'Opposition de gauche jus-

Smirnov et Sedov (mon fils). C'est de cette conférence que Piatakov en personne est censé avoir fait le récit à Drobnis.

Pour pouvoir donner plus de relief au témoignage, il me faut faire connaître ce qui suit.

Piatakov a joué un rôle assez important dans l'Opposition des années 1923-1927, mais, déjà au cours des années 1926-27, il a perdu goût à la lutte et n'appartenait plus à l'Opposition que par paresse. Il m'arrivait de dire en sa présence : < Si la réaction triomphe, on verra Piatakov, même sous un Bonaparte russe, aller tranquillement tous les matins à son bureau, sa serviette sous le bras. » Piatakov fut aussi le premier parmi les « trotskystes » (début 1928) à faire amende honorable⁵. Dans la correspondance de l'Opposition de gauche⁶, comme par la suite dans les articles du *Bulleten* russe, Piatakov fut toujours traité avec une ironie méprisante, ne serait-ce que pour avoir, malgré sa jeunesse (Il avait à peine plus de quarante ans au moment de sa capitulation), été si vite à bout de souffle. Après sa capitulation, Piatakov s'identifia complètement à la bureaucratie et fut toujours considéré par elle comme l'un des siens, à la différence de la plupart des capitulards qui vécurent plus ou moins comme des parias. Voilà qui vous expliquera comment nous nous comportons généralement (moi-même, ma femme, notre fils qui demeura avec nous en Asie centrale, puis en Turquie) à l'égard de Piatakov.

J'en viens maintenant à un petit incident qui est d'une extrême importance. Ma femme s'en souvient mieux que moi, c'est-à-dire dans tous ses détails (elle a une excellente mémoire des faits et des événements *humains*, la mienne étant de nature plus abstraite).

A l'époque où nous vivions à Kadikôy, près de Constantinople, c'est-à-dire après l'incendie à Prinkipo⁷, nous avons reçu de notre fils, qui faisait alors déjà ses études à Berlin, une lettre dans laquelle il nous faisait savoir entre autres la chose

qu'en 1928. Il était vice-commissaire du peuple à l'industrie lourde et membre du C.C. Il avait été arrêté quelques mois auparavant et son « procès » se préparait activement à travers les « témoignages ».

5. La capitulation de Piatakov avait été connue en février 1928.

6. Trotsky fait allusion aux lettres échangées par les déportés avant sa propre expulsion.

7. A son arrivée à Constantinople, Trotsky et les siens avaient vécu d'abord au consulat soviétique, puis à l'hôtel et ensuite dans une petite maison en ville. Fin avril 1929, ils s'étaient installés dans l'île de Prinkipo, à la villa Izzet Pacha. C'est là qu'éclata, dans la nuit du 28 février au 1^{er} mars 1931, un incendie qui les obligea à s'installer à l'hôtel à Prinkipo, puis, fin mars, dans une villa de la petite ville de Kadikôy. Il revint vivre à Prinkipo en janvier 1932.

suivante : « Savez-vous qui j'ai rencontré Unter den Linden ? *Le rouquin*⁸. Je l'ai fixé droit dans les yeux, mais il a détourné son visage, comme s'il ne me reconnaissait pas. Le misérable ! » Tel est approximativement le texte de cette lettre, d'après le souvenir de ma femme, laquelle a également rafraîchi ma mémoire au sujet de cet incident (sans importance à l'époque). Pourra-t-on retrouver cette lettre ? Je l'ignore. Peut-être se trouvait-elle par hasard dans les papiers qui m'ont été volés à Paris ? Tout cela devra d'abord être vérifié.

Mais voici qui est important : ce témoignage de ma femme, je le mets par écrit à un moment où *nous n'avons reçu ni ne pouvions recevoir* de notre fils la moindre ligne concernant le *procès de Novosibirsk*. Le bureau central des passeports ne peut pas l'ignorer. En outre, j'obtiendrai du chef de la garde un récépissé mentionnant la date (le jour et l'heure) à laquelle je lui remettrai cette lettre. Vous pourrez ainsi recevoir de notre fils une déclaration sur sa « rencontre » avec Piatakov avant qu'il nous ait écrit à ce sujet ou qu'il ait reçu quoi que ce soit de nous. On pourra alors comparer les deux versions. J'espère en effet qu'on ne lui a pas encore interdit de se défendre contre l'accusation inouïe dont il est l'objet. Dans cette affaire, l'internement est une bonne chose pour... l'établissement de la vérité ! « Il y a, mon cher Horatio, des choses par le monde, etc. »⁹. Quelle extraordinaire importance ce petit incident a pour la partie < trotskyste > de l'amalgame, je n'ai pas besoin de l'expliquer. Quant à la partie fasciste du procès de Novosibirsk, je n'en puis naturellement rien dire. Que les nazis entretiennent en U.R.S.S. une agence puissante et qu'ils la développent en particulier en prévision d'une agression militaire contre l'U.R.S.S., je le tiens par avance pour une chose absolument certaine. Mais cela a aussi peu de rapport avec le « trotskysme » qu'avec la Voie lactée, ou plutôt bien moins encore, car la Voie lactée est a neutre s, alors que le « trotskysme » est passionnément du côté de l'U.R.S.S. contre Hitler et le Japon. Mais je ne veux pas m'étendre davantage sur ce sujet, de façon à m'en tenir strictement au cadre d'une communication « factuelle »

8. « C'est ainsi que l'on appelait souvent Piatakov chez les jeunes, à cause de la couleur de ses cheveux » (note de Trotsky).

9. Cette phrase a été rajoutée par Trotsky (N.d.T.).

10. Cette allusion à un vers de *Hamlet* témoigne une fois de plus du goût de Trotsky pour Shakespeare.

11. Allusion à la décision du département de justice du 11 novembre qui ne permettait plus à Trotsky que « des éclaircissements et des rapports factuels ».

P.-S. Vous m'avez très amicalement proposé hier de m'envoyer un médecin. Grand merci ! Mais la visite d'un médecin, dans les conditions actuelles, n'avancerait pas à grand chose. Le docteur Cari Müller a observé ma maladie plusieurs semaines durant. A présent je traverse une phase aiguë. Les conditions qui seraient nécessaires à une guérison ne sont malheureusement pas du ressort de la médecine. Toutefois, si le docteur Müller le juge nécessaire, je pourrais aller chez lui, de façon à lui prendre moins de son temps.

Rédaction achevée à 11 heures 15 minutes le 26 novembre 1936.

[LES LIVRES REÇUS] *

(29 novembre 1936)

Mon Cher Léon,

J'ai reçu A. Gide et je l'ai lu avec avidité et émotion^{1 2}. J'ai souvent interrompu la lecture pour communiquer mes impressions à maman. Ces témoignages authentiques d'un grand artiste me sont infiniment plus chers et précieux que les plus savantes compilations bourrées des chiffres douteux et des citations pieuses. Cet après-midi, je lisai dans la véranda — tout à fait isolé, enveloppé dans des couvertures... et voilà que j'éclate d'un rire fou. Maman vient d'une seconde chambre pour me demander : qu'est-ce qu'il y a ? Je suis tout simplement venu sur l'épisode où on impose à Gide l'épithète < glorieux » pour le mot < destin » (p. 73)³. Mais mon rire n'était qu'un moyen de se libérer d'une honte cuisante ; voilà un écrivain étranger avec un nom mondial, un homme, de qui on peut beaucoup apprendre — et surtout quand il s'agit des... épithètes. Mais on traite cet hôte exceptionnel comme un petit fonctionnaire apprivoisé qui n'a que recevoir des ordres et des instructions. Quelles « épithètes » n'arrache-t-on pas aux autres, qui ne sont pas des hôtes illustres ! Et non seulement des épithètes. Ce petit épisode donne une clé remarquable pour beaucoup d'« énigmes » qui n'ont d'ailleurs rien à voir avec l'art.

1. Lettre à L. Sedov (10183), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Trotsky wpnait de recevoir le livre d'André Gide, *Retour de l'U.R.S.S.* André Gide avait été pendant les années trente le plus connu des « compagnons de route » français du stalinisme. Il avait rapporté ce livre d'un voyage officiel en U.R.S.S. d'où il revenait singulièrement déçu. Il n'avait pas voulu, « par principe », se joindre aux signataires de *l'Appel*, mais son livre constituait une aide considérable pour Trotsky. Roche, *op. cit.*, p. 105.

3. C'est dans un télégramme que le postier oblige Gide à ajouter cet adjectif.

J'ai reçu quatre exemplaires de *La Révolution trahie*. Pour l'instant cela me suffit. Merci. Je ne suis pas de l'avis que la fausse date n'ait pas d'importance parce que « tout le monde sait... » Tout le monde ne prête, pas attention, voilà tout. Mais du moment où l'adversaire indique la date et en tire quelques conséquences, l'auteur est d'un coup repoussé sur la défensive... Et l'adversaire n'est pas toujours scrupuleux.

J'ai répondu à Rosmer comme à Martinet⁴ ⁵ avec un certain retard, à cause de la santé. Leurs lettres nous étaient bien précieuses. J'ai reçu aussi une très bonne lettre de Naville⁵. Je vais lui répondre demain.

Nous pourrions envoyer l'argent à Erwin⁶ immédiatement, si nous étions sûrs que l'éditeur anglais enverrait l'avance. Tu peux même lui écrire qu'il envoie de Londres à Erwin la somme redevable (toute !) et le reste à nous.

Nous avons reçu des livres de Grasset. Merci bien ! Mais Van ne souffle mot. Voilà un ami taciturne ! Nos meilleurs saluts à lui tout de même. — En lisant Poulaille ⁷, j'ai la double joie : je fais connaissance de son talent et je me sens plus proche de la classe ouvrière française. Je le remercie chaleureusement !

Je n'ai pas encore reçu l'édition allemande (ni anglaise) du *Livre rouge*. Je ne puis m'expliquer ce retard fatal.

Pour l'édition anglaise et américaine de *La Révolution trahie* il faudrait reprendre les annotations de V[ictor] Serge à l'édition française : elles sont bien utiles. Il faut en même temps corriger la préface de toutes les éditions. Il faudrait bien écrire à New York et à Londres sur le succès de l'édition française de *La Révolution trahie* pour les encourager [à] faire paraître le livre si tôt que possible.

Maman t'embrasse.

4. Marcel MARTINET (1887-1944), poète et écrivain, membre du noyau internationaliste pendant la guerre, avait été l'un des premiers communistes en France, avant d'être contraint par la maladie d'abandonner toute activité suivie. Il avait rédigé *l'Appel aux Hommes*. Gérard Roche a publié sa lettre du 11- novembre 1936 dans les *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, en annexe de son important article « Défense et contre-enquête en France », pp. 61-108. Rosmer, lui, avait écrit le 13 novembre.

5. Pierre NAVILLE (né en 1904) avait adhéré au P.C. en 1926 en tant qu'oppositionnel et rencontré Trotsky à Moscou en 1927. Il avait été un des fondateurs de la section française, et souvent en conflit avec Trotsky. Il était un des dirigeants du P.O.I.

6. Erwin Wolf.

7. Henry POULAILLE (1896-1980), d'origine ouvrière, partisan de la « littérature prolétarienne » et marqué par la tradition syndicaliste révolutionnaire, avait écrit notamment *Le Pain quotidien* (1930) et *Les Damnés de la Terre* (1935). Il avait signé *l'Appel*.

[LA PRÉHISTOIRE DU VOL DES ARCHIVES] (1)

(2 décembre 1936)

Cher Léon,

J'ai reçu la seconde partie des copies de mes lettres à toi, sans aucune lettre de ta part^{1 2}. Hier, maman a commandé de t'envoyer 270 kr.³. J'écris simultanément à G[érard] R[osen-thal] sur mes dépositions concernant le vol des archives. J'ai envoyé hier une lettre à Naville. J'ai reçu deux documents de Péro^{4 5}. Bravo et merci ! Je m'en réjouis beaucoup. *Le Matin* paraît affirmer que Posthumus n'aie [ne] pas prêté une grande importance à mes archives⁶. Je ne veux pas analyser les sources de cette communication. Mais Posthumus m'a visité en Norvège par sa propre initiative. Pendant deux heures, il cherchait à me gagner (c'est-à-dire à gagner mes archives) pour son institut. J'ai refusé. Il m'a demandé d'y réfléchir. Voilà la préhistoire de l'affaire. On peut être « prudent », mais il faut être véridique. Ton silence sur l'édition russe de mon livre⁶ m'étonne et m'inquiète. Est-ce que tu as un contrat⁷ en forme ? Est-ce que la date y est fixée ?

1. Lettre à L. Sedov (10184), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Trotsky avait demandé à Sedov de lui retourner copie de toutes les lettres qu'il recevait de lui. Sedov, surchargé, l'avait fait, sans un mot personnel. La tension provoquée par la lutte contre le procès commençait à provoquer des difficultés entre le père et le fils.

3. Il s'agit de couronnes norvégiennes.

4. Etudiant en chirurgie dentaire, le Juif roumain GOTTLIEB, dit PERO (né en), membre du P.O.I. et dirigeant de la J.S.R. venait de publier une brochure multigraphiée intitulée *Aujourd'hui : Front populaire. Et demain ?*

5. Il s'agit de la tentative de l'institut d'Amsterdam d'acheter les archives de Trotsky et de la visite du professeur Posthumus en juillet précédent.

6. Elle avait été entreprise par la maison Pétropolis à Paris.

7. Trotsky a employé « traité ».

Maman a fait une déposition pour Puntervold sur ta « rencontre » avec Piatakov à Berlin (elle s'en souvient mieux que moi) *. Il faut que tu donnes à Puntervold ta version à toi, pour qu'on puisse faire la comparaison.

Maman t'embrasse, moi aussi. Ton Papa.

8. Cf. p. 276.

[TÉMOIN INDISPENSABLE] (1)

(3 décembre 1936)

Monsieur,

Je suis informé par mon avocat et ami Gérard Rosenthal du fait qu'une commission très importante présidée par vous personnellement est en train de s'occuper du procès de Moscou.

Je tiens pour absolument exclu, permettez-moi de vous le dire, que cette commission puisse se prononcer sur l'affaire sans avoir fait la tentative de m'entendre^{1 2}.

L'audition de mon fils Sedov³ est très importante, mais il n'y a que moi qui connaisse tous les rouages de cette machination « judiciaire » unique dans l'histoire de la famille humaine (et pourtant elle n'est pas pauvre).

1. Lettre en français à V. Basch, archives G. Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, p. 170. Rappelons que Basch était président de la Ligue des Droits de l'Homme.

2. On peut mesurer le retard de l'information de Trotsky au fait que le rapport issu de cette commission, le rapport Rosenmark, était publié depuis deux semaines. Il affirmait entre autres que « douter de la sincérité des aveux serait en la circonstance un manque absolu d'esprit scientifique et contraire à toutes les règles en matière de preuves ».

3. Ce paragraphe est une autre preuve de la sous-information de Trotsky puisque la convocation de Sedov pour audition était . loin d'être acquise : il ne sera convoqué que le 5 février — deux mois et demi après la publication du rapport. Sur l'ensemble de ces questions, il faut se reporter à Gérard Roche, « Défense et contre-enquête en France », dans *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, pp. 1-108.

[UNE ÉTRANGE DIVISION DU TRAVAIL] ¹

(3 décembre 1936)

Le département de la Justice saisit tout ce que j'ai à dire d'important pour ma défense (c'est-à-dire pour l'accusation de l'infâme [] ¹².

Au même moment, Vychinsky, le procureur général de l'U.R.S.S., l'accusation du procès de Moscou, écrit (dans la revue moscovite *Bolchevik* du 15 octobre) : < *Beaucoup de temps s'est déjà écoulé et Trotsky ne dit rien, justement parce qu'il n'a rien à dire.* »

Cette étrange division du travail n'a pas besoin d'être qualifiée. Les choses sont suffisamment claires sans cela.

1. Lettre à M. Puntervold (9759), avec la permission de la Houghton Library. Traduite de l'allemand. L'en-tête précise : « Copies à Monsieur le (Procureur d'Etat), à tous les ministres. »

2. Un mot illisible (N.d.T.).

[L'ENQUÊTE SUR LE CAMBRIOLAGE] ¹

(7 décembre 1936)

Très distingué Monsieur Puntervold,

1. Je ne sais toujours pas si vous avez reçu mes dernières lettres. Cependant j'ai de très importantes communications à faire au sujet du procès de Novosibirsk ainsi qu'au sujet du procès imminent de Piatakov et des autres. Peut-être le courrier de ce jour apportera-t-il une clarification de la situation en ce qui concerne ma correspondance ultérieure.

2. Je suis convoqué comme témoin (le 9.12 à Drammen) dans la poursuite judiciaire contre les cambrioleurs nazis. Je voudrais connaître votre avis à ce sujet. J'ai répondu négativement à la question de M. Sveen si je me constituais partie civile dans cette affaire, et ceci en faisant valoir qu'il appartenait à l'Etat de défendre mes intérêts. Toutefois je ne peux reconnaître aucunement à présent que l'Etat ait pris en considération mes intérêts si peu que ce soit. Que l'on enferme ou non les jeunes imbéciles ne présente pour moi absolument aucun intérêt. Mais *politiquement* les organisateurs du cambriolage ont atteint leurs objectifs au-delà de ce qu'ils espéraient eux-mêmes. Je ne crois pas, pour cette raison, me présenter au procès en *témoin*, mais en tant que *partie civile*. Puis-je le faire encore au dernier moment ? *Si je ne reçois demain aucune réponse de votre part, je soumettrai la question au tribunal lui-même.*

3. Chez le juge d'instruction, l'interprète officiel ne traduisait que les questions qui m'étaient adressées directement. Mais la discussion relative à mes réponses ne fut pas traduite — malgré ma requête. Ne pourrais-je disposer dans le cours du prochain procès d'un interprète *privé*, qui ne traduirait que pour moi ce

1. Lettre à M^e Puntervold, Fonds Walter Held, Riksarkiv, Oslo.
Traduite de l'allemand par R. Prager.

qui m'apparaît important ? En ce cas, j'inviterais M. Epe afin d'assurer mes intérêts élémentaires pendant le déroulement du procès. Il ne faudrait pas oublier que la langue allemande n'est pas, non plus, ma langue maternelle ; j'ai fréquemment des difficultés dans ma recherche de la terminologie juridique (ou technique en général) : j'ai besoin à cet effet d'une aide compétente. Je voudrais régler également cette question avec votre concours.

4. Mon appareil de radio est endommagé et ne fonctionne plus. Je voulais l'envoyer à Oslo pour le faire réparer. Mais il s'avère qu'il faut obtenir pour cela une « autorisation » spéciale.

[LE POINT...] (1)

(10 décembre 1936)

Cher Ami,

Voilà une semaine que j'ai envoyé le texte de ma plainte sur le vol de mes archives. J'ai appris hier que ce document n'est pas encore envoyé. On trouve, semble-t-il, répréhensible que j'y parle du G.P.U. Il semble qu'il faille trouver un pseudonyme admiratif pour messieurs les cambrioleurs quand ils sont par hasard des agents du G.P.U. J'attends une nouvelle loi sur ce sujet. Que le Juge d'instruction procède par la voie diplomatique.

Je regrette d'avoir envoyé une lettre à V. Basch^{1 2}. Après la publication du rapport ignoble de Rosenmark, cette lettre doit être considérée comme nulle et non avenue. Je vous prie d'en informer M. Basch. Du moment où j'aurai été libre, je donnerai à tous ces messieurs la réponse qu'ils méritent.

C'est juste, je n'ai pas joint la feuille blanche pour la copie corrigée de ma lettre à l'avoué. Je vous en envoie *deux* ci-jointes (pour le cas où vous en gêtez une).

Je suis très content de la signature de Jules Romains : j'ai une grande admiration pour cet artiste. A part ses dons de créateur, il est incomparablement perspicace : s'il voulait s'occuper de l'Affaire, il pourrait en faire un livre exceptionnel. Et non seulement un livre !...³

Quant à la santé, j'ai passé par une très mauvaise semaine, mais les derniers 4-5 jours sont plus favorables.

1. Lettre à G. Rosenthal, archives Rosenthal. Original en français.

2. Cf. p. 282.

3. Jules Romains faisait partie de la seconde liste des signataires de *l'Appel* : Trotsky continue — et va continuer — de rêver à Jules Romains revêtu des habits d'Emile Zola.

Quant au Mexique, je serai bien content d'y partir sitôt que possible à condition qu'on me donne la possibilité de prendre *toutes les mesures nécessaires de sécurité*, etc. *. Mais cette question n'est nullement arrangée jusqu'à ce moment, les autorités traînant et chicanant, et la situation peut bien changer au Mexique.

Il faut donc continuer les démarches ailleurs. Vous le faites sans doute sans que j'aie besoin de vous en parler.

Mes saluts les plus chaleureux.

Votre

Est-ce que Naville a reçu ma réponse ?

4. Alertée par les trotskystes américains, Anita Brenner avait déclenché le processus de recherche des moyens d'obtenir le visa mexicain pour les Trotsky. Ce processus avait abouti victorieusement. Trotsky soulevait les problèmes afférents à sa sécurité dans un voyage maritime de cette durée.

A HUIS CLOS *

Le gouvernement pensa d'abord faire juger, deux semaines avant les élections, les fascistes qui avaient pénétré chez moi; c'eût été un atout dans la campagne électorale. La presse gouvernementale affirmait qu'ils encouraient des années de prison. Mais quand nous fûmes emprisonnés, le gouvernement fit remettre le procès jusqu'après les élections, et le ministre de la justice ne vit plus dans toute l'affaire qu'un « exploit de gamins ». Saintes règles de l'équité ! L'affaire vint au rôle du tribunal de district de Drammen. Je fus convoqué le 11 décembre en qualité de témoin. Le gouvernement, qui ne s'attendait à rien de bon de ma part, ni pour lui-même, ni pour ses menaçants alliés de Moscou, exigea que les débats eussent lieu à huis clos et ne rencontra naturellement pas d'objection. Les accusés, représentants typiques d'une jeunesse petite-bourgeoise déclassée, étaient libres. « Témoin » et plaignant, j'arrivai entouré d'une douzaine de policiers. Les bancs du public étaient déserts : les agents y prirent place. Les piteux héros du raid nocturne étaient assis à ma droite ; ils m'écoutèrent avec une attention soutenue. Les bancs de gauche étaient occupés par dix-huit jurés, ouvriers et petits-bourgeois. Derrière la coin: enfin avaient pris place de hauts fonctionnaires. Le huis clos me permit de répondre à toutes les questions avec une entière liberté. Le magistrat ne m'interrompit pas une seule fois au cours de ma déposition, qui, avec la traduction de l'allemand, dura près de quatre heures : je lui en donnai pourtant plusieurs occasions. Je n'ai pas de compte rendu sténographique du débat,

1. In *Les Crimes de Staline* (pp. 37-76) où il est présenté en deux parties, « Autour de l'internement » et « Le Procès de Moscou », ce texte constitue un récit du procès des nazis norvégiens et la transcription par Trotsky de sa déposition du 11 décembre devant le tribunal. Nous l'avons indu dans ce volume parce, bien que rédigé plus tard, il couvre la période qui nous intéresse et a été rédigé sur la base de notes prises sur le moment. Il a été traduit du russe par Victor Serge.

mais je réponds de l'exactitude à peu près littérale du texte suivant, noté tout de suite d'après un canevas préparé à l'avance. Je parlai sous la foi du serment. J'assume toute la responsabilité de ce que je dis. Le gouvernement « socialiste » norvégien a tenu au huis clos ; j'entends ouvrir portes et fenêtres.

Autour de l'internement

Après les questions d'identité, l'avocat des fascistes, M. W[iesener]², commence l'interrogatoire.

— *Quelles conditions furent posées au témoin à son arrivée en Norvège ? Le témoin a-t-il tenu ses engagements ? Quelle a été la cause de son internement ?*

— J'ai pris l'engagement de ne pas intervenir dans la politique norvégienne et de ne pas avoir dans ce pays d'activité hostile à d'autres pays. J'ai irréprochablement rempli ces engagements. Le bureau central des passeports a dû convenir que je ne me mêlais pas des affaires du pays. Quant aux autres pays, mon activité a été celle d'un publiciste. Tout ce que j'écris a, il est vrai, un caractère marxiste, et par conséquent révolutionnaire. Mais le gouvernement qui, lui-même, invoque parfois Marx, connaissait ma pensée quand il m'accorda le visa. Mes ouvrages et mes articles paraissent toujours sous ma signature et n'ont fait nulle part l'objet de poursuites.

— *Le ministre de la justice n'a-t-il pas expliqué au témoin le sens précis de ses engagements, lors de sa visite à Weksal³?*

— J'ai en effet reçu, peu de temps après mon arrivée, la visite du ministre de la justice. Il était accompagné de Martin Tranmael, le leader du parti ouvrier norvégien, et de M. Colbjørnsen, journaliste officieux. Le ministre me dit avec un sourire timide qu'il espérait qu'il n'y aurait pas dans mon activité « d'épines » (*Stachel*) dirigées contre d'autres Etats. Le mot « épines » ne me parut pas clair, mais comme le ministre parlait dans un allemand assez mauvais, je n'insistai pas. Les choses se présentaient ainsi quant au fond : les philistins réactionnaires s'imaginent que je me prépare à faire de la Norvège une base d'opérations pour des complots, des transports d'armes, etc.

2. Le texte publié dans *Les Crimes de Staline* portait simplement l'initiale W. Nous avons rétabli l'identité de l'avocat des nazis, lui-même sympathisant du « Rassemblement national » de Quisling, Me Albert Wiesener.

3. Allusion à la visite de Trygve Lie, Olé Colbjørnsen et Martin Tranmael le 19 juillet 1935, pour *Arbeiderbladet*.

Sur ces points, je pouvais, la conscience tranquille, rassurer MM. les philistins, et les « socialistes » comme les autres. Je ne pouvais pas penser que les inadmissibles « épines » pourraient se rapporter à la critique politique. Je considérais la Norvège comme un pays civilisé et démocratique... et je ne veux pas, aujourd'hui encore, renoncer à cette opinion.

— *Le ministre de la justice n'a-t-il pas averti le témoin qu'il ne lui était pas permis de publier des articles d'actualité politique ?*

— Une interprétation de ce genre eût paru inconvenante au ministre lui-même. Je suis un écrivain politique depuis bientôt quarante ans déjà. C'est mon métier, Messieurs les jurés, et ce métier fait le sens de ma vie. Le gouvernement pouvait-il exiger que je paie mon visa d'un renoncement à mes convictions et au droit de les exposer ?... Non. le gouvernement se calomnie après coup... Au surplus, tout de suite après l'explication un peu mystérieuse sur les « épines » du ministre de la justice, M. Colbjørnsen me demanda une interview pour *VARbeiderbladet*. Je plaisantai, m'adressant au ministre de la justice : « Mais ne va-t-on pas voir dans cette interview une immixtion dans la politique norvégienne ? » Le ministre me répondit textuellement : « Non, nous vous avons donné un visa, il faut que nous vous fassions connaître à notre opinion publique. » C'était, semble-t-il, assez clair. J'exposai ensuite, en présence de Martin Tranmael et du ministre de la justice, et avec leur approbation tacite, que le gouvernement soviétique avait prêté à l'Italie une aide criminelle au cours de la guerre italo-éthiopienne ; que le gouvernement de Moscou était en général devenu un facteur conservateur ; que la caste dirigeante de Moscou falsifie systématiquement l'Histoire pour s'y faire une plus belle place ; que la guerre européenne est inévitable si la révolution ne l'empêche pas. Et bien d'autres choses. Je doute que l'on puisse trouver dans cette interview à *VARbeiderbladet*, publiée le 26 juillet 1935, des roses, mais les épines n'y manquent pas ! Permettez-moi aussi de rappeler que mon autobiographie a été publiée il y a quelques mois par les éditions du parti ouvrier. La préface de cet ouvrage condamne sans ménagement le culte byzantin du « chef » infaillible, l'arbitraire bonapartiste de Staline et de sa clique, et expose la nécessité de renverser la caste bureaucratique. Il est encore dit dans ces pages que la lutte contre le bonapartisme soviétique est la cause de ma troisième émigration. En d'autres termes, si je consentais à renoncer à cette lutte, je

n'aurais pas de raison de rechercher l'hospitalité norvégienne. Ce n'est pourtant pas tout, MM. les jurés et les juges ! Le 21 août, une semaine avant mon internement, *YArbeiderbladet* donnait en première page une longue interview de moi intitulée « Trotsky montre que les accusations de Moscou sont imaginées et fabriquées ». Il faut croire que les membres du gouvernement lurent mes révélations sur les faux de Moscou. La décision d'internement, rendue une semaine plus tard, invoquait non cette interview d'actualité, faite exclusivement d'épines, mais de vieux articles de moi publiés en France et aux Etats-Unis.

L'imposture saute aux yeux. Je puis enfin évoquer le témoignage du ministre des affaires étrangères, M. Koht⁴, qui déclarait dans une réunion électorale, une dizaine de jours avant mon internement, que « le gouvernement savait sans nul doute que Trotsky continuerait à écrire ses articles politiques, mais estimait devoir rester fidèle au principe démocratique du droit d'asile ». Le discours de M. Koht a été publié par l'organe officiel du gouvernement. Vous l'avez tous lu. Le témoignage public du ministre des affaires étrangères inflige un démenti catégorique au ministre de la justice. Afin de cacher au dernier moment la vérité à l'opinion publique, le ministre de la justice a confisqué chez mes secrétaires la lettre dans laquelle je relatais la première interview politique que j'avais accordée avec son concours ; il a brutalement expulsé de Norvège mes deux collaborateurs. Pourquoi ? Ils ne sont même pas des émigrés. Leurs passeports sont en règle. Et — ce qui a beaucoup plus d'importance — ce sont des hommes irréprochables.

Messieurs les jurés, le gouvernement norvégien, en m'offrant l'asile, m'a tendu un piège. Je ne puis pas m'exprimer autrement. N'est-il pas monstrueux de voir un bureau appelé à contrôler les passeports — les passeports ! — contrôler mon activité scientifique et littéraire, déployée d'ailleurs dans d'autres pays ? S'il n'avait dépendu que de MM. Trygve Lie et Konstad, ni le *Manifeste communiste*, ni le *Capital*, ni les autres œuvres classiques de la pensée révolutionnaire n'eussent jamais vu le jour : car ce sont des œuvres d'émigrés politiques ! Le gouvernement produit comme l'exemple le plus pernicieux de ma funeste activité un article légalement publié en France et aux Etats-Unis dans l'hebdomadaire bourgeois *The Nation*. Je suis convaincu que ni Léon Blum, ni le président des Etats-Unis

4. Havldan KOHT (1873-1965), professeur d'histoire à l'université d'Oslo depuis 1908, membre du D.N.A. en 1911, était depuis 1935 ministre des affaires étrangères dans le gouvernement Nygardsvold.

n'ont demandé contre mes articles l'intervention du directeur du bureau des passeports. C'est Moscou qui a demandé des mesures contre moi ; mais le gouvernement norvégien refuse d'en convenir pour ne pas avouer sa dépendance. Et c'est pour-quoi il a justifié son arbitraire par le faux.

— *Quelle est l'attitude du témoin à l'égard de la IV* Internationale ?*

— J'en suis partisan, je suis en un certain sens l'initiateur de ce courant international, et j'en assume donc la responsabilité.

— *Le témoin se consacre donc au travail révolutionnaire ?*

— Il n'est pas facile de séparer la théorie de la pratique, et telle n'est nullement mon intention. Mais mes conditions d'existence en Europe « démocratique » ne me permettent pas, à mon vif regret, d'intervenir dans le travail pratique. Quand la conférence pour la IV^e Internationale, qui se tint l'été dernier⁵ m'élut, en mon absence, membre du bureau, titre plus honorifique que pratique, je dois le dire, je déclinai par lettre cet honneur, justement pour ne pas donner aux Konstad des divers pays l'occasion de répandre des racontars policiers. Quant aux bobards de la presse réactionnaire qui m'accuse d'avoir fomenté l'insurrection en Espagne, les grèves en France et en Belgique, etc., je ne puis que hausser les épaules. A la vérité, l'initiative de la sédition en Espagne appartient aux coreligionnaires politiques des accusés et de leur avocat. Certes, si j'avais la possibilité de me rendre en Espagne pour m'y consacrer à des travaux pratiques, je le ferais immédiatement. Je consacrerais volontiers toutes mes forces à aider les ouvriers d'Espagne à vaincre et anéantir le fascisme. Je suis par malheur réduit à me contenter d'écrire et de donner par lettres quelques conseils quand des personnes ou des groupes veulent bien m'en demander.

Que veut en définitive l'avocat fasciste ? Nous sommes devant le tribunal, c'est-à-dire devant une institution appelée à punir l'infraction aux lois. Ai-je enfreint la loi ? Quelle loi ? Vous n'ignorez pas, messieurs les jurés, qu'un autre avocat fasciste, M. H[jort]⁶ a invité le Parquet à ouvrir contre moi une instruction motivée par mon activité soit littéraire, soit terro-

5. Allusion à la conférence de juillet 1936, salle Pleyel à Paris, mais dite « de Genève » qui avait fondé le « mouvement pour la IV^e Internationale ».

6. L'initiale H. désigne Johann Bernhardt HJORT (1895-194?), un avocat qui appartenait à la direction du < Rassemblement national ».

riste. Cette plainte a été par deux fois repoussée. Le procureur Sund ^{6 7} ^{bis}, gardien des lois de ce pays, a déclaré à la presse que les matériaux dont il dispose ne lui permettent ni de me reprocher une infraction aux lois ni d'ouvrir une instruction contre moi. Cette déclaration date du 26 septembre, cinq semaines après le procès de Moscou, près d'un mois après mon internement. Je dois rendre hommage à la fermeté et au courage de M. le Procureur ! Sa déclaration exprime la méfiance à l'égard des accusations formulées à Moscou et condamne les mesures prises contre moi par le gouvernement norvégien.

C'est assez, je pense.

— *Le témoin connaît-il cette lettre, et qui l'a écrite ?*"

— Cette lettre, je l'avais dictée à l'un de mes secrétaires et elle a manifestement été volée — excusez le mot — par MM. les accusés au cours de la visite qu'ils me firent sans y avoir été invités. Le texte montre que, répondant à une question, j'exprime mon opinion sur la confiance que mérite ou ne mérite pas un certain M. X [Molinier] ⁸ que je connais. Je me borne à donner un conseil, une fois encore.

— *(ironiquement) Rien qu'un conseil ? Ne serait-ce pas un peu plus qu'un conseil ?*

— Vous voulez dire un ordre ?

(signe d'assentiment)

— Dans les partis nazis, le « chef » décide et ordonne... incontestablement, même lorsqu'il s'agit de pénétrer la nuit, par effraction, dans une habitation. L'Internationale communiste dégénérée a adopté des mœurs de ce genre. L'obéissance passive et le culte qu'on en impose font des esclaves et des larbins, non des révolutionnaires. Je ne dirige pas d'institutions, je ne suis pas un chef, oint du Seigneur. Mes conseils sont toujours extrêmement circonspects et relatifs — car il est malaisé à distance de soupeser tous les facteurs — et ils sont accueillis par les intéressés selon la capacité de convaincre dont ils sont empreints. Les jeunes gens qui m'ont dérobé cette lettre espéraient visiblement trouver dans mes archives les preuves de complots, de révolutions et autres méfaits. L'ignorance en matière de politique est mauvaise conseillère. Mes lettres ne renferment rien que l'on ne puisse trouver dans mes articles. Mes archives complètent

⁶ bis. Hakon Ragnvald Olsen SUND (1873-194?) avait le titre de « Riksadvokat ».

⁷. Il s'agit de la lettre adressée « à Otto » (*Œuvres*, 10, p. 298).

⁸. Ici le texte initialement publié ne porte que l'initiale X.

mon activité de publiciste sans la contredire en rien. Même ceux qui veulent m'accuser...

Le président. — Vous n'êtes accusé de rien. Vous êtes ici en qualité de témoin.

— Je le sais fort bien, monsieur le Président, mais M. l'avocat...

L'avocat Wiesener. — Nous n'accusons de rien. Nous nous bornons à nous défendre.

— Naturellement, mais vous défendez une agression nocturne commise contre moi en exploitant et en amplifiant toutes espèces de calomnies contre moi, quelle qu'en soit la source. Je me défends contre cette « défense »-là !

Le président. — C'est votre droit. Vous pouvez refuser de répondre aux questions susceptibles de vous porter préjudice.

— Il n'y en a pas, Monsieur le Président ! Je suis prêt à répondre à toutes les questions que l'on voudra me poser, de quelque côté que ce soit. Je ne suis pas intéressé au huis clos, loin de là ! Je doute que l'on puisse, dans toute l'Histoire, trouver un appareil à fabriquer la calomnie comparable par sa puissance à celui qui est mis en action contre moi. Le budget de cette agence-là se chiffre par millions-or. MM. les fascistes et les prétendus « communistes » puisent leurs accusations à la même source : au G.P.U. Leur collaboration contre moi est un fait que l'on observe à chaque pas, et notamment à ce procès. Mes archives donnent l'un des meilleurs démentis à toutes les insinuations et calomnies dirigées contre moi.

Le président. — Veuillez préciser.

— Permettez-moi d'entrer un peu dans le détail. Mes archives concernant mon activité depuis janvier 1928 se trouvent à l'étranger. Les documents plus anciens sont en nombre relativement limité. Mais pour ce qui est des neuf dernières années, toutes les lettres que j'ai reçues et les copies de toutes mes réponses (il s'agit de milliers de lettres !) sont à ma disposition. Je puis à p'importe quel moment mettre cette documentation à la disposition de n'importe quelle commission impartiale, de n'importe quel tribunal. Cette correspondance n'a ni lacunes, ni blancs. Elle se déroule d'un jour à l'autre, irréprochablement complète et, par son caractère continu, traduit toute ma pensée et toute mon activité. Elle ne laisse place à aucune calomnie.

Vous me permettrez peut-être de donner un exemple emprunté à un domaine familier à MM. les jurés. Supposez un homme pieux qui, toute sa vie, s'efforce de vivre selon la Bible. Voici qu'à un certain moment ses ennemis, usant de faux documents ou de faux témoignages, l'accusent de s'occuper clandestinement de propagande anti-religieuse. Que dira le calomnié ? « Voici ma famille, voici mes amis, voici ma bibliothèque, ma correspondance pour de nombreuses années, voici toute ma vie. Relisez toutes mes lettres écrites aux personnes les plus différentes et sur les sujets les plus variés, interrogez les centaines de personnes avec lesquelles j'ai été en rapport pendant de longues années, et vous vous convaincrez que je n'ai pas pu avoir une activité contraire à toute ma personnalité morale. » Cette argumentation sera convaincante pour tout homme honnête et raisonnable (*Signes d'assentiment du président et de plusieurs jurés*). Ma situation est analogue à celle que je viens de décrire. J'ai pendant quarante ans défendu par la parole et l'acte les idées du marxisme révolutionnaire. Ma fidélité à cette doctrine est démontrée, j'ose le croire, par toute ma vie et plus particulièrement par les conditions dans lesquelles je suis aujourd'hui placé ; elle m'a valu beaucoup d'ennemis. Pour paralyser l'influence des idées que je défends et qui trouvent une confirmation grandissante dans les événements de notre époque, mes ennemis cherchent à me noircir personnellement : ils voudraient m'imputer le terrorisme individuel, ou, ce qui est pire, l'intelligence avec la Gestapo. Ici la méchanceté empoisonnée devient bêtise. Quiconque a du sens critique et connaît mon passé et mon présent n'a besoin d'aucune enquête pour écarter ces sales accusations. Quant à ceux qui s'étonnent ou doutent, je leur propose d'entendre de nombreux témoins, d'étudier les documents politiques les plus importants et notamment mes archives pour la période de mon activité que le G.P.U. s'efforce de noircir. Le G.P.U. se rend un compte exact de l'importance de mes archives et ne regarde pas aux moyens pour s'en emparer.

Le président. — Qu'est-ce que le G.P.U. ? MM. les jurés ignorent la signification de ce mot.

— Le G.P.U., c'est la police politique de l'U.R.S.S. qui fut en son temps une arme défensive de la révolution populaire, mais est devenue l'arme défensive de la bureaucratie soviétique contre le peuple. La haine que me porte la bureaucratie vient de ce que je combats ses privilèges monstrueux et son arbitraire criminel. Et cette lutte fait justement le fond de ce que l'on

appelle « le trotskysme ». Afin de me désarmer face à la calomnie, le G.P.U. tente de s'emparer de mes archives, fût-ce par le vol, l'effraction, l'assassinat.

Le procureur. — Qu'est-ce qui vous permet de l'affirmer ?

— Le 10 octobre dernier, j'écrivais pour la deuxième ou la troisième fois à mon fils qui habite Paris : < Je ne doute pas que le G.P.U. ne fasse l'impossible pour s'emparer de mes archives. Je te prie de confier immédiatement les documents déposés à Paris à quelque institution scientifique, peut-être à l'institut hollandais d'histoire sociale ou, mieux encore, à quelque institution américaine »'. Mon fils ayant aussitôt confié une partie des papiers à l'institut d'histoire sociale, cet Institut fut immédiatement cambriolé. Les malfaiteurs découpèrent une porte au chalumeau, travaillèrent sur place une grande partie de la nuit, fouillèrent tous les casiers et ne prirent rien, rien, pas même l'argent qu'on avait oublié là, sauf quatre-vingts kilos de papiers m'appartenant. Leur façon d'agir les démasque tout aussi bien que si le chef du G.P.U. avait laissé sur les lieux sa carte de visite. Tous les journaux français, bien entendu *T Humanité*, qui est l'organe officiel du G.P.U., ont exprimé en termes nets ou voilés la conviction que ce cambriolage a été exécuté sur l'ordre de Moscou. Rendant justice à la technique du G.P.U., la police parisienne a constaté que les cambrioleurs français ne disposaient pas d'un outillage aussi perfectionné. Par chance, les agents parisiens du G.P.U. s'étaient trop pressés ; le premier envoi de papiers fait à l'institut d'histoire sociale ne comprenait que le vingtième environ des documents déposés à Paris, et c'étaient surtout de vieux journaux ne présentant qu'un intérêt historique ; les cambrioleurs n'ont pris, heureusement, que peu de lettres. Mais ils ne s'en tiendront pas là. J'attends d'autres attentats, plus énergiques, peut-être ici même, en Norvège. Je me permets en tout cas d'attirer l'attention des juges sur ce fait que le G.P.U. a cambriolé les locaux contenant mes archives peu de temps après que j'eus nommé l'institut d'histoire sociale par une lettre qui est passée par le bureau des passeports. Ne suis-je pas en droit de supposer que le G.P.U. a des agents dans les bureaux norvégiens appelés à contrôler ma correspondance ? S'il en est ainsi, le contrôle devient une complicité

directe avec les cambrioleurs^{10 11}. L'exploit parisien des agents de Staline m'a pour la première fois suggéré que l'initiative du raid de ces messieurs (geste vers les accusés) pourrait aussi appartenir au G.P.U...

Le président. — Sur quoi basez-vous cette suspicion ?

— Je ne fais que formuler une hypothèse. Je me suis plus d'une fois demandé : qui a suggéré à ces jeunes gens l'idée du raid chez moi ? Qui les a pourvus d'un appareil perfectionné en usage dans l'armée, pour surveiller mes communications téléphoniques ? Les nazis norvégiens ne sont encore, les récentes élections le prouvent, qu'un groupement insignifiant. J'ai d'abord pensé que la Gestapo y était pour quelque chose et qu'elle cherchait par ce moyen à repérer mes amis politiques d'Allemagne. Je tiens pour quasi-certaine son intervention dans cette affaire.

Le président. — Et quelles sont vos raisons ?

— Quelques semaines avant le raid, MM. les fascistes visitaient souvent notre cour et même notre appartement en se présentant comme des acquéreurs possibles de la maison. L'attitude de ces acquéreurs éveilla plusieurs fois mon attention : me rencontrant dans la cour ou dans la maison, ils feignaient de ne pas me voir, n'ayant pas le courage de me saluer. De façon générale, le courage de ces jeunes gens était au-dessous de leurs mauvaises intentions et c'est ce qui les fit renoncer à leur tâche devant la résistance d'une jeune fille courageuse, Hj^rdis Knudsen. Quelques jours avant le raid, un étranger en costume tyrolien s'introduisit dans notre cour et, quand il me vit, se détourna. Interrogé sur ce qu'il cherchait, il répondit bêtement : « Je voudrais acheter du pain », et se recommanda comme un touriste autrichien ; mais un Autrichien, qui était justement notre hôte, l'ayant poliment éconduit, me dit ensuite : « Ce prétendu Autrichien parle l'allemand du Nord. » Je ne doute pas, MM. les jurés, que ce touriste suspect n'ait joué un rôle dans la préparation du raid.

[L'accusé principal Æ[y<?J. H[eyerdahl] — C'était un

10. L'hypothèse était plausible, mais l'on sait maintenant que le G.P.U. avait été informé directement du dépôt des archives de Trotsky à l'institut de la rue Michelet par l'agent qui avait assuré lui-même le gros du transfert, le fameux M. Zborowski qu'il avait réussi à placer auprès de Sedov.

11. R.H. désigne Diedrik RYE-HEYERDAHL (né en 1896), chef et doyen

Mecklembourgeois, touriste et portant une culotte tyrolienne. Il n'avait pas plus de 18 ans. Il n'avait rien à voir avec notre plan. Nous le rencontrâmes par hasard à l'hôtel.}

— Fort bien. L'accusé reconnaît avoir été en relations avec le Mecklembourgeois qui se faisait, on ne sait pourquoi, passer pour Autrichien. Quant à son âge, ce touriste n'avait pas moins de 23 ans. Il n'avait pas à chercher du pain chez nous, alors qu'il y a des boulangeries. Vous dites que vous l'avez rencontré par hasard à l'hôtel ? Je n'y crois pas. Je dis que l'accusé ne dit vrai que quand il parle d'une culotte tyrolienne. Que les fascistes, surtout allemands, n'aient que haine contre moi, ils l'ont suffisamment montré. Quand la presse française fit sa campagne contre moi, les matériaux les plus importants lui arrivaient d'Allemagne. Quand la Gestapo découvrit à Berlin un paquet de vieilles lettres de moi, antérieures au nazisme^B, Goebbels fit placarder dans le pays entier des affiches dénonçant mon activité criminelle. Mes amis politiques d'Allemagne sont condamnés à des dizaines d'années de prison.

L'avocat Wiesener. — Y a-t-il longtemps de cela ?

— On les arrête et on les condamne sans cesse et rien n'a changé à cet égard au cours des derniers mois. Dès les premières années de mon exil, j'avais maintes fois démontré dans mes écrits que la politique de l'internationale communiste en Allemagne préparait la victoire des nazis. La trop fameuse théorie de la « troisième période » était alors en vogue. Staline avait accouché de cette formule : « La social-démocratie et le fascisme sont des frères jumeaux et non des antagonistes. » Des deux, la social-démocratie était considérée comme l'ennemi le plus dangereux. Les staliniens, dans leur lutte contre elle, en arrivèrent à soutenir Hitler (lors du plébiscite en Prusse)^U. Toute la politique de l'internationale communiste ne fut qu'une suite de crimes. J'exigeais le front unique avec la social-démocratie, la création de milices ouvrières, une action sérieuse et

du commando nazi qui avait pénétré dans la maison Knudsen, figurait au procès comme prévenu « libre ».

12. Il s'agissait de lettres saisies chez Grylewicz.

13. C'est en avril 1931 qu'avait été organisé en Prusse un plébiscite (referendum) sur la question du maintien du gouvernement social-démocrate minoritaire au Landtag de Prusse. Les nazis et les communistes avaient les uns et les autres fait campagne contre le gouvernement socialiste, mobilisant les premiers pour le « plébiscite brun » et les seconds pour le « plébiscite rouge », mais mêlant leurs bulletins identiques dans les urnes.

non théâtrale contre les bandes armées de la réaction. On pouvait très bien en 1929-1932 mater le mouvement hitlérien. Mais il eût fallu une politique de défense révolutionnaire et non de stupidité bureaucratique et de fanfaronnades. Les nazis suivaient avec attention les dissensions intérieures de la classe ouvrière et se rendaient nettement compte du danger qu'eût présenté pour eux une politique hardie de front unique. On comprendrait bien à cet égard que la Gestapo ait tenté de mettre la main, avec le concours de ses amis politiques en Norvège, sur ma correspondance. Mais une autre explication est tout aussi plausible. Le G.P.U., en préparant le procès de Moscou, ne pouvait pas manquer de s'intéresser à mes archives. Organiser un raid avec des « communistes », c'eût été se mettre trop en vue. Il était plus commode de se servir des fascistes. Le G.P.U. a d'ailleurs des agents dans la Gestapo, comme la Gestapo en a au sein du G.P.U. Les uns et les autres ont pu se servir de ces jeunes gens pour l'exécution de leurs plans.

L'accusé 2?[ye] H[eyerdahl] (avec chaleur). — Nous n'étions en contact ni avec la Gestapo, ni avec le G.P. U. !

— Je n'affirme pas que les accusés savaient qui se sert d'eux. La destinée de la jeunesse fasciste est de servir de chair à canon à des forces qu'elle ignore.

L'avocat Wiesener (présentant des numéros du Biulleten Oppositsii). — Le témoin est-il l'éditeur de cette publication ?

— L'éditeur au sens formel, non. Mais le principal collaborateur. En tout cas, j'assume l'entière responsabilité de cette publication.

L'avocat Wiesener (après que le tribunal eût donné lecture sur sa demande de divers extraits du Biulleten contenant une vive critique de la bureaucratie soviétique). — J'attire l'attention du tribunal sur le fait que le témoin a écrit ces articles pendant son séjour en Norvège ; il s'efforçait ainsi de ruiner le régime établi dans un pays ami de la Norvège.

— Je constate avec intérêt que les fascistes norvégiens défendent contre moi le régime de Staline. Ils me reprochent aussi, avec le directeur du bureau des passeports, d'avoir critiqué la politique de Léon Blum en France. Ils défendent visiblement tous les régimes existants, excepté celui de leur pays, se réservant ici le droit de faire un coup de force. L'agression dont j'ai été l'objet de leur part peut paraître un épisode* assez insigni-

fiant si on la considère isolément. Mais si on y réfléchit, on y voit la première escarmouche d'une guerre civile.

(L'avocat Wiesener lève les bras avec une expression de stupeur démonstrative.)

— Oh ! Je sais bien que tout cela s'est fait au nom de l'« ordre » ! Le général Franco s'est mutiné au nom de l'« ordre », Hitler prépare la guerre mondiale pour sauver F « ordre » contre le bolchevisme. Les fascistes sauvent l'ordre en instituant un désordre sanglant. Pour commencer, les fascistes norvégiens ont tenté de mettre le désordre dans mes papiers. Mais c'est parce qu'ils sont encore trop faibles pour commettre d'autres crimes.

— Le *Biulleten* est-il interdit en U.R.S.S. ?

— Evidemment.

— Il y est pourtant dit que ses idées ont de nombreux partisans en U.R.S.S. Le témoin Y est donc occupé, pendant son séjour en Norvège, de l'envoi illégal du *Biulleten* en Russie ?

— Personnellement, je ne m'en suis pas occupé du tout. Je ne doute cependant pas que le *Biulleten* et ses idées pénètrent en U.R.S.S. Comment ? Par les voies les plus différentes. Il y a toujours à l'étranger des centaines, sinon des milliers de citoyens soviétiques — diplomates, représentants commerciaux, marins, hommes d'affaires, techniciens, étudiants, artistes, sportifs. Nombre d'entre eux lisent le *Biulleten*, en secret, il est vrai, mais plus volontiers que la presse soviétique officielle. J'ai même entendu dire que Litvinov rapportait toujours dans sa poche le dernier numéro du *Biulleten*. Je ne l'affirmerais pourtant pas sous la foi du serment, d'autant moins que je n'ai nulle envie d'exposer ce diplomate soviétique à des ennuis (*Sourires*). Les grands dignitaires du Kremlin sont les abonnés les plus fidèles du *Biulleten* avec lequel ils ont souvent polémique dans leurs discours ; autre chose serait de dire s'ils l'ont fait avec bonheur. Les citoyens soviétiques, trouvant ces discours dans la presse, s'efforcent d'y lire entre les lignes. C'est peu de choses au total, mais c'est quelque chose.

Je saisis cette occasion d'indiquer que le *Biulleten* paraît depuis huit ans, laps de temps que j'ai passé principalement en Turquie et en France. Jusqu'en 1933, le *Biulleten* paraissait en Allemagne ; Hitler l'interdit dès son arrivée au pouvoir. Le *Biulleten* paraît en ce moment en France, conformément aux lois françaises sur la presse. Le gouvernement turc, bien qu'en-

tretenant avec le Kremlin les relations les plus amicales, ne tenta jamais de gêner mon activité littéraire. L'honneur de cette initiative appartient, après Hitler, aux fascistes norvégiens et ensuite au gouvernement norvégien.

L'avocat Wiesener {présentant au témoin le n° 48 du Biulleten). — Le témoin est-il l'auteur de l'éditorial non signé de ce numéro ?^M

— M. l'avocat s'intéresse aussi à cet article ? Je suis bien obligé de faire à ce propos un rapprochement assez sensationnel. Le chef de la police norvégienne, M. Askvig, ici présent, est venu il y a quelques semaines à Sundby, où je suis interné, me poser de la part du bureau des passeports cette même question concernant l'éditorial du *Biulleten* de février 1936. Je lui ai demandé si M. Konstad se livrait à une instruction ? Dans quelle affaire ? En vertu de quelle loi ? J'ai trouvé insolente la question de M. Konstad et refusé d'y répondre. Le même numéro du *Biulleten* est aujourd'hui entre les mains de l'avocat...

Le président. — Le défenseur a le droit de connaître tous les matériaux de l'instruction.

— Je l'entends bien, Monsieur le Président. Mais qui a introduit ce numéro du *Biulleten* parmi les matériaux de l'instruction ?

Le procureur. — La défense a demandé qu'il fût joint au dossier; je m'y opposai, ne voyant pas de rapport entre cette pièce et l'affaire.

— Ainsi, MM. les jurés et les juges, le directeur du bureau des passeports a tenté d'obtenir illégalement de moi, par l'intermédiaire de la police, des renseignements utiles au défenseur de ceux qui m'ont cambriolé. N'est-ce pas scandaleux ? Et c'est à ce monsieur que le gouvernement « socialiste » confie le soin de surveiller ma correspondance ! Quant à cet article, je n'ai pas la moindre raison de nier devant le tribunal que j'en suis l'auteur. Il a du reste été publié sous ma signature dans divers journaux d'Europe et d'Amérique^{14 15}. Il est entièrement

14. Il s'agit de l'éditorial du *Biulleten Oppositsii* n° 48 de février 1936, intitulé « La section soviétique de la IV^e Internationale » (cf. *Œuvres*, 8, pp. 82-90).

15. L'article en question avait, selon Louis Sinclair, été publié dans *The New Militant* (15 février) aux États-Unis, *Révolution* (25 février) en France, *De Rode October* (1^{er} février) en Hollande, *Unser Wort*

consacré à la persécution des trotskystes en U.R.S.S. J'ai écrit des dizaines d'articles de ce genre. M. l'avocat ne veut, semble-t-il, admettre en aucun cas que je puisse critiquer la police stalinienne. Je ne m'en étonne pas : les fascistes volent mes papiers en Norvège, le G.P.U. les vole à Paris et l'unité des procédés engendre la solidarité des intérêts.

(Après lecture d'extraits de l'article incriminé, l'avocat Wiesener présente au témoin un livre publié en français :

L. Trotsky, Défense du Terrorisme, Paris, 1936) ¹⁶.

— La préface de ce livre, datée de 1936, et par conséquent écrite en Norvège, appartient-elle au témoin ?

— La question est superflue : la préface est signée et datée. Le livre fut écrit en 1919 et parut alors en plusieurs langues. L'origine de cet ouvrage est la suivante : le théoricien de la IF Internationale, Karl Kautsky, avait écrit un livre contre le « terrorisme » des bolcheviks. Je pris la défense de mon parti. Il ne s'agit pas, bien entendu, de la défense du terrorisme individuel que, marxistes, nous avons toujours repoussé, mais de l'action révolutionnaire des masses. Je ne sais pas si ce livre est criminel ou non du point de vue du bureau des passeports, mais l'actuel ministre de la justice, le président du conseil et d'autres membres du gouvernement norvégien appartenaient à l'internationale communiste à l'époque où, précisément, cet ouvrage fut publié. Ils l'ont tous lu, certainement. Autre chose serait de savoir ce qu'ils en ont retenu et compris...

(Sur demande de l'avocat Wiesener, lecture est donnée de plusieurs passages du livre cité.)

*— On voit que les accusés ont eu bien tort de voler mes papiers : j'exprime avec beaucoup plus de force et de plénitude, dans mes livres, le caractère révolutionnaire de mon programme. Les méditations même du bureau des passeports de Norvège ne me guériront pas de mes idées subversives. ***

(mars) en allemand en France et en ukrainien à Toronto dans *Robinitchi Visti* (15 mars 1936).

16. Le titre original de cet ouvrage était en réalité *Terrorisme et Communisme*. C'était Péro (cf. n. 4, p. 280) qui avait négocié sa réédition sous le titre *Défense du Terrorisme*. Pierre Naville se souvient encore aujourd'hui de son profond étonnement quand il constata que Trotsky lui-même avait accepté ce titre à bien des égards provocateurs, qui avait été celui de la première édition en langue étrangère de ce livre, à une époque où la presse du monde entier dénonçait la « terreur » bolchevique.

L'avocat Wiesener (présentant un autre livre de L. Trotsky, La Révolution trahie). — Le témoin a-t-il écrit ce livre au cours de son séjour en Norvège ?

— Oui, et j'ai eu le bonheur de finir et d'expédier deux manuscrits, destinés aux traductions française et américaine, avant mon internement. Les autres exemplaires manuscrits tombèrent entre les mains du bureau des passeports qui, deux mois durant, avec la collaboration de savants et de diplomates, se demanda si j'avais écrit là une œuvre scientifique ou politique. Ce n'est qu'en recevant les exemplaires de l'édition française que M. Konstad se rendit compte que ses efforts éclairés s'étaient dépensés en vain — non sans me causer un préjudice matériel et moral considérable. Il n'est pourtant venu à l'esprit de personne, ailleurs qu'en Norvège, de protester contre la publication de ce travail. J'ai pu, au contraire, constater avec satisfaction qu'il avait trouvé bon accueil auprès du public français.

L'avocat Wiesener. — Le témoin entend-il par bon accueil une diffusion rapide ?

— Pas uniquement, je pense aussi à l'écho que le livre a suscité dans la presse des tendances les plus variées. Mes conclusions politiques sont naturellement condamnées sans ménagement par la plupart des publications. Mais presque tous les critiques recommandent le livre à l'attention des lecteurs.

M. Caillaux¹⁷, ancien président du conseil et qui, comme on s'en doute, n'est pas de mes amis politiques, s'est exprimé l'un des premiers dans ce sens. Je pourrais citer bien d'autres avis. Mais n'est-il pas stupéfiant, n'est-il pas risible, MM. les jurés, que je sois en quelque sorte obligé de défendre devant un tribunal norvégien mon droit de publier des livres en France? Le gouvernement norvégien s'est mis dans une situation dont il ne peut plus se tirer dignement.

(Sur invitation de l'avocat, le témoin traduit du français en allemand quelques passages du livre où il est parlé du renversement inévitable de la bureaucratie bonapartiste par les masses laborieuses de l'U.R.S.S.)

L'avocat Wiesener. — Je souligne que ces pages ont été écrites en Norvège. ¹⁸

18. Sur Joseph Caillaux, cf. n. 3, p. 139. Il avait publié, sous le titre < Messianisme... >, dans *La République* du 13 novembre 1936, un compte rendu critique aussi serré que respectueux de *La Révolution trahie*.

— Et je souligne, moi, que l'oligarchie soviétique trouve dans les fascistes norvégiens des défenseurs vigilants et, je l'espère, désintéressés. Staline et M. Quisling¹⁸ ont en tout cas collaboré pour me faire interner⁸.

Le procès de Moscou

{Après une suspension d'audience d'une demi-heure, l'avocat Wiesener pose au témoin une question concernant le procès des seize, dont il présente le compte rendu en langue allemande. Le procureur estime que la question est étrangère à la cause; d'autant plus que le raid des fascistes sur l'habitation de Trotsky eut lieu avant que le procès de Moscou eût été annoncé. Le président opine dans le même sens.)

— J'insiste de toutes mes forces auprès du tribunal pour que M. l'avocat ait la possibilité de me poser toutes les questions qui lui paraissent utiles et surtout en ce qui concerne le procès de Moscou. Il est vrai que ce procès eut lieu après l'agression dont j'ai été l'objet. Mais il est possible que l'agression n'ait été qu'un épisode dans la préparation du procès des seize, de même que le vol de mes papiers à Paris fait certainement partie de la préparation de nouveaux procès (contre Radek, Piatakov, des Allemands) ". Le tribunal est d'ailleurs intéressé à connaître la personnalité morale et politique d'un témoin.

Le président. — Le témoin étant disposé à répondre aux questions, le tribunal ne s'y oppose pas.

L'avocat Wiesener. — Que peut dire le témoin sur les causes de ce procès ? ^{18 19}

18. Vidkun QUISLING (1887-1945), officier de carrière, attaché militaire en Finlande en 1916, chargé par la S.D.N. de diriger les secours pour la Russie frappée par la famine en 1921, avait en cette qualité pu observer Trotsky qu'il considérait comme le plus efficace et le plus redoutable de ces communistes qu'il abhorrait. Ministre de la guerre en Norvège de 1931 à 1933, il avait fondé ensuite le « Rassemblement national », parti nazi norvégien auquel appartenaient les accusés et avec lequel sympathisaient — quand ils n'en étaient pas membres actifs — quelques-uns des plus hauts fonctionnaires de la police norvégienne. Dans ses mémoires (*I was Quisling's secretary*, Londres, 1967, p. 58), son secrétaire de l'époque, H. Franklin Knudsen (cf. n. 8, p. 34) lui attribue ce commentaire en guise de bilan de l'action menée par ses hommes de main contre Trotsky : « Il aurait été plus simple de le livrer à la légation russe. Ils l'auraient probablement expédié à Moscou dans une urne. »

19. Trotsky fait sans doute allusion ici au procès de Novosibirsk (cf. n. 2, p. 274) au cours duquel il était clairement apparu qu'un procès* était en préparation notamment contre Piatakov.

— La question est posée en termes trop obscurs. Nous sommes devant un tribunal. L'avocat est un juriste. Il ne s'agit pas des causes. La question devrait être formulée avec précision : les accusations formulées contre moi au procès de Moscou sont-elles vraies ? Je réponds : non, elles sont mensongères. Elles ne renferment pas un mot de vérité ! Et il ne s'agit pas d'une erreur judiciaire, mais d'une imposture consciente. Le G.P.U. a préparé ce procès pendant dix années au moins. C'est dire qu'il en a commencé la préparation bien avant l'assassinat de Kirov (1^{er} décembre 1934) qui ne fut qu'un « accident » dans le cours de cette préparation. Je n'ai pas plus de part à l'assassinat de Kirov que toute autre personne ici présente. Pas plus, MM. les jurés ! L'organisateur responsable de l'imposture judiciaire de Moscou, ce crime politique le plus grand de notre temps et peut-être de tous les temps, c'est Staline. (*Dans la salle règne une attention concentrée.*) J'ai conscience de la gravité de mes paroles et de la responsabilité que j'assume. Je pèse chaque mot, MM. les jurés.

On trouve à tout instant dans la presse des articles qui réduisent la question à l'antagonisme personnel de Staline et de Trotsky.

< Lutte pour le pouvoir », « rivalité » dit-on. Ces explications, il faut les écarter comme superficielles, sottes et même absurdes. Par dizaines de milliers, les prétendus trotskystes ont été durement persécutés en U.R.S.S. au cours des treize dernières années, arrachés à leurs travaux, à leur famille, privés de feu et de tout — et ce serait par suite d'une rivalité personnelle entre Staline et Trotsky ? *La Révolution trahie*, ce livre qui a tant ému M. l'avocat, a été écrit avant le procès de Moscou dont il donne, de l'aveu de la presse, l'explication politique et historique véritable. Je ne pourrais en parler ici que brièvement. Je conçois l'embarras d'un étranger et surtout d'un juriste étranger, devant le procès de Moscou. Il est en effet impossible d'admettre que toute la vieille garde du bolchevisme soit devenue fasciste. Le cours même du procès semble celui d'un cauchemar. Et l'on ne comprend pas quel besoin le gouvernement soviétique a eu de cette fantasmagorie, ni comment il a obtenu des accusés qu'ils s'accusent eux-mêmes mensongèrement.

Permettez-moi de dire qu'il n'est pas possible d'aborder le procès de Moscou avec les critères habituels du bon sens. Le bon sens s'appuie sur l'expérience quotidienne de la vie normale et paisible. Or la Russie a fait une révolution sociale d'une immense ampleur. Elle est encore très loin d'avoir acquis un

nouvel équilibre intérieur. Les rapports sociaux, de même que les idées, y sont encore en effervescence. Il convient avant tout de se rendre compte de la contradiction fondamentale qui déchire aujourd'hui la société soviétique. Le but de la révolution était d'établir une société sans classes, c'est-à-dire sans privilégiés ni déshérités. Une société de ce genre n'aurait pas besoin de la coercition établie. Les fondateurs du régime supposaient que toutes les fonctions sociales seraient accomplies par les citoyens eux-mêmes, sans bureaucratie professionnelle dominant l'ensemble des citoyens. Diverses causes historiques dont je ne parlerai pas ici ont fait que la structure réelle de la société soviétique d'aujourd'hui est en contradiction flagrante avec cet idéal. Une bureaucratie absolutiste s'est érigée au-dessus du peuple. Elle a le pouvoir et dispose des richesses du pays. Elle jouit de privilèges inouïs et qui s'accroissent chaque année. La situation de cette caste dirigeante est fautive à la base. Cette caste est tenue de dissimuler ses privilèges, de mentir au peuple, de justifier à l'aide de formules communistes des rapports et des faits qui n'ont rien à voir avec le communisme. L'appareil bureaucratique ne permet à personne d'appeler les choses par leur nom. Il exige au contraire que l'on use en toutes circonstances d'un langage « communiste » conventionnel qui sert à camoufler la vérité. Les traditions du parti et ses chartes fondamentales sont en contradiction absolue avec la réalité. L'oligarchie gouvernante oblige dès lors les historiens, les économistes, les sociologues, les professeurs, les instituteurs, les agitateurs, les juges, à interpréter les documents et la réalité, le passé et le présent de façon à les accorder, tout au moins en apparence. Le mensonge obligatoire pénètre toute l'idéologie officielle. Les gens pensent une chose, ils en écrivent et en disent une autre. L'écart entre la parole et la réalité grandissant sans cesse, les formules les plus sacrées doivent être révisées chaque année. Consultez les diverses éditions d'un même livre, par exemple d'une encyclopédie, et vous y verrez formuler sur les mêmes personnes, sur les mêmes faits, des jugements différents à chaque nouvelle édition, tantôt de plus en plus élogieux, tantôt de plus en plus injurieux. Sous le knout de la bureaucratie, des milliers d'hommes accomplissent systématiquement une œuvre de falsification « scientifique ». Toute velléité de critique ou d'objection, la moindre dissonance sont considérées comme les pires crimes. On peut dire, sans crainte d'exagérer, que la bureaucratie a pénétré d'un esprit inquisitorial toute l'atmosphère politique de l'U.R.S.S. Le mensonge, la calomnie, le faux, ne sont pas des armes occasionnelles

LEON TROTSKY, ŒUVRES, AOÛT-DECEMBRE 1936

contre les adversaires politiques, mais découlent organiquement de la situation fautive de la bureaucratie dans la société soviétique. La presse de l'internationale communiste, telle que vous la connaissez, n'est à cet égard que l'ombre de la presse soviétique. Mais la réalité se fait sentir à chaque pas, compromet le mensonge officiel et réhabilite au contraire la critique d'opposition. D'où la nécessité de recourir à des moyens de plus en plus énergiques pour démontrer l'infailibilité de la bureaucratie. On commença par relever les opposants de leurs fonctions, on continua en les déportant, on finit par leur refuser tout travail. Ils furent l'objet de calomnies de plus en plus empoisonnées. Les articles de polémique ayant lassé le public et n'inspirant plus aucune confiance, il a fallu des procès sensationnels. Il ne restait vraiment plus qu'à accuser les opposants de crimes, non contre les privilèges de la nouvelle aristocratie, mais contre les intérêts du peuple. A chaque nouvelle étape, les accusations de ce genre revêtent un aspect plus monstrueux. Telle est l'atmosphère politique, telle est la psychologie sociale qui ont rendue possible la fantasmagorie judiciaire de Moscou. Au procès de Zinoviev, la bureaucratie a atteint son apogée — ou plutôt non, elle est tombée au plus bas.

Si d'une façon générale ce procès se préparait depuis longtemps, bien des choses nous obligent à penser qu'il fut monté quelques semaines, peut-être même quelques mois plus tôt que ne le voulaient les metteurs en scène. L'impression produite par le raid de ces messieurs — les accusés d'ici — contrariait par trop les vues de Moscou. La presse de partout parlait, non sans raison, des rapports entre les nazis norvégiens et la Gestapo. Un procès allait avoir lieu, au cours duquel serait révélé dans toute sa gravité l'antagonisme qui m'oppose aux fascistes. Il fallait à tout prix effacer l'impression d'une entreprise malheureuse. Staline exigea vraisemblablement du G.P.U. que le procès de Moscou fut hâté. Les données officielles montrent que les « aveux » les plus importants furent obtenus des accusés au cours de la dernière semaine de l'instruction, à la veille même du procès, entre le 7 et le 14 août. Il était difficile, dans une si grande hâte, de bien accorder les dépositions entre elles et avec les faits. Les régisseurs comptaient d'ailleurs sur les repentirs des accusés pour combler les brèches de l'accusation ; du moment que les seize accusés s'avouaient coupables de l'assassinat de Kirov ou de la préparation d'autres attentats, et que certains ajoutaient même qu'ils avaient été en relations avec la Gestapo, pourquoi le procureur se fût-il préoccupé de

preuves superflues ou même d'écarter les contradictions grossières, les anachronismes, les absurdités ? L'absence de contrôle endort l'attention, l'irresponsabilité engendre l'incurie. Le procureur Vychinsky n'est pas seulement sans scrupules, il est aussi dénué de tout talent. Il remplace la preuve par l'invective. Son acte d'accusation, son réquisitoire, accumulent les contradictions. Je ne peux pas, cela va de soi, analyser ou même énumérer ces contradictions en ce moment. Mon fils aîné, Léon Sedov, que le Borgia²⁰ moscovite a mêlé à cette affaire pour arriver par lui jusqu'à moi (il pensait sans doute qu'il serait souvent plus difficile à mon fils qu'à moi d'établir les alibis), a récemment publié à Paris un *Livre rouge* consacré au procès de Moscou. Les 120 pages de ce document font pleinement ressortir l'inconsistance totale de l'accusation sous l'angle des faits, de la psychologie et de la politique. Mon fils n'a cependant pas pu mettre à profit la dixième partie des documents dont je dispose (lettres, pièces, témoignages, souvenirs personnels). Devant n'importe quel tribunal, les accusateurs de Moscou eussent été démasqués comme des falsificateurs que nul crime ne fait reculer quand il s'agit de défendre les intérêts de la nouvelle caste privilégiée.

Il s'est trouvé en Occident des juristes (en Angleterre, M. Pritt, en France, M. Rosenmark) pour délivrer au G.P.U., en se fondant sur les aveux « sans réticence » des accusés, un certificat de moralité. Ces avocats de Staline regretteront un jour leur zèle hâtif, car la vérité, en se frayant un chemin à travers tous les obstacles, emportera bien des réputations. Les Pritt trompent l'opinion publique en présentant les choses comme si seize personnes, soupçonnées d'appartenir à une bande de malfaiteurs, avaient fini par passer des aveux, donnant, en l'absence de preuves matérielles, un tableau convaincant de la préparation de l'assassinat de Kirov et d'autres attentats. En réalité, les accusés et les groupes d'accusés du procès des seize ne furent liés entre eux ni par l'affaire Kirov, ni par aucune affaire. Les documents officiels nous apprennent que 104 « gardes-blancs » inconnus (parmi lesquels il y avait pas mal d'opposants) furent d'abord fusillés à la suite de l'assassinat de Kirov²¹, puis que l'on fusilla 14 personnes, accusées à tort ou

20. Allusion à la famille Borgia, soit au pape Alexandre VI lui-même, soit à son fils César (cf. n. 4, p. 149).

21. Cette série d'exécutions fut annoncée le 6 décembre 1934. Il semble qu'il s'agissait de personnes déjà détenues au moment de l'assassinat de Kirov.

à raison d'appartenir au groupe de Nikolaïev, qui avait tué Kirov ⁿ. Bien que ces quatorze aient fait des « aveux complets », aucun d'entre eux n'avait nommé aucun des accusés du futur procès des seize. L'affaire Zinoviev-Karllenev est une entreprise de Staline, bâtie sans relation avec les précédents procès Kirov. Les « aveux » des seize, obtenus en plusieurs phases successives, ne donnent nullement le tableau d'une activité terroriste poursuivie par qui que ce soit. On voit au contraire les accusés, guidés par l'accusateur, éluder avec soin toutes les questions concrètes de temps et de lieu. On vient de me montrer ici le compte rendu officiel du procès de Moscou. Mais ce petit livre accable en réalité les organisateurs de l'imposture judiciaire ! De page en page, les accusés, en proie à une sorte d'hystérie, dénoncent leurs propres crimes sans rien pouvoir en dire de précis. Ils n'ont rien à dire, MM. les jurés ! car ils n'ont pas commis de crimes. Leurs aveux devaient permettre à la camarilla dirigeante d'en finir avec ses adversaires et, de ce nombre, avec moi, son « ennemi N° 1 ».

Quelles raisons pouvaient donc avoir les accusés de se charger de crimes qu'ils ne commirent point et d'aller au-devant de leur propre perte ? nous demandent les avocats du G.P.U. Objection profondément malhonnête. Les accusés ont-ils passé librement leurs aveux, de leur propre gré ? On a, des années durant, resserré de plus en plus l'étau qui les broyait, pour ne leur laisser à la fin d'autre espoir de salut qu'une soumission absolue, une prostration totale, une servilité hystérique en présence du bourreau dont ils répéteront désormais tous les mots et tous les gestes. La capacité de résistance du système nerveux de l'homme est limitée ! Le G.P.U. n'a pas eu besoin de tortures physiques ou de médications spéciales pour amener les accusés à ne plus attendre leur salut, dans une situation intolérable, que d'une complaisance sans limites dans la calomnie contre eux-mêmes ; il a suffi, pour les mener là, des souffrances, des tortures morales subies pendant dix ans (pendant treize ans pour certains) par les accusés les plus marquants et leurs proches. On ne s'explique le cauchemar des « aveux » que si l'on ne perd pas de vue un instant que ces accusés abjurèrent maintes fois leurs convictions au cours des années précédentes : devant les commissions de contrôle du parti, devant les assemblées, de

22. Les quatorze accusés du procès Nikolaïev, qui se déroula à huis clos, furent, semble-t-il, exécutés le 30 décembre. Parmi eux figuraient d'anciens dirigeants des jeunesses communistes de Leningrad.

nouveau devant les commissions et enfin devant un tribunal. Chaque fois qu'on l'exigea, ils avouèrent précisément ce qu'on voulait qu'ils avouent. Ce fut d'abord sur des questions de programme. L'Opposition lutta longtemps pour l'industrialisation et la collectivisation de l'agriculture. Réduite à s'engager dans la voie indiquée par l'Opposition après lui avoir longtemps résisté, la bureaucratie accusa l'Opposition de s'être dressée contre l'industrialisation et la collectivisation. C'est là toute la mécanique du stalinisme ! On exigea dès lors des opposants qui voulaient se faire réintégrer dans le parti qu'ils reconnussent avoir commis une « faute » commise en réalité par la bureaucratie. La possibilité de cette manœuvre venait de ce que les idées de l'Opposition n'étaient connues que de quelques dizaines ou centaines de milliers de personnes et surtout des couches supérieures de la société, et demeuraient ignorées des masses populaires, car la bureaucratie empêchait inexorablement la diffusion de nos écrits. Un long et douloureux marchandage mettait toujours en présence, dans les coulisses, les opposants repentis et les fonctionnaires des commissions de contrôle, en réalité organismes du G.P.U. : quelle « faute » reconnaître, et de quelle façon ? Les jésuites des commissions de contrôle finissaient par l'emporter. Les dirigeants du parti savaient parfaitement que ces actes d'abjuration n'avaient pas la moindre valeur morale et que leur seul objet était d'affirmer devant les masses le dogme de l'infaillibilité des chefs. La bureaucratie en lutte pour le pouvoir absolu exigeait par la suite du même militant, depuis longtemps repent — qui avait en d'autres termes renoncé à tout droit de critique — de nouvelles abjurations plus humiliantes encore. A la première tentative de résistance, l'inquisiteur répondait : < Ainsi tous vos repentirs ont été jusqu'ici non sincères ! Vous ne voulez pas aider le parti à combattre ses ennemis ! Vous vous replacez de l'autre côté de la barricade ! » Que pouvaient encore faire les capitulards, c'est-à-dire les opposants de l'avant-veille qui s'étaient déjà calomniés eux-mêmes ? Résister ? Trop tard. Ils étaient englués. Le retour à l'Opposition leur était impossible. L'Opposition n'eût pas cru à leur sincérité. Ils n'avaient d'ailleurs plus de volonté politique. Ecrasés par leurs abjurations antérieures, toujours menacés, et menacés encore dans leurs proches, ils s'agenouillaient à chaque étape, sous le chantage policier, tombant de plus en plus bas. Au premier procès Zinoviev-Kamenev, les accusés, après avoir subi les pires tortures morales, consentent à reconnaître que la responsabilité *morale* des actes terroristes leur incombe, en leur

qualité d'ex-opposants²³ ²⁴. Cet aveu va servir tout de suite au G.P.U. de point de départ pour un nouveau chantage. La presse officielle exige dès lors — sur un signe de Staline — des arrêts de mort. Le G.P.U. organise devant le tribunal des manifestations où l'on crie: «Mort aux assassins!». Les condamnés sont ainsi préparés à de nouveaux aveux. Kamenev résista plus longtemps que Zinoviev. On monta pour lui, le 27 juillet 1935, un nouveau procès, à huis clos, pour qu'il comprît bien que son unique espoir de salut, l'ombre plutôt d'un espoir de salut était dans une complaisance sans limite envers les puissants. Coupé du monde extérieur, sans assurance intérieure, sans défense, sans perspectives, sans une lueur de clarté, Kamenev fut brisé^M. Les accusés qui continuaient, en dépit de ces tortures sans nom, à défendre leur dignité, le G.P.U. les fusillait sans jugement ni publicité. Staline « sélectionna » et « dressa » par ces moyens les accusés du récent procès de Moscou. Telle est la réalité, MM. les jurés. Tout le reste n'est que mensonge et mystification...

Pourquoi ces choses ? demanderez-vous. Pour étouffer toute opposition, toute critique, pour démoraliser et salir quiconque résiste à la bureaucratie ou se borne à ne pas chanter ses louanges. Et ce n'est pas en dernier lieu que cette besogne diabolique est dirigée contre moi.

Mais je dois sur ce point revenir encore une fois en arrière. En 1928, après les premières arrestations en masse dans le parti, la bureaucratie n'osait même pas songer à la suppression physique de l'Opposition. Elle ne pouvait cependant pas s'attendre à la voir capituler. Je continuais, en déportation, à diriger la lutte. La coterie dirigeante ne trouva finalement pas d'autre solution que de me bannir et de m'expulser à l'étranger. A la séance du bureau politique — dont je reçus, par des amis, un compte rendu que je publiai aussitôt, Staline avait dit : « A l'étranger, Trotsky sera isolé ; il faudra qu'il collabore à la presse bourgeoise et cela nous permettra de le compromettre ; la social-démocratie prendra sa défense, et nous le discréditerons aux yeux du prolétariat mondial ; s'il fait des révélations, nous le dénoncerons comme traître. » Ce rusé calcul manquait de perspicacité. Staline ne tenait pas compte de la force et de la

23. Le 15 janvier 1935, un groupe de vieux-bolcheviks de Leningrad avaient été condamnés à de lourdes peines de prison, Zinoviev à dix ans et Kamenev à cinq ans.

24. Le principal témoin à charge dans le cours du second procès de Kamenev avait été son propre frère, le peintre Rosenfeld.

signification des idées. J'ai publié à l'étranger des ouvrages qui servent à la formation des jeunes. Des groupes qui partagent mes idées se sont formés dans tous les pays. Des publications se sont créées sur la base du programme que je défends. Une conférence internationale s'est récemment tenue sous l'égide de la IV^e Internationale²⁵. Ce mouvement ne cesse de grandir sous les coups de ses ennemis. Tandis que l'internationale communiste est en proie au trouble et au désarroi. Or Staline, sans autorité internationale, ne pourrait pas conserver le commandement de la bureaucratie et, dès lors, le pouvoir sur le peuple. 'La croissance' de la IV^e Internationale constitue pour lui un péril grave et dont l'annonce pénètre de plus en plus souvent en U.R.S.S. Enfin la coterie dirigeante craint plus que tout les traditions encore vivantes de la révolution d'Octobre, inévitablement hostiles à la nouvelle caste privilégiée. Tout ceci explique pourquoi Staline et son groupe n'ont pas cessé un instant de me combattre personnellement. Depuis treize ans, toute abjuration doit invariablement contenir quelque déclaration contre moi. Des déclarations individuelles et collectives de ce genre, on peut en compter plusieurs dizaines de milliers. Sans condamner Trotsky, sans calomnier Trotsky, aucun ex-oppo- sant ne pouvait penser à se faire réintégrer dans le parti ou même à obtenir un morceau de pain. D'année en année, les abjurations sont devenues plus humiliantes, les injures contre Trotsky plus grossières, les calomnies plus mensongères. Les futurs accusés, comme leurs juges, ont reçu cette formation. C'est par degrés qu'ils furent amenés à leur actuelle démoralisation. L'organisateur, le responsable de cette démoralisation — et je regrette d'avoir à le déclarer à huis clos — c'est Staline ! Le récent procès ne nous est pas tombé du ciel, oh non ! Il résume une longue série de fausses abjurations dirigées contre moi. Quand Staline comprit l'erreur qu'il avait commise en me bannissant, il tenta de la réparer par les méthodes qui lui sont" propres. L'impudence judiciaire qui a frappé de stupeur l'opinion publique n'était en réalité qu'un chaînon inévitable dans une longue suite d'actes. Elle était prévue et publiquement annoncée.

Le récent procès se fondait sur une accusation de terrorisme. Quant à moi, MM. les jurés, je ne m'arrêterais pas devant la propagande et l'application du terrorisme individuel si je pouvais le croire susceptible de contribuer à la libération de l'humanité. Mes ennemis m'ont souvent accusé et persécuté en raison

25. Cf. n. 5, p. 295.

des idées que j'exprime ; c'est ce que vient de faire le gouvernement norvégien. Mais personne, jusqu'ici, ne m'a accusé de cacher mes idées. Si je m'élève invariablement contre le terrorisme individuel — et ce n'est pas d'hier, c'est depuis les premiers jours de mon activité révolutionnaire — c'est que je le considère non seulement comme inefficace, mais encore comme funeste au mouvement ouvrier. Deux partis terroristes connus dans le monde entier ont agi en Russie, la *Narodnaja Volja* (La Volonté du Peuple) et le parti socialiste révolutionnaire. Marxistes russes, nous nous sommes formés en tant que parti de masses au cours d'une lutte intransigeante contre le terrorisme individuel. Notre argument principal était que cette méthode désorganise bien davantage le parti révolutionnaire que le gouvernement. Ce n'est pas sans raison que la bureaucratie bonapartiste de l'U.R.S.S. recherche avidement les attentats, les invente même pour les imputer ensuite à ses adversaires politiques. L'assassinat de Kirov n'a pas ébranlé un seul instant le pouvoir absolu de la bureaucratie ; il lui a donné au contraire la possibilité qu'elle souhaitait d'exterminer par centaines les hommes qu'elle redoute, de couvrir de boue ses adversaires et de semer le trouble dans la conscience des travailleurs. Les résultats de l'aventure de Nikolaïev ont entièrement confirmé — et pouvait-il en être autrement ? — la vieille condamnation marxiste du terrorisme à laquelle je suis demeuré fidèle pendant quarante ans et que je ne songe nullement à réviser aujourd'hui.

Si des tendances terroristes se font jour dans certains milieux de la jeunesse soviétique, ce n'est pas par suite de l'activité politique de l'Opposition, mais au contraire du fait de la défaite de l'Opposition, de l'étouffement de toute pensée, de toute protestation, par un effet du désespoir et de la colère. Le G.P.U. s'empare avidement de toute aspiration au terrorisme, la cultive, crée aussitôt une sorte d'organisation clandestine dans laquelle le malheureux terroriste est entouré de toutes parts d'agents provocateurs. Ce fut le cas de Nikolaïev. Les documents officiels publiés font indéniablement ressortir, pour peu qu'on prenne la peine de les confronter avec attention, que Iagoda, Staline et Kirov lui-même étaient informés de la préparation d'un attentat à Leningrad!! s'agissait pour le

26. Cette opinion de Trotsky reposait à l'époque sur un examen critique des divers documents publiés. Depuis, l'historien soviétique Roy Medvedev, qui a eu accès à des documents inédits, notamment ceux de la contre-enquête ordonnée par Khrouchtchev après le XXII^e congrès, a mentionné la déposition faite à cette époque par un ancien agent du G.P.U. du nom de Katsafa, qui avait gardé Nikolaïev

G.P.U. d'y impliquer les chefs de l'Opposition, de découvrir ensuite le complot à la veille de l'action et d'en récolter le bénéfice politique. Nikolaïev était-il lui-même un agent du G.P.U. ? Avait-il deux visages ? Je n'en sais rien. En tout cas, il a tiré avant que Staline et Iagoda aient eu le temps de faire entrer en jeu leurs adversaires politiques. Dès les premiers mois de 1935, je démasquai, en me fondant sur les seuls documents officiels, la provocation policière dans l'affaire Kirov (Je publiai une brochure intitulée *La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov*). J'écrivais que l'échec de cette intrigue, qui coûta la vie à Kirov, loin d'arrêter Staline, l'obligerait à monter une affaire plus grosse encore. Point n'était besoin pour le prévoir du don de prophétie ; il suffisait de connaître les circonstances, les faits et les hommes.

De l'assassinat de Kirov, le G.P.U., comme je l'ai indiqué, n'a pu tirer qu'un avantage : l'aveu, par tous les accusés, — sous la menace du revolver — qu'une responsabilité morale leur incombaît dans l'attentat de Nikolaïev. Ni les accusés, ni l'opinion publique, ni les juges n'étaient préparés à davantage. Partie remise n'était pas perdue. Staline avait fermement décidé de se faire un capital du cadavre de Kirov. Le G.P.U. se mit à sortir périodiquement ce cadavre pour de nouvelles accusations, de nouveaux aveux, de nouvelles exécutions. Après une nouvelle préparation psychologique de dix-huit mois pendant laquelle les accusés les plus importants restèrent en prison, le G.P.U. leur présenta son ultimatum : il leur fallait aider à faire remonter l'accusation de terrorisme jusqu'à Trotsky. La question ne fut posée qu'ainsi à l'instruction qui précéda le procès des seize. « Vous n'êtes plus dangereux pour nous », disaient en substance les agents de Staline à Zinoviev, Kamenev et aux autres prisonniers, «vous le savez». Mais Trotsky ne s'est pas rendu. Il nous combat sur le terrain international. La guerre se rapproche — car les bonapartistes font toujours vibrer la corde du patriotisme —. Nous devons à tout prix venir à bout de Trotsky et à bref délai. Le compromettre. L'impliquer dans le terrorisme, le rattacher à la Gestapo. » — « Mais », devaient répondre les perpétuels accusés, « personne ne nous croira. Nous ne ferons que nous compromettre nous-mêmes sans l'atteindre lui ». Le marchandage a dû se dérouler suivant cette ligne. Quelques

en prison. Ce dernier lui avait, selon lui, assuré que l'attentat avait été « arrangé » et que le G.P.U. lui avait promis la vie sauve si l'on arrivait, grâce à lui, à impliquer dans l'affaire les zinovévistes. Mais il commençait alors à se demander si le G.P.U. tiendrait parole.

candidats indociles à l'accusation ont été fusillés sans jugement pour que les autres comprennent qu'ils n'avaient pas le choix. « Que l'on vous croie ou non », devaient répondre les juges d'instruction, « ce n'est pas votre affaire. Vous n'avez qu'à prouver que toutes vos déclarations antérieures n'ont pas été hypocrites, que vous êtes réellement dévoués au parti (c'est-à-dire à la caste dirigeante) et prêts pour lui à tous les sacrifices ». Si l'envie les prenait d'être francs — et ils n'avaient aucune raison de se gêner entre quatre murs — les juges d'instruction pouvaient ajouter : « Les initiés vous croiront-ils ? Cela n'a guère d'importance. Fort peu se décideront à protester. Les démentis des fascistes nous serviront plutôt. La démocratie ? Elle se taira. Les démocraties française et tchèque seront muettes comme des carpes pour des considérations de patriotisme. Léon Blum dépend des communistes dont la confrérie fera tout ce que nous lui commanderons. Les « Amis de l'U.R.S.S. » ? Ils avaleront tout, ne serait-ce que pour ne pas convenir de leur aveuglement. La bourgeoisie internationale qui connaît en Trotsky le théoricien de la révolution permanente ne peut pas être intéressée à la soutenir contre nous. La presse de la IV^e Internationale est encore faible. Les masses n'entendront donc que ce que nous dirons et non ce que Trotsky répondra ». Tel fut le calcul de Staline, et tout était loin d'y être faux. Les accusés capitulèrent finalement une fois de plus et consentirent à jouer les rôles tragiques et déshonorants qu'on leur imposait.

Tous n'ont pas consenti à avouer tout ce que l'on exigeait d'eux. La gradation des aveux atteste justement quelle lutte désespérée se joua derrière les coulisses à la veille du procès. Je laisse ici de côté les jeunes gens suspects que j'aurais fait entrer en Russie et dont je n'avais en réalité jamais entendu parler auparavant²⁷. D'entre les vieux révolutionnaires, aucun n'a reconnu avoir été en rapports avec la Gestapo : le G.P.U. n'a pas réussi à les mener à s'avilir à ce point. Smirnov et Holzman ont nié toute participation au terrorisme. Mais tous les accusés, tous sans exception, ont avoué que Trotsky avait, de l'étranger, adressé des appels clandestins au terrorisme, donné des instructions terroristes et même envoyé en U.R.S.S. des exécutants. *Ma participation au terrorisme est donc un coefficient commun à tous les aveux. C'est le minimum auquel le*

27. Trotsky pense ici aux quatre juifs originaires des pays baltes et de Pologne qu'il soupçonnait d'être des provocateurs au service du G.P.U. : V. Olberg, Berman-Iourine, Moïse et Nathan Lourié.

G.P.U. ne pouvait pas renoncer. Il ne laissait à ses victimes une chance de vie qu'à la condition d'en obtenir ce minimum. Le but véritable de cette imposture se révèle ainsi à nous. Le secrétaire de l'internationale ouvrière socialiste, Friedrich Adler mon vieil adversaire irréconciliable, écrit : « Le but pratique poursuivi par cette action constitue le chapitre le plus ignoble de toute l'affaire. C'est une tentative de priver Trotsky de son droit d'asile en Norvège, d'organiser contre lui une véritable chasse à l'homme et de faire en sorte qu'il n'ait plus de possibilité d'existence nulle part au monde. »^{28 29}

Considérons, MM. les jurés, le coefficient commun des aveux tel qu'il est dans les dépositions de l'accusé Holzman, témoin principal contre moi et mon fils. En novembre 1932, Holzman arriva, selon son récit, à Copenhague, afin de me voir. Il rencontra, dans le vestibule de l'hôtel Bristol, mon fils, qui me l'amena. Je lui exposai, au cours d'une longue conversation, le programme du terrorisme. C'est peut-être la seule déposition contenant des précisions de lieu et de temps. Et, comme Holzman refuse obstinément d'admettre une liaison quelconque avec la Gestapo ou une participation au terrorisme, ses dépositions doivent nous paraître les plus dignes de foi. Qu'en est-il en réalité? Holzman ne m'a jamais rendu visite, ni à Copenhague, ni ailleurs. Mon fils n'est pas venu à Copenhague quand j'y étais et n'a d'ailleurs jamais franchi la frontière danoise. Enfin, l'hôtel Bristol, où Holzman aurait rencontré mon fils en 1932, a été démoli en 1917 ! Un concours heureux de circonstances (visas, témoignages, télégrammes, etc.) permet de réduire à néant tous les éléments matériels du récit de l'accusé le plus avare de ses aveux. Or Holzman ne fait pas exception. Les autres aveux sont taillés sur le même modèle. Le *Livre rouge* de mon fils les a démasqués. D'autres révélations suivront. J'aurais pu, de mon côté, soumettre depuis longtemps à l'opinion publique, à la presse, à une commission d'enquête impartiale ou un tribunal indépendant, des faits, des documents, des témoignages, des considérations politiques et psychologiques réfutant à fond l'amalgame moscovite. Mais j'ai les mains liées. Le gouvernement norvégien a fait du droit d'asile un piège. Au moment où le G.P.U. m'accable sous des accusations extraordinairement infâmes, le gouvernement de ce pays me met sous les verrous et me coupe des communications avec l'extérieur !

28. Sur F. Adler, cf. n. 6, p. 81.

29. Friedrich Adler, *Le Procès de Moscou : un Procès en Sorcellerie*, Paris, 1936, p. 40.

Je dois relater ici un épisode de peu d'importance qui peut cependant donner une explication de ma situation actuelle. L'été dernier, quelques semaines avant le procès de Moscou, le ministre des affaires étrangères de Norvège, M. Koht, invité à Moscou, y fut particulièrement fêté. J'en parlai à mon hôte, le journaliste Konrad Knudsen, que vous avez déjà entendu en qualité de témoin. Vous savez qu'en dépit de profondes divergences de vues politiques, nous entretenons des relations d'amitié. Nous ne parlions pas de politique, sinon pour échanger quelques informations, évitant toute discussion de principe. « Savez-vous », lui demandai-je sur un ton à demi plaisant, « pourquoi l'on reçoit si bien Koht à Moscou ? — Pourquoi ? — C'est de ma tête qu'il s'agit — Comment l'entendez-vous ? — Moscou insinue ou dit carrément à M. Koht : " Nous fréterons vos bateaux, nous achèterons vos harengs, mais à une condition : que vous nous vendiez Trotsky " ». Très attaché à son parti, Knudsen fut vexé de m'entendre parler ainsi : « Pensez-vous », me demanda-t-il, « que nous allons faire commerce de nos principes ? — Mon cher Knudsen », lui dis-je, « je ne dis pas que le gouvernement norvégien se prépare à me vendre, je dis seulement que le Kremlin voudrait conclure ce marché ». Je ne veux pas dire qu'un marchandage net eut lieu entre Litvinov et Koht. Je tiens même à reconnaître qu'en ce qui me concerne, le ministre Koht s'est tenu, pendant la campagne électorale, avec plus de dignité que d'autres ministres. Mais diverses circonstances me révélaient que le Kremlin poursuivait en Norvège une action suivie, à la fois économique et politique, d'une certaine envergure. Le sens en apparut clairement quand éclata le procès de Moscou. Il n'y a pas lieu de douter que la campagne de la presse réactionnaire contre moi n'ait été alimentée de Moscou par des voies détournées. Le G.P.U. fournissait par des truchements mes articles «subversifs » à la presse réactionnaire. Ses agents de la section norvégienne de l'internationale communiste mettaient en circulation les rumeurs et les racontars. L'objectif était de troubler le pays à la veille des élections, d'intimider le gouvernement et de le préparer ainsi à céder à un ultimatum. Les armateurs norvégiens, inspirés par la légation soviétique, et, avec eux, d'autres capitalistes intéressés, exigeaient du gouvernement qu'il réglât sans délai l'affaire Trotsky, faute de quoi le chômage risquerait de s'accroître... De son côté, le gouvernement ne souhaitait rien tant que de se rendre à la merci de Moscou. Il ne lui fallait qu'un prétexte. Pour couvrir sa capitulation, le gouvernement m'accusa, sans le moindre fon-

dement, d'enfreindre les engagements que j'avais signés en arrivant. La vérité est qu'il espérait améliorer, en m'internant, la balance commerciale du pays !

L'attitude du ministre de la justice a été particulièrement déloyale. A la veille de mon internement, il me téléphona à l'improviste. La cour de l'habitation était déjà occupée par la police. La voix du ministre était suave. « J'ai reçu votre lettre³⁰, me dit-il, et je trouve que vous êtes souvent dans le vrai. Je ne vous demande qu'une chose : ne communiquez pas votre lettre à la presse, abstenez-vous de répondre au communiqué officiel d'aujourd'hui. Le conseil des ministres se réunit ce soir et j'espère que nous reviendrons sur la décision prise. » Je répondis que j'attendrai naturellement une décision définitive. Le lendemain, j'étais arrêté, on fouillait mes secrétaires, on commençait par saisir les cinq copies qui étaient en leur possession, de la lettre dans laquelle je rappelais au ministre qu'il avait assisté à l'une des interviews accordées par moi à la presse³¹. M. le ministre craignait que la divulgation de ce fait ne lui fît du tort auprès des électeurs. Tel est ce gardien des lois !

Le gouvernement soviétique n'a pas osé, vous le savez, exiger mon extradition, ni avant, ni pendant le procès. Pouvait-il en être autrement ? Une demande d'extradition eût dû être motivée devant un tribunal norvégien, et c'eût été pour les juges de Moscou se mettre eux-mêmes au pilori. Il ne restait qu'à poursuivre les prétendus « communistes » et les fascistes norvégiens qui répétaient les calomnies moscovites. Le jour de mon internement, le ministre de la justice m'avait donné l'assurance que j'aurais la possibilité de me défendre contre les accusations dont j'étais l'objet. Mais les actes du ministre de la justice sont en contradiction flagrante avec ses paroles. En promulguant contre moi des lois d'exception³², le gouvernement norvégien n'a-t-il pas signifié à tous mes calomniateurs stipendiés : « Vous pouvez désormais calomnier impunément et commodément Trotsky dans toutes les parties du monde, puisque nous le tenons hâilloné et ne lui permettrons pas de se défendre ! »

30. Cette lettre est reproduite, pp. 130-133.

31. Trotsky rappelait dans sa lettre à Trygve Lie la visite que ce dernier lui avait rendue avec un journaliste de *Arbeiderbladet* pour obtenir de lui une interview, en juillet 1935 (cf. *Œuvres*, 6, pp. 67-72). Malgré les précautions de Trygve Lie, la lettre de Trotsky fut néanmoins publiée, car, selon le témoignage contemporain d'Erwin Wolf et Jean van Heijenoort, on avait pris la précaution de poster un exemplaire à l'étranger. Mais cet épisode explique en grande partie le retard signalé n. 8, p. 133.

MM. les jurés, j'ai été cité devant ce tribunal en qualité de témoin dans l'affaire du cambriolage de mon appartement. Le gouvernement a eu l'amabilité de me faire accompagner jusqu'ici par une forte escouade de policiers. Dans l'affaire du vol de mes archives à Paris, le gouvernement norvégien a pourtant saisi ma déposition destinée au magistrat instructeur de Paris. Pourquoi cette différence de traitement ? Ne serait-ce pas parce que, dans le premier cas, le gouvernement est en présence des fascistes norvégiens, qu'il tient pour ses ennemis, et dans le second, en présence des gangsters du G.P.U. qu'il considère maintenant comme de ses amis ? J'accuse le gouvernement norvégien de fouler aux pieds les principes les plus élémentaires du droit. Le procès des seize ouvre une série de procès analogues où se joueront non seulement mon honneur et ma vie et ceux des miens, mais aussi l'honneur et la vie de centaines de personnes. Comment peut-on, dans ces conditions, m'interdire à moi, accusé principal et témoin le plus informé, de faire connaître ce que je sais ? C'est entraver sciemment la marche de la vérité. Quiconque, par menaces ou violence, empêche un témoin de dire la vérité commet un crime grave, sévèrement puni par la loi norvégienne, j'en suis convaincu. Il est fort possible que le ministre de la justice prenne contre moi, après ma déposition d'aujourd'hui, de nouvelles mesures : les ressources de l'arbitraire sont inépuisables. Mais j'ai promis de vous dire la vérité, toute la vérité, et j'ai tenu parole.

Le président demande aux parties si elles ont encore des questions à poser au témoin et, sur leur réponse négative, demande au témoin s'il est disposé à confirmer sa déposition sous la foi du serment.

— N'appartenant à aucune religion, je ne puis faire de serment religieux ; mais sachant bien l'importance de ma déposition, je suis prêt à la confirmer devant vous sous serment, c'est-à-dire à assumer la pleine responsabilité juridique de chacune de mes paroles.

L'assistance se lève. Le témoin répète, la main tendue, la formule du serment. Il quitte ensuite la salle d'audience pour être ramené par les policiers à Sundby, lieu de son internement.

[DES QUESTIONS A RÉGLER] ¹

(12 décembre 1936)

Cher Léon,

Ce que tu écris sur l'édition anglaise n'est point satisfaisant. « Nous cherchons »... « par l'intermédiaire de nos amis ». Tout cela ne vaut rien. Il faut immédiatement transmettre l'édition anglaise à l'éditeur américain (par câble) ou à Grasset (10 % à Grasset, pas plus). *Je l'exige, expérience faite, catégoriquement* ^{1 2}.

Quant à M. Basch, il faut lui tourner le dos et le traiter comme il le mérite, c'est-à-dire en canaille. Toute autre attitude serait fautive grave^{3 4 5}.

Le fait qu'on discute *maintenant* seulement de l'édition allemande et anglaise du *L[ivre] R[ouge]* est désolant. Ce serait donc pour les archives.

Quant à J. Romains, tu peux lui écrire en *ton propre nom* qu'avec maman nous suivons avec passion son épopée grandiose, *Les Hommes de Bonne Volonté**, que je ne suis naturellement pas d'accord avec Strigélius, mais que je suis frappé par ses dons de pénétration et de perspicacité³, enfin que l'auteur du *Crime de Quinette* est tout à fait indiqué pour déchiffrer et mettre à vue [szc] un autre crime, beaucoup plus formidable, et que je crois qu'une pareille tâche serait tout à fait à la taille

1. Lettre à L. Sedov (10186), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Trotsky trouvait que trop de temps avait été perdu à jouer à cache-cache avec l'éditeur anglais.

3. Sedov pensait qu'il fallait continuer à argumenter avec la Ligue des Droits de l'Homme, ce que Trotsky ne croyait pas.

4. A cette date, douze volumes étaient parus de la grande fresque historique qui devait en compte vingt-sept.

5. Le personnage de Strigélius est celui d'un poète hermétique, secrétaire particulier du directeur de la Banque de l'union européenne (dont la position correspond à celle du poète et écrivain Paul Valéry,

de Strigélius *. Le livre écrit sur cet autre crime vivrait éternellement. Tout cela en ton propre nom, comme mes opinions à moi.

P.-S. Etes-vous sûrs que cela vaut la peine de déménager ? Les cambrioleurs vont découvrir la nouvelle adresse dans les deux jours. Mais vous devez voir là-bas plus clairement que nous d'ici. Ecris à Poulaille ce que je t'ai dit dans ma dernière [lettre]⁶.

qui était secrétaire particulier de l'administrateur de l'agence Havas). Dans *Montée des Périls* (vol. IX), Strigélius explique comment les groupes financiers fabriquent la psychose de guerre en achetant journaux et journalistes. Maurice Rieuneau, dans son livre *Guerre et Révolution dans le roman français 1919-1937*, estime que Jules Romains s'est inspiré de Paul Valéry pour son Strigélius. Il écrit que le point de vue de ce dernier pourrait être « celui d'un militant passionné », mais qu'il n'est dans le roman que le moins engagé des témoins. Ceci peut expliquer que Trotsky, tout en « n'étant naturellement pas d'accord » avec Strigélius, soit frappé par « ses dons de pénétration et de perspicacité ».

6. Une fois de plus, Trotsky exprime, mais cette fois en direction de l'intéressé lui-même, sa conviction que Jules Romains pourrait — et devrait — être le Zola de la nouvelle « affaire ».

[QUITTER LA NORVÈGE AU PLUS VITE] ¹

(16 décembre 1936)

Cher Camarade Meyer,

J'ai reçu votre lettre le douzième jour^{1 2}, le 16. Je ne doute pas de votre bonne volonté pour tenter de régler tout ce que vous pouvez dans l'« affaire Trotsky ». Je crois que précisément maintenant votre intervention est absolument *nécessaire*. Régler la question de mon voyage au Mexique exclusivement avec des fonctionnaires, c'est impossible³. C'est une question beaucoup trop importante, de vie ou de mort pour ma femme et moi, et je veux avoir la possibilité d'en débattre avec des gens *bien disposés* à mon égard. Je connais très bien les divergences politiques qui me séparent de vous et de Knudsen. Mais ce dont il s'agit ici, c'est de choses tout à fait fondamentales, comme vous l'écrivez vous-même, qui ne sont liées que de façon très lâche à la haute politique.

J'ai suggéré d'organiser une rencontre avec vous, Knudsen, et W. Held. *Je voudrais limiter strictement cette conversation à la sécurité du voyage*, mais je ne puis en discuter qu'avec ceux en *qui j'ai personnellement confiance*. L'offre du gouvernement mexicain et l'état actuel des affaires présentent une occasion qu'il faut saisir tout de suite. Si on laisse traîner, on peut perdre

1. Lettre à Hakon Meyer, Arbedarrdrelsens Arkiv, Stockholm. Traduite de l'allemand.

2. La lettre de H. Meyer a donc mis quatorze jours pour parvenir à Trotsky à Sundby : le bureau des passeports ne se surmène pas.

3. Les démarches entreprises au Mexique venaient d'aboutir et le président Cardenas avait personnellement pris la décision de donner aux Trotsky le visa de séjour mexicain. Trotsky n'avait cependant aucun détail et redoutait un retournement de la situation. Par ailleurs, la traversée de l'Atlantique et les problèmes de sécurité qu'elle soulevait l'angoissaient. Il souhaitait faire le voyage avec des personnes de confiance. Il voulait en tout état de cause faire le tour de cette question avec des personnes de confiance.

cette possibilité. D'un autre côté, je ne veux pas m'engager dans une affaire de ce genre *les yeux fermés*. D'où la nécessité d'une réunion avec Held, vous, et Knudsen. Malheureusement, Knudsen ne parle que l'anglais, ce qui complique les choses, surtout pour ma femme. Aussi la combinaison Knudsen-Held ne serait pas fameuse. Le mieux serait Meyer-Knudsen-Held. Si ce n'est pas possible, alors Meyer-Held. *Bien entendu, nous serions heureux si vous veniez seul — avec votre femme — et cette visite peut et doit être très utile dans cette affaire.* Par « cette affaire », j'entends le départ le plus rapide possible de la Norvège.

Je ne désire pas aborder ici les autres questions, pour que vous receviez cette lettre aussi vite que possible. Bien sûr, nous souhaiterions beaucoup une visite de votre femme. Elle pourrait aussi faciliter à ma femme un certain nombre d'achats (pour le voyage).

C'est tout pour le moment.

P.-S. Avez-vous reçu l'exemplaire de *La Révolution trahie* que je vous ai envoyé ?

[UNE ENTREVUE EST URGENTE] (1)

(17 décembre 1936)

Cher Ami K. Knudsen,

La situation est très critique et peut automatiquement conduire à des événements aussi fâcheux pour le gouvernement que pour Natalia et moi-même. Il est nécessaire de faire tout ce qui est possible pour pouvoir utiliser le visa mexicain. Mais il nous faut d'abord discuter avec des amis en qui nous ayons confiance des conditions de notre voyage. Le mieux serait que ce soit avec vous, H. Meyer et W. Held. Vous êtes maintenant membre du Storting au titre du parti gouvernemental¹ ². J'espère que vous ne méritez pas moins de confiance qu'un quelconque fonctionnaire de police. Essayez donc aussitôt que possible d'obtenir une entrevue avec nous. Bien des choses en dépendent.

Avec mes salutations les meilleures.

1. Lettre à K. Knudsen, archives Held, Reichsarchiv, Oslo.

2. Knudsen avait été élu député aux élections législatives du 19 octobre précédent. Le Storting est la chambre des députés de Norvège.

[EXIGENCES DE SÉCURITÉ] *

(17 décembre 1936)

Chère Camarade Synn[^]ve^{1 2},

Je vous écris pour ne pas m'adresser directement à Heinz^{3 4}, ne sachant vraiment pas où commence la frontière du « crime ». Et puis, vous êtes citoyenne norvégienne, n'est-ce pas ?

Le ministre de la justice m'a fait savoir que le gouvernement était disposé à vous désigner ou à vous accepter, vous-même et Heinz, comme nos compagnons de voyage, à ma femme et à moi-même. Je n'ai pas besoin de vous dire à quel point nous nous réjouissons d'avoir de tels «compagnons». Mais il reste à savoir ce qui se passera *après* le voyage. Reviendrez-vous en Norvège ? Il semble que les projets du gouvernement soient tout différents. *Une chose* est de partir en voyage au Mexique, *autre chose* de s'y établir. Dans le cas où Heinz serait obligé de quitter la Norvège (comme cela en a tout l'air), il reste encore à savoir où il compte aller *. Cette question ne peut être considérée comme secondaire. Natalia et moi-même ne voulons en aucun cas identifier cette importante question avec celle de l'« accompagnement ». C'est pourquoi (et pour d'autres raisons aussi) je considère qu'une rencontre avec Heinz (si possible avec vous) est absolument nécessaire. Le ministre de la justice m'a promis dimanche de me donner « demain » (lundi) une réponse. A ce jour (vendredi), je n'ai malheureusement pas encore cette réponse.

1. Lettre à S. Rosendahl, archives Held, Reichsarchiv, Oslo. Traduite de l'allemand.

2. Synn[^]ve Rosendahl, norvégienne de naissance, avait épousé l'émigré allemand Heinz Epe, dit Held.

3. Heinz Epe, mari de Synn[^]ve.

4. Trotsky avait compris ou appris que le gouvernement norvégien était prêt à se débarrasser définitivement de Held en le laissant quitter la Norvège avec Natalia et lui.

Je ne sais pas davantage si M. Puntervold a adressé une quelconque réponse à Shachtman⁵. Je le suppose. Cette réponse devrait être à peu près la suivante : « Suis disposé à accepter avec gratitude l'hospitalité du Mexique. Attends seulement les dispositions du gouvernement norvégien devant assurer la sécurité et les intérêts les plus élémentaires de moi-même et de ma femme. »

Je suis certain que les questions pendantes pourraient être réglées *en une heure* si Heinz, H. Meyer et éventuellement

K. Knudsen pouvaient me rendre visite ici à Sundby. Je ne puis m'imaginer que le gouvernement m'empêche de mettre à profit la proposition mexicaine pour des considérations bureaucratiques de second ordre.

En toute amitié.

5. L'affaire du visa mexicain avait été menée à travers les dirigeants du W.P.U.S., dont Max Shachtman, et le comité de défense de Léon Trotsky (A.C.D.L.T.) qu'ils animaient.

[LA SÉCURITÉ DU VOYAGE] ¹

(17 décembre 1936)

Cher Camarade H. Meyer,

Je dois compléter ma lettre d'hier. Dès que j'ai reçu la proposition du Mexique, j'ai posé, par l'intermédiaire de Puntervold, les conditions élémentaires de sécurité pour notre voyage. Le 11 décembre, j'ai communiqué les mêmes considérations au gouvernement par l'intermédiaire du capitaine J. Lie^{1 2}. Le 13 décembre, le ministre de la justice m'a rendu visite, malheureusement pas pour m'apporter une réponse, mais pour écouter les mêmes suggestions. Je les avais déjà faites deux fois. Le ministre de la justice m'a catégoriquement promis — il l'a répété trois fois — que je recevrai une réponse « demain », c'est-à-dire lundi. Nous sommes jeudi et je n'ai pas encore eu de réponse. Ainsi on perd un temps précieux et la proposition du Mexique peut être compromise par ce retard.

J'ai envisagé d'écrire au président du Storting pour lui suggérer qu'on me donne la possibilité de présenter la situation réelle devant une petite commission du Storting. Mais cela provoquerait inévitablement une confrontation politique. Et je n'ai réellement pas besoin de ça. Je veux quitter la Norvège le plus vite possible. Aussi vais-je attendre quelques jours la « réponse » promise. *Votre visite* — comme je vous l'ai dit — *faciliterait l'affaire*. Je ne crois pas que votre gouvernement veuille nous

1. Lettre à Hakon Meyer. Arbetarrörelsens Arkiv, Stockholm.

2. L'officier de police — et membre du parti nazi — Jonas Lie (cf. n. 33, p. 47) était le responsable de la surveillance de Trotsky à Sundby, donc son seul intermédiaire avec les autorités. On conçoit que Trotsky se soit refusé à envisager de discuter avec lui les problèmes de sécurité.

obliger, ma femme et moi, au type de mesures extrêmes que nous utilisions dans les prisons tsaristes — mesures qui manquent rarement de produire de l'effet sur l'opinion publique³.

Les questions purement pratiques du visa et du voyage *peuvent être réglées objectivement et raisonnablement*. Raisonnablement, cela veut dire, avant tout, en en parlant avec des gens en qui nous, les intéressés, avons confiance. Il est vraiment pénible d'avoir à « motiver » une fois de plus de telles préoccupations...

3. Il semble d'après cette phrase que Trotsky ait au moins indirectement menacé le gouvernement norvégien de commencer une grève de la faim.

[LES LIVRES EMPRUNTÉS] ¹

(17 décembre 1936)

Ma chère Yvonne^{1 2},

Je t'envoie (tu permets toujours que je te tutoie ?) trois livres anglais. Deux appartiennent, *si je me souviens bien*, à Amédée Dunois³. Le troisième m'est envoyé à moi par l'auteur, Max Eastman, qui voudrait bien, certainement, que je fasse un article sur son livre. Mais vraiment ce n'est pas le moment. Bien possible que j'irai au commencement de janvier au Mexique, avec Natalia bien entendu. Mais Amédée, lui, pourrait bien faire un article sur « la joie de rire ». Et bien, j'envoie mon exemplaire à Amédée, qu'il essaie (de) bien comprendre les jeux de mots américains⁴ : j'avoue que mon anglais est bien au-dessous de cette tâche.

Ma santé non plus n'est pas à la hauteur. Heureusement que je supporte très bien la mer. Mais j'ai les plus grandes inquiétudes pour Natalia : elle souffre en mer, terriblement. Bon, on verra.

Et toi ? Je crains de ne pas pouvoir recevoir une réponse

1. Lettre à L. Sedov (10187), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Yvonne CARILLON, dont nous ne savons à peu près rien, était l'une des « boîtes à lettres » les plus sûres de Léon Sedov. Aussi s'explique-t-on que, dans les papiers d'exil, les lettres à Yvonne Carillon soient en général classées avec les lettres à Sedov. Cependant, il semble bien que cette lettre, au ton curieusement badin, soit effectivement adressée à Yvonne Carillon, comme le confirme d'ailleurs une autre lettre à Sedov (cf. p. 351).

3. Amédée CATONNE, dit DUNOIS (1878-1945), journaliste socialiste, était secrétaire général du *Populaire* en 1918 et partisan de la III^e Internationale. Membre du comité directeur du P.C. au début des années vingt, il avait rompu avec ce dernier en 1927, était revenu à la S.F.I.O. en 1930. Il travaillait au *Populaire* et à la *Nouvelle Revue socialiste*.

4. Nous ne savons pas de quel livre d'Eastman il est question ici, ce qui nous interdit de tenter de comprendre la plaisanterie ci-dessus.

de toi... qu'au Mexique, et c'est bien loin, ma chère petite amie.
Je te remercie pour tous les services rendus, pour ton amitié,
pour ta bonté ! Natalia t'embrasse, moi aussi.

18 décembre 1936. Il paraît qu'on veut nous faire partir
demain. Au revoir, chère amie.

HONTE!¹

(18 décembre 1936)

L' « expertise » de l'avocat Rosenmark (de qui s'agit-il ?) ^s sur le procès est l'un des documents les plus scandaleux de notre temps³. Sa publication solennelle marque d'une tache indélébile la Ligue française des Droits de l'Homme dont le nom même, dans les circonstances présentes, a. quelque chose de dérisoire.

A Moscou, on joue une sanglante comédie judiciaire dont le texte a été préparé, combiné, corrigé par Staline et son G.P.U. pendant plusieurs années. La préparation de ce procès a été annoncée, dans ses grandes lignes, par moi et par d'autres, dans la presse, non seulement pas mal de temps avant le procès lui-même, mais aussi avant l'assassinat de Kirov. De même, les étapes les plus importantes de sa préparation, en particulier les différents stades de l'extorsion des « aveux » ont été ouvertement dévoilées dans la presse, par moi et par d'autres, au cours des huit ou neuf dernières années *

A l'étranger vivent des dizaines de personnes, à commencer par le président du conseil français Léon Blum *, qui ont à leur disposition des renseignements et des matériaux inesti-

1. Texte rédigé à la main, en russe et à l'encre sympathique • (T 3967), publié dans le *Biulleten Opositsii* n° 54-55 de mars 1937. Nous avons revu la traduction parue à l'époque dans *IV* Internationale*. Notre traducteur Michel Kerhnon nous proposait le titre « L'Infâmie ». Nous lui avons préféré celui sous lequel ce texte a paru du vivant de Trotsky.

2. M^r Rosenmark n'était pas connu du grand public comme un avocat politique. Il avait plaidé le divorce Sacha Guitry - Jacqueline Delubac et la succession du parfumeur Coty. La question était celle de ses liens politiques.

3. Ce rapport a été publié dans les *Cahiers des Droits de l'Homme*, 15 novembre 1936 (Note de L. Trotsky).

4. Trotsky pense évidemment aux témoignages de Tarov (Davtian), Ciliga, Victor Serge et à ses propres analyses ainsi qu'à la correspondance publiée dans le *Biulleten*.

5. Trotsky pensait que Blum avait tous les éléments d'information.

niables, susceptibles de faire la lumière sur les méprisables mystifications du G.P.U. Deux des principaux < accusés >, mon fils et moi, se trouvent à l'étranger. Aucun de ces faits n'existe pour les Rosenmark. Ils utilisent exclusivement les documents du G.P.U., c'est-à-dire des organisateurs du meurtre juridique. Ils se comportent comme des commentateurs zélés de l'acte d'accusation de Vychinsky, individu répugnant qui cède la palme à Fouché * pour l'habileté, mais pas pour la bassesse.

Pour prouver son « objectivité », Rosenmark cite les injures vulgaires du bourreau à ses victimes et reproche suavement au procureur stalinien son manque de < sérénité > ⁶ ⁷. Ce simple mot, à côté de la cuisine diabolique du G.P.U., met à nu l'hypocrisie, la duplicité, la tartufferie, qui caractérisent l'« expertise » de Rosenmark, quels que soient les motifs qui l'inspirent. A côté du manque de « sérénité » de cette clique de César Borgia, Fouché et compagnie, Rosenmark découvre chez ces gens des avantages même par rapport à la justice démocratique dont il est un représentant.

« Remarquons en même temps, écrit ce vaillant défenseur des droits de l'homme, une louable particularité de la procédure russe : Trotsky, ne comparaissant pas, n'a pas été condamné par contumace comme il l'eût été, je crois dans tous les autres pays du monde. Le tribunal a simplement(l) décidé que, s'il se présentait sur le territoire soviétique, il devrait être arrêté pour être jugé. »

Ainsi Rosenmark, en passant, me condamne à mort « par contumace ».

Les juges du G.P.U. cependant n'ont exigé « que » mon arrestation, « particularité louable ». Quelle pitoyable maladresse dans ce cynisme ! Il est tout à fait évident que les reproches amicaux sur le « style » de Vychinsky ne servent à notre défenseur de la justice qu'à justifier le crime commis et à préparer ainsi la voie à de nouveaux crimes du même ordre.

« Trotsky absent ». Notre Tartuffe choisit consciemment cette expression neutre, terne, pour dissimuler des faits désagréables. Trotsky n'a pas fui le procès. Il y a longtemps qu'il a été expulsé d'U.R.S.S. Il a été privé de la citoyenneté soviétique. Personne ne l'a convoqué au procès. L'acte d'accusation a été

6. Joseph FOUCHÉ (1759-1820), ancien oratorien, député de la Montagne, fut ministre de la police sous le Directoire, le Consulat, l'Empire et la Restauration. L'utilisation systématique de nombre de mouchards et agents provocateurs a fait de lui un précurseur.

7. En français dans le texte.

publié si tard que Trotsky ne pouvait plus intervenir. Après le verdict, prononcé selon la méthode de la surprise et qui ressemblait à un coup de fusil dans le dos (voilà encore une « particularité louable »), le gouvernement de Moscou n'a pas osé demander l'extradition de Trotsky, ni celle de son fils Léon Sedov.

Pourquoi le gouvernement qui disposait de tant de preuves convaincantes pour tous les Pritt et les Rosenmark (les « aveux ») n'a-t-il exigé l'extradition de Trotsky, ni avant, ni après le procès ? Or, selon les propres termes du héraut des Droits de l'Homme, sur la base des preuves qui ont été apportées, Trotsky eût été condamné à mort « dans tous les pays ». Comment expliquer cette lâche « particularité » du comportement des Staline, Iagoda, Vychinsky et autres faussaires ? Très simplement : tous les « aveux » s'effondrent devant l'inconsistance interne des allégations elles-mêmes, l'édifice tout entier ne résiste pas au plus léger contact avec la critique libre.

Le procès de Moscou tout entier, à ses différentes étapes, n'était dirigé que contre Trotsky. Voilà qui est clair pour quiconque est capable de pensée politique. Si Staline s'est chargé de ces crimes dignes de Caïn contre Zinoviev, Kamenev et les autres, ce n'est pas que leur mort en elle-même lui ait été nécessaire. Zinoviev et Kamenev avaient été suffisamment neutralisés et paralysés par leurs aveux et par la prison. Leurs cadavres n'étaient que les barreaux de l'échelle qui permettrait d'atteindre Trotsky. Et si Staline ne s'est pas décidé à exiger l'extradition de Trotsky, c'est-à-dire à prendre l'ultime initiative pratique, la seule qui puisse justifier à ses yeux les procès de Moscou, de Novosibirsk et tous les autres, c'est parce qu'aucun tribunal public dans aucun pays — contrairement à l'assertion inique de Rosenmark — ne consentirait à se plier aux exigences de Staline. Trotsky et son fils ont entre leurs mains des preuves irréfutables de la fausseté de l'accusation tout entière. Du fait de leur étendue et de leur continuité, les archives personnelles de Trotsky ne pouvaient être utilisées pour ce répugnant amalgame.

Lorsque j'ai essayé de montrer une partie de ces documents en poursuivant en justice les calomnieurs fascistes et « communistes » norvégiens, Staline a obligé le gouvernement norvégien à se prononcer pour l'immunité des calomnieurs. Par-dessus le marché, il a ordonné à ses agents de voler mes archives à Paris. Toute cette machination de Staline, répétons-le, reposait sur l'effet de surprise : ébranler le monde entier par une falsification massive et inattendue, s'attaquer à Trotsky, lui

rendre la défense difficile et charger les amis Pritt et Rosenmark de blanchir et d'embellir cette répugnante besogne par des considérations « objectives » et purement « juridiques ».

Les Pritt et les Rosenmark n'ont encore jamais fait défaut. Grâce à leur collaboration désintéressée, le Kremlin essaie de préparer peu à peu l'opinion publique des « démocrates » à l'élimination physique de l'homme que la bureaucratie considère à juste titre comme l'ennemi implacable de ses privilèges, de son usurpation et de sa corruption.

Dans sa « sérénité », Rosenmark n'hésite pas à affirmer que, dans n'importe quel autre Etat, mon fils et moi aurions été condamnés à mort puisque la preuve (la preuve !) a été faite au procès de Moscou que j'avais organisé des attentats terroristes en liaison avec la Gestapo. Celui qui connaît un peu l'histoire de la révolution et la psychologie humaine, en particulier la biographie des personnes mises en cause, admettra sans difficulté qu'il y a mille fois plus de raisons de supposer que Rosenmark et Pritt sont au service de Staline, que d'admettre un seul instant que Trotsky puisse être allié à la Gestapo. Ce que la « Ligue des Droits de l'Homme » ne pourra jamais prouver à personne.

J'entends pour la première fois le nom de Rosenmark. On dit que c'est un combinard bourgeois expérimenté⁸. J'ignore en quoi il était plus particulièrement qualifié pour apparaître comme une autorité morale et juridique dans une affaire d'une extrême importance historique. Il est possible que Rosenmark — à la différence de Pritt, qui a su apparaître à l'endroit et au moment qu'il fallait — soit simplement un philistin borné qui ignore tout de la révolution et de la contre-révolution, de la psychologie des militants et des méthodes de la bureaucratie thermidorienne, qui a même oublié l'histoire de la grande révolution française et de ses amalgames, et qui ne comprend pas que les Fouquier-Tinville⁹ et les Fouché russes, surpassant incontestablement en technique leurs prototypes français, travaillent déjà depuis longtemps en faveur du régime totalitaire de la tyrannie bureaucratique qui n'a rien de commun avec la dictature du prolétariat. Il est possible — et il est même probable —

8. M« Rosenmark jouait un rôle certain dans la franc-maçonnerie. Mais Trotsky s'interrogeait sur des liens éventuels avec le gouvernement soviétique.

9. Antoine FOUQUIER-TINVILLE (1745-1795), accusateur public au tribunal révolutionnaire à partir de mars 1793, fut surnommé « le pourvoyeur de la guillotine ». Il réalisait des « amalgames » en impliquant dans les mêmes « conspirations » des personnes d'opinions opposées et, en cela, était lui aussi un révolutionnaire.

que Rosenmark ne comprenne rien à tout cela ¹⁰. Mais pourquoi alors lui avoir confié une tâche trop lourde pour ses épaules ? Et pourquoi — c'est la question la plus importante — s'est-on dépêché d'imprimer son scandaleux rapport, avec une « si noble impatience », en toute première place dans l'organe de la Ligue ? On ne fait pas sans raison des choses aussi risquées. On ne peut pas ne pas en conclure que nous sommes en présence de quelque chose de bien pire que la médiocrité du philistin multipliée par le crétinisme juridique.

*

*♦

Le mensonge fondamental de l'amalgame de Moscou (et par conséquent de l'« expertise » de Rosenmark et consorts) réside en ce que la construction juridique (qui ne résiste d'ailleurs pas à l'examen d'une critique honnête) est complètement séparée de la situation historique et politique, vide de toute psychologie humaine et, pour ainsi dire, chimiquement stérilisée. Kirov est tué. Un premier groupe de personnes sont « suspectées ». Dans un premier temps elles se taisent. Puis elles se repentent et avouent leurs crimes abominables. Le verdict repose sur les aveux sincères des accusés. Tel est le schéma officiel. Tout y est mensonge et escroquerie. Il ne contient pas un seul argument valable.

Rosenmark expose l'histoire du procès de Moscou non sur la base de faits historiques connus de tous, ni même sur celle de tous les actes officiels et des documents du gouvernement de Moscou, mais sous la dictée de Vychinsky (Staline) qui a abandonné toutes les anciennes versions (les 104 Gardes-blancs fusillés ; le procès des 14 ; l'affaire du consul letton ; l'affaire du chef du G.P.U. de Léninegrad, Medved ; le premier procès Zinoviev-Kamenev ; le procès spécial et ultra-secret de Kamenev et autres) et en a élaboré une toute neuve uniquement reliée aux précédentes par le fait que les accusés (qui n'étaient jamais les mêmes) ont presque tous, à chaque étape, reconnu avec une égale soumission la quantité de crimes prescrits par le parquet et ont adapté leurs nouveaux aveux à la nouvelle « directive ».

10. De toute évidence, M^r Rosenmark n'avait aucune compétence en matière d'histoire et de politique communiste : son rapport fleurit l'ignorance et parfois le manque d'intelligence. Il est pourtant difficile d'imaginer qu'il n'eut aucune préoccupation « politicienne ».

lignes hâtives, que j'écris à l'encre chimique, à l'insu des cerbères < socialistes > de Norvège. Je renvoie à nouveau le lecteur au *Livre rouge* de L. Sedov et à la brochure de Serge. En vérité, le *Livre rouge* ne contient pas le dixième des renseignements disponibles, mais sa présentation des principaux faits et de leurs liens renverse complètement et irrévocablement la construction de Staline-Vychinsky-Rosenmark (de la Ligue des Droits de l'Homme !). Cependant le *Livre rouge* ne constitue que le début de la démystification.

En dépit de tous les obstacles, la vérité se fraiera un chemin. Tout le procès repose sur des aveux surprenants par leur grossièreté et pleins de contradictions psychologiques. Pour comprendre la valeur des « aveux » standardisés des clients du G.P.U., il faut commencer par examiner les « repentirs » politiques anticipés dont les « aveux » constituent la suite et le développement immédiat. L'histoire des repentirs s'étend sur ces treize dernières années et pourrait — par des documents < humains > — fournir la matière de plusieurs dizaines de volumes. Bien entendu, Rosenmark ne soupçonne même pas ce fait capital qui imprègne toute l'atmosphère soviétique et particulièrement la justice [...]¹¹.

Le contenu des dépositions ne correspond pas au caractère d'un « crime », exécuté ou non, mais aux exigences actuelles du pouvoir. C'est pourquoi les aveux publics ont un aspect purement rituel, standardisé. Leur unique tâche politique est d'apprendre à tout le monde à penser ou du moins à s'exprimer de façon uniforme. Mais c'est précisément pour cette raison que personne parmi les destinataires n'a pris pour argent comptant ces < repentirs > qui ne constituent pas des confessions mais des contrats avec la bureaucratie. On peut citer comme exemple le cas d'I.N. Smimov, l'un des hommes les plus sincères et les plus honnêtes, lequel a rédigé en 1929, en l'espace de quelques semaines, plusieurs textes de repentir en contradiction flagrante les uns avec les autres¹².

Il faut ajouter que presque tous les aveux — c'est-à-dire

11. Un passage illisible.

12. Ivan N. Smimov avait négocié en 1929 sa capitulation avec Iaroslavsky. Convaincu de l'impossibilité d'un travail clandestin, il cherchait une voie honorable pour être réintégré, et s'engageait sincèrement à ne pas défendre ses idées de façon fractionnelle. Mais la bureaucratie exigeait plus et, de recul en recul, il fut finalement amené à renier au moins en partie ses propres idées. Le *Biulleten Opositsii* n° 7, novembre/décembre 1929, avait publié, pp. 11-12, ses successifs « projets » de déclaration.

des dizaines de milliers — de l'époque thermidorienne sont dirigés contre moi. Pour réintégrer la grande famille de la bureaucratie, ou pour s'assurer au moins le droit à un morceau de pain, tous les oppositionnels, demi-oppositionnels ou simplement des citoyens en disgrâce, étaient tenus en toutes circonstances de dénoncer le trotskysme et de condamner Trotsky avec d'autant plus de succès qu'ils le faisaient de façon tapageuse et grossière. Tous se sont habitués à ces repentirs et à ces accusations comme à des rites automatiques. Ainsi les repentirs politiques préparaient-ils les « aveux » judiciaires auxquels ils ont abouti, imperceptiblement.

Ces lignes, je le répète, sont écrites dans les griffes du gouvernement socialiste de Norvège. Je suis obligé de m'en tenir aux considérations essentielles ; je prie le lecteur de tenir compte du fait qu'il ne m'est pas possible de relire et de corriger ce que j'ai écrit : j'en suis réduit à utiliser la technique qu'on connaissait dans les prisons du tsarisme. Mais revenons à notre sujet.

Nous sommes contraints de donner à la suite de l'exposé un caractère extrêmement succinct :

1) Il est faux que « tous les seize accusés » aient reconnu leurs crimes. Il n'y avait pas seize accusés ayant pris part à un crime de même nature, ou tout au moins soupçonnés de l'avoir commis. Les seize hommes assis au banc des accusés ont en effet été choisis avec soin parmi plusieurs centaines, plusieurs milliers de « candidats ». On n'a fait comparaître d'abord devant le tribunal que ceux qui avaient prouvé leur aptitude à jouer en public le rôle qui leur avait été dévolu (voir à ce sujet le *Livre rouge*¹³).

2) Le G.P.U. emploie-t-il des moyens de pression médico-chimiques ? Je n'en sais rien. Mais une telle hypothèse n'est pas nécessaire : il suffit de connaître les faits, les hommes, les circonstances, pour comprendre comment les accusés ont pu être mis dans l'obligation de se passer la corde au cou. Parmi tous les accusés, il n'y avait aucun oppositionnel ou trotskyste. Tous étaient des capitulars, des gens qui avaient avoué à plusieurs reprises, s'étaient accusés dans leurs aveux des actes les plus honteux et des instincts les plus bas, des gens qui avaient renoncé à toute conception politique, à toute raison de vivre

13. Dans le *Livre rouge*, pp. 49-54, et à partir de l'examen du numérotage des dossiers, Sedov avait démontré que nombre d'accusés manquaient sur les bancs face au tribunal. Il avait conclu qu'on n'avait présenté que ceux qui étaient présentables, c'est-à-dire déjà brisés et dociles.

et à toute dignité personnelle (bien entendu, je ne parle pas des provocateurs authentiques, perdus dans les griffes du G.P.U.).

Pendant des années, ces ex-révolutionnaires, démoralisés, moralement brisés, ont flotté entre la vie et la mort. Fallait-il par-dessus le marché des drogues spéciales ? L'idée même — reprise à son compte par Rosenmark — que ces gens-là aient été poussés par la soif du pouvoir est absurde. C'est une idiotie politique de croire que des hommes qui avaient renié leur programme, leur drapeau, leur dignité personnelle, qui s'étaient mortifiés et calomniés eux-mêmes publiquement à plusieurs reprises, aient pu espérer arriver au pouvoir par des assassinats politiques !

Non, au procès, les accusés se sont calomniés eux-mêmes, comme ils l'avaient fait auparavant à travers leurs innombrables aveux. Le G.P.U. a disposé d'assez de temps pour extorquer à ses victimes des « aveux » de plus en plus complets. Aujourd'hui, « A. » a reconnu un petit < fait ». Si « B. » ne reconnaît pas ce même fait, cela signifie que tous ses « aveux » et humiliations passés ont été « hypocrites » (le mot favori de Staline, le chevalier de la « sincérité »). < B. » s'empresse de reconnaître ce que « A. » a reconnu, et même un peu plus. Maintenant, c'est le tour de « C. ». Pour empêcher des contradictions trop grossières, on leur donne, s'ils le désirent, la possibilité d'élaborer en commun le thème. Si « D. » refuse de s'y associer, il risque de perdre tout espoir de se sauver. Et il va plus loin que les autres pour prouver sa bonne volonté (Relisez les mensonges délirants et hystériques de Reingold !). Maintenant, tous les autres doivent aligner leurs mensonges sur celui de « D. ». Et le jeu diabolique continue. Les accusés sont sous les verrous. Le G.P.U. n'est pas pressé. Le G.P.U. a des Mauser. Jules Romains a démontré, dans *Les Créateurs*, comment il est possible, sans avoir ni « idée » ni « thème », d'écrire une véritable œuvre poétique, en prenant comme point de départ un jeu de mots¹⁴. Il y a des traits analogues dans l'œuvre du G.P.U. Ces messieurs, n'ayant à leur disposition ni faits, ni un plan achevé, construisent leurs amalgames par le jeu des « aveux ». Si l'un ou l'autre de ces < aveux » apparaît gênant par la suite, on Tomet tout simplement, comme une hypothèse qui n'a pas servi. Ces « créateurs » sont libres de toute attache.

¹⁴. *Les Créateurs* constituaient le tome XII des *Hommes de Bonne Volonté*, que Trotsky avait lu en septembre (cf. j>, 185). Dans le chapitre XIV, pp. 135 sq., le personnage nommé Strigélius (cf. n. 5, p 320) — composait un poème en ouvrant le dictionnaire au hasard.

De temps à autre, ils mettent leur victime en liberté provisoire pour raffermir les espoirs chancelants. A la première occasion, on arrête de nouveau ceux qu'on avait libérés. Ainsi, sans cesse ballottés entre l'espoir et le désespoir, ces hommes deviennent peu à peu l'ombre d'eux-mêmes.

Mais ce n'est pas encore fini. Pour chacun d'entre eux, il existe un moment où ils commencent à résister. Non, il ne peut pas aller plus loin dans l'abaissement ! Alors, le G.P.U. fusille les plus obstinés.

Pendant ce temps, la presse continue dans l'unanimité à hurler contre les « traîtres », les « contre-révolutionnaires », les « agents de l'impérialisme », etc. Les prisonniers n'ont à leur disposition d'autre presse que celle de Staline. Des tortures physiques " ? Je ne le crois pas. La torture par la calomnie, l'incertitude et la terreur détruit le système nerveux aussi sûrement que les tortures physiques.

Il faut ajouter à cela l'insistance constante sur les dangers de guerre. « Etes-vous pour la patrie (c'est-à-dire pour Staline) ou contre la Patrie ? » La *Pravda* qualifie même le livre d'André Gide " d'« ouvrage antisoviétique ». Un étranger moins important eût été depuis longtemps traité d'agent de Hitler. Que dire des oppositionnels soviétiques ? Gide raconte comment on lui a, au télégraphe, « extorqué » des louanges pour Staline, et comment lui, écrivain célèbre, a été réduit à l'impuissance et... à la capitulation. Que dire alors des interrogatoires du G.P.U. ? « Etes-vous pour l'U.R.S.S. (c'est-à-dire pour Staline) ou contre l'U.R.S.S. ? Vous vous êtes évidemment repenti depuis longtemps, vous n'êtes pas dangereux pour nous, vous le savez bien vous-même, nous ne vous voulons aucun mal. Mais Trotsky continue à l'étranger sa néfaste besogne. Il ternit le prestige de l'U.R.S.S. (de l'absolutisme bureaucratique). Son influence grandit. C'est justement pour cela et uniquement pour cela que nous vous retenons en prison (ou en déportation) Il faut discréditer

15. Les révélations de l'époque de Khrouchtchev, après 1956, firent apparaître au contraire un emploi assez systématique de la torture physique. Mais il est vrai que tous les aveux ne furent pas obtenus ainsi.

16. Il s'agit bien entendu du livre *Retour de l'U.R.S.S.* La *Pravda* du 3 décembre en avait rendu compte sous le titre « Ris et Larmes d'André Gide ». Elle affirmait que « ce digne fils de la petite bourgeoisie française » reproduisait « servilement les calomnies éhontées répandues contre l'Union soviétique par les ennemis de la classe ouvrière ». Elle concluait : « On ne peut chercher ses amis en même temps dans le camp de la classe ouvrière et dans celui de ses ennemis, les trotskystes-fascistes. Il est clair qu'André Gide, dans son livre *Retour de l'U.R.S.S.*, a été victime d'habiles agents anti-soviétiques ».

Trotsky une fois pour toutes. Alors votre question se règle d'elle-même. Si vous êtes pour l'U.R.S.S., vous nous aiderez. Sinon, c'est que tous vos repentirs étaient hypocrites. Etant donné la guerre qui approche, nous serons obligés de vous considérer comme des complices de Trotsky, des ennemis de l'intérieur. Vous devez reconnaître que Trotsky vous a poussés dans la voie du terrorisme. » — « Mais personne ne le croira ? » — « Nous nous chargeons de cet aspect de la question. Nous avons nos Duclos et nos Thorez », nos Pritt et nos Rosenmark. Trotsky vous a-t-il poussé sur la voie de la terreur, oui ou non ? »

Celui qui a répondu « oui » est prêt à se laisser utiliser ultérieurement. On peut sans cesse puiser dans l'urne des cendres de Kirov — les questions prennent un caractère plus concret. Smirnov et Holzman ont essayé de s'arrêter à mi-chemin entre la « terreur en général » et l'assassinat de Kirov *. D'autres — mais pas tous — sont allés plus loin. Celui qui a résisté a été liquidé dans le cours de la préparation « technique » du procès. Celui à qui on a réussi à faire violence a été conduit sur la scène après qu'on eût invité Pritt au spectacle, en qualité d'expert désintéressé.

Est-il possible de parler à un honnête homme de ces *aveux* sans mentionner le fait que, pendant des années, le G.P.U. a préparé, « éduqué » les accusés par des capitulations périodiques, des humiliations, des auto-dégradations, des persécutions, des promesses, des faveurs, des accusations et des repréailles ? Seuls de parfaits imbéciles peuvent fermer les yeux devant ces faits ».

17. Maurice THOREZ (1900-1964) était le secrétaire général du P.C. français qui appliquait avec zèle les directives de Moscou sur les procès de Moscou et la campagne de meurtre contre les « trotskystes ». Jacques DUCLOS (1896-1975) était membre du bureau politique, et Trotsky l'accusait d'être le représentant direct du G.P.U., dans le parti français.

18. La résistance d'I.N. Smirnov et de Holzman à faire les « *aveux* » qui étaient exigés d'eux est évidente, même dans le compte rendu officiel et n'est que rarement soulignée par les commentateurs. Elle s'explique pourtant parfaitement dans la mesure où ces deux hommes étaient de ceux qui, en 1932, avaient tenté au moins d'engager le combat pour la formation d'un « bloc des oppositions » — ce qui signifie qu'ils n'avaient pas encore été brisés à cette époque et qu'ils ne l'avaient été que récemment et sans doute incomplètement.

19. Le Dr Ciliga, un révolutionnaire yougoslave qui, en tant qu'oppositionnel, a passé plusieurs années dans les prisons et lieux de déportation du G.P.U., témoigne : « J'ai vu un marin à qui on a dit à plusieurs reprises, en lui faisant quitter sa cellule le matin, qu'il allait être fusillé. On le menait dans la cour, puis on le ramenait en cellule. « Tu es un ouvrier et nous ne voulons pas te fusiller comme un Garde-blanc. En tant qu'ouvrier, tu dois avouer sincèrement. » Le marin n'avouait rien, mais devint à moitié fou à la suite de ces tortures. On l'a finalement laissé tranquille. Mais on lui demande encore d'avouer qu'il a conspiré contre Staline. » L'histoire de ce malheureux marin

C'est un mensonge absolu d'affirmer que les seize accusés avaient reconnu indépendamment les uns des autres des faits qu'on leur reprochait. Il n'y a précisément aucun fait dans les aveux. Les accusés sont restés dans le domaine des auto-accusations et des dénonciations sommaires. Il ont fui comme le feu toute précision concrète. Ce n'est pas étonnant : chaque fois que l'un d'entre eux, poussé par la logique de ses propres « aveux », essayait de préciser une date ou un lieu, le G.P.U. se trouvait dans l'impasse. Les accusés se contredisaient eux-mêmes et entre eux dans tous les éléments concrets de leurs aveux. Une partie (une partie seulement) de ces contradictions est mise en lumière dans le *Livre rouge* sur lequel les Pritt et les Rosenmark se cassent les dents.

Faut-il revenir sur les dépositions de Holzman ? Seul des accusés de la vieille génération, Holzman m'aurait personnellement « rencontré » et aurait reçu de moi des directives « terroristes ». Mon fils, Léon Sedov, est censé avoir servi d'intermédiaire et avoir organisé notre rencontre. Sa rencontre avec Holzman aurait eu lieu à l'hôtel « Bristol ». Tel est le noyau concret de ses « aveux ». Et qu'en est-il ? Mon fils n'est jamais allé à Copenhague. Qu'il n'y soit pas allé en novembre 1932, au moment de mon séjour, on peut en avoir la preuve indiscutable, irréfutable et irrécusable par des visas, des télégrammes, des témoignages provenant de plus de trente personnes de nationalités et tendances politiques différentes. L'hôtel Bristol, où la rencontre est censée avoir lieu, n'existe plus depuis 1917. Que vaut donc l'aveu de Holzman ? Les déclarations de Bermanlourine, Fritz David, Olberg, sont pleines d'absurdités et de non-sens de ce genre. Cependant, c'est sur la base de ces dépositions que les défenseurs des Droits de l'Homme (et des intérêts du G.P.U.) me déclarent passibles de la peine de mort. Jusqu'où peut aller la bassesse humaine ?

Pourtant, aussi scandaleuses que puissent être les dépositions de Holzman et autres, leurs contradictions et leurs inventions grossières ne sont que des détails décoratifs sur les murs de ce monstrueux édifice de mensonges et de trahison.

Toutes les accusations, tous les aveux tournent autour de l'assassinat de Kirov. Cependant l'organisation de cet assassinat entrait dans le plan de la lutte contre l'Opposition. Le complot

n'est qu'un petit épisode du livre des aveux des accusés — et de leurs accusateurs et juges. D'instrument de la révolution, le G.P.U. est devenu l'instrument de l'aristocratie soviétique, l'instrument personnel de Staline au sujet duquel Lénine disait en 1922 : « Ce cuisinier ne préparera que des plats épicés » (Note de Trotsky).

contre Kirov a été organisé par le G.P.U. pour achever les zinoviéviistes de Leningrad. Staline, Iagoda et Kirov lui-même étaient au courant de cette conspiration. Le fait est prouvé sans l'ombre d'un doute par le procès de Medved, l'ancien chef du G.P.U. de Leningrad. Le complot contre Kirov devait être fictif. Il était avant tout dirigé contre l'Opposition.

Staline ne voulait pas tuer Kirov ; Kirov ne voulait pas être tué. Mais Nikolaïev, bien qu'entouré de toutes parts par des provocateurs, a pris son rôle trop au sérieux, a échappé au contrôle et tiré avant que le G.P.U. ait terminé son amalgame (voir ma brochure *La Bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov*). Ce que j'ai écrit sur la préparation des procès de Moscou (le premier et les suivants), ce ne sont pas des considérations antidatées. J'ai dévoilé les plans du G.P.U., mois par mois, année par année, étape par étape, particulièrement depuis le début de 1929. Les traces indiscutables de la préparation méthodique de ces crimes sont faciles à repérer dans la presse soviétique, dans les interviews de Staline et de Molotov, dans les quelques déclarations « anti-terroristes » de Litvinov à Genève à propos de l'assassinat du roi Alexandre et de Barthou et à travers toute une série d'autres documents, déclarations et allusions qui semblaient à l'époque énigmatiques, mais qui révèlent clairement aujourd'hui leur signification criminelle.

Pour résumer, on peut dire que les procès des terroristes n'ont pas été montés parce que Kirov avait été assassiné. Non, l'assassinat de Kirov a été un « accident » dans le cours de la préparation fiévreuse des procès contre les terroristes.

Les sycophantes à la Pritt et à la Rosenmark considèrent qu'il est hors de question que l'irréprochable G.P.U. de Staline ait pu organiser des procès qui ne soient que de sinistres spectacles dans lesquels les rôles sont distribués à l'avance. Ils trouvent d'ailleurs tout naturel que l'Opposition — qui est une fraction communiste avec une tradition prestigieuse, des cadres expérimentés, un programme élaboré scientifiquement, et une littérature politique abondante — ait pu effectuer un tournant brutal aussi inattendu vers le terrorisme individuel, qu'elle avait toujours condamné comme de l'aventurisme stérile. Cette fraction, qui compte des milliers et des milliers de partisans, accomplit cette volte-face incroyable dans un silence total, sans discussions préalables, sans aucune déclaration, sans critique, sans lutte interne, sans propagande terroriste et sans rien écrire ! Et ce n'est pas tout ! Cette fraction, qui a montré qu'elle était capable des plus grands sacrifices dans la lutte pour son pro-

gramme, entre soudain en rapports avec la Gestapo ! Et tout cela par « soif du pouvoir » ! Comme si le chemin du pouvoir en U.R.S.S. passait par la Gestapo ! Et comment peut-on parler de « soif du pouvoir » à propos de dizaines de milliers d'oppositionalistes de base, ouvriers, membres des jeunesses communistes, qui subissent des persécutions et des privations inouïes ? Seul un petit-bourgeois borné et repu, qui ne sait pas ce que c'est que la lutte révolutionnaire, et qui est en revanche toujours prêt à lécher les bottes de tout gouvernement en place, peut croire un mensonge aussi impudent.

Admettons pourtant l'impossible, c'est-à-dire que les trotskystes, en contradiction avec leur doctrine, leur programme, leurs textes actuels et leur correspondance privée — laquelle est à la disposition de toute commission d'enquête honnête — soient devenus terroristes, sans lutte interne ni scission, sans les inévitables défections et dénonciations. Admettons que le terrorisme ait été nécessaire pour restaurer le capitalisme et en plus que ce nouveau programme ait été accepté par tous en silence, sans discussion, sans critique, sans opposition. Admettons enfin — quelques absurdités de plus ou de moins, c'est sans importance — que pour assurer la restauration du capitalisme et la victoire du fascisme (oui, oui, même du fascisme), les trotskystes aient conclu un pacte avec la Gestapo et qu'ils aient poursuivi leurs activités terroristes depuis au moins 1931 jusqu'au milieu de 1936. Où ? Comment ? Peu importe. Tout s'est déroulé dans la quatrième dimension. Ils n'ont pas cessé d'essayer d'assassiner les « chefs », de désorganiser l'économie, de faciliter la victoire de Hitler et du Mikado.

Pouvons-nous prendre pour argent comptant toutes ces répugnantes absurdités ? Mais qu'arrive-t-il au bout du compte ? Au milieu de 1936, les dirigeants de cette fraction étrange, des criminels endurcis, avouent tous ensemble les crimes commis (qui en fait ne le sont pas). Chacun d'eux s'empresse de se couvrir de la plus grande quantité possible de boue, et c'est à qui chantera de son mieux les louanges de Staline qu'hier encore ils voulaient assassiner ! Comment expliquer ce miracle de Saint-lagoda ? La transformation instantanée des contre-révolutionnaires endurcis, des terroristes-fascistes en fanatiques, en flagellants « hystériques » ? Que les Pritt et les Rosenmark expliquent ce mystère.

Supposons enfin que, dans tel ou tel groupe de capitulards, ait surgi, à un moment ou un autre, l'idée du terrorisme et que leurs « aveux » devant le tribunal aient contenu un vague et

contre Kirov a été organisé par le G.P.U. pour achever les zinoviéviistes de Leningrad. Staline, Iagoda et Kirov lui-même étaient au courant de cette conspiration. Le fait est prouvé sans l'ombre d'un doute par le procès de Medved, l'ancien chef du G.P.U. de Leningrad. Le complot contre Kirov devait être fictif. Il était avant tout dirigé contre l'Opposition.

Staline ne voulait pas tuer Kirov ; Kirov ne voulait pas être tué. Mais Nikolaïev, bien qu'entouré de toutes parts par des provocateurs, a pris son rôle trop au sérieux, a échappé au contrôle et tiré avant que le G.P.U. ait terminé son amalgame (voir ma brochure *La Bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov*). Ce que j'ai écrit sur la préparation des procès de Moscou (le premier et les suivants), ce ne sont pas des considérations antidatées. J'ai dévoilé les plans du G.P.U., mois par mois, année par année, étape par étape, particulièrement depuis le début de 1929. Les traces indiscutables de la préparation méthodique de ces crimes sont faciles à repérer dans la presse soviétique, dans les interviews de Staline et de Molotov, dans les quelques déclarations « anti-terroristes » de Litvinov à Genève à propos de l'assassinat du roi Alexandre et de Barthou et à travers toute une série d'autres documents, déclarations et allusions qui semblaient à l'époque énigmatiques, mais qui révèlent clairement aujourd'hui leur signification criminelle.

Pour résumer, on peut dire que les procès des terroristes n'ont pas été montés parce que Kirov avait été assassiné. Non, l'assassinat de Kirov a été un « accident » dans le cours de la préparation fiévreuse des procès contre les terroristes.

Les sycophantes à la Pritt et à la Rosenmark considèrent qu'il est hors de question que l'irréprochable G.P.U. de Staline ait pu organiser des procès qui ne soient que de sinistres spectacles dans lesquels les rôles sont distribués à l'avance. Ils trouvent d'ailleurs tout naturel que l'Opposition — qui est une fraction communiste avec une tradition prestigieuse, des cadres expérimentés, un programme élaboré scientifiquement, et une littérature politique abondante — ait pu effectuer un tournant brutal aussi inattendu vers le terrorisme individuel, qu'elle avait toujours condamné comme de l'aventurisme stérile. Cette fraction, qui compte des milliers et des milliers de partisans, accomplit cette volte-face incroyable dans un silence total, sans discussions préalables, sans aucune déclaration, sans critique, sans lutte interne, sans propagande terroriste et sans rien écrire ! Et ce n'est pas tout ! Cette fraction, qui a montré qu'elle était capable des plus grands sacrifices dans la lutte pour son pro-

gramme, entre soudain en rapports avec la Gestapo ! Et tout cela par « soif du pouvoir » ! Comme si le chemin du pouvoir en U.R.S.S. passait par la Gestapo ! Et comment peut-on parler de « soif du pouvoir » à propos de dizaines de milliers d'oppositionalistes de base, ouvriers, membres des jeunesses communistes, qui subissent des persécutions et des privations inouïes ? Seul un petit-bourgeois borné et repu, qui ne sait pas ce que c'est que la lutte révolutionnaire, et qui est en revanche toujours prêt à lécher les bottes de tout gouvernement en place, peut croire un mensonge aussi impudent.

Admettons pourtant l'impossible, c'est-à-dire que les trotskystes, en contradiction avec leur doctrine, leur programme, leurs textes actuels et leur correspondance privée — laquelle est à la disposition de toute commission d'enquête honnête — soient devenus terroristes, sans lutte interne ni scission, sans les inévitables défections et dénonciations. Admettons que le terrorisme ait été nécessaire pour restaurer le capitalisme et en plus que ce nouveau programme ait été accepté par tous en silence, sans discussion, sans critique, sans opposition. Admettons enfin — quelques absurdités de plus ou de moins, c'est sans importance — que pour assurer la restauration du capitalisme et la victoire du fascisme (oui, oui, même du fascisme), les trotskystes aient conclu un pacte avec la Gestapo et qu'ils aient poursuivi leurs activités terroristes depuis au moins 1931 jusqu'au milieu de 1936. Où ? Comment ? Peu importe. Tout s'est déroulé dans la quatrième dimension. Ils n'ont pas cessé d'essayer d'assassiner les « chefs », de désorganiser l'économie, de faciliter la victoire de Hitler et du Mikado.

Pouvons-nous prendre pour argent comptant toutes ces répugnantes absurdités ? Mais qu'arrive-t-il au bout du compte ? Au milieu de 1936, les dirigeants de cette fraction étrange, des criminels endurcis, avouent tous ensemble les crimes commis (qui en fait ne le sont pas). Chacun d'eux s'empresse de se couvrir de la plus grande quantité possible de boue, et c'est à qui chantera de son mieux les louanges de Staline qu'hier encore ils voulaient assassiner ! Comment expliquer ce miracle de Saint-lagoda ? La transformation instantanée des contre-révolutionnaires endurcis, des terroristes-fascistes en fanatiques, en flagellants « hystériques » ? Que les Pritt et les Rosenmark expliquent ce mystère.

Supposons enfin que, dans tel ou tel groupe de capitulards, ait surgi, à un moment ou un autre, l'idée du terrorisme et que leurs « aveux » devant le tribunal aient contenu un vague et

lointain écho de la vérité (de prétendus complots du genre : « Que le diable emporte Staline ! »)²⁰. Mais on ajoute les trotskystes et Trotsky lui-même, qui ne cachent absolument pas leur objectif : mettre fin à l'absolutisme de la clique stalinienne. Non par les aventures de la terreur individuelle, mais par les méthodes de la lutte de classe révolutionnaire. Ne serait-il pas naturel dans ces conditions, précisément pour un juriste « objectif », de se demander si les autorités n'auraient pas promis aux malheureux capitulards un adoucissement de leur sort s'ils acceptaient d'impliquer, d'une façon ou d'une autre, Trotsky, l'ennemi n° 1 de la clique stalinienne ?

Quoi de plus naturel que cette hypothèse, même pour un individu enclin à penser que les aveux pourraient contenir un gramme de vérité ? Mais non, voyez-vous, nos juristes pensent qu'il n'est pas possible que les accusés aient pu espérer bénéficier de quelque clémence. Ils ont eux-mêmes « exigé » la mort. Ils ont « librement » renoncé à avoir des défenseurs. Quelle honteuse et lamentable hypocrisie !

Ces malheureux, humiliés et brisés, ont demandé la mort pour mieux remplir leur rôle épouvantable et pour tenter ainsi de sauver leur vie. C'était prévu dans le contrat. Le gouvernement a soigneusement entretenu les illusions de ces malheureux en train de sombrer. Le correspondant à Moscou du *Daily Herald*, organe du parti auquel appartient le désintéressé M. Pritt^{21 22} écrivait, après l'exécution : « On raconte couramment qu'un décret spécial, publié cinq jours auparavant seulement, qui leur (les accusés) donnait le droit de faire appel, avait été adopté afin de les gracier. »

J'ignore de quel décret il s'agit. Il est possible qu'il n'y ait eu que des rumeurs concernant un tel décret. Staline, en tout cas, a tout fait pour tromper les accusés.

Je suis obligé d'interrompre ce manuscrit en cours de rédaction. Je demande que ces remarques fragmentaires soient publiées en évitant les répétitions

Je donnerai aux accusateurs et à leurs laquais (de la Ligue des Droits de l'Homme et autres institutions) une réponse défi-

20. Il semble bien que, dans le cas de nombreux « capitulards » à nouveau arrêtés et condamnés, le « complot » n'avait pas dépassé le stade de la violence verbale en petit comité — et après boire.

21. L'avocat britannique D.N. Pritt (cf. n. 41, p. 49) qui avait cautionné les procès de son autorité de « juriste », était membre du Labour Party et député aux Communes.

22. La rédaction de ce texte fut interrompue par l'arrivée du ministre Trygve Lie annonçant la décision de son gouvernement d'embarrer les proscrits le lendemain.

nitive au Mexique, si j'y arrive²¹ A l'instant, le ministre de la justice vient de m'informer que nous devons embarquer *demain* pour le Mexique. Le voyage dure vingt jours. J'avais demandé un délai d'une semaine pour pouvoir rencontrer des amis, prendre des mesures de sécurité et en particulier pour nous faire accompagner par quelques camarades.

Le ministre de la justice était venu me voir dimanche 13. Il m'avait promis de me donner une réponse et en tout cas que le camarade H[eld] et sa femme pourraient nous accompagner. J'ai demandé à rencontrer avant H. Meyer et Knudsen. Il m'a promis une réponse pour lundi. Au lieu de cette réponse est arrivée aujourd'hui la décision du gouvernement : nous allons être expédiés demain sur un bateau spécial, sur lequel nous disposerons de deux hamacs.

J'ai dit au ministre de la justice : « Vous pouvez évidemment nous atteindre physiquement, mais, moralement, vous serez brisés, de même que la social-démocratie s'est brisée sur Liebknecht et Rosa Luxemburg²¹. D'ici trois à cinq ans, si les ouvriers vous laissent continuer votre politique, tous vos ministres seront en exil » •. Je suis parti sans lui serrer la main. Natalia Ivanovna est en train de faire nos bagages. Pour la n-ième fois !

Je ne sais si cette lettre vous parviendra. A tout hasard, je jette cette bouteille à la mer.

Chaleureuses amitiés à tous les amis.

23. Trotsky n'avait toujours pas obtenu les garanties de sécurité qu'il revendiquait depuis plusieurs jours en vue de ce voyage.

24. ROSA LUXEMBURG (1870-1919) militante social-démocrate en Pologne, Suisse, Allemagne, avait participé à la révolution de 1905 et représentait l'aile gauche de la social-démocratie. Avec Karl Liebknecht (cf. n. 9, p. 81), elle avait constitué en 1914 le noyau internationaliste allemand qui allait devenir la Ligue Spartakus. Après avoir passé une partie de la guerre en prison, les deux militants venaient de fonder le K.P.D. quand ils furent assassinés en janvier 1919 par les Corps-Francis placés sous l'autorité du ministre social-démocrate Noske.

25. Par exception à la règle que nous nous sommes fixée, et comme il ne sera plus guère question de la Norvège dans les *Œuvres*, indiquons que Trotsky avait été bon prophète. En 1940 en effet, Trygve Lie et ses collègues ministres abandonnèrent précipitamment la Norvège pour prendre le chemin de l'exil, laissant le pouvoir sous l'occupation allemande à ceux qu'ils avaient employés comme geôliers de Trotsky, les Konstad, Jonas Lie et autres partisans de Quisling. Notons aussi que M. Trygve Lie est passé à la postérité en tant que secrétaire général de l'O.N.U. après-guerre, sans doute parce qu'il avait montré sa capacité d'appréhender les problèmes politiques sous un angle « international » ?

[LE POINT DE LA SITUATION] *

(18 décembre 1936)

Cher Ami,

Le fait que vous ayez enfin trouvé le télégramme à Herriot et la dépêche du Quai d'Orsay au consul de Berlin^{1 2} est magnifique. Nous nous en réjouissons beaucoup. C'est un coup formidable ! J'attendrai avec impatience le Bulletin du Comité³ avec les fac-similés de ces télégrammes^{4 5}.

Natalia s'est souvint (*sic*) comment Léon nous avait écrit et puis raconté sur son (*sic*) < rencontre » avec Piat[akov] « Unter den Linden »⁵. Léon confirme totalement le récit. Ce fait est assez important. On ne peut pas démontrer un fait négatif (il n'y avait pas de rencontre avec Piat[akov]). Mais ici il s'agit d'un fait positif : il y avait une « rencontre », où Piat[akov] détourne le nez et Léon lui jette à mi-voix quelque chose comme « canaille ». Natalie et Léon racontent le même fait sans avoir pu s'entendre. Or le petit fait « positif » sert à

1. Lettre en français à Gérard Rosenthal, archives Rosenthal, *Avocat de Trotsky*, pp. 181-182. Gérard Rosenthal, qui était parti pour Sundby et n'y trouva pas Trotsky, n'eut cette lettre qu'à son retour en France.

2. Gérard Rosenthal avait réussi à obtenir du ministère français des affaires étrangères, au Quai d'Orsay, des copies des deux documents que Trotsky réclamait depuis des semaines : le télégramme de N. Sedova à Herriot, en date du 1^{er} décembre 1932, lui demandant d'intervenir pour le visa de Sedov, et le télégramme du ministère au consul français de Berlin, en date du 3 décembre, l'autorisant à accorder le visa pour la France à Sedov qui voulait y rencontrer ses parents. Le ministère des affaires étrangères avait fourni les copies, mais, curieusement, il refusa obstinément de les certifier.

3. Il s'agit du bulletin du « Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution ».

4. Les télégrammes furent reproduits dans le *Bulletin*.

5. Sur cette entrevue, cf. pp. 275-276. Unter den Linden est le nom d'une célèbre avenue berlinoise.

démontrer le grand fait « négatif » : il n'y avait pas d'entrevue, elle n'était même pas possible !

Punternvold a écrit à Basch avec un grand retard une lettre assez anodine. Je crois qu'il faut stigmatiser ce monsieur (Basch) et non le solliciter. Je répondrai à Rosenmark comme il le mérite, du Mexique. Non, je ne veux pas chercher la bienveillance de Basch.

Il paraît qu'on veut nous faire partir demain. Je m'abstiens des commentaires sur les conditions de ce départ. En tout cas, je vous fais d'avance, comme à mon avocat, la communication suivante : s'il nous arrive, à Natalie et moi, quelque mauvais tour en route ou ailleurs, c'est Léon Sedov, mon fils, qui devrait disposer de tous mes « biens », c'est-à-dire des paiements des différents éditeurs.

Je vous remercie bien pour votre amitié agissante. Nous vous embrassons tous les deux chaleureusement. Nos saluts les plus cordiaux à tous les amis.

Qu'on envoie *immédiatement* au Mexique tous les matériaux et lettres.

Salut et fraternité !

[PRÉPARATIFS D'UN VOYAGE INCERTAIN] ¹

(18 décembre 1936)

Cher Léon.

On se prépare pour le voyage, d'ailleurs sans certitude qu'il devienne vraiment possible. On verra.

Maman s'occupe de nos livres. Nous essayons de retrouver et de renvoyer tous les livres empruntés ^a. Hier, on a envoyé un paquet à *Pfemfert*. Nous avons pas mal de livres de *Burian*. Pas possible de les envoyer par la poste : on trouvera un expédient moins coûteux. Il y a quelques livres anglais d'Amédée Dunois (je vois par *Le Populaire* qu'il est revenu de son voyage en Amérique). Nous lui rendrons les livres sitôt que nous aurons fini (de) fouiller toute la « bibliothèque » (bien mince d'ailleurs). Je ne connais pas l'adresse de Dunois, mais je pourrais bien me servir de celle de la petite Yvonne (nos meilleurs saluts pour elle) : elle est bien plus exacte pour les commissions que toi, mon cher ami.

Ici je touche directement la question de l'édition anglaise de mon livre. Je t'ai écrit de ne pas laisser à Grasset plus que 10 % comme commission. Après avoir réfléchi, je vois que cette restriction n'est pas sérieuse (Il est tellement important que le livre paraisse chez un *bon* et *solide* éditeur que je suis prêt de céder à l'avocat *tous mes honoraires plus les dommages-intérêts*). Il serait absolument mesquin de tergiverser sur les pourcentages quand il s'agit de *sauver* le livre lui-même. Ta dernière lettre est aussi vague sur ce sujet que toutes les précédentes ³. « La lutte avec l'éditeur », etc. — tout cela n'est que des ^{1 2}

3

1. Lettre à L. Sedov (10188), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Trotskv avait déjà écrit en ce sens à Yvonne Carillon la veille.

3. Les reproches s'accroissent.

phrases. J'exige catégoriquement que la chose passe dans des mains *expérimentées* et *intéressées* (pas des « amis » vagues, non, non, non !). Je ne veux plus du dilettantisme dans cette affaire, qui dépasse de beaucoup toutes les considérations secondaires, surtout matérielles. *J'attendrai à cette lettre une réponse absolument nette, avec des noms, des dates, des copies des contrats avec l'avocat*, etc. La première chose, c'est de faire paraître le livre *si tôt que possible* chez un bon éditeur.

J'ai reçu le petit mot de Van avec les coupures. Merci bien. Qu'est-ce qu'il fait ? Je vois qu'il reste toujours « gérant ». Ce n'est pas un métier solide, comme il paraît.

J'attends avec impatience le Bulletin du « Comité pour l'enquête sur le procès ». On oublie souvent de m'envoyer des choses importantes. Ainsi, je n'ai pas *Les Humbles* *.

As-tu reçu ma lettre n° 5 avec l'énumération des fautes du premier tirage ?

■Le fait qu'on ait enfin reçu le télégramme de maman à Herriot et l'ordre télégraphique de celui-ci à Berlin concernant ton visa pour la France *après* notre séjour à Copenhague est une victoire magnifique ! Nous nous en réjouissons énormément.

Mes meilleurs saluts.

Ton papa.

4. Cette revue, que dirigeait Maurice Wullens, venait de consacrer au procès un numéro spécial.

[DERNIÈRES DISPOSITIONS] ¹

(18 décembre 1936)

Mon cher Léon,

Il paraît qu'on fera bientôt une édition suédoise de l'auto-biographie ¹ ². Les honoraires sont misérables. En tout cas, j'ai donné ton adresse pour le paiement de l'avance (à peu près 300 couronnes) et les paiements ultérieurs (s'il y en a).

Je te renvoie Céline (après la lecture)³. C'est grossier et monotone. Néanmoins, c'est un garçon pas banal.

J'ai reçu un roman, *Eloi*, de l'auteur, Bernard Malan (Editions de Paris), avec une lettre assez cordiale, tout à fait en dehors de la politique (il veut me gagner pour sa < théorie du bonheur >)⁴ ⁵ ⁶. Tu peux le remercier chaleureusement en mon nom (je suis bien pressé à cause du voyage) ; tu peux lui envoyer aussi peut-être ton petit livre⁵. Son roman est bien écrit et je l'ai lu avec plaisir sans me sentir gagner par sa théorie (tu peux le lui dire en passant).

As-tu remercié Poulaille pour les quatre livres qui me sont bien précieux : je vois Poulaille au travers du syndicalisme et le syndicalisme au travers de Poulaille ; j'adhère à l'écrivain Poulaille sans adhérer au syndicalisme (tu peux si tu veux lui répéter cette plaisanterie amicale) *.

1. Lettre à L. Sedov (10188), avec la permission de la Houghton Library. Original en français.

2. Il s'agit de *Ma Vie*.

3. Louis Destouches, dit Louis-Ferdinand CELINE (1894-1961), médecin, avait connu la notoriété avec son roman *Voyage au bout de la nuit*, en 1932. Trotsky l'avait lu à Prinkipo et avait écrit à son sujet l'article « Céline et Poincaré » (*Littérature et Révolution*, pp. 332-342). Il le concluait ainsi : « Céline n'écrit plus d'autre livre où éclatent une telle aversion du mensonge et une telle méfiance de la vérité. Cette dissonance doit se résoudre. Ou l'artiste s'accommodera des ténèbres, ou il verra l'aurore. » Le livre qu'il renvoyait à Sedov était sans doute *Mort à crédit*, paru en 1936.

4. Bernard MALAN, écrivain prolifique n'a guère laissé de traces.

5. *Livre rouge sur les procès de Moscou*.

6. Henry Poulaille, qui participait à l'action de défense de Trotsky, lui avait offert ses propres livres, que Trotsky appréciait.

Tu dois mener l'affaire avec l'éditeur anglais avec la dernière énergie et détermination, en sacrifiant l'argent à l'avocat ou en arrangeant l'affaire à l'amiable (on refuse par exemple-dommages et intérêts si l'éditeur reconnaît le traité comme nul et non avenu, et on fait immédiatement paraître le livre chez un éditeur solide et énergique). *Toutes les considérations doivent être subordonnées à la parution immédiate du livre.*

... Il paraît qu'on va nous faire partir demain pour le Mexique. Ce serait alors ma dernière lettre de l'Europe. S'il nous arrive quelque chose en route ou ailleurs, toi et Serge, vous serez mes héritiers. *Cette lettre devra avoir valeur testamentaire.* Il s'agit, comme tu le sais bien, des paiements futurs pour mes livres dans les différents pays : à part cela, je n'ai rien. Si tu rencontres Serge⁷, tu lui diras tout : on ne l'oubliait et on ne l'oublie pour un seul instant ; son livre sur le moteur est toujours sur la table de Maman, qui vous aime bien tous les deux. Maintenant, elle fait de nouveau ses paquets. Ce n'est pas la première fois, mon petit. La différence est seulement qu'on n'est pas devenus plus jeunes. N'importe ! Au fond, on est restés les mêmes tous les deux.

Tu embrasseras Seva pour nous deux. On voudrait recevoir au Mexique sa photo.

Courage et bonne santé ! Je t'embrasse chaleureusement. Je ne crois pas que Maman aurait la possibilité de t'écrire avant notre départ : elle est trop occupée, trop fatiguée...

P.-S. On t'envoie 300 couronnes pour le mois de décembre. Il faut nous écrire au Mexique immédiatement, à l'adresse de Diego⁸ ⁹ ou une autre, ou simplement par le ministère. Mais il faut écrire avec chaque bateau, mieux encore, chaque semaine, autrement la correspondance, à une telle distance, n'est guère possible '.

7. Serge Sedov, son dernier fils.

8. Diego Maria de la Concepcidn Juan Nepomuceno Estanislao de la Rivera Barrientos Acosta y Rodriguez, qui se faisait appeler plus simplement Diego RIVERA (1886-1957), était un des plus grands peintres mexicains du temps, qui avait vécu longtemps en Europe, notamment à Paris, et séjourné en U.R.S.S. Membre du P.C., il s'en était éloigné à la fin des années vingt sous l'influence, semble-t-il, de l'opposition de droite américaine. Mais, en 1936, il s'était rapproché du mouvement trotskyste et avait adhéré au début de l'année à la section mexicaine qu'animait le jeune enseignant Octavio Fernández. Il avait appuyé la demande de visa auprès du président Cárdenas et avait proposé de loger Trotsky dans la maison « bleue ».

9. Trotsky exprime là une crainte qui allait devenir une hantise au cours des semaines suivantes. Mais force est de constater que les liaisons postales entre México et l'Europe étaient infiniment plus rapides et plus sûres en 1936-1940 qu'elles ne le sont aujourd'hui, plus de quarante ans après.

ANNEXES

PRINCIPAUX OUVRAGES CITÉS OU CONSULTÉS

- ABOSCH Heinz. — *Trotsky-Chronik. Daten zu Leben und Werk.* — (Zusammengestellt von), Munich, Cari Hanser Verlag, 1973. — 156 p.
- ALEXANDER Robert. — *Trotskyism in Latin America.* — Hoover Institution Publications, Stanford University, 1973. — 304 p.
- ALLES Wolfgang. — *Zur Politik und Geschichte der deutschen Trozskisten ab 1930.* — Université de Mannheim, 1978. — 296 p.
- BROCKWAY Archibald Fenner. — *Inside the Left. Thirty years of platform, press, prison and Parliament.* — London, Allen and Unwin, 1942. — 352 p.
- BROUE Pierre. — *Les Procès de Moscou.* — Paris, « archives » Julliard, '1962. — 302 p.
- CANNON James Patrick. — *History of American Trotskyism. Reports of a participant.* — New York, Pioneer Publishers, 1944. — 268 p.
- CILIGA Anton. — *Au pays du Mensonge déconcertant.* — 10/18, rééd. 1977. — 252 p.
- CORVISIERI Silverio. — *Trotsky e il comunismo italiano.* — Roma, Samona e Savelli, 1969. — 360 p.
- CRAIPEAU Yvan. — *Le mouvement trotskyste en France.* — Paris, Syros, 1972. — 288 p.
- DEUTSCHER Isaac. — *Trotsky. T. 3. Le prophète hors la loi (L'exil).* Paris, Julliard, 1965. — 704 p.
- DOWSE Robert. — *Left in the Centre. The Independent Labour Party (1893-1940).* — London, Longmans, 1966. — 232 p.
- DRECHSLER Hanno. — *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.D.). Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik.* — Meisenheim am Glan, A. Hain, 1965. — 406 p.
- DREYFUS Michel. — *Bureau de Londres ou IV* Internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940).* — Thèse 3^e cycle, Université de Nanterre, Paris X, 1978. — VII-418 p.

- FATHEREE Ben H. — *Trotskyism in Spain (1931-1937)*, Thèse (Ph. D.). Ann Arbor. — 258 p.
- GUERIN Daniel. — *Front populaire, révolution manquée. Témoignage militant.* — Paris, Maspero, 1970. — 316 p.
- HEIJENOORT Jean van. — *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Léon Trotsky.* — Paris, Maurice Nadeau, Les Lettres Nouvelles, 1978. — 240 p.
- JOUBERT Jean-Paul. — *Révolutionnaires de la S.F.I.O. Marceau Pivert et le pivertisme.* — Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1977. — 296 p.
- KASTRITIS Kostas. — *Istoria tou Mpolebikismou trotskysmou stèn Ellada.* — Ekdoseis « Ergatikès Protoporeias », s.l.n.d. — 160 p.
- KAWECKA Krystyna. — *Niezależna socjalistyczna partia pràcy (1921-1937).* — Warszawa, Ksiaskha i Wiedza, 1969. — 356 p.
- KELLER Fritz. — *Gegen den Strom. Fraktionskämpfe in der K.P.Ö. Troztkisten und andere Gruppen 1919-1945.* — Wien, Europa Verlag, 1978.
- MENDL (Stockfish) Herschl. — *Zichrones fun a yidischen revoluisjoner.* — Tel Aviv, 1959.
- MYERS Constance Ashton. — *The Prophet's Army. Trotskyists in America.* — Westport (Conn.) Greenwood Press, 1977. — 282 p.
- PERTHUS Max (P.P. van't HART). — *Henk Sneevliet, Revolutionair-socialist in Europa en Azië.* — Nimègue, Sun, 1976. — 512 p.
- RABAUT Jean. — *Tout est possible! Les gauchistes français (1929-1944).* — Paris, Dcnoël-Gonthier, 1974. — 416 p.
- RETZLAW Karl. — *Spartakus, Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters.* — Frankfurt/Main, Verlag, Neue Kritik, 1971. — 500 p.
- ROSENTHAL Gérard. — *Avocat de Trotsky.* — Paris, Laffont, 1976. — 350 p.
- SERGE Victor. — *Vie et mort de Léon Trotsky.* — Paris, Maspero, 1973, t II — 150 p.
- SERGE Victor et TROTSKY Léon. — *La lutte contre le stalinisme, textes 1936-1939 présentés par Michel Dreyfus.* — Paris, François Maspero, 1977. — 272 p.
- SERGE Victor. — *Mémoires d'un Révolutionnaire. 1901-1941.* — Paris, Seuil, 1978.
- SINCLAIR Louis. — *Leon Trotsky : a bibliography.* — Stanford, Hoover Institution Press, 1972. — 1092 p.
- SINCLAIR Louis. — *Leon Trotsky : a bibliography.* — Abridged, amended and supplemented by L.S. — L'auteur, 1978. — 724 p.
- STINAS A. — *Anamnis. [Soixante ans sous le drapeau de la révolution socialiste].* 2 vol. 1977-1978. — 256 p., 268 p.
- THALMANN Clara & Paul. — *Révolution für die Freiheit. Stationen eines politischen Kampfes. Moskau/Madrid/Paris.* — Hamburg, Association Verlag, 2^e éd. 1977. — 398 p. (Traduction française à paraître à La Pensée sauvage.)
- TICHELMAN Fritjof. — *Henk Sneevliet, 1888-1942, een politieke biografie.* — Amsterdam, Van Gennep, 1974. — 136 p.

- TJADEN Karl-Hermann. — *Struktur und Funktion der « K.P.D.-Opposition » (K.P.O.). Eine organisationssoziologische Untersuchung zur « Rechts » - Opposition im Deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik.* — Meisenheim an Glan, Anton Hain, 1964. — 692 p.
- TROTSKY Léon. — *Le Mouvement communiste en France (1919-1939).* Textes présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1967. — 724 p. (Arguments, 31.)
- TROTSKY Léon. — *The Crisis of the French Section (1935-1936).* Edité par N. Allen et G. Breitman, New York, Pathfinder, 1977. — 286 p.
- TROTSKY Léon. — *Œuvres 1, mars-juillet 1933. — Œuvres 2, juillet-octobre 1933. — Œuvres 3, novembre 1933-avril 1934. — Œuvres 4, avril-décembre 1934. — Œuvres 5, janvier-juin 1935. — Œuvres 6, juillet-septembre 1935. — Œuvres 7, octobre-décembre 1935. — Œuvres 8, janvier-février 1936. — Œuvres 9, mars-mai 1936. — Œuvres 10, juin-août 1936.* Sous la direction de P. BROUE. — Paris, E.D.I., 1978, 1979, 1980, 1981, 312 p., 320 p., 358 p., 368 p., 392 p., 300 p., 280 p., 240 p., 312 p., 344 p.
- TROTSKY Léon. — *La Révolution espagnole 1930-1940.* Textes recueillis, présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit (Arguments), 1975. — 791 p.
- TROTSKY Léon. — *Writings.* — Edités par George Breitman et autres. — New York, Pathfinder Press, 12 volumes. — Vol. 1935-1936, 1977. — 574 p.
- USTVEDT Yngvar. — *Verdensrevolusjonen pa H/nefoss. En beretning om Léo Trotskij's opphold i N orge.* — Oslo, Gyldendal Norsk Fordag, 1974. — 248 p.
- VEREKEN Georges. — *La Guépéou dans le mouvement trotskyste.* — Paris, la Pensée universelle, 1975. — 380 p.
- VOGELSANGER David. — *Der Trotskismus in der Schweiz (1930-1942).* — Université Zurich, 1979. — 190 p.
- WEBER Hermann. — *Die Wandlung des deutschen Kommunismus.* — Frankfurt/Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969. — 2 vol. I, 466 p., II, 228 p.
- ZELLER Fred. — *Trois points c'est tout.* — Paris, Laffont, 1976. — 316 p.

INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

- Action socialiste (L') (Belgique)*, 179.
Action socialiste révolutionnaire (L') (Belgique), 179, 192.
Åftenposten, 178, 226, 251.
Aktion (Die), 84, 91.
Arbeiderbladet, 32, 33, 42, 76, 93, 120, 132, 146, 185, 226, 251, 255, 256, 265, 274, 289-291, 318.
Arbeideren, 22, 151, 156, 176, 184, 192.

Batalla (La), 19-21, 23, 69, 70.
Berlingske Tidende, 214.
Biulleten Oppositsii, 53, 87-89, 92, 112, 115, 116, 152, 196, 220, 223, 275, 299-301, 331, 336.
Bolchevik, 283.
Bulletin du Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution, 346, 349.

Cahiers des Droits de (Homme), 331.
Chicago Daily News (The), 214.
Chicago Tribune, 213.
Christian Science Monitor, 213.
Claridad, 23.
Commune (La), 137, 186.

Dagbladet, 84, 87.
Daily Herald, 52, 104, 244.

Dap (The), 214.
Dien, 136.

Echo de Paris (É'), 174, 251.

Folkets Dagblad, 65, 99, 123, 129.
Fremtiden, 31.
Fritt Folk, 20, 22, 26, 151, 156, 176, 184, 192.

Humanité (L'), 20, 26, 37, 41, 55, 93, 154, 165, 175, 178, 296.
Humbles (Les), 349.

Inprekorr (Internationale Presse Korrespondenz), 96, 202.
Internai Bulletin (Marxist Group), 56.
Izvestija, 108, 109, 152, 173.

Journal (Le), 175.

Kampf (Der), 81.
Kampf und Kultur, 219, 255.
Komitee International für Recht und Wahrheit, 112.
Kommunistische Internationale, 240.

Lutte de classes (La), 48.
Lutte ouvrière (La), 56, 79, 130, 175.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, AOUT-DECEMBRE 1936

Manchester Guardian, 61, 133,
191, 235.

Masses, 160.

Matin (Le), 280.

Meztikor, 202.

Morgenbladet, 111.

Mot Dag, 47, 210.

Naché Slovo, 139.

Nation (The), 40, 75, 131, 291.

Neue Weltbühne (Die), 185.

New Militant (The), 301.

New York Times, 74.

News Chronicle, 125, 235.

Nouvelle Revue socialiste, 329.

Peuple (Le), 178, 192.

Politiken, 213.

Populaire (Le), 268, 329, 348.

Prager Tagblatt, 20, 173.

Pravda, 19, 24, 97, 108, 109,
134, 136, 140, 152, 154, 239,
339.

IV^e Internationale, - 209, 274, 331.

Que Faire?, 55, 105, 181.

Red Flag (Thé). 61, 62.

République (La), 303.

Révolution prolétarienne (La),
182.

Robitnichi Visti, 194.

Rote Fahne (Die), 96, 185, 202.

Rode October (De), 301.

Rudé Pravo, 29, 118, 202.

Rundschau (Die), 97.

*Service d'information et de
presse, S.I.P.*, 103, 112, 134,
176, 205.

Social-demokraten, 31, 99, 172.

Soir (Le), 192.

Sous la bannière du marxisme,
114.

Spartacus, 192.

Studentenbladet, 208, 209.

Tagebladet, 226.

Unité léniniste, 186.

Unser Wort, 148, 248, 301.

Vanguard, 87.

Vérité (La), 137, 182.

Vie ouvrière (La), 182.

Völkischer Beobachter, 26.

Vorwärts, 240.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

' Cet index renvoie aux noms des personnes citées, mais pas aux noms des historiens non contemporains de Trotsky ou aux personnages de romans et pièces de théâtre. Les numéros en *italique* renvoient à l'appareil critique, chronologie, introduction et notes, les autres aux textes de Trotsky. Les numéros suivis d'un astérisque renvoient aux pages où sont données des indications biographiques. Nous avons délibérément renoncé à renvoyer de façon systématique soit au nom soit au pseudonyme, renvoyant à celui qui est le plus utilisé par Trotsky dans les textes de ce volume. Enfin nous renvoyons à des pages où la personne est clairement désignée, même quand elle n'est pas nommée (par exemple à « mon fils » pour L. Sedov, « ma femme » pour Sèdova, « le ministre de la justice » pour Trygve Lie, etc.).

- | | |
|--|--|
| <p>ACKERKNECHT, Erwin H., voir
BAUER, Eugen.
ACKERKNECHT, Erwin J., 207♦.
ADLER, Friedrich, 81 *, 87, 195.
198, 227, 316.
ADLER, Jan G., 223*, 229, 245,
259.
ADLER, Raissa, 94.
ADLER, Victor, 81.
AHL-NIELSEN, John, 213.
ALAIN (Emile CHARTIER dit),
263.
ALEXANDER, Ken, • voir JOHN-
STONE, Kenneth.
ALEXANDER I" de Yougoslavie,
205*, 237, 238, 342.
ALEXANDRE VI Borgia, 149, 308.
ALPHONSE XIII, 216*.
ALMEREYDA, Miguel, - 140.
ALVAREZ del Vayo, Julio, 154.
ANNA, voir WATZOWA, Marga-
rita.</p> | <p>ANDERSEN-NEXØ, Martin, 207 ♦.
ANDRADE RODRIGUEZ, Juan, 28,
69*, 70.
ANDRE, Edgar, 23.
ANTONOV-OVSEENKO, Vladimir
■ A., 23. 28.
ASKVIG, Cari Bernard, 40 *, 47,
258, 259, 261, 301.

BAKAIEV, Ivan P., 114*.
BARDIN, Johannès, voir BOITEL.
BARTOLOMEO, Nicola DI, voir
Fosco.
BARTHOU, Louis, 205 ♦, 238, 342.
BARRUE, 269.
BASCH, Victor, 262 ♦, 282, 286,
320, 347.
BATAILLE, Georges, 263.
BAUER Eugen, (Erwin H.
ACKERKNECHT dit), 95 *, 110,
■ 207, 208.</p> |
|--|--|

- BEETHOVEN, Ludwig van, 45 ♦.
 BERGERY, Gaston, 263.
 BERMAN-IOURINE, Konon, dit
 STAUER, Hans, 91 *, 94-96,
 99, 100, 109, 112, 113, 117,
 123, 170, 212, 223, 232,
 233, 315, 341.
 BILL, Friedrich, 196*, 202, 213,
 223, 227, 229, 245, 259.
 BIRNEY, Earle, dit ROBERTSON,
 57, 61.
 BIRSCH, 209.
 BISSENIKS, Georg, 77*, 152,
 335.
 BLASCO (Pietro TRESSO dit), 109,
 210.
 BLUM, Léon, 19, 21, 22, 72*,
 128, 291, 299, 302, 325, 331.
 BOGGILD, Oluf, 99, 100 *, 209,
 210, 223.
 BOITEL (Joannès BARDIN dit),
 19, 55, 137*.
 BONAPARTE (Napoléon I^{er}), 277.
 BORGIA, César, 150*, 308, 332.
 BOUET née DECHEZELLES, Ga-
 brielle, 263.
 BOUET, Louis, 263.
 BOUKHARINE, Nikolai I., 21, 49,
 101, 108*, 126, 140, 233.
 BRANDS, 209.
 BRAUN, voir WOLF, Erwin.
 BREDSORF, 208.
 BRENNER, Anita, 48, 209.
 BRETON, André, 21.
 BRILLIANT, Grigori I., voir So-
 KOLNIKOV.
 BROCKWAY, Archibald Fenner,
 58, 61, 228 ♦.
 BRONSTEIN, 234.
 BUBER-NEUMANN, Margarete, 246.
 BUR, Jan (Walter NETTELBECK
 dit), 29, 118.
 BUREN, 110.
 BURIAN, Vladimir, 189*, 198,
 230, 231, 249, 348.

 CAILLAUX, Joseph, 139*, 308.
 CAÏN-DJOUGACHVILI, voir STA-
 LINE.
 CARDENAS, Lazare, 23, 28, 319.
 CARILLON, Yvonne, 329 *, 348.
 CARLSSON, Petrus, 208 *, 210,
 215.
 CASTILLO, José, 157.

 CATONNE, Amédéc, voir DUNOIS.
 CELINE, Louis Ferdinand (Louis
 DESTOUCHES dit), 350 *.
 CHAMBELLANO, Maurice, 263.
 CHEN DUXIU, 29.
 CHRISTEN, Arthur, 244.
 CILIGA, Ante, 236, 331, 343.
 CLART, voir Rous, Jean.
 CLEMENCEAU, Georges, 139,
 140*.
 COLBJØRNSEN, Olé, 255 *, 256,
 289, 290.
 COLLINS, Sam, 56 *, 64.
 COOPER, Arthur, 57 ♦.
 COTY, François, 331.
 CRINDGGORD (ou LINDGOORD), 208,

 DANZIS, Mordecai, 214.
 DAUGE, Walter, 21, 176, 177*,
 192, 228.
 DAVID Fritz (David I. KRU-
 GLIANSKY, dit), 96 *, 109,
 112, 113, 118, 123, 212, 223,
 231, 232, 341.
 DEGRELLE, Léon, 176.
 DELEPNE, Maurice, 268 *, 270,
 271.
 DELUBAC, Jacqueline, 331.
 DELVIGNE, Jean, 178 *.
 DEPREUX, Edouard, 263.
 DE RUYTER, Christina Anna,
 voir DE ZEEUW, Stien.
 DESNOTS, Jacques, dit Le Ri-
 card, 76.
 DESTOUCHES Louis, voir CELI-
 NE, Louis-Ferdinand.
 DEWAR, Hugo, 61 *.
 DEWEY, John, 109, 115, 208.
 DE ZEEUW, Stien (Christina An-
 na DE RUYTER dite), 191 *.
 DIAZ, José, 154.
 DIMITROV, Georgi, 83, 120 *.
 DOMMANGET, Maurice, 257.
 DOUBLEDAY DORAN, 160-163, 183.
 DREITSER, Efim A., 113, 223.
 DREYFUS, Alfred, 74 *, 227.
 DROBNIS, Iakov N., 274 *, 275.
 DUBOIS, voir FISCHER Ruth.
 DUCLOS, Jacques, 340.
 DUMOULIN, Georges, 263.
 DUNOIS Amédée (CATONNE dit),
 329*, 348.
 DURAND, voir SEDOV, Léon.
 DZERIINSKY, Feliks E., 105 *.

- EASTMAN, Max, 145, 160 *, 161, 162, 187, 329.
 EJOV, Nikolai I., 21.
 ELUARD, Paul, 263.
 ENGELS, Friedrich, 43, 80 *, 127, 201.
 EPE, Heinz, voir HELD, Walter.
 EVDOKIMOV, Grigori E., 114 ♦.
 FALK, Erling, 110, 210*, 211, 212.
 FARAUDO, Carlos, 154.
 FARIGOULE, Louis, voir ROMAINS, Jules.
 FAUCONNET, Robert de, 21.
 FAUSSECAVE, Gaston, 186*.
 FERNANDEZ VILCHIS, Octavio, 351.
 FERRAT, André (André MOREL dit), 19, 55*, 105, 179.
 FIELD, B.J., (Max GOULD, dit), 109.
 FIELD, Esther (Esther GOULD dite), 109.
 FISCHER, Oscar, voir SCHÜSSLER, Otto.
 FISCHER, Ruth (Elfriede EISLER FRIELANDER, PLEUCHOT, dite), 29, 38.
 FORGE, 208.
 Fosco (Nicola DI BARTOLOMEO dit), 19, 68 *, 87.
 FOTIEVA, Lidia A., 135 ♦.
 FOUCHE, Joseph, 332*, 334.
 FOUQUIER-TINVILLE, Antoine, 334 *.
 FRANCO Y Bahamonde, Francisco, 45 ♦, 77, 78, 297.
 FRANK, Jakob, voir GRAF, Max.
 FRANK, Pierre, 109, 110, 211 *.
 FRANKEL, Jan, dit KELLER, 38, 109, 110, 112, 117*, 164, 189, 208, 209, 229.
 FREILIGRATH, Ferdinand, 201 ♦, 202, 243.
 FRIIS, Jakob, 134*.
 FRISCH, 209.
 GALTIER-BOISSIERE, Jean, 263.
 GELDEREN, Charles van, 61.
 GIDE, André, 53 ♦, 263, 280, 339.
 GINZBERG, Lilia Ia. ép. ESTRINE, 252*.
 GIONO, Jean, 263.
 GODEFROID, Fernand, 21.
 GOEBBELS, Joseph, 45 *.
 GORING, Hermann, 120.
 GORKY, (Maksim M. PECHKOV dit), 225*.
 GOTTLIEB, dit Péro, 280 *.
 GRAF, Max (Jakob FRANK, dit), 85, 94, 97, 233.
 GRASSET, Bernard, 52 *, 174, 175, 193, 256, 283, 320, 348.
 GRIOT, Alfred, voir ROSMER.
 GROMAN, Vladimir G., 124 *.
 GROVES, Reg, 61 *.
 GRYLEWICZ, Anton, dit ZEMAN, 110, 207*, 247, 250, 298.
 GUERIN, Daniel, 263.
 GUEVORKIAN, Sokrat, 169. '
 GUITRY, Sacha, 331.
 GUTTMANN, Josef, 22, 29, 105, 117, 173.
 HABSBOURG, 225.
 HANSEN, Anton, 209.
 HARBER, Denzil D., 57, 61.
 HEGEL, Georg, Wilhelm, Friedrich, 46 *.
 HEIJENOORT, Jean van, 19, 20, 38 *, 41, 55, 137, 139, 175, 190, 194, 242, 250, 279, 318, 349.
 HEUENOORT jr, « Jeannot s van, 175*
 HEIN, Pluet, 208.
 HELD, Walter (Heinz Epe, dit), 196*, 221, 251, 284, 322, 326, 343.
 HERNANDEZ TOMAS, Jésus, 154.
 HERRIOT, Edouard, 172 *, 203, 212, 218, 228, 346, 349.
 HERVEGH, Georges, 202.
 HIMMER, Nikolai N., voir Soukhanov.
 HINDELS, Josef, 110.
 HINDENBURG, Paul von, 229.
 HIPPE, Oscar, 110.
 HITLER, Adolf, 26, 45, 53, 79, 80*, 83, 118, 128, 229, 232, 239, 260, 276, 298, 300, 301, 343.
 HJORT, Johann Bemhard, 156, 292.
 HOLZ, Max, 247.

- HOLZMAN, Edouard S., 92, 114*, 116, 172, 212, 223, 237, 315, 316, 340, 341.
- IAGODA, Henrikh G., 21, 69 *, 101, 102, 212, 232, 246, 313, 314, 333, 341, 343.
- IAKOVINE, Grigori la., 29, 169.
- IAROSLAVSKY, (M. GUBELMAN, dit Emelian), 339.
- IBSEN, Henrik, 32*, 216, 217, 219, 227.
- IOUDENITCH, Nikolai I., 79.
- IZARD, Georges, 263.
- JACOB, Berthold, 229*, 246.
- JACOBS, Louis, voir WEBER, Jack.
- JACOBS, Sara, voir WEBER, Sara.
- JACQUEMOTTE, Joseph, 21.
- JAMES, Cyril, Lionel, Robert, 57, 61 ».
- JDANOV, Andrei A., 82.
- JOFFE, Maria M., 169.
- JOHNSTONE, Kenneth (dit Ken ALEXANDER), 57, 61.
- JOHRE, S.L. (Josef WEBER, dit), 29.
- JORGENSON, Jorgen, 209.
- JUNGCLAS, Georg, 110.
- JUSTO, Liborio, 23, 39.
- KAFKA, Franz, 117.
- KALANDRA, Zavi's, 22, 29, 173.
- KAMENEV, Lev. B. ROSENFELD dit, 20, 26, 36, 45, 65, 66, 77, 88, 89, 101, 102, 104*-106, 108, 116, 125, 126, 128, 136, 140-141, 157, 180, 181, 190, 309-311, 314, 333, 335.
- KATSAFA, 313.
- KAUTSKY, Karl, 302.
- KELLER, voir FRANKEL. Jan.
- KERENSKY, Aleksandr F.j 70 *, 139, 191.
- KERILLIS, Henri de, 260*, 261.
- KHROUCHCHEV, Nikita S, 341.
- KIBALTCHITCH, Victor L., voir SERGE, Victor.
- KIROV, Sergei (KOSTRIKOV dit), 26, 45 *, 66, 77, 82, 83, 88, 90, 104, 108, 123, 152, 167, 236, 264, 305, 306-309, 313, 314, 337, 341-343.
- KISSIN, Siegfried, 19, 76.
- KNUDSEN, Bognar, 26, 34.
- KNUDSEN, Franklin H., 25, 34 *, 304.
- KNUDSEN, Hjtfrdis, 26, 34, 38, 150*, 297.
- KNUDSEN, Konrad, 25, 26, 31 *, 33, 34, 36, 41, 65, 76, 99, 146, 149, 150, 156, 254, 255, 298, 315, 322-324, 336, 345.
- KOEFOED, E.A., 213.
- KOHN, Eric, 110.
- KOHT, Havldan, 283 *, 309.
- KOLLONTAI, Aleksandra M., 139 ♦.
- KOLTCHAK, Aleksandr V., 80.
- KOLTSOV, Mikhail, 154.
- KONSTAD, Leif Ragnvald, 27, 44*, 46, 47, 48, 129, 200, 291, 292, 301, 302, 345.
- KOPP, J in, 223.
- KOSSIOR, Vassili V., 169.
- KOSTRIKOV, Sergei, voir KIROV.
- KOUTIEPOV, Aleksandr P., 258 ♦.
- KROG, Helge, 47*, 49.
- KRUGLIANSKY, David, voir DAVID, Fritz.
- KRUPSKAIA, Nadejda N., 105 *, 134.
- KUNT, Alfred, 96.
- LANDAU, Kurt, 84, 96, 173, 179 *, 183, 197, 222.
- LANSBURY, George, 63 ♦.
- LARGO CABALLERO, Francisco, 21, 22, 23, 154.
- LASKI, Harold R., 198*.
- LAVAL, Pierre, 104 *.
- LEMKOW, Lasse, 213.
- LENINE, Vladimir I. OULIANOV, dit, 32, 43, 51, 64, 70, 72, 76, 101-106, 109, 112, 125, 135, 136, 139-141, 159, 180, 183, 196, 201, 237, 261, 340.
- LENOROVIC, Hyfick, 117.
- LEONETTI, Alfonso, dit Feroci, 109.
- LESOIL, Léon, 110.
- LIE, Jonas. 27, 28, 41 *, 261, 327, 345.
- LIE, Trygve Havldan, 27, 33 *, 130-133, 147, 255, 259, 289, 291, 318, 325, 327, 344, 345.

- LIEBER, Maxim, 51 *, 145.
 LIEBKNECHT, Karl, 80, 81 *, 87, 104, 345.
 LIEBKNECHT, Wilhelm, 104*.
 LITVINOV, (Maksim M. Wallach dit, 237-238 *, 300, 317, 343.
 LOMINADZE, Vissarion V., 92.
 LOUNATCHARSKY, Anatoli V., 140 *.
 LOURIE, Isabelle, 186.
 LOURIE, Moissei, dit A. EMEL, 96*, 112, 113, 174, 186, 231, 315.
 LOURIE, Nathan L., 96*, 112, 113, 174, 315.
 LOUZON, Robert, 263.
 LOVESTONE, Jay, 206.
 LUND, pseudonyme de Trotsky.
 LUTHER, Martin, 32 ♦.
 LUXEMBURG, Rosa, 82, 345 *.
 MALAN, Bernard, 350 *.
 MALVY, Louis, 139*.
 MANN, Heinrich, 201 *.
 MARGUERITTE, Victor, 263.
 MARTIN DES PALLIERES, Jeanne, 110, 116, 210*, 221-223.
 MARTINET, Marcel, 226, 263, 281 ♦.
 MARX, Karl, 32, 43, 46, 80, 104, 127, 131, 136, 201, 250, 289.
 MASLOW, Arkadi (Isaac Tchérémski dit), 29, 96.
 MATLOW, Bert, 57 *.
 MAURIN Jullia, Joaquim, 68, 69 *, 187, 194.
 MAXTON, James, 58, 61.
 MECHE, voir Meichler.
 MEDVED, Filip D., 77*, 90, 123, 335, 341.
 MEICHLER, Jean, dit Mèche, 137* ou 138*.
 MENIST, Abraham, 22.
 METAXAS, Ioannis, 19.
 MEYER, Elly, 219.
 MEYER, Håkon, 216*, 219, 253, 254, 322-324, 326-328, 345'.
 MEYER, Karin, 216, 219.
 MIAJA MENANT, José, 23.
 MILL, (Pavel Ohkun dit), 94, 97.
 MOLINIER, Raymond, 22, 55, 76\ 110, 137*, 138, 172, 175, 180, 206, 211, 293.
 MOLOTOV, (Viatcheslav M. SKRIABINE dit), 82 *, 237, 335.
 MOLLER, C.B., 242.
 MONATTE, Pierre, 180, 263.
 MONSEN, Per, 36, 65.
 MORRISON, Herbert, 63 *.
 MRATCHKOVSKY, Sergei V., 26, r 114*.
 MUGICA, Francisco J., 28.
 MULLER, Carl, 271.
 MULLER, 209.
 MUNTER, Ch., 110.
 MUSSOLINI, Benito, 79, 80 *, 128, 226.
 MUSTE, Abraham Johannes, 21, 190*, 195.
 NAPOLEON I^{er}, 80 ♦.
 NATALIA, voir SEDOVA.
 NAVILLE, Denise, née KAHN, 110, 206 ♦.
 NAVILLE, Pierre, 48, 110, 206, 279*, 280, 287, 302.
 NEERGAARD, Jorgen, 208.
 NELZ, Walter, dit OST, 240, 242, 243*, 245.
 NETTELBECK, Walter, voir BUR.
 NEUMANN, Margarete, 247.
 NEUMANN, Richard, 247.
 NEUMANN, Thomas, 34 *.
 NICOLLE, voir WOLF.
 NIKOLAIEV, Léonid, 82*, 88, 89, 90, 108, 123, 152, 168, 309, 313, 314, 342.
 NIKOLAIEVSKY, Boris N., 53, 54», 250, 252.
 NIN PEREZ, Andrés, 19, 22, 28, 68*, 69, 70, 188, 194, 229, 254.
 NOSKE, Gustav, 345.
 NOSKOV, 274.
 NYGARDSVOLD, Johann, 36 *.
 OLBERG, Valentin P., 20, 84 *, 85, 91, 96-98, 112, 113, 118, 123, 170, 172-174, 179, 180, 197, 220-222, 231, 233, 237, 315, 341.
 OSSIEZKY, Carl von, 265 *.
 OST, voir NELZ.
 OULIANOV, Aleksandr I., 54 *.

- PAPEN, Franz von, 207 *.
 PARKER, William, 213.
 PASIONARIA, (Dolorès IBARRURI, dite), 154.
 PAZ, Magdeleine, née MARX, 263.
 PAZ, Maurice, 263.
 PECHEKHONOV, 273.
 PECHKOV, voir Gorky.
 PERO, (GOTTLIEB dit), 282 *, 302.
 PETERSEN, Harold, 208.
 PETERSEN, Hogberg, 208.
 PFEMFERT, Franz, 84 *-86, 91, 97, 98, 113, 158, 173, 201-204, 243, 348.
 PHILIP, André, 263.
 PHILIP OU PHILIPP, Rudolf, 247.
 PIATAKOV, Iouri L., 275 *, 276, 281, 284, 304, 346, 347.
 PIECK, Wilhelm, 96.
 PIKEL, Richard V., 114*.
 PLEKHANOV, Georgi V., 64 *.
 PLISNIER, Charles, 192 *, 193.
 POINCARÉ, Raymond, 350.
 POLLITT, Harry, 63 *.
 POSTHUMUS, Nicolaus W., 203, 204*, 257, 259, 261, 268, 280.
 POULAILLE, Henry, 263, 279, 321, 350.
 POZNANSKY, Igor M., 169.
 PREVERT, Jacques, 263.
 PRIMO DE RIVERA, José Antonio, 80.
 PRITT, Denis Nowell, 49 *, 191, 235, 238, 239, 260, 263, 270, 308, 334, 340-344.
 PUNTERVOLD, Michael, 27, 151 *, 152, 156-158, 165, 170, 174, 176, 181, 182, 183, 185, 190, 193, 196, 201, 203, 205, 213, 215, 221, 223, 226, 230, 249, 252, 256, 257, 272, 274, 281, 283, 284, 326, 327, 350.
 QUISLINO, Vidkun, 25, 34, 130, 289, 304*, 345.
 RADEK, Karl (SOBELSOHN dit), 94, 108, 109*, 182, 304.
 RAKOVSKY, Khristian G., 238 ♦, 320.
 RAMM, Anna I. dite Alexandra L ép. PFEMFERT, 85 *, 97, 98, 159, 202, 204.
 RASMUSSEN, Tore, 208.
 REINCOLD, Isaac I., 114*, 135, 136, 330.
 REYNIER, Elie, 257.
 RIEDER, 184.
 RIVERA, Diego, 28, 29, 48, 343 *.
 RIVET, Paul, 257.
 ROLLAND, Romain, 180*, 184, 257.
 ROMAINS, Jules (Louis Farigoule dit), 158*, 184, 249, 257, 278, 312, 313, 330.
 ROSENBERG, Marcel, 20.
 ROSENDAHL JENSEN, Synnøve, 251, 325, 326.
 ROSENFELD, 311.
 ROSENMARK, Hermann, dit Raymond, 240*, 242, 262, 282, 286, 308, 331-336, 338, 341-343, 347.
 ROSENTHAL, Georges, 228 *, 229.
 ROSENTHAL, Gérard, 27, 48 * 109, 185, 197, 199, 200, 213, 215, 223, 226, 227, 229, 240, 241, 242, 262, 268, 270, 271, 272, 280, 282, 286, 346.
 ROSMER, Alfred (GRIOT dit), 32, 179, 180*, 227, 279.
 ROSMER, Marguerite, née THEVENET, 117, 179*, 183, 184, 215, 227.
 Rous, Jean, dit CLART, 19, 21, 25, 55, 68*, 87.
 RYE-HEYERDAHL, Diedrik, 297 ♦, 299.
 RYKOV, Aleksei I., 21, 49, 101 ♦, 102, 126, 140.
 SAERCHINGER, César (né en 1888), 214.
 SAFONOVA, 135.
 SALENGRO, Roger, 23.
 SANJURJO SACANELL, José, 45, 82.
 SCHARFFENBERG, Johann, 120 *, 121, 217.
 SCHEFLO, Olav, 36, 65, 79 ♦, 103, 134, 148.
 SCHEVENELS, Walter, 240 *.
 SCHLAMM, Willi, 184 *.

- SCHMIDT, Peter Johannes, 20, 190* 195.
- SCHNEEWEISS, Helmut, 110.
- SCHOFFMANN, Johann, 110.
- SCHÜSSLER, Otto, dit Oscar Fischer, 29, 109, 110, 211 ♦.
- SCHWARZ, Solomon, 191 ♦.
- SEDOV, Léon, 22, 23, 26, 27, 39, 49, 53*, 54, 92, 94-96, 100, 110, 113, 115, 116, 125, 142, 149, 151, 154, 158, 166, 171-174, 182-184, 186, 190, 191, 197, 199, 203, 207, 208, 212, 213, 215, 218, 220-222, 226, 233-235, 237, 238, 240, 242, 245, 249, 252, 254, 256, 257-261, 263, 274-276, 278, 280, 282, 308, 316, 320, 329, 333, 336, 341, 346-351.
- SEDOV, Sergei L., 29, 54, 66 ♦, 91, 180, 183, 351.
- SEDOVA, Natalia I., 21, 23, 24, 45, 53, 66, 68, 69, 71, 91, 110, 113, 115, 116, 146, 153, 155, 157, 171, 172, 174, 179, 187, 192, 193, 195, 197, 198, 203, 212, 218, 220, 224, 225, 234, 251, 261, 265, 273, 275, 276, 279, 281, 324, 328-333, 345-347, 351.
- SEIDENFELD, Barbara, dite L. TEDESCHI. ép. STRETIELSKY, voir STRETIELSKY.
- SENINE, Adolf, (Avram SOBOLEVICIUS, dit), 91 *, 94, 95, 97, 110, 118, 214, 223, 233.
- SEREBRIAKOV, Leonid P., 220 *.
- SERGE, Victor, (Victor L. KIBALTCHITCH dit), 31, 71 *, 72, 91, 118, 150, 156, 158, 242, 249, 251, 256, 262, 279, 331, 336.
- SHACHTMAN, Max, 19, 28, 55, 211 », 214, 326.
- SHAKESPEARE, William, 136, 276.
- SIMENON, Georges, J 84 *.
- SIMON et SCHUSTER, 50, 52, 53, 142, 144, 145, 160-162, 187, 216.
- SKUJENEK ou SKUJENECK, 89, 152,
- SLANSKY, Richard, 231 *, 232, 233.
- SLOMOVITZ, 96 *.
- SMILGA, Ivar T., 140 ♦.
- SMIRNOV, Ivan N., 19, 20, 26, 36, 92*, 112, 115, 116, 135, 275, 315, 336, 338.
- SNEEVLIET, Henricus, dit THOMSON, 22, 28, 110.
- SOBLE, Jack, voir Sénine.
- SOBLEN, Robert, voir Well.
- SOBOLEVICIUS, Avram, voir Sénine.
- SOBOLEVICIUS, Ruvin, voir Well.
- SOKOLNIKOV, (Grigori I. BRILLIANT dit), 124*, 125, 140.
- SONKA, (Hugo SONNENSCHNEIN dit), 117, 189 *, 229.
- SONNENSCHNEIN, Hugo, voir SONKA.
- SOUKHANOV, (Nikolai N. HIMER dit), 124 *.
- SPAAK, Paul Henri, 177, 179, 180*, 191.
- STALINE (Iossif DJOUGACHVILI dit), 21, 27, 28, 37, 38, 39, 42, 43, 45, 47, 49, 65, 66, 69, 82, 85, 88, 90, 92, 93, 102-106, 112, 126, 134-136, 140, 141, 149, 150, 152, 161, 163, 170, 196, 212, 230, 232-234, 236-239, 246, 257, 264, 265, 290, 297-299, 304, 305, 307, 309, 311-315, 331, 333, 335, 336, 338, 339, 340, 344.
- STAMPE, Chv., 213.
- STARKEY Jackson, Eric, 61.
- STAUER, Hans, voir BERMAN-IOURINE.
- STEN, Jan, 92.
- STICKLING, 268.
- STOHNEMANN, William H., 214.
- STORTEBECKER, 110.
- STRETIELSKY, Barbara (SEFDENFELD, dite Lucienne TEDESCHI), 109, 210 *.
- STROBEL, Erwin, 240.
- STÜRGKH, Karl von, 81 *, 87.
- SUND, Håkon Regnvald Olsen, 303 *.

- SVEEN, Reidar, 19, 35 *, 37, 40, 77, 284.
- TAROV, (Aryen A. DAVTIAN, dit), 323.
- TARRADELLAS. J'osep, 22.
- TCHISTOGANOFF, Anatole, 23.
- TEDESCHI, Lucienne, voir STRETIELSKY.
- TER-VAGANIAN, Agarjak V., 20, 26, 114*.
- THEVENET. Marguerite, ép. RosMER, voir ROSMER, Marguerite.
- THOLSTRUPP, Hans, 214.
- THOMSON, voir SNEEVLIET.
- THOREZ, Maurice, 19, 22, 23, 340».
- TINGAARD, Môllman, 208.
- TOMSKY, Mikhaïl P. (EFREMOV dit), 20, 49 *, 101, 102, 124-126, 140, 181.
- TORGLER, Ernst, 120 *.
- TORSLEFF, Cris, 208.
- TOUKALEVSKY, Vladimir, 20, 174, 250.
- TRANMAEL, Martin, 33 *, 36, 38, 42, 43, 255, 289, 290.
- TRESSO, dit Blasco, voir Blasco.
- VALERY, Paul, 321, 338.
- VAN, voir HEIJENOORT, Jean van.
- VEREEKEN, Georges, dit GIVE, 28, 177, 189.
- VIKELSOE Jensen A., 208.
- VIVIANI, René, 240, 332.
- VOLKOV, Platon I., 180, 234.
- VOLKOV, Vsiévolod P., (Seva), 180, 351.
- VOLKOVA, Zinaïda, 182, 234.
- VOROCHILOV, Klementi E., 92 *.
- VYCHINSKY, Andreï E., 141 *, 189, 232, 283, 308, 332, 333, 335.
- WALLACH, Maksim M., voir LITVINOV.
- WATZOWA, Margarita, dite ANNA ou X., 118*, 119, 173.
- WEBER, Jack, Louis JACOBS dit, 52*.
- WEBER, Sara, Sara JACOBS dite, 50 *, 53, 144, 145, 160, 266.
- WEINBERG, Bruno, 110.
- WELL, Roman (Ruvïn SOBOLEVICIUS ; dit), 91, 94, 95, 97, 118, 133.
- WEYDEMEYER, Joseph, 202.
- WICKS, Harry, 110.
- WIESENER, Albert, 289, 294, 298-304.
- WILLADSEN, 208.
- WILLARD, Marcel, 198.
- WOLF, Erwin, dit BRAUN, dit NICOLLE, 20, 28, 38 *, 41, 50, 76, 125, 149, 150, 189, 267, 279, 318.
- WRANGEL, Piotr N., 80, 258.
- WULLENS. Maurice, 349.
- X. , voir WATZOWA.
- ZAPOROJETS, Ivan V., 77.
- ZASLAVSKY, David I., 136*.
- ZBOROWSKI, Mordka, dit MARC dit ETIENNE, 252 *, 257, 264, 297.
- ZEMAN, voir GRYLEWICZ.
- ZINOVIEV, Grigori E., (RADOMYSKY dit), 20, 26, 36, 45, 65*, 77, 83, 88, 99, 100-102, 104, 105, 108, 123, 124, 126, 134, 136, 140, 141, 157, 180, 181, 190, 191, 194, 209, 220, 232, 307, 309-311, 314, 333, 335.
- ZOLA, Emile, 285, 295*, 321.
- ZORETTI, Ludovic, 263.

INDEX DES ORGANISATIONS, PARTIS INSTITUTIONS, etc. (*) DES INSTANCES, CONGRÈS, RÉUNIONS, etc. (**)

Action socialiste révolutionnaire, A.S.R., 179, cf. aussi Parti ouvrier belge.	Bund, cf. Union générale des travailleurs juifs de Russie, de Lituanie et de Pologne, Bund.
American Committee for the Defence of Leon Trotsky, A.C.D.L.T., cf. Comité américain de défense de Léon Trotsky.	Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire, B.I.U.S.R., (nouveau nom de l'internationale Arbeitgemeinschaft,
American Workers Party, A.W.P., of. Parti américain des travailleurs.	I.A.G., ou bureau de Londres), 228, secrétariat, 177.
Amis de l'U.R.S.S., 315.	Bureau de Londres, cf. B.I.U.S.R.
Association des juristes internationaux, 198.	Club Lénine, 60-62.
Balham Group, cf. Parti communiste britannique et Opposition de gauche, section britannique.	Colonne Lénine, cf. Parti ouvrier d'unification marxiste, milices.
Bloc ouvrier et Paysan, Bloc Obrero i Camperol, ou Bloque Obrero y Campesino (Catalogne), 69.	Comintem, cf. Internationale, troisième.
Bolcheviks-léninistes, 20, 27, 61, 169.	Comité américain de défense de Léon Trotsky, American Committee for the Defence of Leon Trotsky, A.C.D.L.T., 22, 326.
Bolshevik-Leninist Group, cf. Ligue communiste internationale, section britannique et Labour Party.	Comité (ou commission) de contact des signataires de la « Lettre ouverte », 190.
Brigades internationales, 22.	Comité pour le Droit et la Vérité, cf. Comité interna-
Brookwood Labor College, 190.	

* En gras. Pour faciliter l'utilisation de cet index, en règle générale, nous avons désigné les organisations ou partis sous la forme française de leur dénomination.

En italique et classées, le cas échéant, dans les organisations

tional pour le Droit et la Vérité.	Confederacién national del trabajo, C.N.T., cf. Confédération nationale du travail.
Comité de grève de Vorkouta, 29.	
Comité international pour le Droit et la Vérité (Prague), Komitee International für Recht und Wahrheit, déclaré le 2 ^e septembre 1936, 21, 112, 117, 190, 196, 202, 245.	Confédération nationale du travail, Confederaciôn national del trabajo, C.N.T., 22, 68-70, 90.
Comité de non-intervention, 21.	Conférence dite de « Genève », cf. IV ^e Internationale et Mouvement pour la IV ^e Internationale.
Comité parlementaire anglo-russe, 235.	Conférence ouvrière des Ukrainiens du Canada, Toronto, 1 ^{er} août 1936, 19.
Comité pour l'organisation des syndicats d'industrie, Committee for Industrial Organization, C.I.O., 23.	Conseils de la Paix, 62, cf. aussi Mouvement Amsterdam-Pleyel.
Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution, 346, 349.	Corps-francs, 345.
Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, 263.	Det Norske Arbeiderpartl, D.N.A., cf. Parti ouvrier norvégien.
Comités (Espagne), 28.	Etudiants communistes danois, 208.
Commission Dewey, 110.	Etudiants social-démocrates danois, 91, 99, 100, 208.
Commission d'enquête internationale sur les procès de Moscou, 105, 195.	Etudiants socialistes belges, 192.
Commission internationale d'investigation, 228.	Federacién anarquista ibérica, F.A.I., 70.
Committee for Industrial Organization, C.I.O., cf. Comité pour l'organisation des syndicats d'industrie.	Fédération syndicale internationale, F.S.I., 49, 176, 187, 190, 195, 198, 200, 215, 228, 241 ; commission administrative, C.A., 183, 195.
Committee for Progressive Labor Action, C.P.L.A., 190.	Fédération syndicale panrusse, 101.
Communist League of America, C.J.L.A., cf. Opposition et Ligue communiste internationale, section américaine.	Fraction bolchevique, cf. P.O.S.D.R.
Communist League, british section of I.L.O., cf. Opposition de gauche de Grande-Bretagne et Ligue communiste internationale, section britannique.	Franc-maçonnerie, 240, 334.
	Gardes-blancs, 230, 308, 335, 340.
	Gauche de Zimmerwald, cf. Mouvement de Zimmerwald.
	Gestapo, Geheime Staatspolizei (police secrète d'Etat), 20, 36, 45, 78, 96, 111, 118, 120, 136, 139, 141, 167, 173, 174, 178, 213, 231, 232, 234, 252, 260, 264, 295, 297-299, 307, 314, 316, 342, 343.

- G.P.U. ou Guépéou, Gosoudarstvennoïé politicheskoié Oupravlenié (Administration politique d'Etat), 19-21, 23, 26, 38, 39, 45, 48, 49, 51, 74, 77, 85-87, 90, 91, 94-97, 99, 101, 104, 105, 110, 112, 113, 118, 124, 125, 132, 135, 136, 139, 141, 142, 168-173, 181, 182, 186, 197, 204, 205, 214, 225, 230-233, 236-238, 246, 252, 254, 257-260, 264, 266, 268, 269, 286, 294-297, 302, 305, 307-311, 313-317, 319, 331, 332, 335-342.
- Groupe Burian, cf. Opposition de gauche, section tchécoslovaque.
- Groupe de *La Commune*, 186.
- Groupe Ferrât, cf. groupe *Que Faire?*
- Groupe Groves-Dewar, 61.
- Groupe Guttmann, 105, 117.
Cf. aussi Parti communiste tchécoslovaque.
- Groupe de Hyde Park, Hyde Park Group, 61.
- Groupe Landau, 181, 222.
- Groupe LenoroviS, 117. ,
- Groupe *Mot Dag*, 47.
- Groupe *Que Faire ?*, 55, 105, 181.
- Groupe Spartacus ou groupe Vereeken, ou L.C.I., 179.
- Groupe Spartakus, cf. Ligue Spartakus.
- Groupe de *l'Unité bolchevique*, cf. Opposition de gauche, section allemande.
- Indépendant Labour Party, I.L.P., cf. Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne).
- Industrial Workers of the World, I.W.W., cf. Travailleurs industriels du monde.
- Internationale communiste des jeunes, 210.
- Internationales :
- Deuxième Internationale, ou Internationale ouvrière 1889-1923, Internationale ouvrière socialiste après 1923, 32, 64, 81, 195, 198, 206, 228, 273, 302, 316; secrétariat (Bruxelles), 177.
- Internationale Deux et demi, cf. Union des partis socialistes pour l'action internationale, U.P.S., 81.
- Troisième Internationale ou Internationale communiste ou Comintern, 32, 33, 36-39, 65, 72, 79, 91, 96, 104, 105, 126, 134, 151, 177, 206, 228, 233, 293, 298, 302, 307, 312, 317, 329; I^{er} congrès, mars 1919, 64 ; II^e congrès, juillet-août 1920, 64, 189 ; III^e congrès, juin-juillet 1921, 64 ; IV^e congrès, nov-déc. 1922, 64 ; V^e congrès, juillet-sept. 1928, 43 ; comité exécutif, 134, 182; secrétariat, 109; petit bureau, 182; secrétariat pour l'Europe occidentale, 120.
- Quatrième Internationale, 29, 60, 63, 73, 76, 104, 167, 292, 312, 315. Cf. aussi à Mouvement pour la IV^e Internationale ; *conférence internationale, dite de « Genève »*, Paris, salle Pleyel, 29-31 juillet 1936, 38, 58, 73 ; section russe, 53, 301. Cf. aussi à Mouvement pour la IV^e Internationale.
- Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G. (Communauté internationale de travail), ou Bureau de Londres, cf. Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire. •
- Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., cf. Opposition de gauche ou Ligue communiste internationaliste, section allemande.

- Internationale syndicale, cf. Fédération syndicale inter-nationale.
- Internationale syndicale rou-ge, I.S.R., 68.
- Jeunes Gardes socialistes, J.G.S., (Belgique), 21, 179.
- Jeunesses communistes :
— américaines, 52.
— autrichiennes, 184.
— brésiliennes, 29.
— françaises, 55.
— de Léninegrad, 309.
— tchécoslovaques, 117.
- Jeunesses socialistes :
— allemandes, 81.
— espagnoles, 69.
- Jeunesses socialistes révolu-tionnaires, J.S.R., 280.
- Jeunesses socialistes unifiées, Juventudes Socialistas Unificadas, J.S.U. (Espa-gne), 23.
- Junta de Defensa de Madrid, 23.
- Komitee international für Recht und Wahrheit, cf. Comité international pour le Droit et la Vérité.
- Kommunistische Arbeiterpar-tei Deutschlands, K.A.P.D., cf. Parti ouvrier communiste d'Allemagne.
- Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D., cf. Parti communiste d'Alle-magne.
- Labour Party, cf. Parti travail-liste.
- Leninbund, 207.
- Liges de chômeurs (Etats-Unis), 190.
- Ligue communiste interna-tionale (B.L.) ou interna-tionaliste, L.C.I. (nom de l'Opposition communiste de gauche internationale, dit 21 août 1933 au 31 juil-let 1936), of. aussi à l'Op-position de gauche interna-tionale et Mouvement pour la IV^e Internationale, 240 ; secrétariat international, S.I., appelé aussi Théodore, 53, 68.
- Ligue communiste internatio-nale ou Internationaliste (B.L.), sections, cf. aussi Opposition de gauche, sec-tions, et Mouvement pour la IV^e Internationale, sec-tions.
— allemande, Internatio-nale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., co-mité des I.K.D. à l'étran-ger, Ausland-Komitee, 38, 248.
— américaine, Commu-nist League of America, C.L.A., 52, 190.
— belge, 58, 192 ; groupe b.l. du P.O.B. dans la tendance Action socia-liste révolutionnaire, 179.
— britannique, Marxist Group, 56-61.
— française, ou Ligue communiste internatio-naliste, L.C.I., 38, 58, 105 ; groupe bolchevik-léniniste de la S.F.I.O., G.B.L. (septembre 1934-mai 1936), 61 ; *devenu le 31 mai 1936*, le Parti ouvrier interna-tionaliste, P.O.I., cf. à ce nom.
— russe, 53.
- Ligue communiste interna-tionaliste, section fran-çaise de l'Opposition de gauche internationale, de la Ligue communiste internationale, et du Mou-vement pour la IV^e In-ternationale, 48, 211. Cf. aussi Opposition de gauche, L.C.I. et Mouvement pour la IV^e Internationale.
- Ligue communiste internatio-naliste, cf. Groupe. Veree-ken ou Spartacus, 192.
- Ligue française des Droits de l'Homme, 240, 263, 282, 320, 331, 333-335, 341, 344 ; comité central, 240 ; com-

- mission spéciale sur le procès de Moscou, 240, 282.
- Ligue socialiste, Socialist League, 61. Cf. aussi Parti travailliste.
- Ligue Spartacus (Allemagne), Spartakusbund, 81, 337.
- Marxist Group (G.B.), cf. I.L.P. et Ligue communiste internationale, section britannique.
- Marxistische Aktion der Schweiz, M.A.S., cf. L.C.I., section suisse, et Mouvement pour la IV^e Internationale, section suisse.
- Mencheviks, cf. aussi Parti ouvrier social-démocrate russe, 124, 189 ; liquidateurs, 64 ; défensistes, 124 ; internationalistes, 124.
- Milices antifascistes de Catalogne, comité central, 21.
- Milices ouvrières (Espagne), 178.
- Mouvement Amsterdam-Pleyel, 62 ; Comités de la Paix, 62.
- Mouvement pour la IV* Internationale (nouvelle appellation de la Ligue communiste internationale depuis le 31 juillet 1936), 28, 73, 189, 228, 392 ; *conférence de fondation*, Paris, salle Pleyel, 30-31 juillet 1936, dite aussi « *conférence de Genève* », 38, 58, 73, 179, 190, 292 ; conseil général de la conférence, 190 ; bureau, 73 ; secrétariat international, S.I., dit aussi «Théodore», 19, 28, 38, 53, 68, 177, 192, 228.
- Mouvement pour la IV* Internationale, sections, cf. aussi Opposition de gauche internationale, Ligue communiste internationale et IV^e Internationale, sections : — allemande, Internationale
- nale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., comité des I.K.D. à l'étranger, Ausland Komitee, 29.
- autrichienne, 29.
- belge, groupe b.l. du P.O.B. dans la tendance Action socialiste révolutionnaire, 21, 28, 178. Parti socialiste révolutionnaire, après la *fusion* avec le groupe Vereeken, la Ligue communiste internationaliste, 3-4 octobre 1936, 178.
- britannique, Marxist Group, 56-61.
- chilienne, Izquierda comunista, 28.
- chinoise, 29.
- française, Ligue communiste internationaliste, 105.
- mexicaine, 48.
- russe, 29, 53.
- tchécoslovaque, 29.
- Mouvement Rex, 178.
- Mouvement trotskyste, cf. IV* Internationale.
- Mouvement de Zimmerwald, gauche, 140.
- Narodny Kommissariat Vnourtrennikh Del, N.K.V.D., 21.
- Nasjonal Samling, cf. Rassemblement national.
- National Union of Clerks, Union nationale des employés, 57.
- Nuova Opposizione italiana, ' N.O.I., Nouvelle Opposition italienne, cf. Opposition de gauche internationale, section italienne.
- Opposition de gauche internationale (1930-1933), cf. aussi Ligue communiste internationale (1933-1936), Mouvement pour la IV® Internationale et Parti communiste de l'U ni on soviétique, 38, 94, 104, 110, 113 ; *conférence internationale*.

- Paris, 6 avril 1930, 117 ;
secrétariat international, S.I.,
91, 94, 137 ; bureau inter-
national, 181.
- Opposition de gauche, sec-
tions de l'Opposition in-
ternationale ou groupes
d'Opposition de gauche,
— allemande, 247 ; Unité
bolchevique, Bolschevi-
stische Einheit, 95 ; Op-
position de gauche uni-
fiée, Vereinigte Links
Opposition, V.L.O. (fusion
d'une partie de Leninbund
et de l'Opposition de
Wedding) (printemps 1930)
éditant *Die Permanente Ré-
volution*, 84, 91, 94, 95, 181,
196, 197, 207, 211, 222, 247.
— américaine, Commu-
nist League of America,
C.L.A., 109, 206, 211.
— autrichienne, 181.
— britannique, 61 ; Bal-
ham Group, 57, 61 ;
Marxist league, 61 ; Com-
muniât League, 61.
— espagnole, Izquierda
comunista de Espana, 68,
69.
— française, groupe *La
Vérité*, puis Ligue commu-
niste, 137, 181, 279.
— italienne, Nuova Op-
posizione Italiana, N.O.I.,
69.
— suisse, Marxistische
Aktion der Schweiz, 242.
— tchécoslovaque, grou-
pe b.l. de Bmo (Burian),
189.
- Organisation des Nations
Unies, O.N.U., 337.
- Oustachis (Croatie), 238.
- Parti américain des travail-
leurs, American Workers
Party, A.W.P., ou groupe
Muste, 190.
- Parti bolchevique, cf. aussi
P.O.S.D.R., P.C. russe et
P.C.U.S., 70, 71, 79, 109,
114, 126, 140, 191, 210, 220,
305 ; comité central, 140 ;
bureau politique, 102.
- Parti communiste d'Allema-
gne, Kommunistische
Partei Deutschlands,
K.P.D., 23, 74, 91, 96, 113,
120, 189, 207, 222, 247, 345 ;
comité central, 96 ; dépar-
tement d'agit-prop, 96 ; frac-
tion de Reichstag, 120 ; op-
position de gauche, 207.
- Parti communiste d'Améri-
que, Communist Party of
America, C.P.A., 52, 206.
- Parti communiste d'Argen-
tine, 209.
- Parti communiste d'Autriche,
Kommunistische Partei
Österreichs, K.P.Ö., 94,
184 ; opposition de droi-
te, 184 ; opposition de
gauche, 189.
- Parti communiste de Belgi-
que, P.C.B., 191.
- Parti communiste du Brésil,
29.
- Parti communiste de Bulga-
rie, Balgarska Kommu-
nistическа Parti ja, 120.
- Parti communiste du Dane-
mark, 207.
- Parti communiste d'Espagne,
Partido Comunista de
Espana, P.C.E., 23, 69,
154 ; comité central, 154 ;
fédération catalano-baléare,
69.
- Parti communiste, section
française de l'I.C., P.C.,
S.F.I.C., 55, 62, 105, 178,
182, 186, 263, 279, 315, 329 ;
congrès de Villeurbanne, 55 ;
groupe *Que Faire?*, 105.
- Parti communiste de Grande-
Bretagne, Communist
Party of Great-Brttain,
56, 57, 62-64 ; Opposition,
61 ; Balham Group, 61 ;
Hyde Park Group, 61.
- Parti communiste italien,
Partito Comunista Italia-
no, P.C.I., 69 ; fraction
bordiguiste, 69.

- Parti communiste internationaliste, P.C.I. (7 mars 1936) (ancien groupe de *La Commune*), 186 ; comité central, 186.
- Parti communiste mexicain, 343.
- Parti communiste de Norvège, 37, 79, 151, 157, 185, 193, 333.
- Parti communiste de Tchécoslovaquie, 22, 29, 117, 189, 202, 231 ; exécutif, 189 ; bureau politique, 29 ; groupe Lenorovfë, 117 ; groupe communiste de langue allemande, 189 ; fraction de gauche (Guttmann), 105, 117.
- Parti communiste de l'Union soviétique, P.C.U.S., ou parti communiste russe, Rossijskaja Kommunističeskaja partija (b) R.K.P., de 1918 à 1925, Vsérossijskaja Kommunističeskaja partija, V.K.P., après 1925, cf. aussi à Parti bolchevique, 82, 88, 231, 310; XII^e congrès, avril 1923, 135 ; XIV^e congrès, décembre 1925, 88 ; XV^e congrès, décembre 1927, 220 ; XVII^e congrès, octobre 1961, 305 ; Présidium du comité exécutif central, 112 ; comité central, 39, 43, 82, 105, 140, 220, 275 ; bureau politique, 43, 65, 101, 108, 140 ; Commission centrale de contrôle, 114 ; troïka, 65 ; communistes de gauche 108 ; Opposition de gauche, 26, 36, 53, 68, 71, 92, 96, 109, 114, 189, 220 ; commission internationale, 68 ; nouvelle Opposition, 36, 65, 88, 114, 124 ; opposition de Leningrad, 88 ; ou zlnoviévistes, 314, 341 ; Opposition de gauche unifiée, 43, 65, 85, 88-90, 97 97 104 106 114 116
- 124, 141, 230, 233, 239, 275, 310, 311, 313, 314 ; opposition trotskyste ou b.l. ou léniniste, 29, 53, 88, 114, 335, 341, 342 ; opposition de droite, 10, 108.
- Parti national-socialiste allemand des travailleurs (parti nazi), Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, N.S.D.A.P., > 74, 80, 83.
- Parti nazi norvégien, cf. Rassemblement national.
- Parti ouvrier belge, P.O.B., 178, 179, 180, 192 ; tendance Action socialiste, 180 ; tendance Action socialiste révolutionnaire, 179.
- Parti ouvrier communiste d'Allemagne, Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands, K.A.P.D., 84.
- Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne), In dépendent Labour Party, I.L.P., 56-61, 228 ; *conférence de Pâques à Keighton*, 1936, 58, 61 ; Marxist Group, 56-61.
- Parti ouvrier internationaliste, P.O.I., section française de la L.C.I. (1^{er} juillet 1936), 19, 22, 48, 55, 68, 137, 256, 279, 280 ; comité central, 137 ; bureau politique, 137.
- Parti ouvrier norvégien, Det Norske Arbeiderparti, D.N.A., 22, 32, 33, 36, 39, 78, 79, 134, 148, 151, 201, 210, 216, 255, 289, 291 ; comité central, 216.
- Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche, Sozialdemokratische Arbeiter Partei Österreichs, S.D.A.P.Ö., 83.
- Parti ouvrier social-démocrate de Russie, P.O.S.D.R., Rossijskaja social-demo-

- kraticeskaja Rabocaja
Partija, cf. aussi à Parti
bolchevique, 220 ; *Confé-
rence de Prague, 1912*, 64 ;
fraction bolchevique, 64,
140 ; mencheviks « liqui-
dateurs », 64, 140 ; men-
cheviks du parti, 64 ;
mencheviks interna-
tionalistes, 140.
- Parti ouvrier socialiste révo-
lutionnaire (Pays-Bas), Ré-
volutionnaire Socialistische
Arbeiders Partij, R.S.A.P.,
section hollandaise de la
L.C.I., 20, 22, 23, 28, 190.
- Parti ouvrier d'unification
marxiste, Partido Obrero
de Unificaciôn marxista,
P.O.U.M. (Espagne), 19-24,
28, 68-71, 188, 194 ; milices,
colonne Lénine, 20 ; co-
mité exécutif, 21.
- Parti radical et radical-socia-
liste, extrême gauche, 140.
- Parti social-démocrate d'Al-
lemagne, Sozialdemokra-
tische Partei Deutschlands,
S.P.D., 81, 337 ;
gauche, 109, 343.
- Parti social-démocrate indé-
pendant d'Allemagne, Unabhângige Sozialde-
mokratische Partei
Deutschlands, U.S.P.D.,
207, 247.
- Parti social-démocrate de
Hollande, Sociaal-demo-
cratische Partij, S.D.P.,
gauche, 190.
- Parti social-démocrate norvé-
gien, 31, 151.
- Parti social-démocrate de
Pologne et Lituanie, Socialdemokra&tija Kros-
letswa Polskiego i Litwy,
S.D.K.P.L., 105, gauche,
109.
- Parti social-démocrate suisse,
246, 247.
- Parti social-démocrate Tché-
coslovaque de Bohême,
Ceskoslovanska socialne
- Demokratickâ strane
Delnickâ, 189 ; opposition
de gauche, 189.
- Parti socialiste d'Amérique,
Socialist Party of Ame-
rica, 52, aile révolution-
naire, 31, 160.
- Parti socialiste chilien, 28.
- Parti socialiste danois, cf.
Union socialiste démocrati-
que du Danemark.
- Parti socialiste, section fran-
çaise de l'internationale
ouvrière, S.F.I.O., 61, 72,
95, 262, 321 ; noyau inter-
nationaliste pendant la
guerre, 182 ; groupe
G.B.L., cf. L.C.I., section
française.
- Parti socialiste indépendant
(Pays-Bas), Onafhankelijk
socialistische partij,
O. S.P., 189.
- Parti socialiste ouvrier d'Al-
lemagne, Sozialistische
Arbeiterpartei, S.A.P., 33,
95, 207.
- Parti socialiste ouvrier espa-
gnol, Partido Socialista
Obrero espanol, P.S.O.E.,
23, 154.
- Parti socialiste révolution-
naire (Belgique), section
belge du Mouvement
pour la IV* Internatio-
nale, 178, 179.
- Parti socialiste révolution-
naire (Pays-Bas), Revolu-
tionair Socialistische
Partij, R.S.P., 22, 189.
- Parti socialiste révolution-
naire russe, Partija so-
cialistov revoljucionerov
Rossii, S.R., 70, 313.
- Parti socialiste unifié de Ca-
talogne, Partido socialista
Unificado de Cataluna,
P. S.U.C., 24.
- Parti des travailleurs des
Etats-Unis, Workers Par-
ty of United-States,
W.P.U.S., section améri-
caine de la L.C.I., et du

- Mouvement pour la IV^e Internationale, 21, 52, 189, 326.
- Parti travailliste. Labour Party, 49, 56-64, 344 ; groupe parlementaire, 63 ; aile pacifiste, 63 ; Bolshevik-leninist Group, cf. L.C.I., section britannique, 61 ; Marxist League, 61 ; Socialist League, 61.
- Partido Obrero de Unificación Marxista, P.O.U.M., cf. Parti ouvrier d'unification marxiste.
- Phalanges espagnoles, 80, 154.
- Rassemblement national, Nasjonal Samling (Parti nazi norvégien), 19, 26, 34, 37, 47, 71, 75, 157, 170, 185, 193, 252, 265, 289, 292, 297, 298, 304, 307, 332.
- Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij, R.S.A.P., cf. Parti ouvrier socialiste révolutionnaire.
- Revolutionair Socialistische Partij, R.S.P., cf. Parti socialiste ■ révolutionnaire (Pays-Bas).
- Secrétariat international, ou S.I., cf. Opposition de gauche ou Ligue communiste internationaliste ou Mouvement pour la 1V^e Internationale.
- Socialist League, cf. Ligue socialiste et Parti travailliste.
- Socialist Party, cf. Parti socialiste américain.
- S.S. germaniques de Norvège (Schutzstaffeln), 47.
- Socialistes révolutionnaires, cf. Parti socialiste-révolutionnaire.
- Société des Nations, S.D.N., 127, 205, 238, 304, 307.
- Société des Vieux-bolcheviks, 77, 311.
- Soviets, 131 ; congrès du ■ l'12/36, 23 ; comité exécutif, V.Ts. K., 196.
- Soviets de Petrograd, 65, 114.
- Sozialdemokratische Partei Deutschlands, S.P.D., cf. Parti social-démocrate d'Allemagne.
- Sozialistische Arbeiterpartei, S.A.P., cf. Parti socialiste ouvrier.
- Spartakusbund, cf. Ligue Spartakus.
- Syndicats belges des métaux, 241.
- Syndicats britanniques, 178.
- Syndicats de Catalogne, 72.
- Syndicat C.G.T. des agents des P.T.T., 137.
- Syndicat des métaux de Moscou, 49.
- Syndicats soviétiques, conseil pan-russe, 49.
- Tchéka, 105.
- Travailleurs industriels du monde, Industrial Workers of World, I.W.W., 33.
- Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, U.S.P.D., cf. Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne.
- Union démocratique socialiste du Danemark, Socialdemokratische Forbund i Danemark, 207.
- Union générale des travailleurs juifs de Russie, de Lituanie, de Pologne, Bund, 136.
- Union general de los Trabajadores, U.G.T., 23.
- Union des partis socialistes pour l'action internationale, U.P.S., ou Internationale Deux et demi, 81.
- Unité bolchevique, cf. Opposition de gauche, section allemande.
- Vieux-bolcheviks, cf. Société des vieux bolcheviks.
- Volonté de Peuple, Narodnaja Volja, 305.
- Workers Party of the United States, W.P.U.S., cf. Parti des travailleurs des Etats-Unis.

INDEX DES SUJETS ET THEMES ÉVÉNEMENTS ET PAYS

- | | |
|--|--|
| <p>Belgique. Provocation stalinienne, 178.</p> <p><i>Bulletin de l'opposition</i>, 164, 220.</p> <p>Bureaucratie, 103, 125, 139, 288.</p> <p>Coloniale (Question), 56.</p> <p>Commission d'enquête internationale (voir aussi : Procès de Moscou), 183-186, 194, 197, 199, 215, 228, 240, 270.</p> <p>Démocratie bourgeoise, 31, 75, 130, 146, 200, 216, 224, 264, 271, 272, 283, 288.</p> <p>Ecrivain/politique, 201.</p> <p>Edition (Œuvres de Trotsky) (voir aussi aux titres des œuvres), 50, 53, 71, 142, 144, 151, 156, 160, 320.</p> <p>Entrisme/Apparition indépendante, 56.</p> <p>Espagne. Anarchisme, 71.</p> <p>Parti révolutionnaire, 68.</p> <p>Provocation stalinienne, 154.</p> <p>Révolution, 125.</p> <p>France. Ligue des Droits de l'Homme, 331.</p> <p><i>L'Humanité</i>, 93, 154.</p> <p>Lutte contre les procès de Moscou, 92, 151, 175, 226, 228, 256, 282, 286.</p> <p>P.C.F. Crise, 55.</p> <p>Front populaire, 56.</p> <p>G.P.U./Emigration monarchiste russe, 230.</p> | <p>Grande-Bretagne. Entrisme, 56.</p> <p>P.C./Labour Party, Parti Révolutionnaire/I.L.P., 56.</p> <p>Parti Révolutionnaire/Labour Party, 56.</p> <p>« Histoire de la révolution russe », 160.</p> <p>Lutte contre les procès de Moscou. Voir au nom de chaque pays. Voir aussi : Procès de Moscou.</p> <p><i>Ma vie</i>, 350.</p> <p>Molinier. Rapports Trotsky-Molinier, 137.</p> <p>Nin. Rapports Trotsky-Nin, 68.</p> <p>Norvège (voir aussi : Démocratie Bourgeoise), 31, 77, 130, 146, 148, 149, 151, 165, 224, 255, 272, 288, 325, 327.</p> <p>Social-démocratie. Voir : Norvège.</p> <p>Petite bourgeoisie juive/G.P.U., 230.</p> <p>Procès de Moscou, 31, 65, 74, 75, 84, 87, 94, 96, 99, 103, 108, 112, 120, 123, 125, 129, 134, 139, 151, 165, 171, 176, 181, 184, 186, 194, 196, 206, 218, 220, 222, 230, 235, 249, 288, 331, 346.</p> <p>Procès de Moscou. Aveux, 235, 288, 331.</p> <p>Procès de Novosibirsk, 268.</p> <p>Provocation. Provocateurs stali-niens, 84, 94, 95, 97, 112,</p> |
|--|--|

- 118, 165, 171, 181, 186, 222, 230.
- Quatrième Internationale. Conférence Internationale (7.36), 73.
- Révolution (La) trahie*, 50, 53, 71, 142, 144, 151, 156, 160, 183, 186, 189, 192, 197, 226, 249, 266, 278, 320, 348, 350.
- Sectarisme, 71.
- Société des nations, 125.
- Stalinisme (voir aussi : Procès de Moscou), 103, 288. (Lutte contre le), 79, 117, 120, 149. (Voir aussi : Commission d'enquête internationale.)
- Suisse. Lutte contre les procès de Moscou, 240, 243, 249.
- Tchécoslovaquie. Lutte contre les procès de Moscou, 112, 117, 158, 189, 196, 201, 220, 228, 245.
- Terrorisme, 65, 79, 87, 103, 149, 171, 205, 288.
- Tomsky. Suicide, 101.
- Trotsky. Archives. Paris, 191, 203, 254, 257, 260, 264, 265, 268, 270, 280, 286, 288. Internement. Lectures, 184, 192, 278, 350. Mexique, 325, 327, 348 voir aussi Trotsky, visa (Recherche d'un). Répression contre sa famille, 181. Séjour à Copenhague (1932), 206. Vie (juin 35-septembre 36), 31, 75. Visa (Recherche d'un), 272, 286, 322, 324, 325.
- U.R.S.S. Constitution de 1936, 125. Opposition ; Capitulation, 139. Répression, 87, 134. Voir aussi : Procès de Moscou. Voir aussi : Stalinisme.